

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ



n° 39-40 – 1^{er} juillet 2025

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Transversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info>

New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Transversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE
69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0323-3

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Table des matières

Qu'est-ce qui empêche la fin de la guerre ? Deux problèmes principaux

VITALYI DUDIN

7

PAROLES D'UKRAINE

L'évolution du mouvement syndical

OLEKSANDR SKIBA

11

Reconstruire l'Ukraine où les droits syndicaux seront respectés

SOIS COMME NINA

18

Comment tisser des liens syndicaux en temps de guerre

ENTRETIEN AVEC DENYS GORBACH

21

Odessa : « La solidarité, pas la charité »

24

L'armée ukrainienne a besoin d'un changement culturel pour protéger les droits des soldats

OLHA RECHETYLOVA

26

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Renforçons la défense du ciel ukrainie

SOLIDARITÉ UKRAINE BELGIQUE

34

Claude, celui qui voulait foutre le Trafalgar dans la turne des dictateurs

CHRISTIAN MAHIEUX ET HUGUES JOSCAUD

37

Arrêtons les crimes de guerre contre les enfants en Ukraine et en Palestine

TONI MORRAL

40

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

44

Chronique des événements courants

44

Attaques répétées contre le syndicalisme ukrainien

CHRISTIAN MAHIEUX

52



Bronzer sous les bombes

PATRICK LE TRÉHONDAT

56

ÉCLAIRAGES

Le début de l'invasion russe en 2014 : prise des villes et mise au pas des élites

ENTRETIEN AVEC SERHIY KUDELIA

62

« Drill, baby, drill ! »

MARYNA LARINA

76

Industrialisation, modernisme littéraire et construction de la nation ukrainienne

GALINA BABAK

90

Le radicalisme social de Taras Chevtchenko

VLADYSLAV STARODUBTSEV

101

La guerre invisible derrière le front : drones, services secrets et réseaux clandestins en Russie

ANDREA BRASCHAYKO

107

Ivan Dziouba : « Internationalisme ou russification ? »

ROBI MORDER

112

PRISES DE POSITION

À propos de StopRearm Europe

GIN VOLA

115

80 ans après : résister au fascisme

PATRICK SILBERSTEIN

118

Repenser un programme de gauche

VLADYSLAV STARODUBTSEV

121

Défaitisme, désertion et résistance...

136

CARNETS DE GUERRE

ANTOINE RABADAN

143

PAROLES FÉMINISTES D'UKRAINE

Discriminées en tant que femmes, réprimées en tant qu'Ukrainiennes

YARYNA DEHTIAR

163

UKRAINE COMBART

Ukraine CombArt était à Kyiv pour le Festival DocuDays : bravo pour cette 22^e édition !

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

170

BONIMENTEURS ET BONI-MENTEURS

L'internationalisme désarmé

ROMAIN DESCOTTES

187

BOÎTE ALERTE

Poésie ukrainienne dans la guerre : Artur Dron'

VLADIMIR FISERA

191

Les poètes français pour l'Ukraine

VLADIMIR CLAUDE FISERA

192

Poètes, vos papiers !

193

L'Ukraine en toutes lettres

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

194

Mes vacances d'été...

VARVARA BORYSENKO

200

Qu'est-ce qui empêche la fin de la guerre ? Deux problèmes principaux

Vitalyi Dudin¹

Malgré quelques espoirs, la guerre d'agression russe contre l'Ukraine se poursuit et se fait plus intense. Chaque jour, je vois des images épouvantables de destructions massives dans ma ville natale, Kyiv, à Kharkiv et dans d'autres magnifiques cités, qui étaient difficiles à imaginer. Ces scènes, dignes d'un film de catastrophe, font partie de notre vie quotidienne. Les endroits où nous nous promenions se transforment en cendres noires et en ruines.

Pendant ce temps, les envahisseurs russes lancent de nouveaux assauts non seulement à l'est et au sud, mais aussi au nord, dans la région de Soumy. Ici, en Ukraine, le conflit a vraiment les caractéristiques d'une guerre populaire en raison de l'ampleur de la participation de la population à l'effort de guerre : plus d'un million de personnes servent dans l'armée, un peu plus sont engagées dans les secteurs des

infrastructures critiques et beaucoup d'autres sont impliquées dans des activités volontaires.

Les négociations d'Istanbul cachent les plans expansionnistes de Moscou et ne pourront guère réussir (voir ci-dessous).

Mon existence même en tant que civil et en tant que militant des droits du travail a changé radicalement. Je reçois des messages de travailleurs des chemins de fer qui ont besoin d'argent pour les drones et d'autres équipements ; les proches des salariés décédés à la suite d'attaques de missiles sur leur lieu de travail me font part de leurs problèmes pour obtenir des aides sociales ; les infirmières près de la ligne de front se plaignent de ne pas recevoir les primes promises. Parfois, nous réussissons à surmonter de tels défis, mais nous voulons tous que la guerre se termine le plus rapidement possible.

Bien sûr, la résistance héroïque des défenseurs ukrainiens et les opérations spéciales étonnantes sur le territoire russe ont beaucoup contribué à affaiblir la machine de guerre du Kremlin. Mais après avoir perdu le soutien militaire américain, les chances d'une victoire stratégique de l'Ukraine se sont réduites.

Les négociations d'Istanbul ont clairement montré que la position ukrainienne est désormais beaucoup plus souple pour tenter de chercher une solution pacifique (cessez-le-feu de 30 jours, par exemple). Au contraire, les exigences russes se font plus offensives et agressives. Grâce à Donald Trump, la Russie a repris l'initiative sur le champ de bataille et cela reflète une réalité objective. L'impossibilité de mettre fin à la guerre vient de la faiblesse de la position de l'Ukraine dans les négociations et elle ne peut

1. Vitalyi Dudin est juriste et membre de la direction de Sotsialnyi Rukh (Mouvement social). Kyiv, 9 juin 2025

être surmontée par une mobilisation plus importante des hommes sur le front.

Alors quels sont les facteurs qui rendent l'Ukraine plus faible ?

Problème n° 1 – Le pseudo-pacifisme qui sévit parmi les forces progressistes occidentales

Ce premier problème est extrêmement douloureux pour moi. Beaucoup de gens, dans le mouvement socialiste, ne veulent traditionnellement pas aborder des questions telles que la violence, l'État et la souveraineté. Cela les conduit à une mauvaise compréhension de la situation ukrainienne. Certains ne reconnaissent pas la nature décoloniale et anti-impérialiste de la lutte ukrainienne. Leur analyse se base sur une vision dépassée du système international où les États-Unis étaient considérés comme le seul impérialisme et où la Russie était représentée comme leur victime. Et même si Donald Trump dit «comprendre» chaleureusement le sentiment impérialiste de Poutine, cela n'a pas changé les conclusions que tirent ces personnes qui se prétendent des intellectuels de gauche. Les régimes les plus réactionnaires de l'histoire de l'Amérique et de la Russie exercent une pression énorme sur l'Ukraine aujourd'hui, tandis que certains cherchent des arguments pour justifier qu'une nation attaquée ne mériterait pas de soutien international. Je suis curieux de savoir comment les protagonistes de la théorie de la «guerre par procuration» s'arrangeront avec le fait que l'Ukraine continue de se battre sans



l'aide directe des États-Unis et même malgré des actions hostiles de la part ce pays.

Beaucoup de militants de gauche s'opposent au soutien militaire à cause de leur éthique antimilitariste. Et apportent une excuse philosophique sophistiquée afin de ne pas envoyer d'armes à un pays envahi, provoquant plus de souffrances parmi les innocents. La contradiction d'une telle posture devient particulièrement absurde lorsqu'elle est avancée par ceux qui prétendent être des révolutionnaires ou des radicaux... Pour moi, il est évident que de tels rêveurs veulent avoir une vie tranquille à l'intérieur d'un système capitaliste sans tenter réellement de le renverser. Être contre les armes revient à se réconcilier avec le fléau de l'esclavage.

Vivre sous la protection de l'OTAN et avoir peur d'une «militarisation excessive» de l'Ukraine ressemble à de l'hypocrisie.

À l'inverse : si les travailleurs ukrainiens remportent la guerre, ils se verront encouragés pour poursuivre une lutte émancipatrice pour la justice sociale. Leur énergie renforcera le mouvement ouvrier international. Expérience de la résistance armée et de l'action collective : voilà une condition préalable clé pour l'émergence des véritables mouvements sociaux qui défieront le système.

Problème n° 2 – L'incapacité de l'État ukrainien à placer les intérêts publics au-dessus des intérêts du marché

Les élites dirigeantes en Ukraine encouragent le libre marché et le système basé sur le

profit comme seul moyen possible d'organisation de l'économie. Toute idée de planification de l'État ou de nationalisation des entreprises doit, pour eux, être rejetée car faisant partie du patrimoine soviétique. Le problème est que la version ukrainienne du capitalisme est totalement périphérique et incompatible avec la mobilisation de ressources nécessaires à l'effort de guerre.

Le dogmatisme idéologique dominant place l'Ukraine dans le piège d'une économie primitive et qui dépend largement de l'aide étrangère.

Nous vivons dans un pays d'hommes d'État riches et d'un État pauvre. Le gouvernement essaie de limiter sa responsabilité dans la gestion du processus économique et d'éviter d'imposer un impôt progressif élevé sur les riches et les entreprises. Cela conduit à une situation où le fardeau de la guerre est supporté par des gens ordinaires qui paient des impôts sur leurs petits salaires, qui servent dans l'armée, qui perdent leurs maisons...

Il est impossible d'imaginer qu'il y ait du chômage pendant la guerre à grande échelle. Mais en Ukraine, cela existe avec un niveau extrêmement élevé d'inactivité économique de la population ainsi qu'une pénurie incroyable de main-d'œuvre. Ces carences peuvent s'expliquer par la réticence de l'État à créer des postes de travail et à l'absence de stratégie visant à impliquer massivement les gens dans l'économie dans des centres d'emploi. Nos politiciens pensent que les dysfonctionnements historiques du marché du travail peuvent être résolus sans une ingérence active de l'État! Malheureusement,

les réformes dans le sens de la déréglementation en temps de guerre ont créé une multitude de contre-incitations qui démotivent les Ukrainiens à l'heure de chercher un emploi salarié. Voilà pourquoi la qualité de l'emploi devrait être améliorée en augmentant les salaires, avec de véritables inspections du travail et de vrais espaces de démocratie sur le lieu de travail.

Seule une politique socialiste démocratique pourra ouvrir la voie à un avenir durable pour l'Ukraine, où toutes les forces productives travailleraient pour la défense nationale et une protection sociale juste.

Et maintenant, nous pouvons aller droit au but

Sans un soutien militaire et humanitaire à la hauteur, l'Ukraine ne pourra pas protéger sa démocratie et sa défaite affectera les libertés politiques partout dans le monde. Par ailleurs, nous devons rester critiques envers les responsables gouvernementaux ukrainiens et leur refus d'en finir avec le consensus néolibéral qui sape l'effort de guerre. Il sera particulièrement difficile de gagner une guerre contre un envahisseur étranger si nous avons beaucoup de problèmes internes, à cause d'une économie capitaliste dysfonctionnelle.

PAROLES D'UKRAINE

L'évolution du mouvement syndical

Oleksandr Skiba¹

Le mouvement syndical ukrainien est né dans le cadre du système soviétique, où les syndicats jouaient principalement un rôle décoratif, se concentrant sur la distribution des avantages sociaux plutôt que sur la défense des droits des travailleurs. L'effondrement de l'Union soviétique a marqué le début d'un nouveau chapitre. Dès 1990, des organisations syndicales indépendantes ont commencé à émerger, remettant en cause les institutions de l'«ancien système». Au fil du temps, un nombre important de ces organisations se sont regroupées au sein de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

Parallèlement, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) – la plus grande coalition de syndicats dits «traditionnels» ou «jaunes» – a poursuivi ses activités. Cette entité a hérité d'actifs et de positions institutionnelles considérables de l'ère soviétique. Bien qu'elle ait

conservé une structure organisationnelle formelle, comprenant des rapports, des comités et des divisions de jeunes, ses opérations étaient largement symboliques et manquaient d'engagement substantiel. En particulier, la participation des jeunes au sein de ces organisations était nominale, sans véritable implication dans les processus de prise de décision ou de défense des droits du travail.

Au début de la guerre à grande échelle en 2022, le mouvement syndical s'est retrouvé dans une situation de crise profonde. Les principaux défis à relever ont été les suivants :

- Faiblesse institutionnelle : les syndicats ont exercé une influence minimale sur les processus législatifs et l'élaboration de la politique économique ;
- Isolement politique : les questions relatives au travail ont été marginalisées et les syndicats ne disposent pas d'une plateforme politique spécifique ;
- Stagnation organisationnelle : la vision stratégique était absente, les cadres juridiques étaient sous-développés et les progrès en matière de transformation numérique restaient insuffisants.

Contexte juridique et politique en temps de guerre

Le déclenchement d'une invasion à grande échelle en Ukraine a entraîné des transformations radicales dans le cadre juridique des relations de travail. La loi n° 2136, adoptée en 2022, a considérablement restreint les droits

1. Oleksandr Skiba est membre du syndicat VPZU (Syndicat libre des cheminots d'Ukraine – KVPU) au dépôt ferroviaire de Darnytsa et président de la Fondation pour le développement de l'Union. Publié par le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#). Traduction Patrick Le Tréhondat. 25 mai 2025.

des employés: les grèves ont été interdites, les garanties sociales ont été réduites et des dispositions clés des conventions collectives ont été annulées. En conséquence, les syndicats ont été privés de leurs mécanismes d'influence légaux et publics.

Les centres de recrutement territoriaux (TCC) sont devenus un instrument de pression supplémentaire. Des cas ont été documentés où la mobilisation aurait été utilisée pour cibler des militants syndicaux et des employés ayant une position fermement pro-ouvrière. Les employeurs, quant à eux, ont acquis un nouveau pouvoir discrétionnaire, à savoir la capacité de déterminer quels employés seraient mobilisés et lesquels seraient exemptés de la mobilisation, souvent sur la base de la loyauté personnelle ou de l'implication dans des activités syndicales. Ces développements ont eu un impact significatif sur les représentants des syndicats indépendants, qui sont généralement plus virulents dans leurs critiques à l'égard des employeurs et des autorités de l'État.

En outre, un nombre important de personnes ayant une position civique active, y compris des dirigeants et des militants, se sont portées volontaires pour le service militaire au début de 2022. Cela a considérablement affaibli le capital humain et le *leadership* intellectuel du mouvement syndical, aggravant les crises existantes de gouvernance et de résilience institutionnelle.

Simultanément, la suspension effective des activités du Service national du travail - en particulier des inspections de protection du travail - a entraîné des violations impunies des normes de sécurité et des conditions de travail.

La suspension des inspections programmées a créé un environnement propice aux abus, en particulier dans les secteurs dangereux et à bas salaires.

Ainsi, le mouvement syndical a été soumis à une double pression : celle de l'État, qui a imposé des mesures restrictives en temps de guerre, et celle des employeurs, qui ont exploité la guerre comme moyen de contrôle. Dans un tel contexte, la défense des droits des travailleurs exige non seulement une expertise juridique, mais aussi un courage personnel exceptionnel.

Les éléments clés de ce contexte sont les suivants :

- la loi n° 2136 et les restrictions qu'elle impose aux droits des travailleurs, notamment l'interdiction des grèves et la réduction des garanties sociales ;
- la loi martiale et la pression des centres de recrutement territoriaux (TCC) ;
- la mobilisation des militants syndicaux, qui a conduit à l'affaiblissement des structures organisationnelles ;
- la suspension *de facto* des inspections de la protection du travail, ce qui entraîne des violations sur le lieu de travail non contrôlées.

La réponse des syndicats aux défis de la guerre

En réponse aux défis sans précédent posés par l'invasion à grande échelle, les syndicats ukrainiens ont mobilisé un large éventail d'initiatives visant à soutenir les travailleurs et à défendre la cohésion sociale. Malgré les limites



institutionnelles et les contraintes politiques, les syndicats ont fait preuve de résilience, d'adaptabilité et d'un engagement fort en faveur de la solidarité.

- **Activités bénévoles et aide humanitaire :** Les organisations syndicales ont joué un rôle actif dans les efforts de volontariat, apportant un soutien essentiel aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux populations vulnérables. Ces initiatives comprennent la distribution de nourriture, de vêtements, de médicaments et d'abris, ainsi que la coordination du soutien logistique en coopération avec les communautés locales et les partenaires internationaux.
- **Soutien aux travailleurs des infrastructures essentielles et du secteur de la défense :** Les syndicats ont apporté une aide ciblée aux employés travaillant dans les services essentiels, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, des soins de santé et de la défense.
- **Protection des droits des travailleurs mobilisés.**
- **Engagement dans des initiatives syndicales internationales :** Les syndicats ukrainiens ont participé activement aux réseaux mondiaux de solidarité et aux forums internationaux du travail. Ces engagements ont permis de faciliter l'échange de bonnes pratiques, d'obtenir une aide matérielle et de sensibiliser la communauté internationale aux luttes du mouvement syndical ukrainien.

L'impasse stratégique et la perte d'influence

Dans le contexte de la guerre, le mouvement syndical ukrainien s'est retrouvé non seulement dans une situation d'adversité extérieure, mais aussi dans une profonde crise stratégique interne. Nous avons été confrontés à l'absence d'une stratégie cohérente, tournée vers l'avenir et proactive, capable de relever les défis contemporains et de façonner l'avenir des relations de travail dans le pays. La crise s'est traduite de la manière la plus visible par la passivité organisationnelle, l'incapacité à influencer les processus législatifs, un éloignement du discours public national et, surtout, la perte de la voix politique des syndicats.

Un nombre important de syndicats ukrainiens ont, par inertie, préservé la tradition de comportement apolitique de l'ère soviétique. Toutefois, dans le contexte de la transformation profonde de l'État et de la société ukrainiens, cette position a cessé d'être neutre. Au contraire, elle est devenue destructrice. Rester apolitique lorsque des décisions fondamentales affectant les droits des travailleurs sont prises est en fait une forme de complicité dans la violation de ces droits. En conséquence, les syndicats ne sont pas seulement absents de la sphère politique, ils perdent l'influence limitée qu'ils détenaient auparavant.

Le contraste avec les pays européens est frappant. Sur tout le continent, les forces politiques de gauche se concentrent de plus en plus sur les questions liées au travail : répartition équitable des revenus, sécurité sociale, gestion des effets de l'automatisation et de la numérisation.

Les syndicats européens s'engagent activement auprès des partis politiques progressistes, participent aux débats parlementaires et font pression pour défendre les intérêts des travailleurs aux niveaux national et supranational. En Ukraine, en revanche, cette synergie stratégique est pratiquement inexistante. Les syndicats et leurs alliés politiques potentiels opèrent de manière isolée, sans plateformes, stratégies ou alignement idéologique communs. Il en résulte une marginalisation - les syndicats sont aujourd'hui largement sans alliés et sans influence.

Les implications de l'automatisation et de l'essor de l'intelligence artificielle sont particulièrement cruciales. Dans d'autres pays, les syndicats sont en première ligne pour défendre la reconnaissance du travail numérique, lutter pour la préservation des emplois, assurer la protection des données et garantir l'accès à l'amélioration des compétences et à la reconversion. En Ukraine, cependant, ces domaines critiques restent presque entièrement négligés. Il existe un réel danger que le pays prenne du retard dans sa réponse à la quatrième révolution industrielle, donnant ainsi l'initiative aux sociétés transnationales et aux structures oligarchiques locales.

L'impasse stratégique dans laquelle se trouvent actuellement les syndicats ukrainiens se manifeste dans de multiples dimensions :

- l'absence de partenariats politiques et d'engagement significatif avec les mouvements de gauche ;
- l'incapacité à façonner des agendas législatifs en défense des droits des travailleurs ;

- une méconnaissance de la transformation numérique de l'économie ;
- le refus de constituer un socle idéologique cohérent et fondé sur des valeurs.

Cette impasse ne peut être surmontée que par une réévaluation fondamentale des principes et des pratiques. Les syndicats doivent retrouver leur rôle historique d'acteurs politiques, d'agents du changement sociétal et de participants actifs au dialogue public. Sans cette transformation, le mouvement restera inaudible, n'inspirera pas confiance et, en fin de compte, ne sera pas pertinent.

Le problème des syndicats jaunes et des faux syndicats

L'un des problèmes les plus urgents et les plus préjudiciables auxquels est confronté le mouvement syndical ukrainien est la persistance de ce que l'on appelle les « syndicats jaunes » ou faux syndicats. Il s'agit d'organisations qui ressemblent extérieurement à des syndicats légitimes mais qui, dans la pratique, servent les intérêts des employeurs, des fonctionnaires ou d'autres structures de pouvoir. Leur fonction première est de simuler un partenariat social et de remplacer la véritable défense des droits des travailleurs par des activités superficielles adaptées à l'avantage du capital et de l'autorité.

Les racines de ces formations remontent à l'ère soviétique, lorsque les syndicats étaient intégrés à l'appareil d'État et fonctionnaient davantage comme des organisateurs d'activités de loisirs et d'événements cérémoniels, des distributeurs de chèques vacances, que comme des



défenseurs des droits du travail. Aujourd'hui encore, pour de nombreux Ukrainiens, le concept de «syndicat» reste synonyme de «cadeaux et de célébrations» plutôt que de lutte, de solidarité et d'action collective.

Les employeurs utilisent activement de faux syndicats pour faire pression sur les travailleurs et discréditer le mouvement syndical indépendant. Dans plusieurs secteurs – notamment l'administration publique, les transports et l'énergie – les employés sont souvent contraints d'adhérer à de tels syndicats sous la menace d'un licenciement, d'une perte d'avantages sociaux ou comme condition d'emploi *de facto*. Cette pratique constitue une violation directe du droit fondamental à la liberté d'association. Pourtant, en raison de la capacité limitée des inspections du travail et de l'absence de contrôle public efficace, ces violations restent souvent impunies.

Ces pseudo-syndicats bénéficient souvent d'un accès privilégié au dialogue officiel avec l'État et les employeurs. Ils participent aux commissions tripartites, signent des conventions collectives et contribuent ainsi à légitimer la détérioration des conditions de travail. Pendant ce temps, les syndicats authentiques, indépendants et actifs sont relégués aux marges du paysage institutionnel.

La présence de syndicats «jaunes» constitue une menace plus profonde et plus insidieuse : elle sape la confiance du public dans le mouvement syndical dans son ensemble. Les travailleurs qui ont été confrontés à ces faux syndicats sont plus susceptibles d'être désillusionnés et de perdre confiance dans la possibilité d'une représentation collective efficace. Il en résulte une

apathie généralisée et une réticence à s'engager dans l'auto-organisation ou la protestation. Sans confiance et sans croyance dans le pouvoir de l'action collective, l'essence même du syndicalisme est vidée de sa substance.

La question des faux syndicats nécessite une réponse globale et systémique, notamment :

- reconnaissance officielle du problème au niveau de l'État et de la société ;
- mise en place d'un registre national transparent des organisations syndicales, avec des critères d'authenticité clairement définis ;
- campagnes de sensibilisation du public visant à informer les travailleurs des différences entre les syndicats authentiques et les syndicats «jaunes» ;
- l'inclusion institutionnelle directe de représentants de syndicats indépendants dans les processus de négociation et les commissions consultatives dirigés par l'État ;
- des mécanismes stricts de responsabilisation pour sanctionner les employeurs qui contraignent les travailleurs à adhérer à des syndicats conformes ou contrôlés par l'employeur.

Il ne s'agit pas d'une question secondaire ou technique, mais d'un impératif stratégique. Sans affronter et résoudre cette question, le développement d'un mouvement syndical fort, démocratique et solidaire en Ukraine restera impossible.

Si nous aspirons à être des voix respectées au sein de la communauté mondiale du travail, si nous cherchons à participer sur un



pied d'égalité au dialogue international de la gauche, nous devons d'abord déblayer le terrain institutionnel. Nous devons restaurer l'intégrité du concept de syndicat. Ce n'est qu'à cette condition qu'une nouvelle ère de solidarité sera possible.



L'avenir des syndicats dans l'Ukraine de l'après-guerre

Une croyance largement répandue, mais erronée, persiste au sein de la société ukrainienne: l'idée que tout recommencera «après la guerre». Cependant, la réalité est beaucoup plus complexe. La période d'après-guerre exigera non seulement la reconstruction matérielle des infrastructures, mais aussi la résolution de déséquilibres socio-économiques profondément enracinés que la guerre a à la fois révélés et exacerbés.

L'Ukraine est déjà confrontée à un paradoxe: malgré la guerre en cours, les secteurs des services et du commerce continuent de dominer la production industrielle. Dans de nombreuses régions, il existe un déficit critique

d'emplois manufacturiers, le capital et la main-d'œuvre étant largement concentrés dans le secteur des services et de la consommation. Un exemple frappant est que dans les grands centres urbains, les complexes commerciaux et de loisirs emploient plus de personnes que les grandes entreprises industrielles. Ce modèle économique n'est pas viable surtout si l'on tient compte du retour prévu de centaines de milliers de vétérans et de la vague d'émigration en cours.

Le temps de guerre a partiellement atténué les effets du chômage en intégrant de larges segments de la population dans l'économie de la défense et du volontariat. Des activités telles que la fabrication de drones FPV, la réparation d'équipements militaires, le soutien logistique de l'armée et le développement de systèmes civils de guerre électronique ont créé des opportunités d'emploi à court terme. Pour de nombreux ménages, cet engagement constitue la principale source de revenus. Toutefois, ces solutions ne sont que temporaires et se transformeront ou nécessiteront une restructuration fondamentale une fois que la phase active de la guerre aura pris fin.

L'une des menaces les plus graves dans le contexte de l'après-guerre est la criminalisation potentielle des relations de travail. L'Ukraine d'après-guerre pourrait être confrontée à une augmentation de l'emploi non réglementé (travail «gris» et «noir»), à une économie souterraine croissante, au pillage des entreprises et à des programmes d'externalisation du travail forcé sans garanties sociales. Les groupes vulnérables - notamment les anciens combattants,

les personnes handicapées, les jeunes et les résidents des territoires anciennement occupés - sont particulièrement exposés au risque d'exploitation et de marginalisation.

Si l'État et la société ne sont pas en mesure d'offrir des possibilités d'emplois sûrs, dignes et tournés vers l'avenir, une partie importante de la main-d'œuvre continuera à chercher des moyens de subsistance à l'étranger. L'émigration de la main-d'œuvre est déjà devenue l'une des principales stratégies de survie. Avec l'ouverture des frontières de l'UE et l'instabilité intérieure persistante, cette tendance est susceptible de s'intensifier.

La réponse appropriée à ces nouveaux défis n'est pas la préservation des structures syndicales existantes, mais leur transformation complète. Les syndicats doivent devenir des institutions modernes et dynamiques, capables de façonner l'ordre socio-économique de l'après-guerre. Les domaines clés de la réforme sont les suivants :

- transformation numérique : transition vers des moyens de communication modernes, des mécanismes numériques pour la transparence et la protection des droits ;
- défense juridique : expansion des fonctions de soutien juridique au sein des syndicats, y compris l'amélioration de la formation des militants et une plus grande implication des juristes syndicaux ;
- réflexion stratégique : planification à long terme basée sur les tendances démographiques, économiques et géopolitiques ;

- subjectivité politique : développement de la capacité institutionnelle à influencer la législation, à s'engager dans des négociations avec le gouvernement et à former des coalitions avec d'autres institutions sociales.

Les syndicats de l'avenir ne doivent pas seulement jouer leur rôle traditionnel de défenseurs des salaires et des conditions de travail. Ils doivent devenir des institutions stratégiques capables d'articuler et de mettre en œuvre une vision nationale de la stratégie de développement du travail, empêchant ainsi la société ukrainienne de sombrer dans le chaos socio-économique et le désespoir de l'après-guerre.

Conclusion : le choix entre extinction et modernisation

Le mouvement syndical ukrainien se trouve à un carrefour historique. Continuer à fonctionner avec des modèles et des méthodes dépassés, c'est s'engager sur la voie de l'insignifiance et du déclin. Face à la profonde transformation de la société et à la reconstruction d'après-guerre, les syndicats doivent choisir : l'extinction ou la modernisation.

La modernisation doit être comprise non pas comme un ajustement cosmétique, mais comme une transformation globale. Elle signifie la consolidation de toutes les actions de protestation et de grève dans le cadre d'une vision stratégique cohérente. Elle signifie la politisation des syndicats et leur représentation active au sein des organes législatifs à tous les niveaux de gouvernement.

Aujourd'hui, les syndicats ukrainiens reflètent en partie un modèle plus large d'infantilisme social et politique. Trop de dirigeants syndicaux restent enfermés dans une conception étroite de leur mission - isolés dans les limites techniques de la représentation des travailleurs et dédaigneux de l'engagement politique, qu'ils considèrent comme le domaine des opportunistes ou des adversaires.

Mais cette attitude a un coût. Dans les sociétés démocratiques modernes, s'abstenir de participer à la vie politique n'est pas une marque de vertu, mais un abandon de pouvoir. Ceux qui se désengagent de la politique abandonnent inévitablement leur avenir à ceux qui agissent sans se soucier du bien public. Le résultat n'est pas la neutralité, mais la vulnérabilité.

Le mouvement syndical doit retrouver sa voix et sa pertinence. Le slogan du 21^e siècle doit être clair : de la défense à l'attaque !



Reconstruire l'Ukraine où les droits syndicaux seront respectés

À l'invitation de l'organisation syndicale française Solidaires, deux représentantes du syndicat du personnel soignant ukrainien *Soyez comme nous sommes* étaient à Paris pour le 1^{er} mai 2025 et ont participé à la manifestation syndicale. Nous publions la déclaration de Antonina Chatsylo, membre de *Soyez comme nous sommes*, lors d'une conférence organisée par Solidaires le 30 avril en présence de syndicalistes argentin, espagnol et italien.

Chers amis,

Je m'appelle Antonina Chatsylo et c'est un honneur et un privilège pour moi d'être ici aujourd'hui à Paris à l'invitation de Solidaires afin de présenter notre jeune syndicat médical indépendant, le mouvement médical : *Soyez comme nous sommes*.

Soyez comme nous sommes a vu le jour avant la guerre en Ukraine. En 2019, avec d'autres professionnels de santé, nous avons créé un mouvement qui n'avait alors aucun équivalent dans notre pays. Depuis, nous défendons les droits des professionnels de santé et luttons pour des salaires décents et des conditions de travail dignes. Lorsque nous ne parvenons pas à résoudre les problèmes de manière pacifique, nous organisons des manifestations (actuellement, en raison de l'état d'urgence, elles sont

interdites par la loi). Notre objectif principal est d'améliorer les conditions de travail et la formation des professionnels de santé. Pour cela, nous utilisons tous les moyens à notre disposition, dans le respect de la loi bien sûr.

Soyez comme nous sommes est une organisation non gouvernementale à but non lucratif légalement enregistrée. Dans notre travail, nous sommes guidés par des statuts approuvés. La majorité des membres de notre organisation sont des femmes.

Nos principales stratégies sont les suivantes : créer un réseau d'organisations non gouvernementales et de syndicats professionnels, développer une structure dans chaque région d'Ukraine, sensibiliser la population aux droits des travailleurs de la santé. Nous organisons également un travail médiatique et des actions de protestation pour promouvoir des lois qui devraient améliorer la prestation des soins médicaux et les conditions de travail. Par exemple, nous avons exigé l'adoption d'une loi sur la responsabilité en matière de harcèlement moral et physique au travail. Nous défendons également l'égalité des sexes sur le lieu de travail, dans l'éducation et dans la vie quotidienne. Parallèlement, nous mettons en place un réseau de coopération avec d'autres organisations qui ont des activités et des principes similaires, notamment celles qui défendent l'égalité des sexes. Nous organisons des séminaires éducatifs sur la protection des droits du travail pour les équipes d'infirmières dans différentes villes d'Ukraine, au cours desquels elles développent leurs compétences en matière de *leadership* et acquièrent des compétences en matière d'organisation.

Sur la base de conflits de travail concrets dans chaque équipe, nous élaborons un plan d'action pour les résoudre. La priorité de ce plan est la protection des droits des infirmières. Nous organisons également des rencontres entre les équipes et un psychologue afin d'aider les femmes à gérer leur état émotionnel dans le contexte de la guerre.

Notre organisation milite pour un monde sans violence, pour l'égalité des droits et l'égalité des sexes, pour la création d'unions de femmes, en particulier dans le domaine médical, où le travail des femmes doit être respecté et bien rémunéré. Étant donné que les femmes ont, en plus de leur travail, la charge des enfants, des personnes malades, des personnes âgées et des tâches ménagères, nous voulons que ces responsabilités soient réparties équitablement entre tous les membres de la société et de la famille.

Notre organisation fonctionne selon des principes démocratiques. Avant de prendre une décision, nous la soumettons à un débat public au sein du groupe. Nous étudions également en détail les problèmes que nos membres nous soumettent, nous en discutons, tirons des conclusions et cherchons des solutions. Le poste de président de notre organisation est renouvelable. La conférence peut changer le conseil d'administration par un vote. Nous menons régulièrement des sondages publics auprès de nos membres, au cours desquels nous leur demandons d'évaluer nos activités.

Au fil du temps, nous sommes devenus une communauté de 85 000 personnes. Notre organisation a été créée sans aucun soutien de l'État

ou des partis politiques. Et nous soutenons la création de syndicats dans toute l'Ukraine. Nous avons organisé les premières manifestations dans plusieurs villes à l'hiver 2019. Nous réclamions une augmentation des salaires des travailleurs de la santé, une augmentation des dépenses de santé en général, et que nos voix, celles des travailleurs de la santé, soient entendues dans toute réforme du système de santé en Ukraine.

Nous avons réitéré ces manifestations en 2020 et 2021 et avons obtenu des avancées : la réintégration des infirmières licenciées illégalement et le paiement des salaires dus dans plusieurs établissements.

Avant même la guerre en Ukraine, une réforme du système de santé avait été mise en place. Depuis lors, des établissements médicaux ferment leurs portes, les hôpitaux sont optimisés, c'est-à-dire fusionnés. Cela a de graves répercussions sur les professionnels de santé, qui perdent leur emploi. Ce processus s'est poursuivi pendant la guerre. La situation s'est considérablement détériorée : de nombreux établissements médicaux ont fermé leurs portes, notamment à la suite de bombardements et de tirs d'artillerie.

La perte d'emploi, l'occupation, les migrations massives, les réductions d'effectifs ne sont pas les seuls problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés. Les économies réalisées par les autorités locales sur le financement, les salaires des infirmières et autres personnels médicaux conduisent à l'appauvrissement d'une partie de la population dont nous défendons les droits.

La guerre qui a éclaté le 24 février 2022 a causé encore plus de problèmes non seulement pour les professionnels de santé, mais aussi pour l'ensemble de la population ukrainienne. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie. Des millions ont été contraintes de fuir vers les pays voisins et plus de 6 millions d'Ukrainiens sont devenus des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Des villes et des villages ont été détruits. Nos hôpitaux et nos installations énergétiques sont devenus la cible de l'ennemi.

Nous avons compris que dans cette situation, nous ne pourrions pas nous en sortir sans l'aide de partenaires internationaux. C'est pourquoi nous avons convenu avec nos partenaires allemands de l'organisation Medico International d'un projet commun pour venir en aide aux Ukrainiens victimes de la guerre. Grâce à cette coopération, nous avons pu fournir un logement temporaire à plus de 40 familles avec des enfants en bas âge et des parents retraités. Près de 400 familles en situation très difficile ont reçu de l'aide sous forme de produits alimentaires et d'articles d'hygiène. Nous avons également la possibilité d'offrir un soutien psychologique et juridique. Et, ce qui est très important, nous aidons les médecins à soigner. En effet, certaines personnes ont complètement perdu tout espoir de guérison. Grâce à ce projet, elles ont retrouvé la santé et peuvent à nouveau travailler et mener une vie normale.

Malheureusement, notre projet a pris fin le 31 décembre 2023. C'est pourquoi nous recherchons activement des organisations internationales avec lesquelles nous pourrions coopérer

et continuer à aider les médecins et les Ukrainiens en particulier.

Nous nous souvenons de chacun de nos frères et sœurs, y compris des nombreux travailleurs de la santé qui ont perdu la vie en défendant notre pays ou qui ont été tués par les bombes et les missiles que la Russie continue de lancer sur nos communautés.

Tout au long de cette horreur, notre réponse s'est fondée sur un principe compréhensible pour tous les participants à cette réunion: le principe de solidarité.

Les syndicats ukrainiens se sont également mobilisés pour fournir une aide humanitaire, en fournissant de la nourriture, des logements, des médicaments et d'autres articles de première nécessité aux personnes déplacées, en réparant des bâtiments et en apportant un soutien psychologique et autre aux familles. Nous avons ressenti le soutien du mouvement syndical international, qui a fait preuve de solidarité en accueillant des Ukrainiens dans leurs pays et en apportant soutien et conseils à ceux qui ont été contraints de fuir.

Nous attendons la fin de la guerre et voulons de toutes nos forces et par tous les moyens rapprocher la victoire. Nous croyons que nous parviendrons à reconstruire l'Ukraine, où les droits syndicaux seront respectés dans tous les secteurs et où les travailleurs recevront un salaire décent et bénéficieront de conditions de travail équitables.

Ce ne sera pas facile. Mais vous avez vu notre force et notre dévouement pendant la guerre.

Comment tisser des liens syndicaux en temps de guerre

Entretien avec Denys Gorbach¹

Quel est le paysage syndical ukrainien ?

Il existe deux grands types d'organisations syndicales.

En premier lieu, on trouve une galaxie d'organisations syndicales souvent appelées « officielles » ou « traditionnelles », qui sont les héritières du syndicalisme soviétique. À l'époque, le syndicat était le bras gauche de la direction : il était chargé d'assurer la paix sociale en offrant des services et des cadeaux tout en faisant le travail de « gestion des ressources humaines ». Ce modèle de syndicats « prestataires de services » est celui de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), qui réunissait 4,8 millions de membres à la veille de la guerre, dont 1,5 million dans l'enseignement et 0,7 million dans la santé publique. L'affiliation au syndicat « officiel », c'est-à-dire à la FPU, reste quasiment obligatoire dans le secteur public (la fonction publique, les administrations locales, l'enseignement, la santé, la culture, etc.) où la relation de dépendance vis-à-vis du gouvernement reste importante ;

1. Denys Gorbach est chercheur à l'université de Lund (Suède). Il a publié *The Making and Unmaking of the Ukrainian Working Class* (Berghahan, 2024). Entretien publié par la [Confédération des syndicats chrétiens](#) (Belgique).

ainsi que dans la grande industrie (métallurgie, agro-industrie, secteurs extractifs, énergie) où il s'agit plutôt de construire un rapport de force face à un employeur privé. Dans ces secteurs, adhérer au syndicat fait «naturellement» partie de la procédure d'embauche. Une fois engagé, on est libre de quitter le syndicat, mais en réalité, les «services», tant méprisés par les syndicalistes les plus militants, sont très prisés par les ouvriers, qui passent souvent d'un syndicat à l'autre pour maximiser leurs avantages.

En second lieu, il existe des syndicats dits «indépendants», dont l'histoire prend racine dans l'immense grève de mineurs de 1989 qui a contribué à la chute de l'URSS. La plus grande structure, la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), compte à peu près un million de membres, notamment des mineurs, mais aussi des cheminots, des enseignants, des médecins, des aides-soignants, des camionneurs, etc. En général, il s'agit d'une minorité militante, soit environ 10 % des travailleurs, souvent les plus qualifiés, qui peuvent se permettre de mener une lutte permanente contre l'employeur. Ces syndicats «militants» s'opposent aux syndicats «prestataires des services», mais ils ne peuvent pas non plus consacrer la totalité de leurs budgets aux caisses de grèves, car même la minorité combative exige des services et des avantages (cadeaux de Noël, centres de vacances, etc.). Si les syndicats «traditionnels» peuvent compter sur les revenus de leurs sociétés immobilières (qui s'élevaient, par exemple, à la moitié des rentrées de la FPU avant la guerre) et sur des subsides patronaux au niveau des entreprises,

les syndicats «indépendants» ne vivent que des cotisations de leurs membres.

Quels rôles jouent les syndicats en temps de guerre ?

Avant l'invasion russe en 2022, la crise sanitaire avait déjà fortement réduit les possibilités de militantisme : il était difficile de se mettre en grève lorsque l'entreprise souffrait des retombées économiques du Covid et que les risques de se faire licencier étaient plus élevés. Néanmoins, même dans ces conditions, le syndicat indépendant des mineurs a réussi à soutenir une importante grève sauvage qui a paralysé les mines de Kryvyi Rih en 2020.

Ensuite, la guerre est venue dégrader encore davantage la situation des entreprises industrielles (celles qui n'ont pas été matériellement détruites), notamment à cause du blocus maritime. À cela s'ajoutent la mobilisation militaire et les politiques antisociales du gouvernement, qui se sont intensifiées en 2022. La loi martiale ne laisse pas beaucoup d'espace pour combattre les politiques néolibérales. Les syndicats agissent surtout au niveau de la diffusion d'un contre-discours et de la construction de liens avec les mouvements ouvriers dans les pays occidentaux. En effet, c'est la pression venant de l'étranger qui est aujourd'hui la plus susceptible de faire bouger les lignes au niveau du gouvernement ukrainien.

En parallèle, la guerre a imposé de nombreuses nouvelles missions aux syndicats. Depuis février 2022, ils s'occupent de leurs membres partis au front. Une partie importante



de leurs ressources est consacrée à la coordination de l'aide matérielle aux syndicalistes devenus soldats. Malheureusement, un grand nombre d'entre eux sont morts. Dans ces cas-là aussi, c'est le syndicat qui s'occupe de leurs familles, pour leur apporter une aide matérielle mais aussi juridique. En effet, le service juridique syndical est la structure la plus proche, par exemple, pour aider les veuves à établir auprès des services publics que le soldat est bien mort au combat et non simplement disparu : sans cela, elles ne peuvent pas prétendre aux allocations de l'État.

Avez-vous des nouvelles des militants syndicaux qui vivent encore dans les territoires occupés par l'armée russe ?

Le mouvement syndical du Donbass s'est scindé en 2014, quand les séparatistes aidés par l'armée russe ont pris le contrôle d'un grand nombre de territoires là-bas. Certains militants ont quitté ces territoires ; d'autres ont décidé de continuer leurs activités sous le nouveau pouvoir. Mais si les syndicats « officiels » se sont reconvertis, sur le modèle antérieur de soumission directe aux autorités politiques, les syndicats « indépendants » ont tout simplement été bannis, comme toutes les autres organisations à vocation militante indépendante du pouvoir. Depuis 2015-2016, je n'ai reçu aucune information concernant des militants indépendants du Donbass : c'est une espèce éteinte. L'invasion de 2022 a été beaucoup plus brutale que la guerre du Donbass déclenchée en 2014. S'il existait une certaine tolérance envers certaines

initiatives populaires en 2014-2015, celle-ci a complètement disparu avec cette nouvelle guerre : à présent, il n'y a plus que l'armée qui avance, en détruisant des villes entières sur son passage. Difficile d'imaginer un syndicat, quel qu'il soit, à Maryinka ou à Vovtchansk soi-disant « libérées », où il n'y a plus ni entreprises ni maisons. Marioupol était un bastion ouvrier : aujourd'hui, ce n'est plus qu'un ramassis de béton brisé.

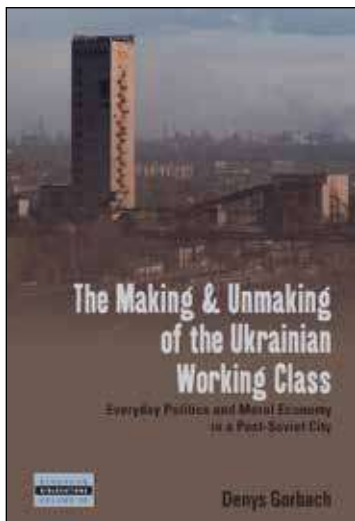
La guerre pousse-t-elle les syndicats à s'engager dans des actions plus politiques, en faveur d'une transformation sociale plus importante ?

C'est devenu un refrain populaire en Ukraine : « Nos gars reviendront du front et réinstaureront la justice sociale. » En réalité, c'est plus compliqué. Il est en effet possible que les syndicalistes reviennent de la guerre renforcés et soudés en tant que force politique. Mais il n'y a rien d'automatique dans tout cela. Beaucoup de choses dépendront de la façon dont la guerre finira : une défaite militaire renforcera les forces les plus réactionnaires et revanchardes dans le pays, tandis qu'une issue qui serait perçue comme une victoire par les masses pourrait favoriser une voie progressiste.

Que pouvons-nous faire en Belgique pour soutenir les travailleurs et syndicats ukrainiens ?

Les efforts déjà entrepris par la gauche occidentale, et notamment par certains syndicats (notamment français), sont extraordinaires et très utiles politiquement : je parle des convois solidaires, grâce auxquels les travailleurs

ukrainiens reçoivent de l'aide humanitaire, mais rencontrent aussi des syndicalistes étrangers et apprennent le sens du mot «solidarité» en pratique. Ces contacts sont sans doute l'une des rares conséquences politiques positives de cette invasion, car auparavant, on ne voyait pas l'intérêt de tisser de tels liens, surtout du côté occidental. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de rattraper les décennies d'isolement passées et de bâtir des ponts, plutôt que de reproduire le discours de l'extrême droite sur la protection des frontières. Dans l'immédiat, une campagne menée par les forces de gauche pour accueillir l'Ukraine dans l'espace européen et pour lui permettre de se reconstruire grâce à l'annulation des dettes et au transfert des avoirs russes gelés serait la bienvenue. Une telle campagne se démarquerait des récits de l'extrême droite prorusse et des libéraux qui veulent saigner l'Ukraine indéfiniment.



Odessa : « La solidarité, pas la charité »

Neuf millions d'Ukrainien-nes sur une population de 32 millions vivent dans la pauvreté. Selon l'ONU, environ 7,3 millions d'entre eux/elles sont confronté-es à des pénuries alimentaires, modérées ou graves, dont 1,2 million d'enfants et 2 millions de personnes âgées. Un sans-abri sur quatre est une personne déplacée à l'intérieur du pays.

Street.aid.daily (SAD) est un collectif de gauche qui aide les sans-abri d'Odessa. Il se situe dans une optique intersectionnelle pour parler du sans-abrisme, en tenant compte des conditions de classe, de genre et de race des personnes que le collectif aide. Cela permet de développer une approche plus éthique et non hiérarchique de l'aide aux sans-abri. Leur approche est la suivante : « La solidarité, pas la charité »¹.

Pouvez-vous nous parler de Street.aid.daily et de son histoire ?

Nous avons commencé comme un club de lecture politique en 2020. Après un an de lecture de littérature socialiste et anarchiste, nous avons décidé que ce n'était pas suffisant, que nous devons changer les choses, et nous avons créé un collectif d'entraide axé sur l'aide aux personnes vivant dans la rue. En 2022, nous avons lancé notre première campagne de sensibilisation «Sauver les doigts - Protéger la santé», car nous avons remarqué que de nombreux

1. Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat, le 22 novembre 2024.

sans-abri souffraient de gelures et d'amputations pendant l'hiver. Nous avons donc commencé à leur fournir des vêtements chauds et des chauffe-mains. Cela fait maintenant deux ans que nous menons des actions de proximité tous les dimanches : nous fournissons aux sans-abri des chaussettes, des sous-vêtements, des produits d'hygiène et des contraceptifs, nous faisons des activités artistiques avec eux et nous leur prodiguons les premiers soins. En plus de notre action sociale, nous continuons à organiser des clubs de lecture de gauche et des projections de films suivies de discussions.

Quelle est la situation à Odessa en termes de pauvreté et d'exclusion sociale ?

La situation des sans-abri à Odessa était déjà mauvaise avant l'invasion à grande échelle et elle s'est encore aggravée après 2022. Notre gouvernement ne parvient pas du tout à empêcher le nombre croissant de sans-abri et n'aide pas les personnes qui vivent déjà dans la rue.

Dans la vidéo publiée par Commons, nous voyons un vétérán vivant dans la rue. Pouvez-vous nous dire qui sont les personnes que vous aidez ?

Nous avons des vétérans vivant dans la rue depuis 2014. Il s'agit généralement de personnes qui ont développé un syndrome de stress post-traumatique pendant la guerre, ce qui entraîne souvent une dépendance à l'alcool et aux drogues comme seul moyen de s'en sortir. Depuis 2022, nous avons vu des cas de sans-abri mobilisés pour combattre pendant la



guerre et de vétérans revenant du front et se retrouvant sans-abri.

Des statistiques récentes ont montré qu'une personne sans-abri sur quatre est une personne déplacée à l'intérieur du pays. Les sans-abri ne sont pas un bloc homogène : nous aidons les femmes, les personnes de couleur, les personnes handicapées, les personnes LGBT+.

On voit aussi dans la vidéo le squat que vous gérez. Pouvez-vous nous en parler ?

SRZ-2 est un chantier naval abandonné. Dans notre groupe il y a des nombreux artistes, artisans et activistes qui y vivent et y créent. C'est un espace où nous pouvons cuisiner et manger ensemble, rencontrer de nouvelles personnes, développer de nouveaux projets. Nous y organisons notre club de lecture de gauche et des conférences. Cet été, nous y avons organisé notre premier [tournoi de basket antiautoritaire](#).

Quelles sont les perspectives pour les personnes présentes que l'on rencontre dans la vidéo ?

Pour être honnête, les perspectives ne sont pas très bonnes. Le nombre de sans-abri ne cesse d'augmenter, comme nous le constatons chaque semaine lors des visites de terrain. Les seuls endroits où ils peuvent se rendre sont les refuges financés par le gouvernement ou par des ONG. Malheureusement, les travailleurs sociaux n'ont pas assez de ressources pour aider les gens, alors ils restent coincés dans la rue pendant des années et des années. En réalité, les gens ne peuvent pas compter sur ces institutions, ils doivent résoudre leurs problèmes de logement la plupart du temps par eux-mêmes. Plus de personnes vivent dans la rue, plus elles ont de chance d'y mourir – telles sont leurs perspectives.



Comment l'Ukraine peut-elle sortir de cette situation de pauvreté ? Que doit faire le gouvernement ? Et s'il ne le souhaite pas, que faut-il faire ?

Créer des logements abordables. Contrôler le marché immobilier pour que les prix des loyers cessent de grimper. Mettre en œuvre une politique de logement d'abord pour aider réellement les sans-abri. On ne veut pas faire le nécessaire pour empêcher que davantage de personnes ne se retrouvent à la rue. Ils prendront eux-mêmes les choses en main.

CONTACT : MUTUAL.AID.ODS@GMAIL.COM

INSTAGRAM : [HTTPS://WWW.INSTAGRAM.COM/STREET.AID.DAILY/](https://www.instagram.com/street.aid.daily/)

POUR VOIR LA VIDÉO : CLIQUER SUR [COMMONS](#) :

L'armée ukrainienne a besoin d'un changement culturel pour protéger les droits des soldats

Olha Rechetylova¹

La fonction d'*ombudsman*² militaire a été créée en Ukraine à la fin de l'année 2023. Le 3 décembre, le président Volodymyr Zelenskyy a nommé Olha Rechetylova commissaire présidentielle pour la protection des droits des militaires et des membres des familles de militaires. Dans une interview accordée à Radio NV, Olha Rechetylova évoque la première vague de plaintes qu'elle a reçues, la résistance des commandants militaires et le projet de loi en cours d'examen qui officialiserait l'institution de l'*ombudsman* militaire.

1. Interview d'Olha Rechetylova par Olseksiy Tarasoc pour Radio NV. Traduction en français et publié sur le site du [Comité belge du Resu](#).

2. Littéralement en suédois, «représentant du peuple», il joue le rôle de médiateur.

Quels sont les principaux problèmes que vous ont signalés les militaires au cours de vos premiers mois en fonction ?

J'ai entendu beaucoup de choses et, pour être honnête, je connaissais déjà bon nombre de ces problèmes avant ma nomination, ayant travaillé pendant des années dans la défense des droits des militaires. Mais le volume de plaintes que je traite quotidiennement me permet de systématiser et d'analyser ces problèmes de manière plus approfondie. Certaines questions peuvent être résolues rapidement, tandis que d'autres nécessitent des réformes systémiques, parfois même pas des changements juridiques, mais plutôt des changements de mentalité.

Si nous devons classer les plaintes, les plus courantes au début concernaient les transferts, c'est-à-dire le non-respect du droit d'être transféré d'une unité à l'autre. D'autres concernaient le refus de soins médicaux ou d'orientation vers des commissions médicales militaires. Beaucoup provenaient de familles de soldats tombés au combat, portés disparus ou prisonniers de guerre.

Au cours des premiers mois, nous avons pu résoudre les problèmes les plus urgents liés aux transferts. Avec l'aide du Bureau central pour la protection des droits des militaires du ministère de la défense, nous avons identifié et traité les unités les plus fautives, expliqué aux commandants la nécessité de suivre les ordres de l'état-major général et, dans certains cas, des commandants de rang supérieur sont intervenus directement. Le problème n'a pas disparu, mais il n'est plus critique. La plateforme

numérique Army+ a également facilité les transferts entre unités.

Le défi consiste désormais à coordonner les transferts entre les différentes agences du secteur de la sécurité, par exemple entre les forces armées, la garde nationale ou les services frontaliers. Des travaux sont en cours pour intégrer Army+ dans les structures du ministère de l'intérieur.

L'Ukraine est en guerre avec la Russie depuis plus de dix ans, mais cette institution n'existait pas jusqu'à présent. Il n'y avait qu'un numéro d'urgence sur le site web du ministère de la défense. J'ai parlé à des soldats qui m'ont dit que leurs commandants leur réclamaient 20 % de leur salaire. Mais ils ne faisaient pas confiance à la ligne d'urgence. « Nous ne pouvons pas donner notre nom », m'ont-ils dit. « Nous pourrions donner le nom de notre commandant, mais il ne lui arriverait rien et nous serions punis. » Avez-vous entendu des choses de ce genre ?

Absolument. Ces cas existent. Et peut-être que dans certains cas, la ligne d'assistance a fonctionné comme elle le devait. Mais il existe déjà une méfiance générale parmi les militaires à l'égard des institutions militaires. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'un médiateur militaire. D'autres structures ne fonctionneraient pas, car il faut comprendre la psychologie des personnes en uniforme : elles évoluent dans des hiérarchies strictes. Elles savent que si leur commandant apprend qu'elles ont déposé une plainte, elles pourraient en subir des conséquences.

C'est pourquoi mon bureau permet de déposer des plaintes confidentielles. Je demande toujours aux militaires de demander explicitement la confidentialité s'ils craignent des représailles. Nous ne contactons pas directement les commandants et ne divulguons pas l'identité des plaignants sans leur consentement. Notre objectif est de protéger ceux qui signalent des abus.

Dans la plupart des cas, nous ne nous contentons pas de transmettre les plaintes. Nous assurons souvent un suivi auprès du militaire et vérifions les faits. Un exemple : un soldat a déposé une plainte affirmant qu'il subissait des pressions. Le lendemain, il nous a répondu par écrit qu'il souhaitait retirer sa plainte car le problème avait été « résolu ». Nous n'y avons pas cru. Nous l'avons appelé. « Êtes-vous sûr ? Quelqu'un a-t-il découvert que vous aviez signalé les faits ? » Il a insisté pour dire que tout allait bien. Mais nous avons vérifié, car nous savons comment les choses fonctionnent.

Une fois, nous avons envoyé une plainte au commandement des forces terrestres, qui l'a transmise, comme d'habitude, au commandant accusé d'avoir violé les droits. Le soldat est revenu vers nous et nous a demandé : « Que faites-vous ? » Nous avons dû rappeler au commandement des forces terrestres qu'en vertu de la loi ukrainienne, les plaintes ne doivent jamais être transmises à la personne visée par la plainte.

Nous nous efforçons d'instaurer une culture de la responsabilité dans le secteur de la défense et de la sécurité. Il ne peut s'agir d'une simple formalité administrative.

Vous avez mentionné que certaines questions nécessitent un changement de vision du monde. Qu'entendez-vous par là ?

Ce sont les questions les plus difficiles, voire existentielles. Par exemple, la valeur de la vie humaine dans l'armée. Après 11 ans de guerre, en particulier chez les commandants qui ont connu des combats intenses, ce sens de la valeur peut s'atrophier. Lorsque la mort est omniprésente, l'instinct de survie s'émousse. Ce n'est pas le cas pour tout le monde, mais cela arrive.

C'est pourquoi il est essentiel d'avoir quelqu'un issu du monde civil, mais proche de l'armée, pour leur rappeler que nous ne sommes pas l'ennemi. Nous sommes là parce que nous croyons que chaque vie compte. C'est pourquoi je me concentre sur des questions telles que les déploiements prolongés, les cas de disparus au combat et les évacuations de zones à haut risque.

Ce ne sont pas des problèmes que l'on résout en modifiant une loi. Il faut dialoguer avec les commandants à tous les niveaux. Il faut écouter, parfois débattre. C'est un long processus.

L'armée ukrainienne est humaine. Mais la guerre est brutale et l'ennemi est impitoyable. Nous oublions parfois notre message central : que les personnes sont notre valeur la plus précieuse.

Autre exemple : l'incertitude. Même les hauts responsables, à tous les niveaux, ne savent souvent pas de quoi demain sera fait. Cela affecte le moral. Si un soldat est en formation, il doit savoir à l'avance dans quelle unité il sera affecté. S'il s'agit d'une permission, celle-ci doit être





planifiée, même si cela peut être difficile. Les familles ont besoin de savoir quand elles reverront leurs proches. Ce type de prévisibilité renforce la résilience intérieure des soldats.

Vous êtes une défenseuse des droits humains chevronnée. Mais vous êtes aujourd'hui confrontée à un système militaire rigide et hiérarchisé, et nous sommes en pleine guerre. De nombreux commandants doivent vous considérer comme une menace. Comment vivez-vous cette expérience ?

Je ne suis pas une menace, mais oui, je vois parfois de la douleur sur leurs visages, comme s'ils se disaient : « Oh non, c'est encore elle. » Je m'y attendais, je m'attendais même à plus de résistance.

À l'heure actuelle, probablement parce que je représente le commandant en chef, ils ne peuvent pas m'ignorer. Qu'ils le veuillent ou non, ils doivent s'engager.

Je ne leur présente pas de réponses toutes faites. Je les consulte, nous discutons des problèmes lors de réunions d'information, je leur demande de m'appeler. Je respecte leur charge

de travail, j'essaie donc d'être efficace. En général, nous sommes sur la même longueur d'onde. Ils comprennent aussi les problèmes. Mais avec tout ce qu'ils ont à faire, la réforme systémique n'est tout simplement pas une priorité.

L'armée ne changera pas d'elle-même, non pas parce qu'elle ne le veut pas, mais parce qu'elle en est physiquement incapable tant qu'elle est en guerre. Donc non, je n'ai pas rencontré de véritable résistance. Nous travaillons ensemble. Je bénéficie du soutien des commandants à tous les niveaux. Bien sûr, il y a des cas difficiles, et nous cherchons des solutions.

Comme je l'ai dit dans d'autres interviews, j'essaie de cultiver un réflexe : mieux vaut ne pas enfreindre les règles, sinon Rechetylova va commencer à appeler. De 7 heures du matin à minuit, je suis en contact avec eux. Je sais que ce n'est probablement pas leur activité préférée. Mieux vaut donc se conformer, et nous aurons moins de discussions.



Vous avez mentionné que les plaintes peuvent être déposées de manière confidentielle. Comment vérifiez-vous les informations ?

Il existe de nombreux moyens. Il faut comprendre le fonctionnement interne de chaque unité et savoir qui sont vos sources fiables. Il s'agit parfois d'un sous-officier supérieur, parfois d'un officier de coopération civilo-militaire. Nous recueillons les profils du plaignant et du commandant, en particulier dans les situations de conflit.

Nous travaillons également avec le Service militaire chargé de l'application de la loi, des

agents de santé mentale et même les services de contre-espionnage. Il s'agit d'un réseau horizontal. Nous sommes à l'écoute de chaque unité.

Bien sûr, il arrive que des soldats manipulent le système. Après vérification, nous concluons parfois que la plainte n'était pas fondée. Cela arrive.

Un débat est en cours sur l'opportunité de rétablir le parquet militaire en Ukraine. Certains estiment que nous avons besoin de procureurs qui comprennent l'armée. Nous avons vu des commandants faire l'objet d'une enquête après l'assaut du 10 mai près de Kharkiv. Le Bureau national d'enquête s'en charge. Quel est votre point de vue ?

Le débat plus large porte sur la justice militaire en tant que système. Le Parlement examine actuellement un projet de loi sur la police militaire. Il est également question de rétablir les tribunaux militaires.

Nous disposons déjà d'un bureau du procureur spécialisé dans la défense qui fonctionne bien. Faut-il recréer le bureau du procureur militaire qui a été dissous en 2019-2020 ? Je n'en suis pas sûr. La plupart des connaissances institutionnelles ont disparu. Il faudrait former une nouvelle génération de procureurs.

Les procureurs spécialisés actuels font globalement leur travail. Je ne pense pas que des changements radicaux soient nécessaires, juste des renforts. Ils manquent de personnel, ce qui entraîne des retards dans les poursuites pour crimes de guerre. Souvent, les affaires sont

bloquées devant les tribunaux parce que les procureurs ne peuvent pas assister à toutes les audiences.

La police militaire? Oui, elle est indispensable. Nous devrions commencer par étendre les pouvoirs du Service chargé de l'application de la loi militaire. Un projet de loi est déjà en cours d'élaboration. C'est la première étape logique.

Nous devons également mener une réflexion plus large sur la structure de la justice militaire. Cela ne peut se faire du jour au lendemain. Et nous devons nous demander: pourquoi la créons-nous?

Pour les crimes de guerre, avons-nous besoin de juges qui sont également des officiers militaires? Je ne le pense pas. Un soldat serait-il capable de juger équitablement un général? Cela pourrait créer un conflit.

Nous avons besoin de spécialisation, certes. Mais pas nécessairement de grades militaires. Et ces processus doivent être irréprochables, avec des procédures solides et des preuves tangibles. Ce sont les meilleures personnes dont dispose notre société. Même s'ils commettent des erreurs, ils méritent que justice soit faite.

La semaine dernière, le président a soumis au Parlement le projet de loi sur le médiateur militaire. Il pourrait être adopté dans deux ou trois mois. Pourquoi cela a-t-il pris autant de temps? Vous avez été nommé en décembre, mais le projet de loi n'a été soumis qu'à la mi-mai.

Comme j'ai participé à son élaboration, je peux vous dire que cela a pris du temps. Nous

avons longuement débattu de sa constitutionnalité. C'est ma cinquième année dans la fonction publique, et j'ai pris conscience de la différence de perspective entre le gouvernement et une activiste. La mise en œuvre est une tout autre affaire. La loi martiale ajoute des contraintes supplémentaires. Créer une nouvelle institution au sein du système existant est extrêmement difficile.

C'est pourquoi nous avons mené des discussions approfondies avec les juristes du Président, des experts et la société civile, afin de rendre cette loi aussi compatible que possible avec les structures de gouvernance actuelles.

Finalement, nous avons convenu qu'il s'agirait d'un fonctionnaire nommé par le Président et doté d'un bureau d'appui, le Bureau du médiateur militaire, dans le cadre du contrôle démocratique civil du secteur de la sécurité et de la défense.

Ces débats juridiques nous ont ralentis, mais je pense que nous avons produit la meilleure version possible du projet de loi.

Quels sont les pouvoirs qui vous font actuellement défaut en tant que médiateur militaire? Que pouvez-vous déjà faire?

Ma plus grande limite est le manque de personnel. Traiter des centaines de plaintes par jour avec les ressources dont je dispose est tout simplement impossible. Nous risquons le surmenage. L'institution a besoin de moyens pour traiter les plaintes, proposer des réformes et coordonner son action avec les unités militaires.

En termes d'autorité, je peux interagir avec l'armée. Mais j'ai besoin de procédures claires, et c'est ce que le projet de loi établit: des règles pour les inspections, les conclusions, les recommandations et la manière dont les unités militaires doivent répondre. À l'heure actuelle,

j'envoie des lettres officielles. Ils répondent, bien sûr, mais il n'y a pas de procédure standardisée. C'est ce que nous avons inscrit dans la loi. Nous avons besoin d'une base juridique pour dire: voici comment fonctionne le médiateur militaire, et voici son mandat.



SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

Renforçons la défense du ciel ukrainien

Solidarité Ukraine Belgique

Face à l'intensification des bombardements russes, en campagne d'appui à la défense antiaérienne de l'Ukraine, en juin, nous contribuerons à l'équipement d'un régiment de défense antiaérienne dans un contexte où les bombardements russes contre la population civile se sont intensifiés.



D'après la presse, la Russie produit désormais plus de drones qu'elle n'en lance quotidiennement. Cela signifie qu'il est possible au cours des prochaines semaines que les conditions de la population civile ukrainienne soient encore plus durement affectées par des attaques massives de drones et de missiles. Ces derniers jours, les attaques multiples menées par plus de 300 drones et des missiles ont été fréquentes. La multiplication des drones rend leur interception beaucoup plus difficile.

C'est pourquoi, nous répondons à l'appel de la Cinémathèque de Kyiv, membre du [collectif KINOSPYLKA](#), à contribuer à l'achat de complexes thermovisionnels uniques, produits en Ukraine, pour le 1020^e régiment de missiles antiaériens.

Kinospylka est né dans les premiers jours de l'invasion à grande échelle, lorsque, le 1^{er} mars 2022, nous avons réuni des amis, des

connaissances et des collègues du monde du cinéma pour agir. Une partie de notre équipe a immédiatement pris les armes, tandis que les autres se sont mis à aider.

Dès le 2 mars, nous avons remis le premier véhicule aux Forces de défense ukrainiennes. C'est à ce moment-là que notre aventure a commencé. Nous avons rapidement compris que le transport était un besoin crucial au front, nous nous sommes donc concentrés sur la fourniture de véhicules militaires. Parallèlement, nous n'avons pas négligé les autres demandes.

Aujourd'hui, Kinospylka est une équipe qui travaille sans relâche pour fournir à nos défenseurs tout ce qui peut les rapprocher de la victoire.

La Cinémathèque, en collaboration avec le 1020^e régiment de missiles antiaériens et d'artillerie, lance le projet «Les yeux de la défense aérienne» - une collecte de fonds pour l'achat de complexes thermovisionnels uniques fabriqués en Ukraine.

Un système électronique et optique de détection thermique a été développé, testé et mis en œuvre par un fabricant ukrainien en collaboration avec les forces de défense aérienne.

Pour la première fois au monde, ces systèmes fonctionnent selon le principe «terre-air», ce qui permet:

- de détecter à temps les cibles aériennes ennemies à grande distance;
- D'augmenter l'efficacité de la destruction des drones et des missiles;
- de sauver la vie de milliers d'Ukrainiens!

Nous appelons nos partenaires, les béné-



voles et les entreprises à se joindre à cette initiative et à apporter une contribution significative à la protection du ciel ukrainien. Aidons la défense aérienne ukrainienne à protéger notre ciel !

Comment contribuer financièrement à nos activités et projets ?

Effectuez vos versements sur le compte :

«Soutien Ukraine 000-4764473-27»

IBANBE48 0004 7644 7327BIC : BPOTBE B1

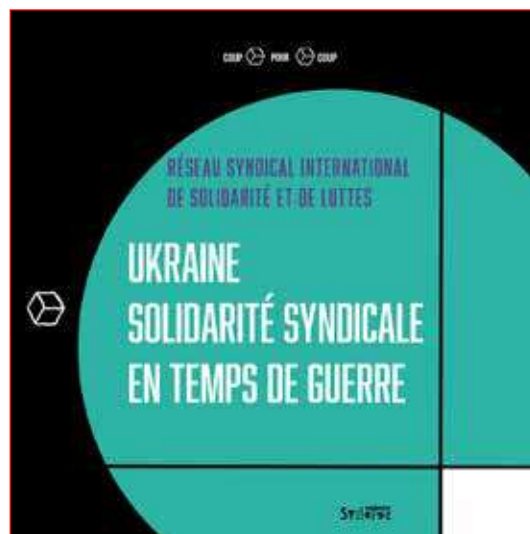
Précisez dans la communication :

«Ciel ukrainien».

Si vous désirez soutenir un projet spécifique, indiquez-le dans la communication du versement.

Afin de pouvoir répondre à des besoins urgents, nous vous suggérons d'effectuer un ordre permanent (que vous pouvez suspendre à tout moment). Toutes les contributions, même les plus modestes, sont les bienvenues.

[Solidarité Ukraine Belgique](#)



A photograph of a man with grey hair and a beard, wearing a brown jacket, speaking into a microphone. He is holding up his right hand with the index finger pointing. In the background, a large blue and yellow flag is visible, and a building can be seen in the distance.

**CLAUDE, CELUI QUI VOULAIT
FOUTRE LE TRAFALGAR DANS
LA TURNE DES DICTATEURS**

Claude Beaugrand

participait aux activités de notre Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine depuis sa création; il était régulièrement présent aux manifestations parisiennes des Ukrainiens et Ukrainiennes. Son engagement solidaire de la résistance populaire ukrainienne était ancré dans ses convictions et pratiques anti-impérialistes, qu'il concevait comme nécessairement couplées à la lutte de classes.

Cela prolongeait sa participation active, de 2015 à 2019, au Collectif Koltchenko, militant libertaire, antifasciste, syndicaliste étudiant, ukrainien kidnappé en Crimée et emprisonné par l'État russe. Auparavant, il participa à bien d'autres mouvements de solidarité internationale, notamment dans les années 1970, envers des camarades menacés par le régime de Franco. À propos du soutien à la résistance ukrainienne, il se souciait de la frilosité affichée par une partie des communistes libertaires, en rupture avec la tradition internationaliste de ce courant (Espagne, Pays de l'Est, Algérie, Kanaky, etc.) qu'il rappelait autant que nécessaire.

Celles et ceux qui l'ont côtoyé dans des manifestations, à la librairie La Brèche, dans les fêtes du livre des éditions Noir et Rouge, lors de débats, ou croisé dans la rue, savent à quel point il était toujours en recherche de discussions, d'échanges, de nouvelles du monde militant.

Claude, né en 1949, avait travaillé à l'usine Citroën dans le 15^e arrondissement, en 1968 au moment de la grande grève générale de mai-juin, à laquelle il avait pris part. Il fut embauché à la SNCF au début des années 1970 et devint aiguilleur. Syndicaliste CFDT à Paris-Austerlitz, il

fut bien sûr de toutes les grèves. En 1996, il rejoignit SUD-Rail et participa au premier congrès fédéral, en 1997, où il fit une intervention sur la grève des dockers de Hambourg, en 1896-1897, aussi longue et quelque peu hors-sujet que passionnante et instruite: c'était «du Claude».

Claude avait rejoint l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) en 1969. Cheminot, il faisait partie de ceux qui, dans les années 1970, diffusaient *Le Rail enchaîné* et fut, de 1972

Depuis trois ans que nous marchions côte à côte,

les mercredis et samedis aux manifs Ukraine, nous avons tissé des liens étroits avec Claude. Comme nous étions pays (le 12^e), nous rentrions souvent ensemble – à pied – pour continuer à parler, en nous arrêtant quelquefois à un kebab qu'il aimait, bien moins pour ses qualités gastronomiques que parce que le patron affichait son soutien à la cause kurde.

Nous prîmes alors l'habitude de nous donner rendez-vous au café, chaque vendredi, après le marché Daumesnil.

Là nous balayions l'actualité du monde creusant semaine après semaine les deux mêmes sillons: le dévoiement à gauche de la lutte anti-impérialiste et l'antisémitisme, Claude ayant été profondément marqué, lui, le cheminot, par les stigmates laissés par la participation de la SNCF à la déportation des Juifs français.

Discuter avec Claude, c'était une promenade erratique faite de coq à l'âne, de citations anachroniques, de questionnements naïfs dont il connaissait les réponses mieux que vous; être

à 1976, directeur de publication du journal de l'ORA (puis OCL), *Front libertaire*. Il rejoignit la LCR en 2007, participant au lancement du NPA, concrétisé en 2009, qu'il quitta au début des années 2010. Il rejoignit ensuite Alternative libertaire (AL) jusqu'à fin 2015 et participait chaque année aux Journées d'été de l'organisation, soucieux de la transmission mais aussi de l'échange avec les plus jeunes, toujours avec ce souci des expériences militantes, de l'apport historique, pour les luttes d'aujourd'hui et de demain. Il cotisa à l'Union communiste libertaire (UCL), là aussi lors de la création, en 2019, mais s'en retira au bout de quelques mois, tout en continuant à se réclamer du mouvement libertaire.

Claude était un internationaliste pratiquant ! Chaleureux, c'était aussi un puits de culture, un amoureux de la poésie, qu'il aimait déclamer. C'est son absence à la manifestation parisienne du 1^{er} Mai qui alerta quelques camarades. Malheureusement, il était décédé à son domicile.

Du Comité français du RESU, nous n'oublions pas Claude, ses présences aux manifs, sa soif de discussions, ses interpellations à propos de la situation sociale locale comme internationale, et son angoisse que la transmission de l'histoire ouvrière ne se fasse pas.

Christian Mahieux

Les photos sont de Jean-François Raffin, que nous remercions chaleureusement.



confronté à une pensée foutraque qui, si vous digérez l'exercice, vous laissait le souvenir d'un moment riche de culture et de connaissance de l'histoire des luttes sociales et anticoloniales. De sorte que, je ne manquais jamais un marché.

Ces deux derniers vendredis d'avril, il n'a pas répondu à mes messages...

Fontaine des Innocents, un mercredi maussade de mai, à la fin de la manifestation de soutien à l'Ukraine, l'émotion était palpable. Tout le monde connaissait Claude et chacun avait un souvenir particulier avec lui. Je pris la parole, au nom du RESU, retraçant son passé de militant ouvrier, libertaire et anti-impérialiste :

Je vous l'ai dit, Claude était anarchiste et donc, pour paraphraser une vedette de music-hall antiraciste, il avait deux amours, l'Espagne et l'Ukraine. L'Espagne dans les années 1970 contre la dictature franquiste et sa terrible répression. L'Ukraine dès 2015 et sa participation



au comité Koltchenko. [...] Claude est souvent intervenu devant vous. Je ne sais pas ce qu'il vous aurait dit aujourd'hui. Mais je crois pouvoir le deviner. Il vous aurait dit qu'il ne faut pas lâcher, que l'Ukraine ne doit pas tomber, que l'Ukraine ne doit céder aucun pouce de son territoire, bien sûr pas la Crimée, bien sûr pas le Donbass, pas Louhansk, pas Donetsk, mais pas Zaporijjia, pas Soumy, pas Poltava, pas Kharkiv, pas toutes ces terres rêvées de la Maknovchtchina.

Parce que c'était important pour lui, ça lui tenait au cœur, intimement, de toute son histoire. Il vous aurait dit ça. Et puis, il vous aurait dit que c'était sûrement son dernier combat et je ne vous dis pas ça *a posteriori*. Son dernier combat parce qu'il commençait à fatiguer du monde qui tournait comme il tourne. Il mettait une grande confiance en vous. Parce qu'il avait eu un rêve tout jeune, que je vais résumer par

une phrase de Nestor Makhno, d'un nouvel ordre social «où il n'y aurait ni esclavage, ni mensonge, ni honte, ni divinités méprisables, ni chaînes, où l'on ne pourrait acheter ni l'amour, ni l'espace, où il n'y aurait que la vérité et la sincérité des hommes».

Cette phrase, elle s'applique tellement à mon camarade Claude Beaugrand.

Au final, il vous aurait dit ces mots que l'on a dit tant de fois. Ces mots qui concentraient son dernier combat contre l'impérialisme, son dernier combat pour la vie. Ces mots chargés qui n'étaient pas de son vocabulaire et qui aujourd'hui sont la clé de notre avenir et qui expriment si fort la pensée que nous avons pour lui. Ces mots puissants, que nous avons criés ensemble et qu'il nous faut crier encore : *Slava Ukraini*.

Hugues Joscaud

Arrêtons les crimes de guerre contre les enfants en Ukraine et en Palestine

Toni Morral¹

Les guerres, toutes les guerres, sont de tout temps la partie la plus sombre et la plus condamnable de notre civilisation.



Aujourd'hui, en plein 21^e siècle, tout près de chez nous géographiquement, en Europe, mais encore plus près de chez nous d'un point de vue culturel et historique, nous vivons l'horreur de deux guerres tolérées et nourries par les intérêts impérialistes qui agressent les nations d'Ukraine et de Palestine.

Ces deux guerres, tout en étant différentes, présentent des intérêts et des stratégies similaires. Il s'agit d'occuper un territoire qui a une identité nationale par la force des armes et de le faire de la façon la plus horrible en tuant des civils et sans aucune pudeur en s'en prenant aux plus faibles, les enfants.

En Catalogne, nous, membres du Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine, avons lancé une campagne de sensibilisation de la société

catalane sur les très graves conséquences de ces deux guerres qui font régner l'horreur et la douleur avec des crimes visant les enfants ukrainiens et palestiniens.

Nous sommes conscients que cette campagne devra répondre à des interrogations faisant la différence entre ces deux guerres, car en effet il y a des différences. Cela étant, les conséquences humanitaires sont équivalentes et doivent nous permettre de pousser l'opinion publique à manifester en faveur des droits fondamentaux des citoyens qui doivent pouvoir vivre en paix et dont l'identité nationale doit être respectée.

Car souvent les déclarations des négociations diplomatiques encouragées par des pays tiers cachent des intérêts personnels étrangers à ceux des citoyens des pays agressés. L'identité des promoteurs de ces deux guerres, les puissants États de Russie et d'Israël, et leur influence peuvent nous faire oublier l'identité et les droits des peuples d'Ukraine et de Palestine.

Motions aux conseils municipaux et jumellages

La campagne du RISU cherche à gagner des appuis à partir de la prise de conscience sociale, en rassemblant des soutiens personnels, d'associations citoyennes et d'institutions de notre pays, mairies, Parlement de Catalogne, qui pourraient organiser des événements d'information et de mobilisation lorsqu'elles le jugeront opportun et nécessaire. Nous avons déjà commencé à travailler dans ce sens avec la volonté de rassembler des forces et de faire «boule de neige».

1. Toni Morral est ancien maire de Cerdanyola (Catalogne) et membre du RISU (Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine). Barcelone. 10 juin 2025.

Nous avons entamé des échanges avec les partis politiques majoritaires du pays (Parti des socialistes catalans - PSC; Gauche républicaine de Catalogne - ERC; Comuns; Junts...) en leur demandant de soutenir l'appel intitulé «Aturem els Crims de Guerra contra els Infants Palestins i Ucraïnesos» («Arrêtons les crimes de guerre contre les enfants palestiniens et ukrainiens»).

Notre RISU voudrait que cet appel soit proposé à des conseils municipaux et au Parlement de Catalogne en tant que déclaration institutionnelle, en espérant que cette question dépasse les intérêts partisans sur un sujet qui nous concerne tous.

En ce sens, la déclaration a été déjà adoptée par certains conseils municipaux comme ceux de San Vicenç dels Horts, Cerdanyola, Ripollet... Nous espérons que, à travers des responsables politiques municipaux de chacun des partis avec lesquels nous sommes en contact, cet appel soit présenté dans le plus grand nombre de mairies de Catalogne.

Après, les conseils municipaux qui ont adopté une telle déclaration institutionnelle prendront contact avec des citoyens des communes d'Ukraine ou de Palestine pour organiser des actes d'information et échanger dans le débat social nécessaire, tout en faisant connaître ces événements par les médias locaux.

Les échanges avec les partis politiques sont positifs et nous espérons que bientôt cette résolution sera portée au Parlement de Catalogne.

Le 1^{er} juin dernier, dans de nombreux pays et notamment en Europe de l'Est, la Journée internationale des droits des enfants a été



L'ancien maire Toni Morral (premier à gauche) avec les camarades du RISU catalan devant le palais de la Generalitat à Barcelone. Le rassemblement était soutenu par le syndicat UGT catalan. (DR)

commémorée : ce jour-là notre RISU a organisé un rassemblement place Sant Jaume [le siège de la Generalitat], à Barcelone, pour présenter aux citoyens les objectifs de notre campagne.

Pour soutenir cet appel, on peut signer via ce lien : www.ipetitions.com/petition/aturem-el-genocidi-dinfants.

Cela va nous aider à faire grossir la mobilisation contre l'agression dont souffrent les populations civiles les plus vulnérables, les enfants, que ce soit dans la guerre en Ukraine ou à Gaza. Il faut arrêter les horreurs de ces guerres.

Voici le sens de l'engagement et du travail lancés par les militantes et les militants du RISU.

PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

26 AVRIL 2025

Jytomyr, les parents d'élèves sauvent leur école

Dans la région de Jytomyr, les parents d'élèves ont gagné leur procès. Les parents des élèves du lycée Romaniv ont remporté un procès sur la réorganisation du réseau éducatif, qui prévoit le maintien d'un lycée dans le village de Romaniv. Le 23 avril, le tribunal administratif du district de Jytomyr a statué dans cette affaire, donnant raison aux parents, qui avaient intenté une action en justice pour invalider la décision de la session du conseil du village. Les parents d'élèves estimaient qu'une telle réorganisation ne répondait pas aux intérêts de la communauté, car les élèves de terminale de Romaniv seraient contraints de se rendre quotidiennement à Romanivka.

2 MAI 2025

Vinnytsia: « On nous a informés que nous étions expulsés de l'école »

Le personnel de l'école professionnelle supérieure n° 7 de Vinnytsia se mobilise contre l'expulsion des enseignants et des étudiants des locaux éducatifs et d'un dortoir. Selon la responsable de l'organisation syndicale de l'établissement d'enseignement, Alla Paliy: « Nous

avons été informés que nous devions quitter les lieux et déménager dans 11 écoles. Nous avons contacté des avocats et préparons un appel collectif demandant que nous ne soyons pas expulsés. Les gens sont prêts à se mobiliser pour défendre leurs intérêts. » 250 étudiants et 140 personnes déplacées vivent dans le dortoir qui fait l'objet d'une expulsion.

4 MAI 2025

Zaporijjia: lutte écolo en échec

Le 30 avril, lors d'une session ordinaire, les députés du conseil municipal de Zaporijjia ont approuvé à la majorité des voix le programme de protection de l'environnement pour la réduction progressive des émissions (programme). Cela a été précédé par de nombreux appels de militants écologistes exigeant des modifications au programme, car, selon leurs observations, sa version actuelle ne réduit pas la pollution, mais au contraire, pourrait l'augmenter au fil des ans. Pour attirer l'attention sur les problèmes du programme, des militants de la ville ont tenté d'entrer dans la salle de séance, mais l'entrée leur a été une fois de plus refusée, a rapporté Olga Haydach sur sa page Facebook.

7 MAI 2025

Une infirmière de Lviv obtient le paiement son salaire

Une infirmière a intenté deux procès contre un établissement médical pour non-paiement de son salaire. À Lviv, le tribunal a condamné la 3^e polyclinique dentaire municipale à verser



près de deux ans d'arriérés de salaire. Selon le dossier, elle n'avait pas été payée pour la période allant d'avril 2023 à février 2025. Le tribunal a satisfait la demande de l'infirmière et a condamné la polyclinique à lui verser 169 600 hryvnias, soit son salaire pour la période d'avril 2023 à février 2025.

Source : [Soyez comme nous sommes](#)

12 MAI 2025

Sur le front, une infirmière sauve son unité

Svitlana, infirmière au sein de la 128^e brigade des Forces de défense territoriale, a éliminé un groupe d'occupants d'un tir précis à l'aide d'un lance-grenade, sauvant ainsi son unité de l'encerclement. «Lorsque les occupants russes ont lancé une puissante attaque avec des véhicules blindés et des troupes, l'unité s'est retrouvée sans commandant, alors Svitlana a pris le commandement. Elle a reçu des instructions du commandant, qui observait le champ de bataille par vidéo, par radio, et a corrigé les actions de tous les soldats en position. Dès le début de l'invasion à grande échelle, Svitlana s'est portée volontaire car elle avait une grande expérience médicale : elle avait travaillé comme infirmière dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital Metchnikov à Dnipro. Cette expérience lui a permis de sauver des dizaines de vies, mais commander une unité dans une bataille féroce?», a-t-elle déclaré.

16 MAI 2025

Les soldats ont reçu une livraison syndicale

L'Union régionale du syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine de l'ouest du Donbass et les sections du NPGU de la société privée DTEK Pavlogradvugillya, qui en font partie, continuent de soutenir activement les militaires ukrainiens qui luttent contre l'invasion ennemie russe. Cette fois-ci, ils ont livré à Zaporijjia des articles et du matériel nécessaires à nos défenseurs. Les soldats ont reçu 30 mètres cubes de planches, 700 mètres de bande transporteuse, des outils, des tonneaux, de la graisse, des clous et des agrafes. Les messagers des mineurs ont également apporté des pièces métalliques pour la fabrication de «barbecues» anti-drones.

KVPU

16 MAI 2025

Rembourser un congé maladie

Le 15 mai 2025, la Verkhovna Rada d'Ukraine a adopté en première lecture le projet de loi n° 13062, qui prévoit des changements importants dans le mécanisme de contrôle de la délivrance et de la validité des certificats de congé de maladie. Le projet de loi propose le remboursement des fonds si l'aide a été accordée de manière déraisonnable. L'idée principale est de renforcer le rôle des médecins agréés qui vérifieront si les motifs de délivrance d'un arrêt maladie sont effectivement justifiés.

18 MAI 2025

Rassemblement à Kyiv contre l'homophobie

Une manifestation contre les agressions de personnes LGBT dans la rue a eu lieu à Kyiv. Des représentants de la communauté LGBTQ+ ont organisé un rassemblement pacifique sous le slogan «Ma tradition est l'amour» sur la place Mykhailivska à Kyiv. «Mes amis et mes connaissances ont été victimes de telles attaques. L'année dernière, nous avons demandé à la Verkhovna Rada d'adopter le projet de loi n° 5488. Nous devons vivre en sécurité en Ukraine, car nous ne sommes pas différents des autres citoyens, à l'exception de notre orientation sexuelle», a expliqué l'activiste Marko.



22 MAI 2025

Odessa : encore les abris

Denys Zeinalov, représentant du Centre pour les libertés civiles et coordinateur du groupe Ozon, a rapporté que 43 refuges à Odessa et



environ 20 dans la ville de Rozdilna et les villages environnants ont été contrôlés. Ozon a pu trouver environ 88 % des abris indiqués sur la carte d'Odessa. Denis Zenaïlov affirme que près de 12 % des abris indiqués n'existent pas ou l'adresse est indiquée de manière incorrecte. Parmi les refuges trouvés, 79 % étaient accessibles, ce qui signifie qu'un cinquième d'entre eux était fermé ou dans un état d'abandon. Mais la situation des panneaux d'information s'est améliorée : ils sont d'un quart plus nombreux. La situation à Rozdilna s'est avérée pire : 80 % du nombre déclaré d'abris ont été trouvés, et seulement un peu plus de la moitié d'entre eux ont été ouverts, explique le militant des droits humains.

22 MAI 2025

Tchernobyl : enquête citoyenne indépendante

Dans la région de Jytomyr, les habitants de Korosten se sont opposés à la réduction de l'indemnisation des victimes de l'accident de Tchernobyl et préparent un recours auprès des autorités pour exiger le réexamen de cette décision. Les habitants de Korosten prévoient également de lancer une étude environnementale indépendante pour vérifier les niveaux de radiation dans la ville et la communauté. Cette étude devrait fournir des données factuelles sur l'état de l'environnement et devenir la base d'une protection accrue de leurs droits en vertu de la législation en vigueur. Ils demandent aux autorités de les écouter et de prendre des mesures

urgentes pour faire face à la situation de réduction des paiements.

24 MAI 2025

« Nous demandons l'enregistrement de l'éco-crime dans la vallée de la Runa »

À Oujhorod, une manifestation a eu lieu devant l'inspection nationale de l'environnement de la région de Transcarpatie. Les manifestants ont demandé qu'un crime écologique soit enregistré dans la vallée de la Runa, où la construction d'un parc éolien est en cours sans rapport d'évaluation de l'impact sur l'environnement, en violation directe de la loi « sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement ». En avril, des représentants de l'organisation internationale Environment People Law ont publié sur leur page Facebook que des travaux de construction étaient en cours sur les pentes de la vallée de la Runa, près du village de Lypovets. « Nous avons compté 17 unités d'équipement lourd – camions à benne, niveleuses, excavatrices, rouleaux compresseurs et grues – creusant le sol pour construire une fosse de fondation pour le futur parc éolien. »

24 MAI 2025

Jytomir: les parents d'élèves se mobilisent

Le lycée Andriy Malychko d'Ovrutch envisage de transférer les élèves de 5^e année vers d'autres écoles et les parents s'y opposent. Il est prévu de créer un lycée universitaire dans la région de Jytomyr. Conformément à la décision du conseil municipal d'Ovrutch, les inscriptions



dans les classes de 1^{re} et 5^e années de l'établissement seront suspendues à partir de la prochaine année académique. Les parents d'élèves du secondaire s'opposent au transfert des futurs élèves de cinquième année vers d'autres écoles. C'est ce qu'a déclaré à Tetyana Kontchakivska, la présidente du comité des parents d'élèves du lycée Andriy Malychko à Ovrutch. Selon elle, les parents des élèves du lycée ont fait appel à plusieurs reprises au maire d'Ovrutch, Ivan Korud, et aux conseillers municipaux de toutes les factions, leur demandant de modifier la décision. « Nous avons collecté des signatures et rédigé des appels. Le 25 mars, nous étions présents à la séance du conseil municipal d'Ovrutskyi et avons clairement indiqué que nous nous battons pour nos enfants. »

24 MAI 2025

Révocation d'élus

Dans la région de Jytomyr, les habitants du village de Novohuivynske collectent des signatures pour révoquer les élus du conseil du village. Au 21 mai, 770 votes avaient été recueillis.

La raison en est le mécontentement du fait que le conseil du village n'a pas alloué d'aide aux personnes dont les maisons ont été endommagées à la suite de l'attaque de l'armée russe le 24 avril 2025.

24 MAI 2025

«Le pire dortoir 2025»

Bien que nous soyons presque en juin, les dernières semaines ont été extrêmement froides, avec du gel la nuit dans certains endroits. Cela a été particulièrement visible dans les dortoirs de nos universités : une mauvaise isolation thermique et de vieilles fenêtres en bois ont une fois de plus montré leur vrai visage. C'est pourquoi Priama Diia a décidé de joindre l'utile à l'agréable en lançant un concours. Ou plutôt, un anti-concours. Nous avons créé un formulaire dans lequel vous pouvez, si vous vivez dans un dortoir d'une université, d'un collège ou d'une école ukrainienne, nous envoyer les photos les plus «délicieuses» de votre logement. Moissures, fenêtres qui fuient, cuisines presque détruites : envoyez-nous tout ce qui vous fait mal. De notre côté, nous collecterons tous ces documents et organiserons un vote public pour le «meilleur» dortoir sur notre Instagram (http://instagram.com/priama_diia/). Nous sommes convaincus que la première étape pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant qu'étudiants est de les montrer, de rendre ces informations publiques, afin que personne n'ait de doutes sur la qualité des logements étudiants. Et maintenant, la partie la plus agréable : pour la personne dont le dortoir



aura obtenu le plus de votes, nous offrirons un chauffage (un «*duitichik*» [à soufflerie] classique) de Priama Diia. Nous sommes sûrs qu'une telle petite surprise ne fera pas de mal dans les conditions spartiates du dortoir. Le concours sera ouvert jusqu'au 20 juin. Le 10 juillet, nous enverrons un cadeau au gagnant.

Priama Diia

25 MAI

Zaporijjia : boycott des marchandises russes

Le 25 mai, des jeunes ont organisé un rassemblement près d'un magasin. Ils se sont rassemblés pour attirer l'attention des habitants de la ville sur les marchandises qui y sont vendues. Selon eux, il ne s'agit pas de produits de fabrication chinoise, mais russe. Ils ont brandi des pancartes portant les inscriptions suivantes : «Pour certains, la guerre, et pour d'autres, les affaires en guerre», «Les mains du propriétaire sont couvertes de sang des Ukrainiens», «Trahison sous le toit du centre commercial», «Leurs impôts servent à nos meurtres», «Ils financent ici l'armée russe».

28 MAI

Lviv : échec au fonds américain

Sous la pression des habitants, le fonds d'investissement américain Phoenix Westgroup Capital LLC a retiré son appel auprès du comité exécutif du conseil municipal concernant le développement d'un terrain situé rue Kotlyarevsky. Un conflit qui dure depuis plus d'une décennie.

Une pétition a reçu 800 signatures d'habitants qui considèrent que c'est leur propre quartier et qui craignent que le projet immobilier ne détruise les maisons centenaires.

Pour la démission du ministre de la culture

Plusieurs personnalités et d'activistes culturels ont envoyé une lettre ouverte au Premier ministre, Denys Chmyhal, exigeant la démission du ministre de la culture Mykola Totchytskyi pour «incompétence et inefficacité en matière de préservation du patrimoine culturel». Suivent 215 signatures.

Kherson : victoire pour le financement

Le financement de l'hôpital psychiatrique a été rétabli après une protestation du personnel soignant et une intervention du médiateur. Le personnel n'avait pas reçu les primes prévues pour les soins prodigués dans les zones de combat. Conformément à la décision du Conseil des ministres, les infirmières travaillant dans de telles conditions doivent percevoir au moins 18 000 UAH. Pour les zones potentiellement dangereuses, ce montant est de 15 500 UAH. En juin, les salaires des employés de l'établissement seront à nouveau calculés conformément à la législation.

[Syndicat Soyez comme nous sommes](#)

30 MAI

Lantchyn : retraités abandonnés

Dans le village de Lantchyn, district de Nadvorna, région d'Ivano-Frankivsk, la poste ne fonctionne plus depuis près d'un an. Les 1 099

retraités du village doivent parcourir 7 kilomètres pour percevoir leur pension. Ivan Matsyuk, un retraité de Lantchyn, explique : «Je prends un taxi. Je paie 150 à 200 UAH pour l'aller et le retour et je touche 3 000 UAH [63 euros] de retraite.» Ukrpochta (La Poste) a répondu que la succursale de la poste était temporairement fermée en raison d'un manque d'employés. Le poste de facteur de la succursale de Lantchyn d'Ukrpochta est vacant.

2 JUIN

Vers la privatisation de la poste

Le directeur général d'Ukrpochta, Ihor Smelyanski, prévoit de dépenser 36 millions de UAH pour les services de messagerie d'une société privée afin d'assurer la distribution du courrier à Kyiv. Alors que les facteurs perdent leur emploi et que les villages se retrouvent sans bureau de poste, Smelyanskiy poursuit son «optimisation», qui ressemble davantage à la destruction de l'opérateur postal national. Avant de rejoindre Ukrpochta, il travaillait dans le bureau russe de KPMG, où il s'occupait de projets d'audit en Fédération de Russie. De plus, comme il l'a écrit lui-même sur Facebook, ayant la nationalité américaine, il paie ses impôts aux États-Unis sur les revenus qu'il gagne ici.

Berdytchiv : « Cherchez un autre lycée ! »

Le lycée sportif régional est en cours de réorganisation : l'établissement a été transféré au ministère de la défense. Les élèves ont été informés qu'ils devront trouver un autre établissement pour leurs études. Selon la mère d'un

élève, Alla Kostyuk, les parents d'élèves sont lassés des changements constants d'établissements scolaires. «C'est dommage que nos enfants ne soient pas respectés. Ils ne nous donnent pas de réponse précise, nous ne savons pas où aller ni quoi faire ensuite. Mon fils aîné a terminé ses études là-bas et mon cadet veut y aller. Je ne comprends pas si je peux le laisser y aller ou non, car personne ne donne de garantie», déclare Tetyana Khrystynuk.

6 JUIN

Le siège de la FPU bloqué

Le 6 juin, les employés de la Fédération des syndicats d'Ukraine n'ont pas pu exercer leur droit constitutionnel au travail (article 43 de la Constitution). Des inconnus ont empêché les syndicalistes de se rendre sur leur lieu de travail dans le bâtiment appartenant aux syndicats. Il s'agit d'une entrave délibérée aux activités légales des syndicats et de leurs organes élus. La FPU appelle les autorités de l'État, les organisations de défense des droits humains, les médias ainsi que la communauté syndicale internationale à prêter attention à cette situation, qui constitue un défi non seulement pour les syndicats, mais aussi pour l'ensemble de la société civile en Ukraine¹.

FPU

1. Voir plus loin, Christian Mahieux, «Attaques répétées contre le syndicalisme ukrainien».



Lviv : contre la vente du dispensaire

L'administration régionale vend un dispensaire du village de Velyki Hrybovytchi, construit avec des fonds publics, pour 6,8 millions d'UAH, alors qu'elle s'était engagée à transférer le bâtiment à la commune de Lviv. Pour empêcher la vente du dispensaire, les habitants ont recueilli des signatures. Dans le bâtiment une clinique de médecine familiale aurait pu ouvrir ses portes. «Lorsque nous avons eu connaissance du programme, nous avons contacté l'administration régionale pour inclure Hrybovytchi dans le programme et y construire une clinique. Nous avons attribué un terrain, établi les documents et suivi les travaux», se souvient Ihor Pytel, responsable du secteur du Bureau communautaire de Lviv. Le conseil régional de Lviv a également vendu l'ancienne clinique d'oncologie pour plus de 65 millions d'UAH.

Menaces sur la Kyiv Pride

La KyivPride avait prévu son événement annuel le 7 juin au Centre national des expositions et dans le pavillon KYT. Cependant à quelques

jours du rendez-vous, l'équipe de préparation déclarait: «Nous sommes contraints de dire que la police nationale ukrainienne, au lieu de contribuer au maintien de l'ordre lors d'un événement pacifique, tente d'interférer avec notre événement. En particulier, la police intimide la direction et les représentants du Centre national des expositions et pavillon KYT, affirmant que notre événement sera attaqué par mille personnes.» Quelques heures plus tard elle ajoutait: «Nous avons longuement réfléchi à la marche à suivre et avons consulté des militant·es de toute l'Ukraine. L'une des options était d'annuler la Pride. Mais cela mettrait en péril l'organisation de futurs événements LGBTQI+. Nous avons donc rejeté cette option. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser cet événement dans un espace public qui appartient aux citoyen·nes. La Kyiv Pride aura lieu le samedi 7 juin devant le bâtiment du ministère des affaires étrangères (1, place Mikhaïlivska). Nous vous invitons à vous joindre à nous à partir de 15 h00».

7 JUIN

La Kyiv Pride malgré tout

Alors que la Kyiv Pride 2025 allait débiter, des affrontements ont eu lieu entre des opposants d'extrême droite à la Pride et la police. Ils étaient moins nombreux que l'année dernière, la présence de mille opposants prédite par la police n'était donc qu'un prétexte pour entraver la Pride. De son côté, «le métropolite de Kyiv de l'Église orthodoxe d'Ukraine considérait que le lieu, l'heure et le but choisis pour cet événement

comme une provocation anti-ecclésiastique délibérée et cynique visant à une publicité scandaleuse». Finalement la Kyiv Pride s'est tenue dans le centre de la capitale. Les participant·es se sont rassemblé·es près du bâtiment du ministère des affaires étrangères, sur la place Mykhailivska. Les organisateur·trices de l'événement ont également souligné que la Kyiv Pride était une manifestation directe de soutien aux militaires LGBTQI+ et à leurs familles: «Parmi les défenseurs, des centaines de personnes ouvertement LGBTQI+ luttent pour le droit de l'Ukraine à la liberté et à l'égalité pour tous. Nous essayons d'organiser des événements LGBTQI+, car qui d'autre que nous parlera de ces problèmes et des défis auxquels nous sommes confronté·es? C'est pourquoi nous essayons de les organiser malgré tout, malgré les menaces. Parce que nous vivons en danger au quotidien, nous vivons à Kharkiv et nous continuons à nous battre pour nos droits», a déclaré Kateryna, venue de Kharkiv pour participer à l'événement.

Attaques répétées contre le syndicalisme ukrainien

Christian Mahieux¹

Nous l'avons écrit à maintes reprises: en Ukraine, les syndicalistes se battent sur deux fronts; ils et elles participent activement à la résistance, armée et non armée, contre les forces d'occupation russes et luttent contre le patronat et le gouvernement ukrainiens qui profitent de la guerre pour tenter d'imposer des mesures antisociales. Ces derniers temps, la situation interne s'est encore tendue, puisque les entraves, les attaques directes, la répression envers les syndicalistes s'intensifient.



Arrestation du président de la PFU

Participant à un mouvement coordonné sur le plan international, le 29 avril, l'intersyndicale française saisissait le ministère de l'Europe et des affaires étrangères:

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU souhaitent exprimer leurs vives inquiétudes face aux récentes attaques contre les syndicats par le gouvernement ukrainien, et demander l'intervention

de la France pour garantir le plein respect des droits syndicaux en Ukraine. Les organisations syndicales françaises et l'ensemble du mouvement syndical européen réitèrent leur soutien total aux syndicats ukrainiens. Nous exprimons notre solidarité et notre soutien à la FPU suite aux dernières attaques contre des biens syndicaux et à l'assignation à résidence de son président et membre du comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES), Grigoriy Osovyi.

Alors que l'Ukraine s'engage dans des discussions d'adhésion, il est essentiel d'assurer le plein respect de l'acquis social, le plein respect du rôle des acteurs sociaux et des syndicats, la promotion et le renforcement du dialogue social et de la négociation collective. La Commission européenne a souligné dans le rapport Ukraine 2024 la nécessité pour le gouvernement de «renforcer les capacités des partenaires sociaux». Dans ce cadre, les droits syndicaux doivent toujours être pleinement respectés. Au lieu de cela, le gouvernement ukrainien lance des attaques contre les syndicats libres et enfreint les droits syndicaux, notamment en tentant de saisir les biens syndicaux. Cela est allé jusqu'à placer en détention à domicile Grygoriy Osovyi, président de la Fédération des syndicats d'Ukraine et membre du comité exécutif de la CES.

Le 9 avril, il a été placé en état d'arrestation à Loutsk, où il s'est rendu pour participer à une conférence syndicale régionale. La raison de la détention est la suspicion d'être impliqué dans une décision prétendument illégale d'aliéner des biens syndicaux il y a dix ans. Dans le

1. Christian Mahieux est membre de l'Union syndicale Solidaires et des Brigades éditoriales de solidarité.

même temps, le projet de loi 6420 proposant de saisir les biens des syndicats continue d'être examiné au parlement ukrainien. Nous rappelons que l'OIT exige des États membres qu'ils garantissent «le droit à une protection adéquate des biens des syndicats comme l'une des libertés civiles essentielles à l'exercice normal des droits syndicaux».

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU et l'ensemble du mouvement syndical européen exhortent le gouvernement ukrainien à éliminer la menace qui pèse sur la direction et la propriété du FPU et à élaborer un programme conforme aux obligations de l'OIT et de l'UE, pour soutenir un véritable dialogue social, reconnaître les prérogatives des syndicats et garantir la protection de la propriété syndicale.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU continuent de condamner la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui ne peut servir d'excuse pour attaquer les syndicats, ni pour saper leur capacité, en particulier en ce moment crucial où les réformes du travail sont en discussion. Nous appelons la France à prendre des mesures urgentes à l'encontre du gouvernement ukrainien pour l'exhorter à cesser les attaques contre les syndicats et à garantir le plein respect des droits et prérogatives syndicaux. [...]

Tentative de prise de contrôle de la Maison des syndicats à Kyiv

Dans la nuit du 23 mai 2025, une tentative d'intrusion illégale de personnes inconnues

dans le bâtiment des syndicats de la place de l'Indépendance à Kyiv, propriété de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), a été empêchée. Les membres de l'organisation syndicale ont défendu le bâtiment.

Le président de la FPU a commenté la tentative de prise de contrôle du bâtiment par des pillards :

Il semble que les mauvais temps des années 1990, au cours desquelles les pillards s'emparaient de biens publics et privés, soient de retour. À l'époque, ces saisies se faisaient par des bandits, et aujourd'hui, elles sont prétendument légales. [...] Est-il juste de forcer les syndicats à quitter leur siège sur le Maïdan, construit par le travail et aux frais des syndicalistes en 1980 et restauré après un incendie pendant la révolution de la dignité sans aucune aide de l'État? Alors, qui est gêné par la Fédération des syndicats et les 46 syndicats ukrainiens installés sur le Maïdan? Qui est le véritable commanditaire de l'obstruction des activités légitimes de la plus grande organisation de défense des droits des salariés du pays?

Nouvelle attaque contre le siège de la FPU

Le 5 juin 2025, un groupe de représentants de l'ARMA et d'employés de l'entreprise Kamparitet s'est présenté à l'improviste au siège de la FPU. Ces derniers ont annoncé qu'une nouvelle décision de justice avait été rendue par le juge d'instruction du tribunal de l'arrondissement de Petchersky de Kyiv, ordonnant la

saisie de la Maison des syndicats. Les personnes présentes ont exigé avec insistance que le président et les employés du FPU quittent immédiatement la Maison des syndicats, ont remplacé les agents de sécurité et ont interdit l'accès au bâtiment.

Il s'agit d'une tentative de bloquer les activités de la FPU. Rappelons que le 21 mai, le tribunal du district de Petchersky de Kyiv a annulé la saisie de la Maison des syndicats et le transfert de ce bâtiment à l'ARMI. La décision précise que cette décision judiciaire est sans appel. Le 5 juin, selon le représentant de l'ARMA, FPU, il a été annoncé que le tribunal du district de Petchersky de Kyiv avait de nouveau saisi la Maison des syndicats, mais aucune nouvelle procédure n'a été engagée. Le 5 juin, la FPU a déclaré que la méthode d'exécution de la décision de justice était «irrecevable» car non conforme à la législation ukrainienne, notamment du Code de procédure pénale et du Code civil.

Compte tenu de ces agissements, les employés de la FPU et des 36 organisations membres de la FPU travaillant dans le bâtiment doivent, conformément à la loi, être informés au préalable de cette décision de justice et mener les préparatifs nécessaires aux négociations concernant l'établissement de relations avec l'ARMA et la société de gestion afin de parvenir à un accord.

Cette question est sous le contrôle de la FPU; des mesures appropriées sont prises pour trouver une solution juridique et résoudre ce conflit. L'objectif principal est de prévenir toute violation des lois, des droits et des libertés

des citoyens - travailleurs syndicaux - dans l'exercice de leurs fonctions sur leur lieu de travail.

Le blocage se poursuit

Le 6 juin, les employés de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) n'ont pas pu exercer leur droit constitutionnel au travail (article 43 de la Constitution de l'Ukraine). Des inconnus ont empêché les syndicalistes de se rendre dans le bâtiment des syndicats, propriété de la Fédération des syndicats d'Ukraine. Il s'agit d'une



entrave délibérée aux activités légales des syndicats et de leurs organes élus dans leur propre bâtiment. La Fédération des syndicats d'Ukraine appelle les autorités de l'État, les institutions des droits humains, les médias ainsi que la communauté syndicale internationale à prêter attention à cette situation, qui constitue un défi non seulement pour les syndicats, mais aussi pour l'ensemble de la société civile en Ukraine.

Solidarité syndicale internationale

Outre les protestations contre la répression envers la FPU, la solidarité syndicale internationale s'exerce aussi sur d'autres plans. A l'occasion de la conférence annuelle de l'OIT, à Genève, la deuxième confédération syndicale ukrainienne a appelé à un rassemblement de solidarité :

Cette action est l'expression de la solidarité avec les courageux travailleurs, travailleuses et syndicats d'Ukraine, qui continuent à souffrir de l'implacable agression militaire russe. Les villes, les entreprises et les travailleurs et travailleuses subissent quotidiennement des attaques d'artillerie, de missiles et de drones. Rien qu'au cours des quatre premiers mois de 2025, 331 incidents liés au travail ont été signalés en raison de l'agression russe, entraînant la mort tragique de 56 travailleurs et travailleuses.

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, plus de 13 000 civil·es – dont plus de 600 enfants – ont perdu la vie, et au moins 16 000 civil·es, y compris des militant·es et des membres de syndicats, sont toujours en captivité illégale

en Russie, où ils/elles sont souvent soumis à des tortures et à des abus incessants.

La Fédération de Russie a déporté de 20 000 à 300 000 enfants d'Ukraine. Environ 63 000 personnes sont actuellement portées disparues. Dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, les forces d'occupation russes continuent de commettre de graves violations des droits humains, y compris la terreur, les exécutions et la persécution des travailleurs, des travailleuses et des syndicalistes. Il est de plus en plus évident que des civil·es sont contraint·es d'adhérer à des syndicats russes, qui servent les intérêts du régime d'occupation et portent atteinte à la liberté d'association.

Les organisations de l'intersyndicale française présentes à la conférence de l'OIT ont participé au rassemblement.

L'Union syndicale Solidaires participe le week-end des 21 et 22 juin à une rencontre, à Kyiv, avec divers syndicats, membres de la FPU, de la KVPU ou non confédérés. Ceci s'inscrit dans la suite des actions de solidarité menée dans le cadre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes : trois convois syndicaux solidaires, diverses invitations pour des réunions publiques ou des congrès à travers le monde, la diffusion des informations à travers le site du Réseau (www.laboursolidarity.org), etc. Il s'agit cette fois d'une réunion internationale dans le but de renforcer les liens avec les syndicats de différents secteurs ; santé, étudiants, éducation, ferroviaire, industrie, etc.

Bronzer sous les bombes

Patrick Le Tréhondat¹

Depuis le début de la guerre à grande échelle, baignades et farniente sur les serviettes de bain se sont faits plus rares. Selon l'Agence nationale pour le développement du tourisme d'Ukraine, il y avait avant la guerre plus de 350 plages installées sur les rivières et les lacs et environ 190 sur la côte des mers Noire et d'Azov. Actuellement, la côte de la mer d'Azov est occupée par l'armée russe et la mer Noire est pratiquement inaccessible en raison des mines et de la menace d'attaques de missiles.



La loi martiale a également apporté des ajustements aux vacances d'été des Ukrainien·nes. La randonnée et les excursions le long des itinéraires à proximité des infrastructures vitales sont interdits, de même que les sites touristiques proches des frontières avec le Bélarus et la Russie.

La décision d'ouvrir la saison balnéaire relève des autorités locales, en particulier la commission de sécurité et d'urgences technologiques et environnementales. Elles prennent en compte l'état sanitaire des plans d'eau, la situation sécuritaire et la disponibilité d'abris à proximité des plages. Tout cela est ensuite approuvé

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades de solidarité.

par les administrations locales: OVA (administration militaire régionale), RVA (district), MVA (ville).

Tour d'horizon de la saison

La capitale compte plus de 35 plages officielles situées sur le Dniepr. Les plages les plus populaires sont celles de l'Hydropark, de l'île de Troukhaniv et du district d'Obolonsky. Mais cette année encore à Kyiv, il ne devrait pas y avoir de saison officielle d'ouverture de plages. La municipalité recommande de ne se rendre ni sur les plages ni dans les zones de loisirs en raison du danger représenté par les rassemblements massifs lors de raids aériens.

Dans les zones de loisirs proches de l'eau, la ville a vérifié qu'aucun fragment de drones ou de roquettes ne gisaient au fond de l'eau. Précaution utile car, selon Roman Horyak, chef du service de plongée du centre de sauvetage mobile, « nous avons découvert des débris dangereux d'un missile de défense aérienne S-125 ».

Dans la région d'Odessa, les préparatifs pour la saison 2025 ont commencé à la mi-mars, comme le rapporte le directeur adjoint de l'OVA d'Odessa, Oleksandr Kharlov. Si l'année dernière, la saison avait été ouverte avec 20 plages, il devrait y en voir 40 cette année.

La date d'ouverture des plages dépend de la situation sécuritaire et de la préparation des infrastructures. Le chef de l'administration militaire régionale d'Odessa, Oleg Kiper, précise que l'ouverture d'une plage signifie qu'elle répond aux exigences de sécurité: un abri à proximité, des plongeurs qui ont vérifié les fonds marins, etc.: « Notre tâche est de fournir

un abri, de vérifier s'il n'y a pas de mines flottantes, d'assurer la sécurité, d'avertir les gens où ils peuvent nager et où ils ne le peuvent pas, afin qu'ils soient en sécurité», explique Oleg.

À Dnipro, en 2024 aucune plage n'avait été ouverte et il en sera de même cette année. Mais les habitants peuvent se détendre sur les rives du Dniepr. À Tchernihiv, pas de plages ouvertes non plus. Cependant, plusieurs lieux de loisirs près de plans d'eau existent, notamment la plage Golden Shore.

Et, pour la première fois depuis 2022, l'ouverture de trois plages est prévue à Mykolaïv. Avant l'ouverture, toutes les zones de loisirs seront minutieusement inspectées, en accordant une attention particulière à la présence d'engins explosifs. Selon Roman Voznyak, qui dirige le Département des urgences et de la protection civile, la baignade en mer est toujours interdite, mais les endroits qui ont été entièrement inspectés par des plongeurs et jugés sûrs seront ouverts aux loisirs.

S'il n'y a pas de structures de protection sur les plages elles-mêmes, un abri sera situé à 500 mètres maximum. Le conseil municipal étudie la possibilité d'installer des abris mobiles, mais la décision ne sera prise qu'après évaluation des capacités financières.

Dans la région de Tcherkassy, 16 lieux de baignade ont été déclarés explique Yulia Norovkova, porte-parole du Service des urgences.

Le 1^{er} juin, la saison a commencé à Khmelnytskyi. Une plage a été ouverte sur la rive gauche du Boug méridional. Le directeur de l'entreprise municipale Parcs et places de

Khmelnytskyi, Oleksandr Bodnartchuk détaille la préparation de la saison estivale :

Nous avons installé des panneaux indiquant les limites de la plage, décidé l'interdiction des chiens et indiqué l'emplacement des abris les plus proches en cas de raid aérien. Nous avons également raccordé les fontaines à l'eau et effectué une analyse de l'eau. Des sauveteurs seront présents sur la plage. La saison de baignade durera jusqu'au 1^{er} septembre.

Contre la privatisation des plages

Lyudmila se plaint de la commercialisation des plages et du manque d'endroits gratuits pour se détendre. «Toutes les plages sont payantes. Qu'est-ce qui est gratuit maintenant? Un bout de plage entre les plages Ibiza et Ithaque. Donc, tout est payant. Il n'y a pas un seul endroit agréable où s'asseoir et profiter de la vue», dénonce l'Odessite.

Concernant la plage Arkadia, dont une partie est louée par la municipalité, Oleg, vacancier, souligne que celle-ci ne lui convient pas: «Elle est payante, je la boycotterai. Je préfère aller plus loin, là où les plages sont gratuites.»

De son côté, Volodymyr, touriste, remarque qu'il y a un manque d'abris sur les plages. C'est pourquoi, selon lui, il est dangereux de se trouver près de la mer. En cas d'attaque, «vous avez trois minutes. Qu'il y ait un abri ou non, vous n'aurez pas le temps de courir, même s'ils en installent un ici». Pour Denys Zeynalov, représentant du Centre pour les libertés civiles à Odessa, il existe des problèmes concernant l'emplacement des abris, en particulier sur les

plages. Les zones de sécurité sont souvent situées à 500-700 mètres du littoral, ce qui rend leur accès difficile, surtout compte tenu de la vitesse des missiles.

De son côté, le groupe libertaire d'Odessa Drapeau noir conteste la privatisation des plages. En février dernier, il a organisé une action de protestation et dresse le constat suivant :

À la suite de notre action, l'un des médias d'Odessa a publié un article contenant des commentaires des propriétaires du club Ibiza et du conseil municipal au sujet de la clôture située au milieu de la plage publique. Il s'avère que le 27 janvier, le « locataire » (c'est-à-dire l'administration du club) a reçu l'ordre d'enlever la clôture sur la plage, mais comme prévu, il ne l'a pas fait. Au lieu de cela, le club prétend que la clôture est nécessaire « pour se protéger contre les incendies criminels » et qu'elle sera enlevée en avril. Quoi qu'il en soit, Drapeau noir continue de surveiller la situation autour de cet espace public. Si vous souhaitez vous joindre à la protection des biens publics à Odessa ou dans votre ville ou village, remplissez le formulaire Google et suivez-nous via Telegram.



Deux mois plus tard, à Tcherkassy, la mobilisation « Chaîne vivante » a réuni 150 personnes venues avec des pancartes pour exiger l'arrêt des travaux sur Riviera Beach. Lyudmila s'est jointe à l'action de défense des sites historiques de Tcherkassy et de la plage de la Riviera :

J'ai l'impression d'avoir visité tous les centres régionaux et nulle part ailleurs on ne trouve



un développement aussi chaotique qu'à Tcherkassy. Bientôt, nous ne pourrons plus accéder au Dniepr; nous ne pourrons aller à la plage qu'avec un permis.

À cela s'ajoute un autre scandale. À Odessa, sur la seule plage réservée aux personnes handicapées, des travaux de construction sont prévus. La seule plage inclusive d'Ukraine risque tout simplement de disparaître. Cette plage de 4500 m² a été aménagée relativement récemment, en juin 2021. Un ascenseur spécial et une rampe de 46 mètres pour descendre et remonter les personnes en fauteuil roulant ont été installés et quatre autres rampes mènent directement à l'eau. L'emplacement dispose d'un poste de premiers secours, de toilettes, de vestiaires, d'un poste de sauvetage, d'une plateforme d'observation et de chaises longues. La plage est ouverte de juin à octobre, tous les services y sont gratuits, y compris les navettes électriques

qui transportent les personnes handicapées depuis le parking. Depuis son ouverture, le site a été visité par des milliers d'Ukrainien·nes de différentes régions, et par des enfants atteints de maladies musculo-squelettiques et des vétérans blessés au front.

Mais l'existence de cette plage inclusive est aujourd'hui menacée à cause d'un promoteur. Le scandale a éclaté en novembre dernier, lorsque du matériel de BTP est arrivé et qu'une clôture a été installée. Des militants, des représentants de diverses organisations et des vétérans ont tenté de défendre la plage. Mais les ouvriers du bâtiment avaient déjà commencé à percer l'asphalte, à détruire les places de stationnement pour les personnes handicapées. La police est arrivée sur les lieux et a rédigé un rapport. Les travaux ont été arrêtés, mais ils ont repris le lendemain. Les gens ont de nouveau protesté.

Un autre scandale agite Odessa. Depuis le 1^{er} août 2017, la société privée Focus Logistics, détenue par l'homme d'affaires Yuriy Degas, loue à la municipalité la plage Dauphin. Une autre plage à proximité est louée par la même société. Mais le 24 avril 2025, le conseil municipal a décidé de résilier cette location. Selon la municipalité, la zone louée était devenue payante, des bâtiments non autorisés ont été découverts et il y a un problème lié au manque de documents appropriés pour le drainage des eaux sales. «Nous avons tenté d'obtenir des documents du locataire concernant les raccordements [des eaux usées], mais en vain. Cela représente une menace potentielle pour l'écologie et l'état sanitaire du littoral» explique Oleksandr

Jiltsov, directeur à la mairie d'Odessa. L'homme d'affaires a porté plainte pour contester la résiliation. Le tribunal de commerce lui a donné raison. «La décision du tribunal est valable jusqu'à ce que le conseil municipal fasse appel et que la cour d'appel rende une décision», a déclaré un avocat de Focus Logistics LLC.

Marée noire en mer Noire

En Crimée occupée, seuls quelques touristes russes, sous la protection des kalachnikovs de l'occupant pourront jouir du soleil. Pour autant que des drones ukrainiens ne viennent pas troubler leur séjour. Le 22 avril, le chef du «Parlement» de Crimée, Vladimir Konstantinov, a annoncé que les plages de la péninsule seront entièrement préparées pour recevoir des touristes d'ici le 1^{er} juin. Selon lui, il est prévu d'ouvrir quelque 340 plages... mais elles risquent d'être polluées. Deux pétroliers transportant du fioul ont en effet été accidentés dans le détroit de Kertch en décembre dernier, ce qui a entraîné une marée noire.

Depuis le début de cette marée noire, les autorités russes ont tenté par tous les moyens de cacher cette catastrophe environnementale. Dans un premier temps, elles ont décidé de nettoyer les plages avec l'aide de bénévoles qui ont retiré le fioul en utilisant des méthodes rudimentaires qui ne pouvaient pas résoudre le problème. Ensuite, elles ont voulu dissimuler leur crime en faisant état de plages soi-disant «nettoyées». Quoi qu'il en soit, les occupants ne parviennent plus à cacher ce crime environnemental. On s'attend à ce qu'avec le réchauffement du climat, l'ampleur de la pollution

augmente, ce qui aura un impact dévastateur sur l'écosystème du bassin de la mer d'Azov et de la mer Noire.

Les produits pétroliers présents dans la mer constituent également une menace pour les populations. Le 20 avril, une habitante de Sébastopol a signalé un empoisonnement alors qu'elle se promenait le long des plages des baies de Kozatcha et de Golubia, où elle a découvert de nouvelles traces de mazout. Fin avril, Youri Ozarovsky, un habitant du territoire de Krasnodar de la Fédération de Russie, a déclaré sur sa chaîne Telegram qu'il avait été détenu pendant une journée par la police de la Crimée occupée, puis condamné à une amende de 15 000 roubles pour avoir manifesté sa colère contre les effets de la pollution sur la côte à Alouchta.

L'accès à la péninsule risque en outre d'être perturbé par les récentes attaques contre le pont de Kertch.



Plages résistantes

La saison des baignades a commencé le 1^{er} juin sur quatre plages de Tcherkassy. Chacune d'entre elles dispose de sauveteurs, de toilettes, de douches et de vestiaires, et un centre médical fonctionne également sur la plage de Kazbetskyi. La vacancière Victoria Potapenko est venue à la plage pour prendre un bain de soleil. «Les enfants sont allés nager, l'eau est chaude. Aujourd'hui, c'est mon deuxième jour de vacances, alors pourquoi ne pas venir se détendre ?» La saison touristique ouvrira à Bakota, dans la région de Khmelnytskyi, le 5 juin. Deux semaines plus tard, deux plages seront ouvertes dans la vallée de Starāia Ouchytsia, des

pédalos, des jet-skis et des catamarans seront disponibles. Enfin à Kyiv, malgré les recommandations de ne pas se rendre sur les plages, les habitants et les visiteurs de la capitale affluaient déjà en masse début juin vers les plans d'eau. L'une des plages les plus populaires, Venise, sur le Dniepr, rassemblait plusieurs dizaines de personnes, désireuses de profiter du soleil et même de plonger. La saison de baignade a commencé à Poltava le 4 juin et durera jusqu'au 15 septembre. La ville a préparé deux plages municipales et neuf autres endroits pour se détendre dans l'eau. Des sauveteurs et des médecins seront en service sur les plages municipales.

En ce quatrième été de guerre, barboter dans l'eau, se prélasser sur sa serviette de bain, ou lécher consciencieusement une glace seront de nouveaux pieds-de-nez envoyés à Moscou. Un message pour Poutine... et le reste du monde.



ÉCLAIRAGES

Le début de l'invasion russe en 2014 : prise des villes et mise au pas des élites

Entretien avec Serhiy Kudelia

Propos recueillis par Iaroslav Kovalchuk¹



Le 24 février 2022, la Russie a lancé l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Cependant, il ne s'agissait que d'une nouvelle étape, car le conflit remonte à 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée et que le conflit armé dans le Donbass a commencé. Si le rôle de la Russie a fait l'objet de débats jusqu'en 2022, l'invasion a montré qu'il s'agissait d'une opération russe contre le gouvernement ukrainien et non d'un soulèvement local contre la politique de Kyiv.

Pour comprendre comment la guerre a commencé et quel rôle les habitants et les élites du Donbass y ont joué, nous avons rencontré Serhiy Kudelia. Serhiy Kudelia est politologue à l'université Baylor aux États-Unis. Ses recherches portent notamment sur les conflits armés, les régimes et institutions politiques. Spécialiste de l'Ukraine post-soviétique, il a récemment publié *Seize the City, Undo the State : The Inception of Russia's War on Ukraine* («S'emparer de la ville, démanteler l'État : les débuts de la guerre de la Russie contre l'Ukraine») chez Oxford University Press.

Le sous-titre de votre livre, «Le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine», suggère immédiatement le rôle central de la Russie dans les événements du Donbass au printemps 2014. Cependant, dans un texte publié peu après ces événements, vous insistiez sur les sources internes du conflit. Cela signifie-t-il que votre analyse a changé depuis lors ? Quel rôle a joué la Russie à l'époque ?

Quand on analyse le début de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, on constate que l'annexion de la Crimée et la campagne armée dans le Donbass en mars 2014 sont les éléments d'un plan plus large visant à prendre le contrôle de l'Ukraine. Plan qui a pris une autre ampleur en 2022. Au cours de mes recherches dans la région, j'ai reconsidéré une grande partie de ce que j'avais écrit en 2014. Il s'agit d'un processus de recherche normal, car j'ai développé mes premières idées sur le déroulement du conflit armé dans le Donbass en observant les événements dans cette région depuis mon bureau au Texas.

Loin d'être complète, mon analyse comportait de nombreuses lacunes. Pour les combler, j'ai élaboré un plan de recherche, qui a débuté en 2015 par un voyage d'étude dans huit villes des régions de Donetsk et de Louhansk. J'y ai discuté avec des civils qui observaient ces événements. Ma première tâche a consisté à comprendre comment ces personnes percevaient les hommes armés qui étaient apparus pour la première fois dans leurs villes et affirmaient désormais être les autorités.

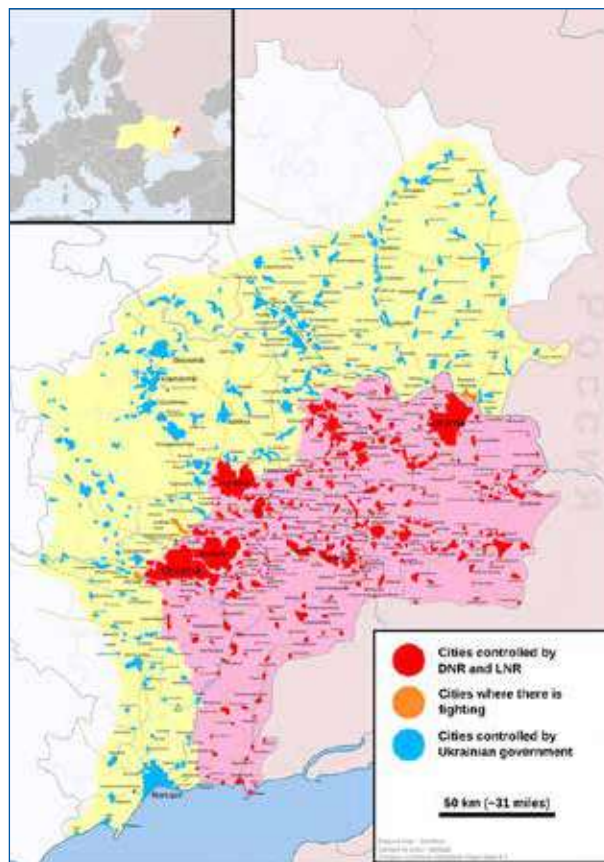
1. Publié dans [Commons](#) le 24 février 2025. Traduction Patrick Silberstein.

Au cours du premier voyage, j'ai compris que notre perception de la prise de contrôle de la région en 2014 était erronée. Il ne s'agissait pas seulement de ma propre perception, mais aussi de celle de la plupart des Ukrainiens qui observaient ces événements de l'extérieur. Cela s'explique par la manière dont les autorités ont présenté les informations relatives à la prise de contrôle de la région.

À l'époque, les cartes de l'«opération anti-terroriste» montraient des zones entièrement colorées prétendument contrôlées par la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de Louhansk (RPL). Puis nous avons vu les territoires qui étaient libérés par les troupes ukrainiennes. Peu à peu, entre mai et août 2014, le territoire contrôlé par les séparatistes a diminué, tandis que celui libéré par les troupes ukrainiennes a augmenté. C'est ainsi que les progrès militaires de l'Ukraine dans la libération du territoire ont été visualisés.

À mon arrivée en 2015, j'ai mené des enquêtes dans différentes villes et je me suis rendu compte qu'une partie importante de celles-ci n'était pas du tout contrôlée par les séparatistes. Autrement dit, personne ne contrôlait certaines de ces villes. Il n'y avait pas de gouvernement ukrainien, mais il n'y avait pas non plus de contrôle direct par la force exercé par les militaires. Ce fut ma première découverte.

Cela m'a poussé à essayer de comprendre ce qui pouvait expliquer cette variation du pouvoir et du contrôle administratif dans différentes parties de la région. Il fallait d'abord déterminer qui contrôlait quoi dans les différentes villes.



Carte du conflit au 22 février 2022.
Le territoire contrôlé par la Fédération de Russie, la RPD et la RPL est indiqué en rouge, et le territoire contrôlé par l'armée ukrainienne est indiqué en jaune.

Ensuite, je devais comprendre comment cela pouvait s'expliquer. C'était la première étape.

Puis, en 2018-2019, mes recherches dans différentes agglomérations urbaines du Donbass, m'ont permis de constater l'importance cruciale du rôle des agents russes dans le déclenchement du conflit armé [...]. D'autre part, bon nombre de mes hypothèses sur le rôle des facteurs internes ont été confirmées. En particulier, la réaction émotionnelle des habitants à la façon dont le pouvoir avait été transféré à Kyiv ou face à l'effondrement de l'appareil sécuritaire de l'État dans ces territoires, ce qui a créé des conditions favorables à leur capture.

Dans mon livre, j'essaie d'expliquer plus clairement le mécanisme de la prise de contrôle de la région et de souligner le rôle des pro-russes. J'explique aussi que sans la collaboration des élites locales et des habitants du Donbass, sa prise totale n'aurait pas eu lieu. Si à l'époque le nombre d'agents russes était suffisant pour organiser ceux qui étaient prêts à s'engager dans un conflit armé sur le terrain, il n'était pas suffisant pour s'emparer complètement d'une région aussi vaste que le Donbass.

Vous soulignez dans votre introduction que la politisation de la guerre dans le Donbass, ainsi que l'accès limité des chercheurs aux points de vue des deux parties au conflit, ont souvent entravé son étude. Ce qui m'impressionne dans votre travail, c'est la diversité des sources et votre capacité à vous dissocier des jugements de valeur pour décrire les relations dynamiques entre les différents acteurs du mouvement séparatiste. Cette image est loin des stéréotypes

d'une bande de « marionnettes du Kremlin » sans véritable base sociale.

Il me semble que l'un des principaux obstacles à l'analyse des événements du Donbass a été la perception d'une partie de la communauté scientifique pour laquelle l'analyse des causes de ce conflit et de son déroulement devait s'inscrire dans la logique de la guerre de l'information contre la Russie. On s'attendait donc à ce que les chercheurs acceptent *a priori* les hypothèses avancées par les autorités ukrainiennes. Tout jugement qui contredisait ces hypothèses ou tentait de montrer d'autres aspects du conflit dont les autorités ukrainiennes refusaient de parler ou qu'elles ignoraient, était perçu comme une tentative de ralliement à la Russie. Ceux qui tentaient d'analyser le conflit sous différents angles étaient ainsi accusés de se rallier au discours russe.

Malheureusement, cette façon de faire a commencé dès le début de l'année 2014. Elle a créé des obstacles majeurs à la recherche et a empêché toute expertise universitaire indépendante. Elle s'est également accompagnée d'une déformation des opinions, des jugements et des conclusions d'un nombre important de chercheurs qui ont tenté de mettre en évidence les causes internes du conflit et ont été stigmatisés au sein de la communauté scientifique.

Aujourd'hui, après dix ans de recherche et après avoir pris conscience à quel point les événements de 2014 sont différents de ceux de 2022, il semble que la nature du débat ait changé. Peut-être pouvons-nous être plus ouverts à l'idée qu'en 2014, il n'y avait pas de conflit



manichéen entre la Russie et l'Ukraine, mais qu'il existait de nombreuses nuances, que je détaille dans mon livre. J'espère donc que mon livre ouvrira le débat à différentes perspectives.

À la fin du mois de mars 2014, la vague de rassemblements en réponse à la destitution de Ianoukovitch a commencé à s'estomper. Expliquant les raisons de la reprise du mouvement séparatiste à la mi-avril, après le lancement de l'ATO, vous écrivez dans votre livre : « Tout comme les violentes agressions des étudiants par la police antiémeute ont déclenché une mobilisation massive et lancé la Révolution de la dignité à Kyiv, les images de civils blessés et tués lors d'affrontements avec l'armée ukrainienne ont ravivé la mobilisation en faveur de la cause séparatiste dans le Donbass. » Analysant le rôle des émotions en politique, vous faites la distinction entre la peur, qui a souvent un effet démobilisateur, et l'indignation, qui pousse les gens à corriger les injustices. Peut-on dire que c'est là que s'est manifestée la tragique similitude entre le Maïdan et le séparatisme du point de vue des groupes sociaux opprimés ? Après tout, dans les deux cas, l'implication de nombreuses personnes dans la résistance était motivée par un sentiment d'injustice causé par la surdité du gouvernement aux revendications de la société et par la violence disproportionnée et aveugle avec laquelle il a répondu à la protestation.

Les parallèles sont évidents et liés à la réaction de civils sans défense qui, d'une part, sont témoins de la violence arbitraire des forces de

sécurité à l'encontre des manifestants de l'Euromaïdan. D'autre part, ils sont témoins de la violence commise par l'État ukrainien sous la forme de l'armée, de bataillons de volontaires ou d'organisations irrégulières à l'encontre de personnes défendant d'autres causes. Il convient de souligner ici qu'au printemps 2014, ceux qui manifestaient dans les différentes villes des régions de Donetsk et de Louhansk étaient déjà conscients du précédent créé par le Maïdan. Ce précédent était que les manifestations devaient être considérées comme un moyen légitime d'exprimer ses propres jugements et opinions. Et si elles se heurtaient à l'opposition des autorités, cela démontrait l'illégitimité de ces dernières. Les gens étaient conscients de ce précédent créé par le Maïdan.

D'une part, le Maïdan avait raison dans sa manière de réagir à la violence arbitraire de la police antiémeute Berkut envers des manifestants pacifiques. D'autre part, le fait de savoir comment le Maïdan avait réagi, en mobilisant et en créant des unités d'autodéfense, puis en recourant à la force, a considérablement accéléré le processus d'auto-organisation armée dans le Donbass.

Le modèle utilisé sur le Maïdan a ensuite été repris par les manifestants qui sont descendus dans les rues de Kramatorsk, Lysytschansk et Siverskodonetsk. Et le contenu émotionnel de leur réaction était certainement très similaire. Mais dans le cas du Donbass, il était renforcé par ce qu'ils avaient vu se passer sur le Maïdan et par la prise de conscience de certains doubles standards que les nouveaux dirigeants de l'État ukrainien, c'est-à-dire les dirigeants du Maïdan,

appliquaient d'une part aux manifestants pacifiques à Kyiv et d'autre part aux manifestants dans le Donbass.

Comment le gouvernement ukrainien post-Maïdan a-t-il perdu sa légitimité auprès d'une certaine partie de la population du Donbass ? S'agit-il d'un processus graduel qui a suivi la fuite de Ianoukovitch et les événements qui ont suivi ? Ou y a-t-il eu un point de rupture spécifique et un point de non-retour, tel que l'annonce de l'« opération antiterroriste » ?



Le gouvernement ukrainien qui est arrivé au pouvoir à Kyiv après la victoire du Maïdan ne pouvait pas perdre sa légitimité dans le Donbass, car il ne l'avait pas, ce qui était le problème principal. Tous les sondages réalisés en mars et avril 2014 montraient qu'un nombre important de citoyens du Donbass, nettement plus que dans d'autres régions du sud-est du pays, refusaient de reconnaître la légitimité de ce gouvernement. En d'autres termes, ils remettaient en question sa légitimité à gouverner.

La légitimité ce n'est pas seulement la légalité d'un gouvernement, mais aussi la reconnaissance générale par les citoyens du droit du gouvernement à gouverner. Pour ces citoyens, la victoire de l'Euromaïdan a été un moyen illégal pour ces dirigeants d'accéder au pouvoir, car elle a été obtenue d'une part par la violence et d'autre part avec l'aide de l'Occident, à savoir les États-Unis et l'Union européenne. Et la combinaison de ces deux facteurs – la violence et le soutien direct du Maïdan par les puissances occidentales – a été la raison pour laquelle une

grande partie de la population du Donbass a rejeté la légitimité du nouveau gouvernement.

La question clé était de savoir si cette crise de légitimité pouvait être résolue d'une manière ou d'une autre. Elle aurait pu être surmontée par des mesures politiques qui n'étaient pas liées à la réponse militaire aux événements du Donbass, mais qui visaient plutôt à convaincre une partie importante des citoyens que leurs droits seraient respectés et garantis comme ils l'avaient été les années précédentes. Pour diverses raisons, cela ne s'est pas produit. Le mécanisme institutionnel qui aurait pu résoudre cette crise de légitimité, à savoir les élections présidentielles prévues fin mai, a été détruit par la prise de contrôle armée de la plupart des régions de Donetsk et de Louhansk. Ce mécanisme n'a pas pu être utilisé.

Mais l'obstacle principal à la résolution de la crise de légitimité a sans aucun doute été le lancement de l'« opération antiterroriste ». Et la manière dont celle-ci a été lancée. Le problème résidait essentiellement dans le fait que le nouveau gouvernement, qui n'avait pas encore acquis de légitimité dans le Donbass, envoyait déjà des troupes dans la région pour réprimer les manifestations et arrêter les militants armés, que beaucoup dans le Donbass considéraient comme leurs défenseurs. Cette décision a sans aucun doute exacerbé la crise au lieu de la résoudre.

Pourquoi la ville est-elle devenue un environnement propice à l'établissement rapide du contrôle par les militants russes, comme le suggère le titre de votre livre « S'emparer de la

ville, démanteler l'État». Comment cela s'est-il produit ? Souvent, lorsque nous pensons à des soulèvements réussis, nous imaginons des insurgés dans des villages reculés, mais dans ce cas, nous avons affaire à des militants opérant dans des villes.

Oui, pas seulement dans les villages, mais souvent dans les montagnes. L'Ukraine a une assez bonne expérience de la guérilla dans les montagnes. De nombreux spécialistes de la guerre civile ont souligné depuis longtemps les avantages que les zones rurales ou montagneuses offrent aux insurgés dans une guerre asymétrique.

L'idée que les insurgés peuvent utiliser les villes comme une sorte de bouclier est apparue au cours des quinze dernières années. Le terme «campagnes d'insurrection urbaine» a fait son apparition et désigne les insurrections victorieuses où les villes sont devenues des centres d'activité insurrectionnelle. Les principaux avantages que les insurgés tirent de leur présence dans les villes sont liés à la difficulté de les libérer, car cela entraînerait un nombre important de victimes civiles.

Le commandement militaire ukrainien s'en est rapidement rendu compte lorsqu'il a encerclé Sloviansk-Kramatorsk. Pendant très longtemps, il n'a pas pu entrer dans la ville proprement dite, car cela aurait entraîné un nombre élevé de victimes civiles, tout civil pouvant alors être perçu comme une menace potentielle. C'est là la deuxième caractéristique d'une campagne militaire en milieu urbain : la facilité avec laquelle les insurgés peuvent se fondre dans

la population, ce qui complique le processus d'identification et d'élimination des poches de résistance armée.

Le choix de Sloviansk comme centre du soulèvement armé était extrêmement judicieux d'un point de vue stratégique. Les fondements des Républiques autoproclamées de Donetsk et de Louhansk (RPD et RPL) ont été posés par la prise du bâtiment des services de sécurité ukrainiens (SBU) à Louhansk et de l'administration régionale à Donetsk, suivie de la proclamation rapide de «Républiques populaires» par ceux qui s'étaient emparés de ces bâtiments. Le problème pour les séparatistes était toutefois que leurs prétendues républiques ne contrôlaient initialement rien au-delà de ces deux bâtiments. Ils n'avaient aucun contrôle territorial réel sur les unités administratives des régions de Donetsk et de Louhansk. Les autorités ukrainiennes ont rapidement pris conscience de cette faiblesse. Ce n'est qu'avec l'arrivée d'Igor Girkin² (Strelkov) et la prise de Sloviansk que les séparatistes ont commencé à établir un contrôle territorial plus large.

Il est important de noter que cette prise de contrôle n'a pas commencé dans les villes proches de la frontière russe, dans les régions de Donetsk et de Louhansk, mais plutôt dans l'une des villes les plus éloignées de la frontière. D'une part, il était facile pour les forces pro-russes d'établir leur contrôle près de la frontière russe, même sans la présence de Girkin. D'autre part, si les soulèvements s'étaient

2. Militaire russe, officier du GRU (service de renseignement militaire).

limités aux zones frontalières, les autorités ukrainiennes auraient pu rapidement rétablir leur contrôle sur une partie importante du Donbass. Lorsque nous avons vu que Sloviansk, très proche de la région de Kharkiv, était tombée, il est devenu évident que toute la partie de la région de Donetsk au-delà de Sloviansk tombait *de facto* sous le contrôle des séparatistes. Pour se rendre à Donetsk, il faut d'abord traverser Sloviansk-Kramatorsk. En d'autres termes, cette étape leur a permis de couper une partie importante des régions de Donetsk et de Louhansk, car ils ont simultanément commencé à s'emparer de Lysytchansk-Siverskodonetsk, interdisant ainsi une partie importante du Donbass aux autorités ukrainiennes. Il s'agissait donc d'une très bonne stratégie tactique et stratégique, car elle a permis aux militants d'étendre leur contrôle territorial sur le reste du Donbass.



Lorsque Girkin est arrivé à Sloviansk, il a été accueilli par des militants pro-russes et des unités d'autodéfense qui avaient été créées précédemment. Quels ont été les relations entre Girkin et les membres de ces unités ? Ont-ils rejoint sans difficulté l'unité de Girkin, ou celui-ci les a-t-il relégués à l'arrière-plan ?

Cette relation peut être décrite comme une relation entre un patron et ses clients. Le patron était sans aucun doute Girkin lui-même. Les clients étaient la partie de la population locale qui lui a initialement manifesté son soutien, notamment quand il a désigné le maire autoproclamé de Sloviansk, Vyatcheslav Ponomarev, et de nombreux civils locaux qui soutenaient les

agents russes venus s'emparer de Sloviansk-Kramatorsk. Ces relations étaient fondées sur la prise de conscience des avantages que ces civils apportaient à l'armée russe.

Quels étaient ces avantages ? Cela donnait l'impression d'un soutien interne et que ces hommes n'étaient pas seulement venus de Crimée ou de Russie, mais qu'il s'agissait en réalité d'un mélange de rebelles locaux et étrangers. En confiant des pouvoirs administratifs à des gens comme Ponomarev ou Gennady Kim à Kramatorsk, on donnait l'impression que le pouvoir était entre les mains des habitants. Cette idée a été transmise à la fois à la population locale et au monde extérieur, en Ukraine et au-delà. Ponomarev donnait des conférences de presse et s'adressait aux journalistes internationaux, se présentant comme le maire de Sloviansk.

Il s'agissait en réalité d'édiles totalement contrôlés, car le pouvoir était entre les mains des commandants de la ville. Et ces commandants, par exemple à Horlivka, Kramatorsk et Sloviansk, étaient liés aux services spéciaux russes. La plupart d'entre eux étaient des officiers à la retraite, c'est-à-dire des agents dormants des services spéciaux, qui avaient sans aucun doute un lien direct avec Moscou. Puis, au fur et à mesure que les événements se déroulaient, comme je le montre dans mon livre, certains habitants qui étaient politiquement impliqués dans le début du mouvement séparatiste, comme les représentants du Parti communiste ukrainien, ont été progressivement écartés du processus décisionnel.

L'événement clé qui a conduit au déclin de l'importance des cadres locaux a été le

référendum du 11 mai 2014. Son organisation exigeait des connaissances techniques et administratives considérables, que seules les élites locales et les militants pouvaient fournir. Je montre que dans la plupart des villes, le référendum a été organisé soit par des élus municipaux, soit par les chefs des comités exécutifs municipaux, qui avaient accès aux urnes, aux listes électorales et savaient comment mener des élections. Après le référendum, l'importance de ces gens a progressivement diminué et, dans les faits, presque tout le pouvoir est passé entièrement aux mains des militaires.

Dans le même temps, les administrateurs restaient importants dans la mesure où le processus même d'administration de ces villes, à savoir le maintien de l'accès aux fonds municipaux, le financement des transports publics, le paiement des salaires et des pensions, nécessitaient un soutien et des relations avec Kyiv.

Selon vous, il semble que dans le Donbass les sections du Parti communiste ukrainien aient presque unanimement soutenu le mouvement séparatiste, contrairement au Parti des régions, qui a connu une scission. Pourquoi les communistes du Donbass³, ont-ils décidé de soutenir le mouvement séparatiste ?

La réponse se trouve à la fois dans le domaine idéologique et dans certaines caractéristiques

3. La direction du Parti communiste ukrainien a exclu les membres ayant soutenu le soulèvement séparatiste. Les communistes locaux ont formé le Parti communiste de la République populaire de Donetsk, mais les autorités de la RPD leur ont interdit de participer aux élections.

politiques du Parti communiste et du Parti des régions. Le Parti communiste, en particulier ses cadres locaux, était principalement composé de militants idéologiquement motivés et n'ayant que peu d'intérêts matériels liés à leur engagement. Ils étaient convaincus que l'Union soviétique devait ressusciter sous une forme ou une autre. L'appartenance de l'Ukraine à la Russie ne devait donc pas être remise en question, mais renforcée. Ainsi, lorsque les manifestations pro-russes ont commencé, nombreux ont été les militants qui y ont vu le début du rétablissement de l'ancienne unité des nations fraternelles.

En revanche, le Parti des régions n'était pas monolithique et n'avait pas de ligne idéologique définie. Un grand nombre de ses députés, de ses dirigeants et de ses militants l'avaient principalement rejoint pour des raisons opportunistes liées aux avantages matériels que leur conférait leur appartenance à ce parti. Ainsi, lorsque le soulèvement armé a commencé, ce qui mettait en danger bon nombre d'entre eux, ils n'avaient aucune envie de se sacrifier ou de prendre des risques pour ces idées politiques.

Bien qu'il y ait eu quelques cas, notamment parmi les hommes d'affaires, qui ont apporté un soutien financier aux séparatistes, comme on l'a vu à Donetsk, cette attitude est restée moins répandue qu'au sein du Parti communiste ukrainien. [...] En effet, le Parti des régions fonctionnait comme une vaste organisation « parapluie » qui regroupait des gens ayant des opinions politiques complètement différentes, voire, parfois, sans aucune opinion. C'est la raison pour laquelle, l'idée d'un « printemps russe » n'a trouvé eux aucun écho.

Les élites locales, à savoir les maires et les élus municipaux, ont toujours réagi aux actions des militants pro-russes ou des agents russes, mais n'ont jamais agi de manière décidée. De plus, elles n'ont même pas coordonné leurs actions. Vous remarquez par exemple que bien que Lysytchansk et Siverskodonetsk soient proches, les maires des deux villes n'ont eu aucune communication entre eux. Pourquoi cela s'est-il produit ? Pourquoi les liens au sein du Parti des régions, auquel appartenait la quasi-totalité de l'élite locale, n'ont-ils pas permis d'élaborer une stratégie coordonnée au printemps 2014 ?



Cela tient principalement au fonctionnement de cette élite bureaucratique au cours de la décennie précédente, période où s'est formée cette verticale du pouvoir du Parti des régions. Comme on me l'a expliqué à plusieurs reprises, les réunions des dirigeants régionaux qui se sont tenues à Donetsk et à Louhansk représentaient les intérêts de ceux de Kyiv. Les dirigeants régionaux du Parti des régions donnaient des instructions et expliquaient aux différents maires ce qu'ils devaient faire et comment ils devaient le faire. De plus, des relations de clientélisme se sont établies entre des dirigeants politiques locaux et certains dirigeants économiques appartenant aussi au Parti des régions. À Rubijne, Siverskodonetsk et Lysytchansk, par exemple, Yuriy Boyko était particulièrement influent en raison de ses intérêts économiques dans ces villes. Une autre partie de la région de Louhansk, notamment Starobilsk, était sous le contrôle d'Oleksandr Yefremov. Dans la région

de Donetsk, Rinat Akhmetov était extrêmement influent.

Cette structure clientéliste comprenait donc deux volets. D'une part, il existait un système administratif officiel qui donnait des instructions descendant de haut en bas via la hiérarchie du Parti des régions. D'autre part, il existait un système de contrôle reposant sur des relations informelles entre des personnages et leur clientèle dans chaque ville.

Le Maïdan et la fuite de Ianoukovitch ont brisé ces deux systèmes de contrôle. Le Parti des régions a cessé d'exister dès la fin du mois de février 2014 et s'est scindé en trois ou quatre sous-groupes, principalement intéressés par le maintien de leur propre sécurité et de leur propre fortune. Ils ne s'intéressaient pas à ce qui se passait dans les régions de Donetsk et de Louhansk, en particulier dans les petites villes. Cependant, les relations informelles ont continué d'exister. Par exemple, Akhmetov a conservé son contrôle sur les membres du conseil municipal de Marioupol. Et Yefremov avait une certaine influence sur les événements à Starobilsk. Cependant, compte tenu de l'imprévisibilité des événements qui se déroulaient rapidement dans ces régions, il était difficile de donner des instructions claires sans comprendre où le processus allait mener.

L'exemple de Rinat Akhmetov à Marioupol illustre bien l'incertitude et la confusion qui régnaient parmi ces personnages influents. À plusieurs reprises, des personnalités proches de lui, notamment les directeurs des plus grandes entreprises, Azovstal et Illich Steel, ont directement collaboré avec les séparatistes à Marioupol et

signé diverses déclarations avec eux. Cela s'est produit à un moment où Akhmetov se sentait affaibli et pressentait que la situation évoluait en faveur de la Russie, en particulier après les affrontements du 9 mai à Marioupol. Mais quand il est devenu évident que les séparatistes de Marioupol ne bénéficiaient pas d'un large soutien ni d'un potentiel militaire significatif, Akhmetov a radicalement changé de position. Il a alors fait tout son possible pour éliminer le mouvement séparatiste, tant à l'intérieur de Marioupol, par l'intermédiaire des directeurs de ses entreprises, qu'à l'extérieur, avec l'aide du bataillon Azov et d'autres bataillons de volontaires.

Nous pouvons constater que les fluctuations et les incertitudes de ces personnages ne leur ont pas permis de contrôler leurs représentants dans différentes villes avec la même confiance et la même clarté. Cela a déséquilibré le système et créé un sentiment de chaos parmi les dirigeants de ces villes. Nombre des dirigeants étaient en poste depuis très longtemps. Autrement dit, ces villes sont devenues leurs fiefs personnels. [...]. Bien qu'ils aient été intégrés dans ces relations de clientélisme au sein du Parti des régions, ces dirigeants ont mis en place leur propre système de contrôle sur ces villes, où ils étaient les véritables patrons. Ainsi, au moment de l'effondrement du contrôle extérieur, ils se sont principalement préoccupés de préserver leur richesse et leur contrôle sur la clientèle qu'ils avaient développée.

Il n'y a donc pas eu d'interaction ou de coordination directe, car chacune d'entre elles avait ses propres intérêts à défendre à ce moment-là.

Vous identifiez plusieurs stratégies adoptées par les maires lorsque les séparatistes ont proclamé leur autorité et souvent recouru à la force pour l'imposer: collaboration, refus de prendre clairement position, sabotage, fuite ou résistance. Vous montrez également que ces stratégies pouvaient changer en fonction des circonstances. Pouvez-vous expliquer ce qui a influencé le choix d'une stratégie particulière? Était-ce leurs propres convictions? Ou y avait-il d'autres considérations? Et pourquoi la stratégie a-t-elle changé en fonction des circonstances?

Pendant les journées de protestation de février 2014, une grande partie de ces élites locales ont contribué à la formation d'unités d'autodéfense, qui ont ensuite servi de base à la formation de ladite milice du Donbass. Ils l'ont fait en réponse à des instructions venues d'en haut, mais ils ont contribué à la formation de ces unités d'autodéfense. Lorsqu'ils ont compris que le nouveau gouvernement de Kyiv s'était stabilisé malgré l'annexion de la Crimée et que la déstabilisation faisant suite aux événements de Crimée pouvait créer des menaces supplémentaires pour eux-mêmes et pour leur gouvernement, certains militants locaux exigeant le remplacement des dirigeants locaux, ils ont changé de comportement.

En mars, ils ont commencé à tenir un discours de réconciliation avec Kyiv et insisté sur la nécessité d'éviter une nouvelle escalade. J'ai suivi cette évolution en analysant des articles parus dans les journaux locaux et en utilisant les vidéos officielles de discours prononcés lors

de réunions des comités exécutifs, des conseils municipaux et des conférences de presse. Tout cela est bien documenté dans mon livre. Pour moi, ce changement de rhétorique indiquait qu'un nombre important de dirigeants locaux étaient prêts à accepter le nouveau gouvernement et à agir dans le cadre des nouvelles réalités politiques. Ce choix m'a également indiqué qu'une grande partie des dirigeants locaux n'avaient pas de convictions idéologiques prorrusses fortes.

Ainsi, lorsque l'escalade armée a commencé en avril, leurs actions n'étaient pas principalement motivées par des convictions politiques ou idéologiques, mais par la perception de la menace que ces groupes armés représentaient pour eux. Dans les villes, telles que Kramatorsk ou Lyman, qui ont été prises ou qui ont connu une présence importante de militants armés, les élites locales ont rapidement collaboré ou se sont montrées disposées à coopérer d'une manière ou d'une autre. À Kramatorsk, il n'y a pas eu de collaboration, mais une volonté de coopérer partiellement, c'est-à-dire parier sur les deux tableaux. Une collaboration directe a eu lieu dans d'autres villes, telles que Lyman ou Toretsk.

Pourquoi cette différence de réaction ? Il m'est difficile de répondre précisément. Dans certains cas, nous avons assisté à une collaboration et, dans d'autres, à une simple couverture ou à une forme de coopération. Je ne réponds pas à cette question dans mon livre, mais la réponse réside peut-être dans la proximité des militants avec les dirigeants de ces villes. Dans le cas de Drujkivka, le maire, Valeriy Hnatenko,

avait sa clientèle parmi les militants qui y opéraient à l'époque. Il s'agissait de ses anciens amis et partenaires commerciaux. Et lorsque vous réalisez, en tant que dirigeant, que ceux qui détiennent les armes vous sont dans une certaine mesure redevables, il est alors beaucoup plus facile de prendre des mesures plus radicales en coopération avec les séparatistes. À Kramatorsk, le maire Kostyukov n'ayant aucun lien avec ceux qui étaient armés a accepté certaines formes de coopération avec les militaires, par exemple pour l'organisation d'un référendum. Cependant, Kostyukov n'a pas opté pour une collaboration ouverte, contrairement au maire de Drujkivka, qui a apporté un soutien idéologique et politique direct aux groupes séparatistes nouvellement formés.

En parlant de l'échec des séparatistes dans leur tentative d'établir leur contrôle, vous soulignez l'importance du recours à la violence ou à la menace de violence par les militants pro-ukrainiens. Cela signifie-t-il que seule une résistance ferme aurait pu préserver le contrôle ukrainien sur l'ensemble du Donbass ? Une réponse plus ferme de Kyiv aurait-elle pu conduire à une mobilisation plus importante des sentiments anti-ukrainiens et même à une intervention directe plus rapide de la Russie ? Ou s'agit-il plutôt d'une résistance au niveau régional et municipal plutôt qu'au niveau de Kyiv ?

La résistance à l'installation du contrôle séparatiste sur les villes a été couronnée de succès lorsque deux facteurs se sont combinés. Premièrement, lorsqu'il y avait une certaine



proximité des forces armées ukrainiennes ou des bataillons de volontaires. Ceux-ci n'étaient pas directement présents dans ces villes et n'ont donc pas contribué à l'antagonisme avec la population locale. Dans le cas de Pokrovsk, les bataillons de volontaires étaient stationnés à l'extérieur de la ville. Cependant, leur présence implicite a renforcé et convaincu les militants pro-ukrainiens qu'ils bénéficiaient d'un soutien militaire en cas de menace.

Deuxièmement, la capacité à coordonner les militants pro-ukrainiens, soit par les élites locales soit par des représentants des élites administratives d'autres régions, a joué un rôle important. Dans le cas de Svatove, où la résistance à la prise de la ville a été couronnée de succès, le maire Yevhen Rybalko et une partie de l'élite locale, principalement composée de propriétaires fonciers, ont joué un rôle clé. En revanche, en ce qui concerne Dobropillia, les élites de Dnipro, Valeriy Kolomoisky et Hennadii Korban, ont joué un rôle crucial dans la coordination des militants ukrainiens locaux et la création d'une unité locale d'autodéfense pro-ukrainienne, en leur apportant un soutien constant.

Dans de nombreuses villes plus éloignées de Sloviansk et auxquelles ni Girkin ni Bezler n'avaient facilement accès, le nombre de séparatistes et de militants était assez faible, et les militants pro-ukrainiens ont pu rapidement s'organiser et utiliser la force contre les séparatistes. Quand je parle de force, je ne parle pas de les tuer, mais d'exercer une influence par la force. Il y a eu des cas où des militants pro-russes ont été capturés, interrogés, intimidés, puis libérés. Et un nombre important de ceux qui ont subi

ce processus ont simplement quitté la ville. Ces mesures simples ont contribué à neutraliser la menace d'une propagation du soutien au séparatisme.

La principale erreur a été de tenter de changer la situation, comme à Sloviansk-Kramatorsk, en recourant à la force extérieure et en mobilisant des personnes d'autres régions d'Ukraine, au lieu de créer une résistance au sein de ces villes parmi les partisans de l'Ukraine, qui étaient suffisamment nombreux. D'après mes recherches, il est apparu clairement qu'un nombre suffisant de personnes dans la région étaient prêtes à soutenir l'Ukraine, mais qu'elles ne se sentaient pas en sécurité depuis avril 2014. Une partie importante d'entre elles a donc dû quitter ces villes ou cesser toute activité. Si des tentatives avaient été faites pour les soutenir et créer des centres de résistance avec leur participation, la situation aurait peut-être évolué selon un scénario complètement différent.

Vous avez mené vos recherches sur le terrain en 2018-2019, à une époque où il y avait encore un espoir de résolution pacifique du conflit dans le Donbass et où les points de vue sur les événements du printemps 2014 en Ukraine divergeaient. Lorsque vous avez parlé avec les habitants, comment ont-ils réagi à vos questions ? Quelles émotions ou préjugés ont-ils exprimés ? Qu'est-ce qui vous a le plus marqué dans ces conversations ?

Tant parmi les pro-ukrainiens, c'est-à-dire favorables à l'unité de l'État [que] parmi ceux qui soutenaient les manifestations pro-russes,



il y avait un sentiment de déception. La déception des pro-ukrainiens venait du fait qu'ils estimaient que le gouvernement Porochenko (j'ai effectué la plupart de mes recherches avant l'arrivée au pouvoir de Zelensky) les avait contrariés en n'ayant pas purgé les autorités locales. Ils pensaient que même à cette époque, en 2018-2019, la plupart de ceux qui avaient soutenu la création de la LPR étaient toujours en poste. L'accusation la plus fréquente contre Porochenko était que tous les services, tels le SBU ou le bureau du procureur général, à qui ils avaient fourni des informations sur ces collaborateurs, les avaient ignorées. Et si elles étaient utilisées, c'était pour faire chanter les responsables locaux et s'assurer de leur loyauté envers Porochenko. Et j'ai eu une impression de déjà-vu lorsque je me suis déplacé d'une ville à l'autre et que j'ai discuté avec des militants pro-ukrainiens, car les accusations portées contre le gouvernement Porochenko étaient très similaires. Les gens s'exprimaient avec émotion. Cela a également été une révélation pour moi, car on avait toujours cru que Porochenko, qui briguait déjà un second mandat avec comme slogan le «renouveau patriotique et l'ukrainité», était perçu comme une personne qui tentait d'imposer de force le pouvoir ukrainien. Et ici, nous voyons une réaction complètement différente de la part des habitants du Donbass, qui affirment qu'il récompensait en réalité d'anciens collaborateurs.

Quant à ceux qui soutenaient la RPD et la RLP, beaucoup ont ressenti la même déception. Beaucoup se trouvaient déjà hors d'Ukraine, et je les ai interviewés via zoom. Ils étaient déçus de la manière dont Poutine avait agi dans le

processus de Minsk. Ils estimaient qu'il les avait trahis, eux et la RPD et la RLP, en ne prenant pas de mesures plus radicales. Premièrement, il n'avait pas annexé les Républiques populaires de Donetsk et de Louhansk, et deuxièmement, il n'avait pas établi le contrôle russe sur l'ensemble du territoire du Donbass. Il me semble que l'une des raisons pour lesquelles ils m'ont raconté en détail leurs activités, les décisions qu'ils avaient prises à l'époque, ainsi que leurs raisons et leurs motivations, était qu'ils pensaient qu'il n'y aurait pas de changement. Ils pensaient qu'ils ne verraient pas de réaction plus radicale de la part de Poutine. Le déclin progressif de la région allait se poursuivre et le processus de Minsk se prolonger indéfiniment.

Il s'agissait de deux mondes parallèles. Certains étaient déçus par le nouveau gouvernement ukrainien, tandis que d'autres étaient déçus par le président russe. Quatre ou cinq ans après le début du conflit, nous avons réussi à réfléchir à ce qui s'était passé et à réaliser que ce processus était dans une impasse. Ainsi, lorsque vous posiez des questions sur les initiatives ou les tentatives de paix, la plupart des gens étaient convaincus que la paix serait impossible à atteindre et que le conflit continuerait à couvrir et resterait le même.

L'invasion à grande échelle de 2022 a été l'occasion de repenser 2014. Pouvons-nous parler de 2014 du point de vue de 2025 ? Quels récits et quelles façons de parler de 2014 vous semblent appropriés ? Pourquoi devrions-nous parler de 2014 aujourd'hui ?

Je pense qu'en 2025, même ceux qui ont vécu 2014 à l'âge adulte trouveront peut-être que bon nombre des réactions, perceptions, hypothèses et jugements exprimés en 2014 leur semblent aujourd'hui totalement étrangers et incompréhensibles. En effet, au cours des trois dernières années, l'Ukraine a connu une transformation émotionnelle et politique que d'autres pays vivent généralement sur plusieurs décennies. En ce sens, 2014 peut sembler être un événement qui s'est produit il y a cent ans. Cependant, cela comporte certains risques et menaces. Nous pourrions mal interpréter ce qui s'est passé en 2014, car nous examinerions ces événements avec les connaissances dont nous disposons en 2022. Nous pourrions ainsi oublier les forces motrices qui ont conduit à la formation des deux républiques non reconnues, qui ont ensuite servi de base à une nouvelle vague d'agression russe. C'est pourquoi mon livre inclut délibérément de nombreuses citations directes de participants des deux camps, des extraits de discours prononcés lors de rassemblements par ceux qui soutenaient les manifestations pro-russes, ainsi que des déclarations et des interviews de dirigeants locaux et d'élites politiques. En reconstituant ces points de vue dans mon livre, je souhaite veiller à ce que nous n'oublions pas à quel point ce processus était multidimensionnel et à quel point les événements politiques étaient perçus différemment dans diverses régions de l'Ukraine, et même au sein même du Donbass.

Au cours des trois dernières années, nous – et en particulier de nombreux chercheurs occidentaux – avons eu l'impression

que nous étions unis en Ukraine dans notre perception de la Russie et de l'Occident et dans notre vision de l'avenir. Les chercheurs occidentaux qui commencent tout juste à étudier l'Ukraine ou qui ne l'étudient que depuis cinq ans peuvent notamment projeter à tort ce sentiment d'unité sur la période 2004-2014. J'ai vécu cette période de première main, en tant qu'étudiant, doctorant, puis jeune chercheur et citoyen ukrainien. J'ai personnellement observé et participé aux événements historiques qui ont conduit à 2014. L'objectif principal de cet ouvrage est de rendre compte et de préserver la complexité des processus qui se sont déroulés en Ukraine, en remettant en question les interprétations unilatérales.

« Drill, baby, drill! »

Comment l'extraction et l'exportation de matières premières essentielles peuvent aggraver le piège des ressources en Ukraine

Maryna Larina¹



L'intérêt pour les richesses minérales de l'Ukraine a explosé dans un contexte de concurrence mondiale pour les matières premières essentielles à la transition vers les énergies vertes et les nouvelles technologies. Cette transition, présentée comme une voie vers le développement durable et la lutte contre le changement climatique, cache de plus en plus une lutte géopolitique acharnée pour les ressources, où différents acteurs s'efforcent de s'assurer le contrôle des chaînes d'approvisionnement. L'attention mondiale se concentre désormais particulièrement sur l'« accord minier » entre l'Ukraine et les États-Unis, dans lequel les premières propositions de Donald Trump visant à échanger l'aide militaire américaine contre l'accès à une partie

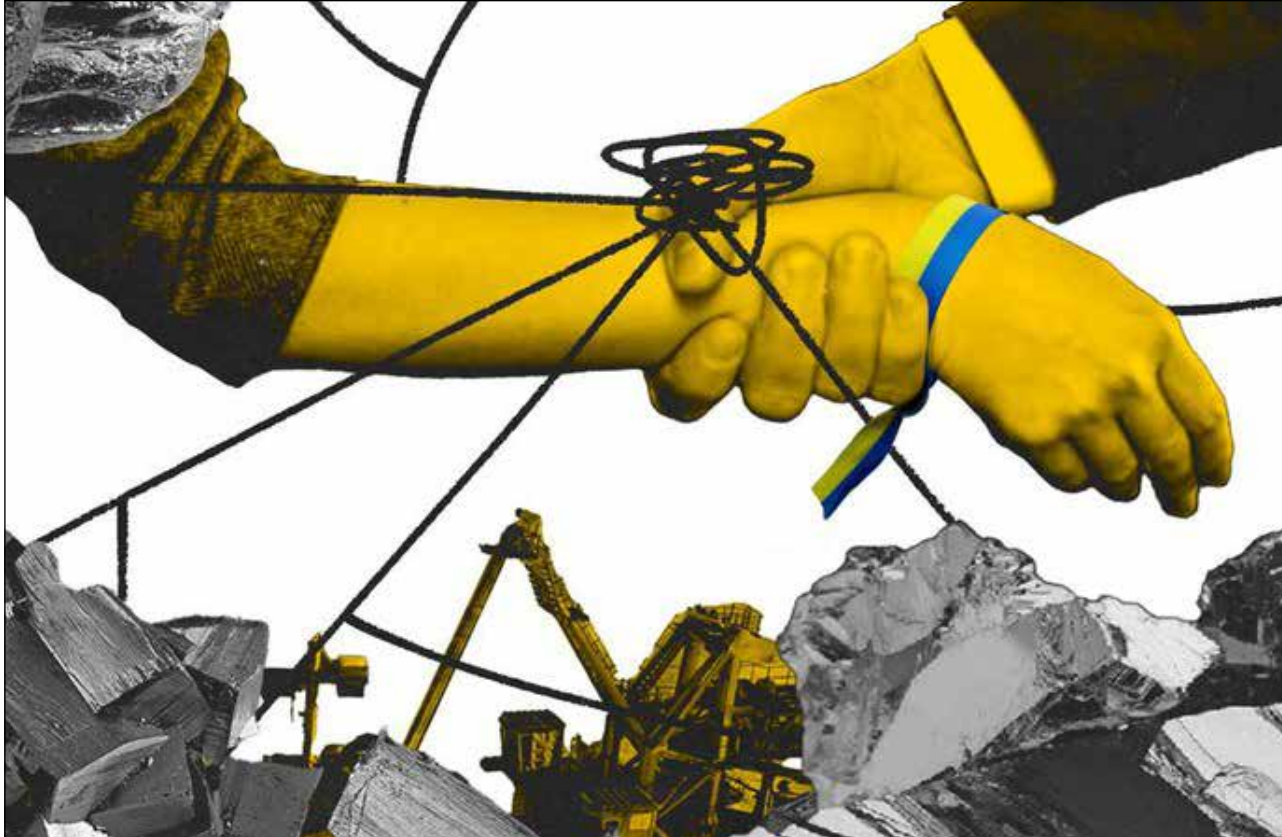
importante des richesses minérales de l'Ukraine ont révélé la nature cynique de cette course mondiale. Cet accord, présenté comme « des minerais en échange d'armes », a déclenché de vifs débats sur la question de savoir si l'Ukraine possède réellement la quantité et la qualité de minerais stratégiques capables de justifier des attentes aussi astronomiques et les ambitions coloniales de la nouvelle administration américaine.

Après l'invasion à grande échelle de la Russie en 2022, le gouvernement ukrainien a intensifié ses [efforts](#) pour positionner des ressources telles que le lithium, le titane, le graphite et les terres rares comme des atouts stratégiques destinés à attirer les investisseurs étrangers. L'objectif principal est de canaliser ces investissements vers la reconstruction d'après-guerre, en mettant particulièrement l'accent sur une « reprise menée par le [secteur privé](#) », qui sera coordonnée par [BlackRock](#), la plus grande société de gestion d'actifs au monde.

Dans le même temps, il est bien connu que les accords basés sur l'exploitation des ressources naturelles profitent rarement aux pays où ces ressources se trouvent. L'expérience de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine en est la preuve.

L'exemple de la République démocratique du Congo (RDC) est particulièrement révélateur. En février 2024, l'Union européenne et le Rwanda ont signé un accord sur les minerais visant à établir un partenariat stratégique sur des matières premières essentielles telles que le tantale, l'étain, le tungstène, l'or et le niobium. Dans le même temps, il est bien établi que les

1. Maryna Larina est diplômée de l'université libre de Berlin et chercheuse sur le climat et les questions énergétiques. Publié par [Commons](#), 14 mai 2025. Traduction de l'ukrainien en français de Pavlo Shopin, revue par Michel Lanson pour le [Réseau Bastille](#).



groupes rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, contrôlent des zones minières dans l'Est de la RDC et font passer clandestinement des minerais au Rwanda, qui entrent ensuite dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ces rebelles sont [accusés](#) de graves violations des droits humains, notamment de violences sexuelles systématiques et de crimes de guerre. Cette spirale de violence a régulièrement suscité des appels à l'UE pour qu'elle mette fin à son [accord sur les matières premières](#) avec le Rwanda afin d'éviter de contribuer à une nouvelle escalade du conflit.

La course mondiale aux matières premières essentielles peut provoquer des ingérences étrangères et mettre en danger les pays et les

communautés qui deviennent la cible d'un extractivisme prédateur. La Bolivie, par exemple, est depuis longtemps au centre de la lutte mondiale pour les ressources minérales stratégiques. Le président bolivien Evo Morales a nationalisé les vastes réserves de ressources naturelles du pays, y compris le lithium, peu après son arrivée au pouvoir en 2006.

Dans le cadre de plans visant à industrialiser la chaîne de production du lithium, des accords ont été signés avec la Chine et la Russie, prévoyant des partenariats avec la société publique YLB, des investissements dans les infrastructures locales et des transferts de technologie. La destitution de Morales en 2019 est directement liée à sa politique de nationalisation du lithium, qui

a restreint l'accès des entreprises occidentales, dont Tesla, et favorisé le rapprochement avec la Chine et la Russie. Cet extractivisme prédateur dans la course aux matières premières est illustré par la réaction d'Elon Musk aux accusations selon lesquelles Tesla aurait été impliqué dans le coup d'État en Bolivie: «On fera un coup d'État contre qui on veut! Faites avec.»

L'exploitation minière et l'utilisation des ressources minérales représentent environ la moitié de la capacité industrielle de l'Ukraine et jusqu'à 20 % de sa [main-d'œuvre](#). En 2024, les recettes provenant des exportations de minerais ne représentaient que 8,1 % des exportations totales. Par rapport à 2021, ces chiffres ont baissé de près de 60 %. En même temps, l'expérience de l'Ukraine avec ses propres ressources minérales – du charbon, qui a alimenté l'industrialisation soviétique, au lithium moderne, essentiel à la transition énergétique – montre un schéma familier: tant les acteurs externes qu'internes ont toujours cherché à profiter de cette richesse, souvent au détriment de la souveraineté du pays et de son développement économique durable.

Ce cycle d'exploitation s'inscrit parfois dans une dynamique mondiale plus large associée à ce qu'on appelle la «malédiction des ressources» ou le «syndrome hollandais», un paradoxe selon lequel les pays riches en ressources naturelles sont souvent confrontés à l'instabilité économique, à la montée de la corruption et aux abus des intérêts étrangers. Le «syndrome hollandais» apparaît généralement lorsque d'importants afflux de devises étrangères, provenant principalement des exportations de matières

premières, entraînent un renforcement de la monnaie nationale, rendant les autres secteurs d'exportation moins compétitifs et provoquant le déclin de l'industrie manufacturière ou des exportations à forte valeur ajoutée. En même temps, cette vision, qui utilise les notions de «malédiction» et de «nature», a tendance à essentialiser la dynamique coloniale qui consiste à extraire systématiquement les ressources de la périphérie pour le développement du centre. Le discours sur la «malédiction» des pays riches en ressources présente les questions de dépendance et d'inégalité comme inévitables, découlant du simple fait de posséder des ressources. Ce faisant, il néglige souvent la persistance des structures de pouvoir coloniales.

Dans le contexte de l'intégration de l'Ukraine dans l'UE, les matières premières critiques sont devenues l'un des sujets de négociation, d'autant plus que l'UE cherche à garantir la continuité des chaînes d'approvisionnement pour la transition énergétique et à réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine. En 2021, dans le cadre du partenariat stratégique entre l'Ukraine et l'UE sur les matières premières, les réserves ukrainiennes de 22 des 34 minéraux essentiels à l'UE ont été identifiées. Depuis lors, la coopération s'est approfondie: l'Union européenne propose un «accord gagnant-gagnant» visant à promouvoir le développement durable et le partenariat stratégique.



Le piège des ressources : l'économie ukrainienne et les exportations de matières premières

L'Ukraine figure parmi les leaders mondiaux en matière de réserves et de production de minéraux essentiels, notamment le minerai de fer, le charbon, le manganèse, le titane, le graphite et les terres rares. Cette richesse minérale a joué un rôle crucial dans le développement de l'Empire russe et de l'Union soviétique. L'exploitation des gisements de charbon, de minerai de fer, de manganèse et d'uranium de l'Ukraine a été essentielle à l'industrialisation et à la puissance militaire de l'URSS. L'Ukraine a également joué un rôle clé dans la production de concentrés de titane, fournissant 90 % de la production totale de l'ancienne Union soviétique. Les concentrés de titane sont utilisés comme matières premières pour la production d'alliages et de pigments de titane, largement utilisés dans les industries aérospatiale, militaire, médicale et chimique. Fait intéressant, sous la loi martiale, l'Ukraine a vendu la United Mining and Chemical Company (UMCC), la plus grande entreprise publique de production de minerai de titane du pays. Cette entreprise a été créée en 2014, lorsque l'État a repris le contrôle de deux entreprises clés du secteur du titane qui appartenaient auparavant à l'oligarque Dmytro Firtach. L'objectif stratégique de l'UMCC était de passer de l'exportation de matières premières à la fabrication de produits plus avancés technologiquement. Cependant, malgré son potentiel, l'entreprise n'a pas modernisé sa production et est restée un exportateur de matières premières. L'État n'a

finallement pas réussi à exploiter le potentiel de l'UMCC et a perdu le contrôle de cet actif stratégique : à la suite d'une vente aux enchères en octobre 2024, à laquelle une seule entreprise a participé, l'homme d'affaires azerbaïdjanais [Nasib Hasanov](#) est devenu le nouveau propriétaire.

À l'époque soviétique, l'Ukraine produisait une large gamme de biens industriels et était l'un des principaux fournisseurs de charbon, de fonte, de minerai de fer et d'acier. Cependant, elle restait dépendante des importations de composants et de technologies de haute précision provenant d'autres républiques soviétiques. La plupart des fabricants ukrainiens ne disposaient pas de cycles de production complets, ce qui rendait la coopération avec les usines de l'URSS coûteuse. Au lieu de transformer ses propres matières premières, l'Ukraine les exportait vers d'autres républiques pour y être transformées, renforçant ainsi sa dépendance économique et les déséquilibres structurels façonnés par les priorités de l'Union plutôt que par son propre développement industriel.

Depuis son indépendance en 1991, la structure des exportations de l'Ukraine est restée principalement orientée vers les matières premières. L'industrie ukrainienne a continué à dépendre d'intrants bon marché, principalement l'énergie provenant de Russie, tout en exportant des produits à faible valeur ajoutée à des prix mondiaux plus élevés. Cependant, au lieu de profiter des termes de l'échange favorables pour diversifier et moderniser l'économie, les profits supplémentaires ont été distribués à un cercle restreint de l'«élite», ce qui a conduit à la concentration d'actifs importants entre les mains

d'un petit groupe d'oligarques. En 2000, les métaux et les produits minéraux représentaient la moitié des exportations de l'Ukraine et, avec les produits agroalimentaires et chimiques, ces secteurs représentaient un peu plus de 70 % des exportations totales du pays.

Certaines études citent l'Ukraine comme un exemple peu étudié du «syndrome hollandais» causé par une dépendance excessive aux ressources. Selon les chercheurs, la dépendance excessive de l'Ukraine à l'égard des exportations d'acier et de métaux ferreux, qui représentent près de 30 % du total des exportations, a conduit à une structure économique faussée, caractérisée par la désindustrialisation, la vulnérabilité aux fluctuations mondiales des prix des matières premières et la stagnation de la production de haute technologie. Ils affirment que l'Ukraine souffre d'une variante du «[mal hollandais](#)», qui n'est pas due aux exportations d'énergie, mais à un modèle basé sur les matières premières qui canalise les ressources vers des secteurs à faible productivité et à la recherche de rentes plutôt que vers l'innovation et la fabrication. Lorsque les prix mondiaux de l'acier et des métaux ferreux ont augmenté, les recettes d'exportation de ce secteur ont considérablement augmenté, stimulant la demande de hryvnia sur les marchés des changes et renforçant ainsi la monnaie. Ça a rendu les produits ukrainiens plus chers pour les acheteurs étrangers, ce qui a profité aux exportateurs d'acier pendant le boom des marchés des matières premières, mais a nui à d'autres secteurs, comme la construction mécanique et la technologie, dont les produits sont devenus moins



compétitifs à l'étranger. Dans le même temps, bien que l'Ukraine présente des symptômes similaires à ceux du syndrome hollandais, tels que la désindustrialisation, la prédominance des exportations de matières premières et la faiblesse des secteurs de haute technologie, il convient de noter que le déclin des industries de haute technologie a commencé plus tôt, après l'effondrement de l'Union soviétique, lorsqu'elles n'ont pas été en mesure de rivaliser au niveau mondial. La rupture des liens de coopération dans l'espace post-soviétique, le manque d'investissements et la perte de marchés, en particulier après la crise financière de 1998 en Asie et en Russie, ont accéléré le déclin des producteurs ukrainiens. L'orientation de l'Ukraine vers les matières premières est donc devenue une adaptation forcée plutôt que le résultat d'un effet d'éviction causé par l'appréciation de la monnaie induite par les exportations de matières premières.

La crise économique mondiale de 2008 a porté un coup dur à l'économie ukrainienne. Le secteur financier s'est effondré, révélant la dépendance critique de l'Ukraine à l'égard des matières premières, qui avait alimenté la croissance au début des années 2000. La crise a aussi entraîné un déclin rapide des industries à valeur ajoutée restantes qui n'avaient pas réussi à se moderniser : par exemple, la production de voitures, d'autobus et de tracteurs a [baissé](#) respectivement de 98 %, 90 % et 77 % entre 2007 et 2021. En fin de compte, la dépendance à l'égard des exportations de matières premières a créé un cercle vicieux dans lequel la croissance économique est restée liée à la volatilité

des marchés mondiaux des matières premières, entravant la modernisation d'autres secteurs.

Aujourd'hui, la structure des exportations de l'Ukraine reste dominée par les matières premières et les produits peu transformés. Cependant, alors qu'en 2008, les produits métallurgiques représentaient 43,2 % des recettes totales d'exportation de l'Ukraine, leur part était tombée à 24,9 % à la fin de 2017. Cette baisse est principalement due à la chute des prix mondiaux de l'acier, à la perte de compétitivité de l'acier ukrainien sur les marchés internationaux, à une baisse importante des investissements dans le secteur sidérurgique et, enfin, à la guerre.

Aujourd'hui, le secteur agricole génère environ la moitié des recettes d'exportation de l'Ukraine. En 2024, les matières premières représentaient plus de 66 % des exportations totales de l'Ukraine, les matières premières agricoles, le minerai de fer et l'acier restant les principales sources de revenus d'exportation. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB est actuellement d'environ 10 %, soit la moitié seulement de la référence de l'OCDE.

Depuis son indépendance, l'économie ukrainienne est restée dépendante des exportations de matières premières peu transformées. Cette dépendance a rendu l'Ukraine vulnérable aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux des matières premières, contribuant à la désindustrialisation et entravant le développement des industries de haute technologie.

La géopolitique des matières premières essentielles de l'Ukraine

Les matières premières essentielles telles que le lithium, le cobalt, le nickel, le graphite, les terres rares, le cuivre et le silicium sont indispensables à la fabrication de semi-conducteurs, de batteries et d'une large gamme d'appareils de haute technologie. Leur rôle important est particulièrement évident dans le secteur des énergies renouvelables. Les terres rares sont essentielles à la production d'aimants permanents, qui sont des composants essentiels des éoliennes et des moteurs de véhicules électriques. Parallèlement, les réseaux électriques nécessitent des quantités importantes de cuivre et d'aluminium, le cuivre étant le matériau de base de presque toutes les technologies liées à l'électricité.

La saisie agressive des ressources naturelles de l'Ukraine est un élément clé de la stratégie militaire de la Russie. L'occupation des territoires ukrainiens a permis au Kremlin de prendre le contrôle de vastes réserves de minéraux essentiels, de ressources énergétiques et de terres agricoles. Il n'est donc pas surprenant que la Russie se soit récemment fixé pour objectif de supprimer complètement sa dépendance vis-à-vis des importations de matières premières essentielles d'ici 2030. Selon le directeur de Rosnedra, Evgeny Petrov, «grâce à une série de mesures prises, nous prévoyons d'éliminer d'ici 2030 notre dépendance vis-à-vis des importations de douze matières premières rares, notamment le lithium, le niobium, le tantale, les métaux rares, le zirconium, le manganèse, le tungstène, le molybdène, le rhénium,

le vanadium, le spath fluor et le graphite. Pour une ressource *high-tech* comme le lithium, on espère y arriver d'ici 2028». Depuis 2014, et surtout après l'invasion à grande échelle de 2022, la Russie cible systématiquement les gisements de lithium, de titane, de terres rares, de charbon, de pétrole et de gaz. La Russie se prépare déjà activement à l'exploration géologique de minéraux critiques dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine, en particulier dans les régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Les médias russes ont accordé une [attention particulière](#) au gisement de lithium de Tchevtchenkivske dans la région de Donetsk et au gisement de lithium de Kruta Balka dans la région de Zaporijjia.



Au final, le contrôle de la Russie sur les réserves ukrainiennes va accélérer son expansion dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et augmenter considérablement sa pression sur l'UE et d'autres pays en consolidant son contrôle sur les matières premières critiques. Les ambitions de la Russie sont encore renforcées par son partenariat de plus en plus étroit avec la Chine. Des [commentateurs russes](#) ont évoqué la coordination des stratégies de la Russie et de la Chine en matière de métaux rares comme une «arme commune» contre l'influence occidentale et pour contrôler les chaînes d'approvisionnement essentielles aux technologies de pointe. En même temps, la Russie développe activement sa coopération avec les pays du Sud dans le domaine des matières premières essentielles. Par exemple, fin 2023, la Bolivie et la Russie ont annoncé un investissement de 450 millions de dollars dans un

projet pilote de production de lithium dans le désert de sel d'Uyuni, en Bolivie. En échange, Rosatom construit un centre de recherche et de technologie nucléaire en Bolivie.

La Chine occupe une position dominante dans la chaîne d'approvisionnement mondiale de matières premières essentielles, tant au niveau de l'extraction que de la transformation, comme le cuivre, le cobalt, le lithium, le graphite et les terres rares. Par exemple, la Chine représente près de 100 % de la [transformation mondiale](#) du graphite sphérique, environ 80 % du gallium, environ 60 % du raffinage du lithium et du germanium, et plus de 60 % de la transformation du cobalt.

Compte tenu de la domination mondiale de la Chine et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le gouvernement ukrainien a intensifié ses efforts pour promouvoir les matières premières essentielles du pays en tant qu'atout stratégique afin d'attirer les investissements occidentaux et de soutenir la reconstruction après la guerre. Le Premier ministre Denys Chmyhal a déclaré que l'une des principales priorités du gouvernement était de développer un [nouveau modèle économique](#) pour l'Ukraine, dans le but de faire du pays un centre de ressources pour l'Europe. Selon le [Guide de l'investissement en Ukraine](#), publié par la Kyiv School of Economics et le ministère de l'Économie, l'Ukraine possède 117 des 120 types de minéraux les plus courants. Le gouvernement souligne également que l'Ukraine figure parmi les dix premiers producteurs mondiaux de plusieurs minéraux stratégiques, notamment le titane, le manganèse, le

minerais de fer, le zirconium, le graphite et l'uranium.

Dans le même temps, les États-Unis font pression sur l'Ukraine pour qu'elle accélère l'extraction et l'exportation de matières premières essentielles dans le cadre de leur stratégie visant à réduire la dépendance américaine vis-à-vis de la Chine. Étant donné que la Chine représente plus de 70 % des [importations américaines](#) de terres rares et qu'elle a récemment imposé des restrictions à l'exportation, toute nouvelle restriction pourrait avoir de graves conséquences. En 2023 et 2024, la Chine a imposé des restrictions à l'exportation de gallium, de germanium, de graphite et d'antimoine, et en décembre 2024, elle a complètement interdit la fourniture de gallium, de germanium et d'antimoine aux États-Unis, invoquant la [sécurité nationale](#).

Ces mesures faisaient suite aux restrictions imposées par les États-Unis au secteur chinois des semi-conducteurs. En réaction, Washington a commencé à voir les vastes réserves minérales de l'Ukraine comme une alternative pour renforcer sa sécurité nationale. Les restrictions à l'exportation imposées par la Chine sur les technologies de pointe en matière de transformation sapent directement les efforts des États-Unis et de l'UE pour développer leur capacité industrielle dans ce domaine, alors que les deux parties recherchent activement des équipements et des compétences de pointe. Cependant, la plupart de ces solutions de haute technologie sont concentrées en Chine, ce qui n'est pas surprenant compte tenu des quatre décennies d'investissement.

Au cours de cette période, les États-Unis et l'UE ont non seulement réduit leur capacité de production, mais aussi considérablement [réduit le financement](#) de la recherche et du développement dans ce secteur, ce qui les a placés dans une position désavantageuse. Ces dernières années, les États-Unis se sont efforcés de retrouver leur rôle dans le secteur des terres rares. La seule mine de terres rares de Mountain Pass, en Californie, qui était à l'arrêt depuis longtemps, a repris sa [production](#) en 2017. Cependant, jusqu'à récemment, les matières premières extraites étaient envoyées en Chine pour être transformées.

La coopération de l'Ukraine avec les États-Unis est devenue de plus en plus transactionnelle depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, qui a présenté l'accès aux ressources ukrainiennes comme une compensation pour les milliards de dollars d'aide fournis par les États-Unis pendant la guerre. Les négociations actuelles sont tendues : l'Ukraine cherche à obtenir des garanties de sécurité, mais l'approche américaine reflète la logique de Trump, qui consiste à rechercher des avantages directs des investissements étrangers, tout en limitant l'influence de la Chine sur les chaînes d'approvisionnement critiques.

Cette stratégie est similaire au modèle chinois «ressources contre infrastructures», notamment l'accord Sicominex de 2007 en République démocratique du Congo, dans le cadre duquel la Chine devait investir 3 milliards de dollars dans les infrastructures en échange de droits miniers évalués à 93 milliards de dollars. Si cet accord a apporté à la RDC des capitaux

dont elle avait grand besoin, le pays a par la suite cherché à le renégocier, exprimant ses **inquiétudes** quant au fait de ne pas recevoir une part équitable des bénéfices. Une partie des infrastructures promises n'a pas été entièrement réalisée ou a été construite avec des matériaux de mauvaise qualité.

Parallèlement, les bénéfices des activités minières sont principalement allés à des entreprises chinoises, tandis que la RDC n'a reçu qu'une part relativement faible des revenus réels. L'accord sur les minerais conclu entre les États-Unis et l'Ukraine risque de perpétuer les schémas de contrôle extérieur et de répartition inégale des bénéfices, au détriment de ce pays riche en ressources.



De tels accords peuvent entraîner une augmentation des coûts des projets, car ils obligent souvent les gouvernements à coopérer avec des entreprises spécifiques sans appel d'offres concurrentiel. Des problèmes de qualité et de contrôle peuvent survenir, car les entrepreneurs contrôlent généralement le financement et la mise en œuvre des projets, ce qui limite la capacité de surveillance du gouvernement.

La structure complexe et non transparente augmente le risque de mauvaise gestion, et l'absence de concurrence et la nature à long terme de ces accords peuvent créer des déséquilibres financiers qui **profitent à l'investisseur** au fil du temps.

L'accord signé par l'Ukraine et les États-Unis le 30 avril 2025 accorde aux États-Unis un accès quasi exclusif à de nouvelles licences pour l'extraction de minéraux et de matières premières essentielles, comme le souhaitait le Président

Trump. Si l'accord n'oblige pas l'Ukraine à rembourser l'aide américaine antérieure ni à transférer la pleine propriété des ressources, il ne prévoit pas non plus de **garanties de sécurité** de la part des États-Unis.

L'Union européenne dépend à 100 % de la Chine pour tous les éléments de terres rares lourds, notamment le dysprosium (aimants dans les véhicules électriques et les éoliennes), l'erbium (dispositifs à fibre optique, lasers), le lutétium (détecteurs, imagerie médicale), le terbium (phosphores pour écrans), le thulium (lasers, appareils de radiographie portables) et autres – et à 85 % des éléments de terres rares légères, comme le cérium (matériaux de polissage), le lanthane (batteries, verre optique), le néodyme (aimants, lasers, verre), le praséodyme (alliages, aimants, verre) et le samarium (aimants, réacteurs nucléaires, verre). Bien que la dépendance de l'UE à l'égard de la Chine pour d'autres matières premières essentielles soit légèrement moins importante, elle reste significative.

Par exemple, la Chine fournit 71 % des importations de gallium de l'UE, 97 % de son magnésium, 40 % de son graphite naturel et 62 % de son vanadium. En raison de cette dépendance, l'UE s'intéresse de plus en plus à l'Ukraine depuis quelques années comme fournisseur potentiel de matières premières essentielles.

Les matières premières critiques de l'Ukraine dans le contexte de l'intégration européenne

En juillet 2021, avant l'invasion russe, l'Union européenne et l'Ukraine ont signé un protocole d'accord visant à renforcer l'intégration des chaînes de valeur dans les secteurs des matières premières critiques et des batteries. À la suite de la signature du protocole d'accord, une feuille de route a été élaborée, décrivant les mesures spécifiques convenues par les deux parties pour établir un partenariat stratégique. Il est à noter que cet instrument ne prévoit pas la création d'un organisme indépendant chargé de surveiller les activités dans ce domaine. La participation du public n'est pas envisagée, tandis que les représentants des secteurs économique et industriel sont prioritaires. Dans l'ensemble, la formulation de ces documents reste assez vague. Bien que l'UE exprime son intention d'intégrer l'Ukraine dans la chaîne de valeur des matières premières et des batteries, les documents signés ne mentionnent pas explicitement la production de produits finis directement en Ukraine.

En mars 2023, le gouvernement ukrainien a adopté la loi «sur les modifications de certains actes législatifs ukrainiens visant à améliorer la législation dans le domaine de l'utilisation du sous-sol», qui vise à déréglementer le secteur. Elle **supprime** notamment la nécessité d'obtenir l'autorisation des autorités locales, du Service national de géologie et des ressources minérales, du Service national du travail et d'autres organismes pour accéder au sous-sol, exploiter

des gisements, prélever de l'eau et concevoir des installations minières.

Ces changements, qui visent à attirer les investissements et à réduire les charges administratives pour les entreprises, ont en fait exclu les communautés du processus décisionnel. La loi autorise aussi la délivrance de permis spéciaux d'utilisation du sous-sol sans enchères aux entreprises qui ont fait des études géologiques à leurs frais. Même si cette pratique existe dans d'autres pays pour stimuler les investissements, elle comporte souvent des risques de corruption: les entreprises peuvent faire des recherches minimales et ensuite acquérir des actifs précieux sans concurrence. L'absence de vérification indépendante des résultats des recherches géologiques crée d'autres possibilités d'abus.

En plus, dans le cadre des efforts de déréglementation en cours, le Conseil des ministres a adopté la résolution n° 749 le 4 juillet 2023, qui supprime l'obligation de coordonner avec le ministère de la protection de l'environnement et des ressources naturelles la vente de permis pour les sites où des explorations géologiques ont déjà été menées. Le cas du secteur naturel de la forêt vierge de Makove Boloto («marais aux coquelicots») dans la région de Rivne, où un permis d'extraction de tourbe a été accordé, illustre clairement ce problème. Ce permis couvrirait toute la superficie du secteur, officiellement créé fin 2021, et ouvrirait effectivement la voie à sa destruction, car l'extraction de la tourbe implique l'élimination complète de la végétation et de la couche arable. Des cas similaires se sont produits dans la réserve naturelle

de [Starovyjivskyi](#) et à proximité de la réserve historique et culturelle de Bucha.

Les matières premières critiques font désormais l'objet d'une section spécifique dans l'instrument «Ukraine Facility» doté de 50 milliards d'euros pour la période 2024-2027. Selon le plan de l'Ukraine au titre de cet instrument, le partenariat avec l'UE vise à approfondir l'intégration des chaînes de valeur dans les secteurs des matières premières critiques et des batteries, en développant les ressources minérales de l'Ukraine sur la base d'une approche durable et socialement responsable. En même temps, le secteur devrait être réglementé selon les normes de l'UE, en tenant compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), ainsi que des lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises et des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains. Cependant, les normes spécifiques auxquelles le gouvernement fait référence ne sont pas précisées.

Ces documents internationaux fournissent des orientations pour des pratiques commerciales éthiques, mais ils n'ont pas force de loi s'ils ne sont pas intégrés dans la législation nationale. De même, si le gouvernement fait référence au respect des principes ESG, il ne précise pas quelles normes, quels indicateurs ou quels mécanismes de vérification seront appliqués. Le paysage des normes ESG est lui-même fragmenté, avec des niveaux d'ambition et d'application variables. L'une des réformes décrites dans le plan est l'élaboration d'une étude visant à évaluer la législation actuelle en

matière de *reporting* environnemental, social et de gouvernance dans le secteur minier. Le fait que le gouvernement prévoie d'«approuver et publier l'étude» alors qu'il a déjà mis en œuvre des mesures de déréglementation importantes dans le secteur, montre clairement que les considérations ESG n'ont pas été systématiquement intégrées dans les réformes initiales. Des formulations telles que «introduction progressive de l'obligation de *reporting* ESG» et le respect du principe «ne pas causer de préjudice significatif» – dans la mesure du possible dans des conditions de guerre ou de reconstruction après-guerre – soulignent plutôt une approche formelle, orientée vers l'UE, de ces engagements.

L'adoption du règlement de l'UE sur les matières premières critiques en mars 2024 renforcera encore la coopération déjà établie. En décembre 2024, le Parlement ukrainien a approuvé un programme national actualisé pour le développement de la base minérale et des matières premières de l'Ukraine pour la période allant jusqu'en 2030, qui sert d'indicateur de la mise en œuvre de la facilité pour l'Ukraine. Le programme actualisé définit les critères de classification des ressources minérales comme stratégiquement importantes.

Dans l'ensemble, cette loi vise à élargir considérablement les projets d'extraction à grande échelle. Il est à noter que, dans la section consacrée à la tourbe, la loi souligne que l'exploitation de nouveaux gisements de tourbe, qui nécessite un drainage, entraîne la perte des fonctions biosphériques, une augmentation des risques environnementaux dans la région



et la transformation des tourbières de puits de carbone en sources importantes d'émissions de gaz à effet de serre.

Bien que le document reconnaisse la nécessité d'aligner l'extraction de la tourbe sur la politique climatique et environnementale de l'État, il ne prévoit pas de **mécanismes pratiques** ni de garanties pour assurer cette harmonisation. La loi prévoit également la poursuite des investissements dans les gisements de houille et l'expansion de l'extraction de la lignite.

À l'heure actuelle, le programme national semble contredire le plan national de l'Ukraine en matière d'énergie et de climat, qui prévoit l'élimination progressive du charbon dans le secteur de l'électricité d'ici 2035, conformément aux objectifs du Pacte vert européen.

Les risques du piège des ressources : des leçons à tirer

La proposition du gouvernement ukrainien d'utiliser les ressources minérales comme un moyen d'attirer l'aide internationale risque de reproduire les modèles d'exploitation typiques d'autres pays dépendants des ressources. Mettre l'accent sur l'exportation de matières premières essentielles pour garantir un soutien extérieur pourrait renforcer la dépendance à long terme vis-à-vis des acteurs étrangers, compromettant ainsi les efforts visant à reconstruire une économie diversifiée et autosuffisante. Une dépendance excessive à l'exportation de matières premières essentielles pourrait donner aux États étrangers un moyen de pression sur la politique économique de l'Ukraine. Un exemple parlant est la dépendance de l'Ukraine

vis-à-vis des ressources énergétiques russes et leur impact sur les processus politiques et économiques ukrainiens, en particulier lorsque la Russie a utilisé ses approvisionnements en gaz comme **moyen de pression politique** et de chantage économique, tentant à plusieurs reprises de prendre le contrôle d'infrastructures stratégiques, notamment le réseau de transport de gaz ukrainien.

L'histoire du contrôle oligarchique en Ukraine, en particulier dans des secteurs tels que la métallurgie et la production de titane, où les matières premières étaient exportées au lieu d'être transformées dans le pays, montre comment la mainmise des élites sur les ressources et la faiblesse de la gouvernance peuvent détourner les revenus miniers destinés à la reconstruction nationale vers des intérêts privés. Ça risque de renforcer le rôle de l'Ukraine en tant que fournisseur de matières premières plutôt que de la transformer en producteur de biens à forte valeur ajoutée. Exporter des matières premières, c'est aussi passer à côté d'opportunités de développer les secteurs manufacturiers nationaux, et avec eux, des revenus et des emplois potentiels.

En même temps, l'exploration et l'extraction de matières premières essentielles sont des projets à haut risque et à forte intensité de capital, généralement accessibles uniquement à un petit nombre de grandes entreprises. Ces initiatives minières nécessitent des investissements initiaux importants, allant de 500 000 à 15 millions d'euros par projet, et impliquent des étapes longues et complexes : exploration géologique, études de faisabilité et obtention des



permis d'exploitation. La mise en production industrielle d'un gisement minéral peut prendre des **années** et coûter entre 1 million et plus d'un milliard de dollars américains, selon le type de mine. Des **études** indiquent que, en moyenne, il faut jusqu'à 16,5 ans entre la phase d'exploration et le début de la production. Les grands groupes commerciaux ukrainiens qui ont accès à des capitaux sont capables de participer à des projets miniers à grande échelle. Mais leur implication soulève de sérieuses questions sur la transparence, la répartition équitable des bénéfices et le risque que les profits tirés des ressources essentielles de l'Ukraine finissent une fois de plus entre les mains d'un petit groupe d'individus, au lieu de contribuer à un développement économique global et à l'intégration avec l'Union européenne.

La volatilité des prix mondiaux des matières premières peut aussi déstabiliser l'économie ukrainienne. L'expérience de l'Ukraine en tant qu'exportateur de métaux ferreux illustre clairement ce risque. Au cours de la dernière décennie, les entreprises sidérurgiques ukrainiennes ont été très vulnérables aux fluctuations imprévisibles des prix mondiaux, qui ont eu un impact direct sur les volumes d'exportation, les revenus des entreprises et la balance des paiements du pays. Actuellement, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la guerre, la stagnation du marché intérieur et les conditions d'exportation de plus en plus défavorables, notamment les droits de douane, limitent les activités du secteur sidérurgique ukrainien. Selon les représentants du secteur, la production d'acier devrait baisser de 9 % en

2025, avec une chute des exportations de 16 %. Cette dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières signifie que les chocs extérieurs peuvent rapidement déstabiliser l'économie, perturber les recettes budgétaires de l'État et mettre en péril des emplois.

En plus, l'extraction de matières premières essentielles pose des risques environnementaux importants, tels que des émissions importantes de gaz à effet de serre, la pénurie et la pollution de l'eau, la dégradation des sols et la perte de biodiversité. L'utilisation de l'eau constitue un défi supplémentaire, car de nombreuses mines sont situées dans des régions déjà confrontées à des pénuries, et les activités d'extraction et de transformation contaminent souvent les ressources en eau locales avec des substances toxiques et des métaux lourds. L'extraction du cuivre et du lithium est particulièrement gourmande en [eau](#), ce qui exerce une pression supplémentaire sur des ressources déjà limitées.

L'expansion physique des zones minières entraîne la déforestation, l'érosion des sols et la destruction des habitats naturels, menaçant la biodiversité locale. En plus, dans l'extraction des terres rares, même dans les meilleures conditions, seulement environ 2 % de la masse extraite contient des matériaux précieux, même si les concentrations peuvent atteindre jusqu'à 20 % dans certains gisements. Ces minerais contiennent souvent des impuretés nocives comme l'arsenic, le thorium, le fluor et l'uranium.

Pendant des décennies, des quantités importantes de ces sous-produits toxiques ont été rejetées dans l'environnement, se répandant dans

l'air et l'eau. En conséquence, les polluants sont entrés dans la chaîne alimentaire, et des [études](#) à grande échelle ont établi un lien entre l'exposition à ces polluants et des effets graves à long terme sur la santé, notamment des troubles du développement chez les enfants, une augmentation de l'incidence des maladies osseuses et d'autres maladies chroniques.

En fin de compte, alors que le gouvernement se concentre entièrement sur la participation du secteur privé à la reconstruction de l'Ukraine, en donnant la priorité aux projets d'extraction de matières premières essentielles à long terme, le pays risque une fois de plus d'être pris au piège dans le cercle vicieux qui consiste à servir de fournisseur de matières premières pour d'autres économies.

Industrialisation, modernisme littéraire et construction de la nation ukrainienne

Galina Babak¹

Ma conférence² traite du modernisme littéraire ukrainien sous l'angle de différentes visions socialistes de la modernité et vise à relier différents cas issus de l'histoire complexe de l'Ukraine de l'entre-deux-guerres à travers la figure du critique littéraire, homme politique et sociologue Mykyta Tchapoval-Sriblians'kyi.

Je propose de considérer le socialisme, y compris le socialisme bolchevique radical, comme un cadre universaliste distinct pour le développement du projet national ukrainien avant et après la révolution de 1917. Je souhaite examiner plus particulièrement les projets socialistes de construction nationale ukrainienne dans leur relation dialectique avec diverses initiatives de modernisation culturelle et politique, qui avaient déjà commencé au 19^e siècle et se sont poursuivies au début de la période soviétique et dans l'émigration ukrainienne.



1. Galina Babak est chercheuse à l'Institut Masaryk (Prague).
Traduction Patrick Silberstein.

2. Cette conférence a été présentée à l'[université Harvard](#) en novembre 2023.

Cette approche nous permet de reconnaître plusieurs modèles distincts et concurrents pour la formation d'une nation ukrainienne moderne, où le socialisme, en tant qu'idéologie et pratique émancipatrice, s'est entremêlé avec divers projets de libération nationale. Je me concentrerai sur deux de ces modèles, en les analysant à travers deux études de cas de projets socialistes de modernisation.

L'histoire de la revue littéraire *Zaboi*, publiée à Bakhmout/Artemivsk entre 1923 et 1935, nous offre l'occasion d'étudier le projet de construction nationale du début de l'ère soviétique. Ce modèle de modernité visait une modernisation sociale et culturelle dans le cadre universaliste de l'idéologie communiste, une idéologie qui promouvait une modernité soviétique transnationale, mais qui fut finalement abandonnée au début des années 1930.

La vie et l'œuvre de Mykyta Tchapoval, figure cruciale de l'histoire politique et culturelle ukrainienne, nous permettent d'articuler un modèle différent de l'Ukraine socialiste, profondément enraciné dans les idées de Drahomanov et qui s'est opposé au marxisme, puis au bolchevisme. Le projet de nation moderne de Tchapoval tenait compte des spécificités nationales de l'Ukraine, notamment de sa forte population paysanne, et appelait l'intelligentsia à mener un développement progressif de l'industrie et de l'éducation des paysans afin de mettre en œuvre une transformation sociale.

L'interaction entre l'universalisme et le particularisme (ou entre le socialisme et le nationalisme) présente ces deux visions de la modernité pour la nation ukrainienne. Dans chaque



cas, la littérature a joué un rôle particulier en tant que l'un des outils les plus influents de la modernisation culturelle et de la construction nationale.

Le point de départ de ma conférence, que je développerai sous la forme d'un récit non chronologique, est la ville de Bakhmout, située dans la région de Donetsk. Bakhmout était historiquement un centre d'industrialisation renommé qui a joué un rôle clé dans le développement industriel de l'Ukraine pendant la période tsariste et au début de l'ère soviétique. Avant la révolution, la ville était surtout connue pour ses mines de sel. Au début de l'ère soviétique, l'industrie mécanique a commencé à se développer.

Si vous regardez la carte de 1926, vous verrez que Bakhmout est très proche de villes telles que Kreminna, Sriblianka, Lysytchansk, Popasna, Debaltseve et Horlivka, qui formaient le cœur du bassin houiller de Donetsk. La carte suivante montre les frontières du «Vieux Donbass» et du «Grand Donbass», qui se sont développés au cours du 20^e siècle.

Bakhmout a été l'un des centres d'industrialisation et de modernisation de la région du Donbass pendant plusieurs décennies avant la fin du 19^e siècle. Cependant, on oublie souvent que Bakhmout a apporté une contribution importante, mais moins connue, à la modernisation culturelle et aux processus de construction nationale, non seulement dans l'Ukraine

impériale et au début de l'ère soviétique, mais aussi au-delà des frontières nationales, au sein de la communauté ukrainienne en exil entre les deux guerres mondiales.

À partir de la fin du 19^e siècle, le Donbass était perçu comme une région très particulière, avec ses mines de charbon et son industrie lourde. Le développement de l'industrie charbonnière et des infrastructures industrielles a contribué à l'installation de nombreux spécialistes étrangers, venus de Grande-Bretagne, de Belgique et d'Allemagne, mais aussi de diverses régions de l'Empire russe. La diversité de sa population urbaine et l'importance de sa classe ouvrière le distinguaient des régions russes et ukrainiennes voisines.



Le Donbass était crucial pour l'industrie de l'Empire russe et, bien sûr, il était encore plus important pour le nouvel État soviétique. L'affiche de propagande conçue par le constructiviste de Kharkiv Vasyi Ermilov contenait l'appel suivant: «Les locomotives éteintes, les usines à l'arrêt attendent le charbon du Donbass.» Sur l'affiche de propagande de 1921, la région de Donetsk est représentée comme un cœur relié par des vaisseaux sanguins à d'autres villes de l'Union soviétique. En 1922, Lénine écrivait:

Vous savez que le Donbass est le centre, la base réelle de toute notre économie. Il sera tout à fait impossible de restaurer l'industrie à grande échelle en Russie, de construire véritablement le socialisme – car celui-ci ne peut être construit que sur la base d'une industrie à

grande échelle – si nous ne restaurons pas le bassin du Donets³.

À partir de la fin des années 1920, Joseph Staline a commencé à mettre en œuvre le «plan de Lénine pour la construction pacifique du socialisme⁴». Cela impliquait le développement de l'industrie lourde, la collectivisation du secteur agricole et la «révolution culturelle».

La littérature et les arts étaient considérés comme des outils efficaces de la révolution culturelle et, par conséquent, de la promotion de l'industrialisation elle-même. Dans les années 1920, le Donbass est devenu un thème dominant de ce nouveau type de littérature, en particulier pendant le premier plan quinquennal (1928-1932).

L'approche soviétique initiale du projet de modernisation culturelle et politique peut être illustrée par la revue littéraire et sociopolitique mensuelle *Zaboi* [Le Front minier], publié de 1923 à 1935 à Bakhmout (ville rebaptisée Artemivsk en 1924). La revue était publiée par l'Union des écrivains prolétariens du Donbass, qui faisait partie de l'Association panrusse des

3. Lénine, «Onzième congrès du PCR (b.)», 27 mars-2 avril 1922.

4. Au printemps 1918, Lénine rédigea l'ouvrage programmatique *Les tâches immédiates du pouvoir soviétique*, qui définissait les étapes essentielles de la construction d'une société socialiste. Dans une perspective marxiste de la transition du capitalisme au socialisme, il soulignait la nécessité de la dictature du prolétariat, de l'abolition de la propriété privée et de la conversion des moyens de production fondamentaux en propriété collective. Voir également I. Gladkov, *Lenin's Plan of Peaceful Socialist Construction. Problems in Economics*, 1958.

écrivains prolétariens. La revue et l'organisation littéraire ont été fondées par les écrivains russes soviétiques Evgenii Schwartz, Mikhail Slonimsky et Boris Oleinikov. Ils sont venus à Bakhmout pour rendre visite au père de Schwartz, qui travaillait alors comme médecin dans la mine de sel⁵.

Zaboi se présentait comme le seul véritable représentant littéraire du prolétariat du Donbass et comptait de nombreuses antennes dans d'autres villes de la région. Le magazine publiait des nouvelles, des romans, des poèmes et des reportages qui dépeignaient la vie quotidienne dans le Donbass industriel, les problèmes de production dans les usines, les fabriques et les mines, etc. Il est devenu une sorte de «chronique» soviétique de son époque et a jeté les bases du développement ultérieur de la poétique du réalisme socialiste.

Entre 1923 et 1928, le journal publiait principalement des articles en russe, à l'exception de quelques poèmes de Taras Chevtchenko et Ivan Franko. Mais à partir de septembre 1929, il commença à publier principalement en ukrainien et fut édité par les écrivains ukrainiens Ivan Le et Ivan Mykytenko. Ceux-ci étaient venus de Kiev pour promouvoir la politique d'ukrainisation du magazine et de l'organisation littéraire elle-même.

Parmi les poètes russes soviétiques qui ont contribué au magazine, on peut citer Nikolai Oleinikov, Demian Bednyi, Eduard Bagritsky,

Sergueï Essenine et Mikhaïl Zocstchenko. Parmi les poètes et écrivains locaux du Donbass, je citerai Volodymyr Sosiura, Boris Gorbato et Pavel Bespochtchadnyi, qui sont ensuite devenus des classiques renommés du réalisme socialiste. Mais à côté des écrivains professionnels, les principaux contributeurs du journal étaient des ouvriers des mines de charbon et des aciéries. Outre les questions sociales, ils abordaient la nouvelle esthétique socialiste de l'exploitation minière et de la production industrielle.

Pour illustrer l'esthétique de la littérature de la production, permettez-moi d'attirer votre attention sur un poème de V. Kramatorskyi (de son vrai nom Vasyl Ivaniv) traduit par Ainsley Morse (publié dans le n° 8 de 1930)⁶.

Le vrombissement assourdissant des
machines, les cales en flammes,
Incarné dans l'acier, le rêve fume,
Au milieu du vacarme, vers des espaces
lugubres
Lourde comme l'acier, la grande industrie
avance.
Et je me tiens là, soufflé par le feu,
Tissant l'acier à travers la fumée et la suie,
Et le jour chante ses poèmes en écho
Que le monde n'a pas encore transformés en
hymnes.
Les grues se précipitent, s'emmêlent dans les
câbles,
Le vent de la fonte souffle sur votre visage,
Comme si l'on actionnait un mécanisme
d'horlogerie.

5. Олег Шама, «Забой. Життя та смерть донбаського журналу українською, який знищили більшовики», *La Nouvelle voix de l'Ukraine*, 21 janvier 2019.

6. *Zaboy*, n° 8, 1930.

Les transmissions filent dans une splendeur tendue.
 La fureur ardente enrégimente la fonte,
 Pousse le jour vers le sifflement des sirènes
 Et une fois de plus, la lune chaude se lève dans le ciel,
 Les hauts fourneaux et les fours Marten reprennent leur respiration.
 Ces jours enflammés, d'acier et étranges,
 Se sont élevés pour devenir réalité, un rêve incarné
 Et vers la steppe, fumante et enflammée
 Lourde comme l'acier, la grande industrie avance.



Il s'agit d'un exemple de poésie moderniste sur le thème de l'exploitation minière, dans laquelle des termes professionnels spécifiques jouent un rôle fondamental dans l'élaboration de l'expressivité et de l'imagerie du texte. Son langage emploie également des expressions, tels que «Et de nouveau l'aigle s'est élevé dans le ciel», où le mot *lun'* est une déformation du russe [*luna*], qui signifie lune ou le mot *розлунений* [«irradiations»], qui indique certaines des stratégies avant-gardistes. Le poème dépeint une journée typique dans une usine sidérurgique, en mettant principalement l'accent sur la célébration de l'art du travail à la machine. Mais contrairement à la poétique ultérieure du réalisme socialiste, il ne contient aucun symbole idéologique lié à la réalité socialiste et à l'avenir. Le langage du poème reste difficile et riche en expressions métaphoriques. Dans l'ensemble, on peut affirmer que ce poème constitue un exemple remarquable de la poésie constructiviste (principalement en termes de contenu).

L'histoire de *Zaboi* est étroitement liée à la mise en œuvre de la politique de *korenizatsia*. Comme l'observe Terry Martin, celle-ci visait à empêcher le nationalisme séparatiste d'interférer avec les objectifs fondamentaux des bolcheviks, tels que l'industrialisation, la collectivisation et la création d'une société socialiste⁷. Dans le contexte du Donbass, cette politique avait un objectif politique spécifique. Les bolcheviks considéraient le prolétariat comme leur

7. Terry Martin. *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

principale force dans la région, mais en réalité, celui-ci représentait une classe moins importante que la paysannerie. Avec l'industrialisation et l'urbanisation qui s'ensuivit, les villes se remplirent d'anciens paysans qui parlaient principalement l'ukrainien. Andrii Movtchan souligne que «l'ukrainisation visait à faciliter la transition naturelle de ces paysans vers le prolétariat tout en favorisant la confiance et la loyauté politique envers le Parti communiste⁸».

Dans le numéro de juin 1930 de *Zaboi*, l'éditorial se penche sur cette question :

En Ukraine, héritage du régime tsariste, il existe un phénomène plutôt déplaisant: le bilinguisme du prolétariat et de la paysannerie. Au cours des dix dernières années, le prolétariat ukrainien s'est russifié, tandis que la paysannerie, opprimée économiquement et nationalement, a conservé fermement toutes ses caractéristiques nationales, y compris sa langue. Cet aspect nuit trop souvent à la compréhension entre le prolétariat et les paysans pauvres. [...] Conscient de sa tâche, le prolétariat s'est lancé dans une campagne pour comprendre la culture prolétarienne ukrainienne d'aujourd'hui⁹.

D'octobre 1932 à septembre 1933, *Zaboi* a été publié sous le titre *Literaturnyi Donbas* («Donbass littéraire») et l'ensemble des huit

numéros étaient en ukrainien. Mais parallèlement, dès le début des années 1930, il est devenu évident que le régime de Staline se préparait à réprimer la politique de *korenizatsia*. En 1933, les principaux rédacteurs en chef de *Zaboi*, Hryhorii Barliuk et Vasyl Haivaronskyi, ont été réprimés. Cependant, la revue a continué à paraître en russe jusqu'en 1935.

Zaboi est donc un exemple des premiers efforts soviétiques pour promouvoir la construction nationale dans le cadre des objectifs politiques de la construction socialiste forcée. Le récit historique local de Bakhmut et le rôle joué par *Zaboi* montrent comment cette dynamique entre les projets nationaux et socialistes s'est manifestée dans la pratique dans les années 1920. À partir des années 1930, cependant, la centralisation du pouvoir a conduit à la suppression progressive ou à la transformation de toutes les initiatives politiques et culturelles de la décennie précédente.

Ma deuxième étude de cas montre que, historiquement, les visions émancipatrices du socialisme et du nationalisme ont été étroitement liées tout au long de la seconde moitié du 19^e siècle. En fait, les personnalités culturelles et les acteurs politiques ukrainiens ont exploré ces orientations bien avant la révolution de 1917. Mykyta Tchapoval était l'une des figures clés de ces penseurs.

Dans l'historiographie du modernisme littéraire ukrainien, Tchapoval est largement reconnu comme Mykyta Sriblians'kyi, poète et critique littéraire, l'un des fondateurs et rédacteurs en chef de la revue *Ukrainska Khata*. Cette publication mensuelle, diffusée de mars 1909

8. Andriy Movtchan, «Le journal de Bakhmut *Zaboi* – chronique de l'ukrainisation socialiste du Donbass», *Commons*, 1^{er} mai 2023.

9. «La construction culturelle nationale – vers un niveau supérieur», *Zaboi*, n° 10, 1930.

à août 1914 à Kiev, était une revue importante qui traitait de littérature, de critique littéraire et abordait des questions sociales. Elle est considérée comme un catalyseur central de l'évolution des influences modernistes dans la culture ukrainienne.

Pourtant, malgré sa renommée dans le domaine des arts et des lettres, il est presque inconnu en tant que militant politique, leader de la faction centriste du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, ministre du Conseil central ukrainien sous Volodymyr Vynnytschenko et fondateur de nombreuses organisations d'émigrés à Prague et à Poděbrady pendant l'entre-deux-guerres.

Mykyta Tchapoval est né en 1882 à Sriblianka, qui faisait alors partie de la province d'Ekaterinoslav. Le village était situé à environ 40 km de Bakhmut. Il venait d'une famille pauvre de dix enfants et son père, Iuhym Tchapoval, était un sous-officier à la retraite qui devait gagner sa vie comme ouvrier agricole (*naimyt*). Cela impliquait de fréquents déménagements pour la famille¹⁰.

Mykyta Tchapoval était un enfant de l'industrialisation capitaliste de l'époque. L'industrialisation de la fin du 19^e siècle a apporté à la région un nouveau type d'enseignement primaire, inconnu dans la période agraire précédente. Les enfants des ouvriers des nouvelles usines et manufactures pouvaient suivre un enseignement secondaire et technique, principalement axé sur le génie minier.

À partir de l'âge de 10 ans, Tchapoval a commencé à travailler dans les mines pendant ses vacances scolaires d'été. Il a évoqué cette période dans son autobiographie :

En août [1892], je travaillais déjà dans les mines: je travaillais «au-dessus», près des fours à coke, où les enfants triaient le coke, jetant ceux qui étaient complètement pourris et gardant les plus lourds. [...] Ce travail me faisait beaucoup saigner les doigts. J'ai appris tout le processus de cokéfaction et, à la couleur du feu dans les fours, je pouvais dire si le coke était prêt ou non. Je gagnais 20 kopecks par jour¹¹.

L'installation de l'éclairage électrique dans la mine m'a profondément marqué. [...] L'électricien, Kluge (un Allemand), qui était responsable du câblage électrique, m'apparaissait comme un demi-dieu de la science, et j'aspirais à devenir électricien. Cependant, je pensais que c'était sans espoir, car les pauvres ne pouvaient pas devenir électriciens¹².

J'ai cité ces deux passages à la fois pour souligner que Tchapoval est conscient de faire partie d'une classe ouvrière exploitée et pour montrer son admiration pour le progrès industriel et technique. Je voulais également illustrer comment l'environnement social et économique dans lequel Tchapoval a grandi a influencé la formation de ses opinions politiques. En 1901, il a rejoint le RUP (Parti révolutionnaire ukrainien), le premier parti politique clandestin d'Ukraine



10. Nikita Tchapoval, *Chronologie. Biographie. Lettres, textes rassemblés et préfacé* par A. M. Savtchenko, Kharkiv, 2023.

11. *Ibid.*, p. 26.

12. *Ibid.*, p. 43.

centrale et orientale, fondé à Kharkiv. En 1908, après avoir passé près d'un an en prison dans la citadelle de Varsovie pour ses activités révolutionnaires, Tchapoval s'installe à Kiev.

À Kiev, avec son compagnon d'armes, le critique littéraire Pavlo Bohatskyi, Tchapoval a fondé le mensuel littéraire, critique et sociopolitique *Ukrainska Khata*, qui a jeté les bases esthétiques et, pourrait-on ajouter, idéologiques du développement ultérieur du mouvement ukrainien pour la libération nationale. Le journal réunissait, par exemple, des poètes tels que Pavlo Tytchyna, Maksym Rylskyi et Mykhail Semenko. Parmi les prosateurs, la plus connue était l'écrivaine féministe moderniste Olha Kobylyanska, que Tchapoval considérait comme l'une des inspirations du *khat'anstvo* parce qu'elle privilégiait esthétiquement l'individu par rapport aux notions de classe et de groupe social.

La thèse générale sur le rôle de *Ukrainska Khata* dans la littérature ukrainienne est que la revue défendait la «vraie beauté», le «nietzschéisme» et l'idée nationale¹³. La critique de *Khata* visait principalement le populisme «démodé»; son credo était que la culture nationale ukrainienne pouvait et devait être créée par l'intelligentsia. Ce qui passe souvent inaperçu, cependant, c'est que les principaux théoriciens de la revue discutaient du projet national d'un point de vue à la fois esthétique et émancipateur, en mettant l'accent sur la transformation sociale, ouvrant

ainsi la voie à la future révolution¹⁴. En d'autres termes, l'objectif de forger une nation ukrainienne indépendante n'était pas considéré séparément de la modernisation culturelle et de la transformation sociale.

Dans ses *Mémoires* de 1926 sur l'histoire de *Ukrainska Khata*, Tchapoval déclare :

Le terme «modernisme» dans la critique ukrainienne désigne le mouvement littéraire et social qui a émergé au sein de *Ukrainska Khata*. Dans une certaine mesure, cela est vrai, mais seulement dans le sens de la nouveauté, car *Khata* n'avait rien de commun avec la décadence littéraire ou le modernisme religieux. Notre modernisme impliquait une réévaluation du mouvement ukrainien et de notre relation à l'histoire ukrainienne, une réévaluation de notre vision des contemporains qui ont contribué à la révolution de 1905, une réévaluation de nos idéologies de libération et la recherche d'une nouvelle idéologie de libération¹⁵.

Il ressort clairement de cette citation que le modernisme, tel que Tchapoval le concevait,

13. Voir Pavlytchko Solomiya, *Théorie littéraire*, Kiev, Osnovy, 2009; Oleh S. Ilnytzkyj, «*Ukrainska khata* and the Paradoxes of Ukrainian Modernism», *Journal of Ukrainian Studies*, n° 2, 1994.

14. La dimension politique et sociale des premières tendances modernistes dans la littérature ukrainienne a permis à G. Grabowicz de proposer une critique élitiste et eurocentrique du modernisme ukrainien, le qualifiant, tel qu'il est représenté par le groupe «Jeune Muse» et La Cabanne ukrainienne, de «considérablement plus faible que, par exemple, le modernisme polonais», encore affaibli par le discours initial restreint sur le modernisme. Voir George G., Grabowicz, «Commentary: Exorcising Ukrainian Modernism», *Harvard Ukrainian Studies*, vol. 15, n° 3-4, 1991.

15. Mykita Tchapoval, «*Doba khatyanstva*» *Ukrainska khata*, Kiev, 1909-1914, New York, Communauté ukrainienne M. Tchapoval, 1955.

était une réinvention des pratiques familiaires, tant esthétiques qu'idéologiques, et qu'il servait d'outil pour façonner le projet de libération nationale et sociale de l'Ukraine. Tchapoval abordait le projet national à travers le prisme universaliste du progrès social.

Il convient de noter que la principale influence politique de Tchapoval était Mykhailo Drahomanov, un socialiste ukrainien de la génération précédente. D'autre part, Tchapoval considérait Drahomanov, écrivain et penseur politique, comme une figure cruciale du mouvement ukrainien. Drahomanov considérait le développement culturel progressiste et l'éducation publique comme des outils essentiels du changement politique et de la libération nationale. C'est à Drahomanov que Tchapoval fait référence dans nombre de ses essais politiques écrits en exil. Il lui consacre également une étude de 20 pages intitulée *M. Drahomanov, idéologue de la Nouvelle Ukraine* (Prague, 1934).

Pendant la guerre civile de 1917 à 1921, Tchapoval est politiquement actif à divers titres. Cependant, après la chute de la République populaire ukrainienne en 1920, il s'est exilé dans la 1^{re} République tchécoslovaque. Pour lui, son exil représentait une occasion unique d'articuler un modèle de nation ukrainienne moderne qui s'opposait au projet des bolcheviks.

Le gouvernement libéral de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres, dirigé par le président Tomáš Masaryk, a créé un environnement favorable aux initiatives culturelles parmi les émigrés de l'ancien Empire russe. Dans ce contexte, Tchapoval a joué un rôle central au

sein de la communauté des émigrés ukrainiens. En 1921, il fonda le Comité civique ukrainien en Tchécoslovaquie (1921-1925), qui devint l'organisation centrale chargée du développement des infrastructures scientifiques, éducatives et humanitaires de l'émigration ukrainienne à Prague. Diverses institutions éducatives ukrainiennes furent créées à Prague et à Poděbrady sous l'égide du Comité civique ukrainien. Il s'agissait notamment de maisons d'édition et d'établissements d'enseignement, tels que l'Institut supérieur pédagogique ukrainien Drahomanov à Prague ou l'Académie économique ukrainienne à Poděbrady. En 1924, Tchapoval fut l'instigateur de la création de l'Institut ukrainien de sociologie, qui publiait le magazine *Suspil'stvo*. Il assuma également le rôle d'éditeur et de rédacteur en chef du mensuel *Nova Ukraïna* à Prague de 1922 à 1928.

Tchapoval dirigea également le Comité étranger antisoviétique et révolutionnaire socialiste de l'URSU (rebaptisé Organisation étrangère en 1925) et s'opposa fermement au gouvernement ukrainien en exil à Paris, qu'il qualifiait de «bourgeois».

Tout cela montre que la vision de Mykyta Tchapoval pour l'Ukraine moderne était distincte de celle de Simon Petlioura et des bolcheviks. Ses écrits en exil montrent qu'il attribuait la défaite de la République populaire ukrainienne à l'intelligentsia ukrainienne, qui n'avait pas su s'aligner sur les aspirations du peuple ukrainien. Mais il souligne également le rôle constructif que les intellectuels ukrainiens, en particulier ceux en exil, pourraient jouer dans la



construction d'une future république socialiste ukrainienne indépendante¹⁶.

Dans ses écrits, Tchapoal considérait l'Ukraine comme un acteur indépendant dans les événements révolutionnaires et le récit historique plus large. Dans l'entre-deux-guerres, ses œuvres ont contribué à légitimer la République populaire ukrainienne et la révolution ukrainienne de 1917 dans le contexte international de l'époque. Son approche remettait en question le régime bolchevique en soulignant la nécessité d'un changement social socialiste, mais non communiste, qui permettrait de délégitimer les systèmes politiques hiérarchiques.

L'ouvrage de Tchapoal publié en 1926, *Challenges of the Ukrainian Emigration* («Les défis de l'émigration ukrainienne»), peut être considéré comme programmatique, dans la mesure où il articule une série de thèses fondées sur ses opinions théoriques et pratiques de longue date. Sa théorie sociologique (principalement la sociographie et la sociologie culturelle de l'Ukraine) y est liée à la pratique révolutionnaire.

Selon Tchapoal, l'émigration ukrainienne devait avant tout œuvrer «à l'établissement d'un État ukrainien sur des terres unifiées par la volonté souveraine du peuple ukrainien¹⁷». À cette fin, la mission de l'intelligentsia émigrée était de préparer la conscience européenne à l'intégration de l'Ukraine dans le droit international à un

moment où la République socialiste ukrainienne unifiée pouvait être établie.

Tchapoval voyait la défaite de la révolution ukrainienne dans l'incapacité de l'intelligentsia ukrainienne à s'aligner sur les aspirations du peuple ukrainien. Il avertissait toutefois qu'«il était insensé d'espérer la reconnaissance et le soutien de la bourgeoisie européenne. Il était également insensé de continuer à l'espérer, car toute révolution ukrainienne a été et ne peut être qu'une révolution sociale. Pourquoi ? Parce que la nation ukrainienne est composée à 99 % de paysans, d'ouvriers et d'intellectuels prolétaires (sociaux et économiques)¹⁸».

Tchapoval estimait que la propagande politique ukrainienne en Europe devait s'adresser aux classes ouvrières, au sein des cercles de gauche et syndicaux européens. Il supposait que «du point de vue ukrainien, la seule politique viable pouvait être une politique socialiste dans le domaine du travail européen¹⁹».

Ses explications ultérieures de son argumentation s'articulent autour des trois formes fondamentales d'organisation d'une nation pour atteindre ses objectifs, englobant les domaines de la politique, de la culture et de l'économie. Tchapoal considérait le travail culturel comme une tâche cruciale pour l'émigration ukrainienne et la condition même de l'émigration comme «une occasion unique» (p. 13) de façonner l'avenir de l'Ukraine moderne.

Dans son argumentation, Tchapoal suit l'emblématique libéral Thomas Masaryk, affirmant

16. Voir son «Les tâches de l'émigration ukrainienne», Prague, 1926.

17. Mykita Tchapoal, *Les défis de l'émigration ukrainienne*, Prague, 1926.

18. *Ibid.*, p. 8.

19. *Ibid.*, p. 9.

que «lorsqu'un jour deux ou trois mille personnes véritablement cultivées et érudites reviendront de l'émigration, ce sera comme de la dynamite dans le pays²⁰». Tchapoval conclut en affirmant que les socialistes doivent s'organiser pour relever ce grand défi de l'émigration.

Après avoir voyagé de Bakhmut à Kiev, puis à Prague, je propose de revenir à notre point de départ, à Bakhmut. Bakhmut et le Donbass ont joué un rôle clé dans la formation d'une nation ukrainienne moderne, tous deux enracinés dans des aspirations à la modernisation sociale et culturelle.

Tchapoval affirmait que seul le modernisme, en tant que phénomène culturel nouveau et progressiste, pouvait jeter les bases d'une nation ukrainienne moderne; le travail culturel conforme aux principes modernistes parmi les émigrés ukrainiens pouvait devenir une force vitale dans la lutte pour la libération sociale et nationale de l'Ukraine. C'est ainsi qu'il comprenait la dialectique entre modernisme, socialisme et nationalisme. Les idées de Tchapoval ont été formulées dans le contexte de l'expérience régionale du Donbass, articulées pendant la guerre civile et plus tard, depuis son exil. Dans sa condition d'exilé, il imaginait que les réformes sociales (et la révolution elle-même) devaient devenir le fondement de la formation d'une nation indépendante.

La revue littéraire de Bakhmut, *Zaboi/Literaturnyi Donbas* illustre une autre dynamique entre modernisme, socialisme et nationalisme,

où le nationalisme a été galvanisé (du moins pendant un certain temps) dans le but d'une modernisation radicale de l'Union soviétique et a fini par générer des formes culturelles nouvelles et modernes. Le régime soviétique a utilisé la politique d'ukrainisation pour renforcer son pouvoir après la fin de la guerre civile, ce qui a donné naissance à un nouveau type de culture ukrainienne, oscillant entre le local et l'universel. Celle-ci partageait certains traits avec les formations culturelles des «républiques nationales» soviétiques et avec certains mouvements nationaux en Europe et dans le monde. Dans cette approche, la construction nationale était initialement promue comme un outil pour créer une modernité soviétique transnationale. Mais comme nous le savons, cette stratégie, promue depuis le «centre», a été rapidement abandonnée et réduite à un simple ornement stalinien de la multinationalité soviétique.



20. *Ibid.*, p. 13.

Le radicalisme social de Taras Chevtchenko

Vladyslav Starodubtsev¹

Alors que l'Europe était en proie aux flammes du Printemps des peuples de 1848, et que de nombreux républicains égalitaires romantiques, comme Hugo en France, Mazzini en Italie, Mickiewicz en Pologne, pensaient à de nouvelles théories et questions pour les mouvements nationaux, l'Ukraine ne restait pas immobile, mais ressentait profondément à la fois le besoin de changement et l'influence de ces nouvelles idées qui envahissaient le continent.

L'Ukraine avait vécu une tragédie nationale : l'État cosaque avait été détruit et sa force politique démantelée. Néanmoins, la génération plus âgée se souvenait encore de l'héritage des rébellions paysannes massives et des soulèvements cosaques. Ces événements étaient racontés dans les familles, devenant les légendes d'un passé glorieux et libre – généralement idéalisé – comme une alternative aux dominations polonaise et russe.

1. Vladyslav Starodubtsev est un militant de gauche ukrainien et historien. Il vient de rejoindre les forces armées ukrainiennes. Il a préfacé l'édition française de Yvan Dziouba, *Internationalisme ou russification : la négation grand-russe de l'Ukraine* (Syllepse, 2023). Article publié par la Rosa-Luxemburg-Stiftung. Traduction Patrick Le Tréhondat. 28 mai 2025

Ayant constaté la détresse de la paysannerie et les souffrances infligées par les seigneurs étrangers, l'intelligentsia ukrainienne a fondé la Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode. Pour eux, l'héritage des Cosaques constituait une puissante force de mobilisation pour assurer la renaissance de la République ukrainienne : libre, égalitaire et démocratique. La Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode ne comptait que 15 membres, mais sa fondation a néanmoins marqué un tournant pour l'ensemble du mouvement ukrainien. Parmi ces quinze membres, on compte Taras Chevtchenko, Mykola Kostomarov, Panas Kulich, Heorhii Andruzskyi et d'autres qui ont posé en 1845 les bases idéologiques qui allaient influencer presque toute l'organisation politique ukrainienne future et qui condensa dans la République populaire ukrainienne de 1917 à 1921².

Les Ukrainiens, sous domination de l'Autriche et la Russie, vivaient dans un système de servage proche de l'esclavage. Leurs droits culturels, économiques et sociaux étaient bafoués par des seigneurs étrangers régnant sur ce vaste territoire. Le tsar et les seigneurs autocratiques dominaient le pays et exploitaient le peuple ukrainien. L'idéologie de la Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode s'est forgée en opposition à ce système d'oppression : contre l'exploitation socio-économique de la paysannerie par les seigneurs, contre le régime autocratique et contre la domination des États étrangers sur le peuple

2. Voir Vladyslav Starodubtsev, « L'héritage progressiste de la République populaire ukrainienne (1917-1921) », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 31 et 32.

ukrainien. L'identité politique ukrainienne, principalement façonnée sous l'influence de la fraternité, s'appuyait sur cette opposition. Selon ses membres, seule la République, et non un tsar autocratique, pouvait représenter les intérêts de la population. Ce n'est que là où il n'y a plus de pauvres ni de riches, et où il n'y a ni propriété, ni domination d'un individu sur un autre, que la véritable liberté peut s'épanouir. Et seul un État ukrainien pouvait permettre que les puissances étrangères cessent d'exploiter le peuple ukrainien.

Fédéralisme slave et républicanisme social



L'idéologie de la Fraternité Saints-Cyrille-et-Méthode reposait sur deux concepts : le fédéralisme slave et le républicanisme social. L'Ukraine, forte de son héritage cosaque, était considérée comme un nouvel exemple de changement révolutionnaire qui renverserait les seigneurs polonais et le tsar autocratique de Russie. L'objectif était une libération *de facto* de l'Ukraine. L'objectif était également la libération sociale et politique des autres États slaves, ainsi que leur coopération sur la base de valeurs humanistes. Les revendications fédéralistes étaient considérées comme nécessaires pour préserver et défendre les cultures slaves et le républicanisme politique.

Une fédération slave fonctionnerait comme une coalition d'États indépendants *de facto*, dont les parlements et les dirigeants seraient régis par le système républicain, et qui se réuniraient au sein d'un parlement panslave pour une coordination commune. Il était soutenu

que les républiques devaient préserver et développer leur langue et leur culture, leur mode de vie et « leur vérité ». De ce fait, la fédération slave soutiendrait les libertés et les luttes républicaines des États républicains déjà existants, sans jamais épouser aucune ambition de conquête ou d'exploitation. L'Ukraine, soumise à l'occupation et à la domination étrangère, avait développé une profonde haine envers les visées expansionnistes ; ce fut l'un des points centraux de l'agitation de la fraternité. Il s'agit d'une différence fondamentale avec la version russe du panslavisme de l'époque, qui visait à placer les autres nations slaves sous le contrôle de l'État russe.

La Fraternité justifiait son idéologie républicaine par des croyances chrétiennes. On affirmait qu'il ne pouvait y avoir d'humain au-dessus des autres humains, mais qu'il n'y avait qu'un seul Dieu. Les seigneurs, les riches et les tsars s'en écartaient et n'adoptaient le christianisme, contrairement à ce qu'ils prétendaient, que pour légitimer leur pouvoir, au lieu de suivre la nature profondément sociale et démocratique de la foi chrétienne. La Fraternité expliquait les problèmes politiques et la détresse sociale du monde par la colère de Dieu contre les tyrans. Le christianisme joua un rôle central dans son idéologie et constitua une justification importante de son républicanisme social radical.

Bien que ne se qualifiant jamais de socialiste, son programme s'apparentait aux idées des socialistes utopistes de l'époque et était clairement influencé par différents auteurs socialistes. On peut soutenir que le programme et l'action de la Fraternité pouvaient être qualifiés

de «socialisme chrétien», sinon en paroles, du moins en esprit. Leurs critiques acerbes visaient non seulement la monarchie, mais aussi la domination d'un individu sur un autre.

Kostomarov, son idéologue central, est l'auteur d'un ouvrage important intitulé *La Genèse du peuple ukrainien*, un ouvrage social-républicain et chrétien qui devint en quelque sorte le programme de la Fraternité. Il y décrit l'histoire de l'Empire romain et des États grecs, tous deux corrompus. Les élites et les seigneurs de Rome s'étaient appropriés le christianisme et l'utilisèrent à leur profit. Les Grecs, bien qu'ils n'aient pas eu de tsar, avaient de «petits tsars» et régnaient sur d'autres et maintenaient l'esclavage, ce qui conduisit à leur disparition sous la colère de Dieu. Il décrit également la «genèse» de l'Ukraine, de la Russie et de la Pologne, avec un ensemble de thèses, et offre des perspectives présentes et futures pour la société :

§ 30 (32). Les chrétiens vivaient en frères, tout était commun entre eux, ils éalisaient des anciens, et ces anciens étaient au service de tous, car Dieu a dit: «Quiconque veut être le premier, qu'il soit le serviteur de tous.»

§ 39 (41). [...] Les autorités, l'organisation et le gouvernement doivent exister sur la terre, et c'est le pouvoir, et ce pouvoir vient de Dieu, mais le chef et le dirigeant doivent être subordonnés à la loi et à l'assemblée populaire parce que même le Christ a commandé que les hommes soient jugés devant l'assemblée populaire; et puisque le chef et le dirigeant sont les premières personnes, ils doivent être des serviteurs et ils ne doivent pas faire tout ce

qui leur passe par la tête, mais ils doivent faire ce qui est établi, et ils ne doivent pas se magnifier ou éblouir par leur magnificence, mais ils doivent vivre simplement et travailler avec zèle pour la société parce que leur pouvoir vient de Dieu, et ils sont eux-mêmes pécheurs et les tout derniers du peuple parce qu'ils sont serviteurs de tous.

§ 40 (42). Et c'est là un autre grand mensonge: comme si Dieu voulait que certains règnent et deviennent riches, tandis que d'autres sont esclaves et mendiants, il n'en serait pas ainsi s'ils acceptaient rapidement l'Évangile: les maîtres sont obligés d'affranchir les esclaves et de les reconnaître comme frères, et les riches doivent partager avec les pauvres, et les pauvres aussi deviendraient riches; il en serait de même si l'amour chrétien était dans leurs cœurs, car celui qui aime son prochain désire que son bien-aimé soit aussi bien que lui-même.

§ (51). Parce que leurs idées politiques étaient des idoles et que, bien que les Français fussent baptisés, ils se souciaient moins du Christ que de leur honneur national, nom donné à leur idole; tandis que les Anglais adoraient l'or et Mammon, et les autres nations leurs idoles; et leurs rois les envoyaient à la mort pour des terres, du tabac, du thé, du vin, et le tabac, le thé, le vin et le reste devinrent leurs dieux. Car il était dit: «Là où est ton trésor, là aussi sera ton cœur.» [...]

§ 48 (52). Et les hérétiques inventèrent un nouveau dieu, suprême sur tous les petits dieux

mesquins, et ce dieu fut appelé en français égoïsme ou intérêt personnel.

§ (76). L'Ukraine n'aimait ni le tsar, ni le seigneur féodal polonais et instaura entre ses membres une armée cosaque, c'est-à-dire une fraternité où chacun, dès son entrée, était frère des autres, qu'il ait été auparavant maître ou esclave, pourvu qu'il soit chrétien. Les Cosaques étaient tous égaux entre eux, et les fonctionnaires étaient élus lors de l'assemblée [...]

§ (108). Car la voix de l'Ukraine ne s'est pas tue. L'Ukraine se relèvera de sa tombe et appellera de nouveau ses frères slaves, et ils entendront son appel, et les peuples slaves se lèveront, et il ne restera plus ni tsar, ni tsarévitch, ni tsarine, ni prince, ni comte, ni duc, ni Excellence, ni Altesse, ni seigneur, ni boyard, ni paysan, ni serf, ni en Grande-Russie, ni en Pologne, ni en Ukraine, ni en Tchéquie, ni parmi les Khorutans, ni parmi les Serbes, ni parmi les Bulgares.

§ 109. Et l'Ukraine sera une république indépendante au sein de l'Union slave. Alors tous les peuples, désignant sur la carte l'endroit où sera délimitée l'Ukraine, diront: «Voici, la pierre rejetée par les bâtisseurs est devenue la pierre angulaire.»

En Ukraine, les nostalgiques du glorieux passé cosaque louent souvent une période sans aristocratie digne de ce nom, tandis que d'autres affirment que l'absence de noblesse a entraîné la disparition de la cause cosaque. Kostomarov aborde la question différemment. Il affirme que, faute d'élite riche, l'Ukraine n'a pas été corrompue et a perduré. Kostomarov écrit:

L'Ukraine n'a pas disparu faute de roi ou de seigneur féodal. Il y avait un tsar, mais un tsar étranger, et bien qu'il y ait eu des seigneurs, ils n'étaient pas ukrainiens, ne parlaient pas ukrainien et étaient par essence des bâtards. Un véritable Ukrainien n'aime ni roi, ni seigneur et ne connaît que Dieu.

«Ce qui est juste est vrai»

La forte assise religieuse de la Fraternité ne remettait cependant pas en cause une vision républicaine pluraliste et inclusive. Ses membres plaçaient le concept de «vérité» au cœur du républicanisme et de la foi chrétienne. Pour eux, cela signifiait l'épanouissement de l'individu et de sa communauté, dans la «sainte liberté» et le respect des droits naturels. La «vérité», particulièrement présente dans la poésie de Taras Chevtchenko, a le sens de «justice». Ce qui est juste est également vrai. Les membres de la Fraternité interprétaient la «justice» à travers une conception universaliste des droits nationaux, de l'égalité entre les nations et leur interprétation millénariste de l'éthique chrétienne. Ils utilisaient également l'expression «propre vérité», signifiant que chaque nation possède sa propre vérité. Ici, «propre vérité» désigne le besoin d'autonomie des nations face au colonialisme et à l'occupation étrangère, la possibilité d'établir ses propres lois et son propre système judiciaire. Il est difficile de dire dans quelle mesure ces conceptions universelles correspondaient à l'appel de chaque nation à décider par elle-même. Selon cette interprétation, les non-chrétiens luttant pour la liberté étaient plus proches de la «vérité» que les chrétiens qui s'efforçaient



de dominer et d'opprimer. Dans son célèbre poème *Caucase*, Chevtchenko décrit les musulmans des nations montagnardes qui menèrent une lutte défensive de libération nationale contre l'Empire chrétien russe. «Continuez à lutter et triomphez» était un puissant slogan anticolonial qui devint plus tard la devise du mouvement national ukrainien. En 1917, il flottait sur de nombreux drapeaux du Parti socialiste révolutionnaire ukrainien et des partisans de la République populaire ukrainienne.

Caucase n'était pas seulement une déclaration de solidarité avec les nations montagnardes, c'était une critique profonde de l'impérialisme. Ce projet est étonnamment moderne dans son profond dégoût pour la mission «civilisationnelle» de ceux qui tuent et pillent. Chevtchenko décrit comment la Russie apporte la civilisation à une nation colonisée, mais quelle civilisation ? Il déclare sur un ton sarcastique, s'exprimant à propos de l'impérialisme russe :

Venez à nous, et tout ce que vous devez savoir vous sera expliqué : vous apprendrez à construire des prisons, à forger vos chaînes, à les porter, à tresser le knout – nous vous expliquerons toute notre science.

Pour Chevtchenko, les non-civilisés n'étaient pas les tribus montagnardes, mais la Russie, qui apporte l'esclavage, l'exploitation, la prison et la mort. Chevtchenko est profondément solidaire des peuples du Caucase : «Luttez et triomphez ! Dieu lui-même vous aidera à vos côtés, combattez pour la vérité et la gloire, le droit et la sainte liberté.»

La Fraternité espérait voir s'instaurer en Ukraine et dans d'autres États d'Europe de l'Est la République qui devait s'opposer au nationalisme xénophobe et aider les autres nations à se libérer. À bien des égards, sa vision était très proche de celle de Mazzini, ce qui était souligné notamment dans *Les devoirs de l'Homme*. Mazzini décrivait l'objectif des nations d'être au service de l'humanité, s'opposant ainsi au nationalisme fermé. Son objectif pour l'humanité est une fraternité, le Paradis sur Terre, qui était, selon Mazzini, le dessein de Dieu. Cela était également vrai pour la vision de la Fraternité. Cependant, plutôt que de mettre l'accent sur le Paradis sur Terre, le thème central de la Fraternité était l'idée de «vérité», alignée sur la lutte pour la liberté, les droits et les libertés contre l'injustice sociale et le colonialisme.

Certains auteurs contemporains vont plus loin et décrivent également la Fraternité comme un élément d'un héritage antiraciste. Dans son article «Pourquoi les Ukrainiens devraient soutenir le mouvement Black Lives Matter³», Andriy Semotiuk raconte une histoire d'amitié et revient sur l'expérience personnelle de Taras Chevtchenko et de l'acteur afro-américain Ira Aldridge⁴. Les deux nations, afro-américaine

3. Andriy Semotiuk, «Why Ukrainians should support the Black Lives Matter movement», *The Ukrainian Weekly*, n° 26-27, juillet 2020.

4. NdT. Taras Chevtchenko et Ira Aldridge se rencontrent à Saint-Petersbourg en 1858 lors d'une représentation théâtrale où Aldridge joue le rôle d'Othello. Chevtchenko se rend dans sa loge et l'embrasse. Les deux artistes communiquèrent longuement lors de différentes visites. L'un des principaux sujets de leurs discussions était l'oppression des Noirs

et ukrainienne, partageaient une histoire et un traumatisme liés à l'esclavage. «Aldridge était un descendant d'esclaves, Chevtchenko était un ancien serf.» Cette amitié a tissé des liens profonds entre deux personnes au destin similaire et a ouvert à Chevtchenko des perspectives antiracistes. Bien que le servage et l'esclavage diffèrent, le servage russe, en particulier, était connu pour sa brutalité. Juridiquement, le servage russe et l'esclavage américain étaient très similaires : au 19^e siècle, ni les serfs, ni les esclaves ne bénéficiaient de droits civiques ou juridiques et étaient sous le contrôle total de leurs maîtres. Malheureusement pour cette amitié, Chevtchenko et Aldridge sont morts avant l'abolition de leurs systèmes respectifs d'oppression aux États-Unis et en Russie.



L'héritage de la fraternité et leur puissant appel contre les inégalités, le colonialisme et l'impérialisme, pour la liberté, les droits, la démocratie et la dignité perdurent encore partout où se trouvent les Ukrainiens aujourd'hui. La Fraternité fut rapidement réprimée, ses membres arrêtés et ses structures démantelées en 1847. Bien qu'elle n'ait été active que pendant deux ans, son héritage perdure. L'idée moderne de l'Ukraine – une République de peuples libres, ni riches ni pauvres, un État qui ne cherchait pas à conquérir, mais à coopérer et à comprendre – se forma durant cette période. C'est sur l'impulsion de la Fraternité que se construisit l'ensemble du mouvement politique ukrainien, et que ses convictions se concrétisèrent

américains et ses parallèles avec le traitement des serfs dans l'Empire russe.



Taras Chevtchenko et Ira Aldridge.

dans l'État ukrainien. La République populaire d'Ukraine (1917-1921), l'un des premiers États socialistes démocratiques au monde, fut alors fondée. On trouve des statues de Chevtchenko et des monuments aux héros qui ont perdu la vie en défendant cette conception de la liberté. Cependant, comme beaucoup de vieilles légendes, les principes sont oubliés et parfois perdus dans le temps. Il est important de continuer à y réfléchir, de s'en souvenir, de les développer et, avec les aspirations du passé, de construire un avenir prospère, social, républicain et démocratique pour tous.

La guerre invisible derrière le front : drones, services secrets et réseaux clandestins en Russie

Andrea Braschayko¹

Le 1^{er} juin dernier, l'Ukraine a lancé une attaque surprise au cœur de la Russie. Le Service de sécurité ukrainien (SBU) a mené une attaque coordonnée avec 117 drones contre plusieurs bases de l'aviation stratégique russe, depuis la frontière occidentale de la Fédération jusqu'à certaines bases en Sibérie et en Extrême-Orient, dans cinq régions différentes : Mourmansk, Irkoutsk, Ivanovo, Riazan et Amour. [...]

L'opération, baptisée « Araignée » (Pavutyna) a vu des camions – surnommés « camions de Troie » par les blogueurs militaires du Kremlin – partir de Tcheliabinsk, dans la région de l'Oural, et transporter des maisons

1. Andrea Braschayko est un journaliste italo-ukrainien. Article publié par le média en ligne italien [Valigliamenti](#). Merci à l'auteur et à [Valigliamenti](#) pour leur autorisation. Merci à Gin Vola pour son aide. Nous n'en publions que les extraits concernant la spécificité de cette opération, ses résultats immédiats étant depuis largement connus. On se reportera pour l'intégralité de l'article en français à [Entre les lignes entre les mots](#).

préfabriquées qui ont pénétré au cœur du territoire russe, à quelques kilomètres des bases aériennes. À proximité de celles-ci, des essaims de drones à lancement automatique ont été libérés grâce à des systèmes d'intelligence artificielle gérés à distance. Certains appareils étaient destinés à la reconnaissance, d'autres étaient des kamikazes.

Le degré de contrôle à distance n'est pas clair (il est peu probable que Kyiv ait eu 117 hommes sur le sol russe), mais il est certain que l'opération a été menée par le GUR et non par l'armée de l'air [...].

L'attaque est survenue vingt-quatre heures après le deuxième cycle de négociations à Istanbul, qui s'est toutefois déroulé normalement le 2 juin dernier, mais sans progrès majeurs entre les deux délégations. Celles-ci ont tout de même convenu de quelques échanges de prisonniers et se sont engagées, du moins officiellement, à se retrouver en Turquie dans la seconde moitié du mois de juin, selon les informations communiquées aux journalistes par le ministre ukrainien de la défense, Rustam Ouzmerov.

Une nouvelle attaque contre le pont de Crimée

Dans la matinée du 3 juin, l'Ukraine a frappé le pont de Kertch, qui relie la Crimée à la Fédération de Russie, pour la troisième fois depuis le début de l'invasion, avec une attaque sous-marine. À 4h44, le Service de sécurité ukrainien (SBU) a de nouveau activé des dispositifs explosifs sous-marins placés à la base des piliers du pont. Selon les informations fournies par le SBU lui-même, les charges (d'une puissance

équivalente à 1 100 kg de TNT) ont causé des dommages structurels importants au fond marin. À la suite de l'explosion, le pont se trouve désormais dans un état d'urgence et a été fermé par les autorités russes dans la même journée, avant d'être rouvert en fin d'après-midi. [...]

La dernière attaque contre le pont de Kertch remontait à juillet 2023, lorsqu'un drone maritime télécommandé avait frappé les bases des piliers du pont, en provoquant l'effondrement d'une partie de la structure. Auparavant, en octobre 2022, un camion piégé avait explosé sur le pont, causant de graves dommages et un incendie qui avait également touché un train de marchandises : une autre des opérations hybrides organisées par Maliuk.

[Le] SBU de Maliuk a démontré une capacité croissante à mener des missions complexes en dehors des frontières nationales. Cela pourrait indiquer une redéfinition des rôles entre les agences ukrainiennes ou une collaboration plus étroite entre elles.



L'opération Pavutyna révolutionne la guerre et l'avenir militaire

Les attaques du 1^{er} juin ont une forte valeur symbolique et stratégique. Elles ne changent pas la dynamique sur le front, où l'Ukraine subit de nouvelles avancées russes, notamment dans les oblasts de Soumy et de Donetsk : les services de renseignement *open source* ukrainiens Deep State ont confirmé qu'en mai dernier, l'armée russe avait conquis 449 km² de territoire, ce qui correspond à la troisième avancée mensuelle la plus importante en 2024.

L'attaque de dimanche frappe cependant au cœur de la puissance aérienne russe, déjà affaiblie par des années d'obsolescence technique et de manque de pièces de rechange. Les capacités russes de lancer des missiles de croisière contre les villes ukrainiennes sont réduites, tout comme, en puissance, leur capacité d'intimidation sur les civils ukrainiens.

Selon Ben Hodges, général à la retraite et ancien commandant de l'armée américaine en Europe, l'opération semble avoir porté un « coup dur » à la capacité du Kremlin à lancer de grandes salves de missiles de croisière. « L'effet de surprise qu'ils ont obtenu aura un impact sur le système, tandis que les Russes tentent de comprendre comment ces camions chargés d'explosifs ont pu pénétrer aussi profondément en territoire russe », a déclaré le général au *New York Times*.

En effet, cet événement place l'organisation politico-militaire du Kremlin dans une situation très difficile, car elle doit identifier les responsables d'une opération qui s'est déroulée dans le silence pendant un an et demi sur son propre territoire, malgré les quelque 370 000 agents du FSB déployés dans tout le pays.

D'une manière générale, les attaques ukrainiennes de ces derniers jours ne constituent pas seulement un succès stratégique et militaire, mais aussi un succès sur le plan communicationnel et humanitaire : alors que les campagnes de missiles russes font chaque jour des dizaines de victimes innocentes, les opérations ukrainiennes n'ont mis en danger aucun civil russe, à l'exception tout au plus des chauffeurs des camions, qui ignoraient ce qu'ils transportaient. Le

Kremlin a quant à lui répondu par une nouvelle attaque de drones et de missiles, notamment sur Soumy, où au moins trois personnes ont perdu la vie et vingt autres ont été blessées.

De plus, cette opération confirme une fois de plus l'existence d'un réseau clandestin ukrainien à l'intérieur de la Russie : une véritable toile d'araignée composée d'agents, d'infiltrés et de sympathisants qui permet le positionnement des drones, la collecte d'informations, voire la logistique elle-même : dès juin 2023, la CNN rapportait l'existence d'une armée clandestine de saboteurs ukrainiens sur le sol russe, équipés de drones pour attaquer des centres stratégiques de l'armée moscovite. Sans oublier les groupes partisans dans les zones occupées par l'armée russe : de la résistance féminine au mouvement Atesh, qui, selon le *Kyiv Independent*, serait à l'origine du déraillement de plusieurs trains militaires russes dans le Donetsk, également survenu le 1^{er} juin.

La guerre a ouvert des brèches dans le contrôle du territoire russe, et des millions de citoyens russophones d'origine ukrainienne opposés au régime de Poutine pourraient représenter un capital humain pour ces activités. Le spécialiste militaire Orio Giorgio Stirpe a remarqué que la Légion Russie libre, disparue de la scène publique, pourrait avoir été reconvertie de milice frontale en structure clandestine, coordonnée avec le GUR ou le SBU ; une hypothèse qui ne doit pas être exclue.

En revanche, il n'y a aucune certitude quant à l'implication occidentale. L'hypothèse d'un soutien ou, en tout cas, d'une connaissance de l'opération de la part des États-Unis a circulé

dans certains médias tels que *Axios*, mais elle a ensuite été retirée suite au démenti de l'administration américaine. Les capacités autonomes du SBU rendent plausible une opération entièrement ukrainienne : les bases visées étaient d'ailleurs connues et les gros avions sont visibles même depuis les satellites commerciaux. D'autre part, les États-Unis et les Européens ne veulent pas assumer la responsabilité de l'attaque, par crainte de représailles similaires sur leurs bases de bombardiers stratégiques.

Le choix de l'Ukraine (qui ne date certainement pas de ces derniers jours) d'utiliser des drones et des sabotages constitue en effet un changement de paradigme : ne pouvant frapper avec des armes stratégiques conventionnelles, Kiev a renversé la logique même de la guerre stratégique. Une leçon non seulement pour Moscou, mais aussi pour tous les scénarios de conflit du 21^e siècle.

Un pays aux ressources limitées, sans forces aériennes comparables à celles de son adversaire, parvient une fois de plus à infliger des dommages se chiffrant en milliards avec des drones à bas prix (quelques centaines de dollars), souvent similaires à ceux que l'on peut acheter en ligne. Ce n'est plus la puissance industrielle qui détermine la supériorité stratégique, mais la capacité d'adaptation technologique.

Les drones sont désormais les véritables protagonistes de cette guerre : on estime qu'ils causent environ 70 % des pertes des deux camps. Avec des millions d'unités déployées, l'Ukraine a transformé les drones en artillerie, en renseignement et en sabotage.

Le raid du SBU a beaucoup en commun avec les opérations asymétriques du passé : certains l'ont comparé à l'attaque aérienne démonstrative de Billy Mitchell en 1921 ou, plus récemment, aux attaques des Houthis yéménites contre des porte-avions américains dans la mer Rouge.

La stratégie ukrainienne est désormais claire : saturer les défenses russes non seulement avec des missiles et de l'artillerie, mais aussi avec des incursions de sabotage ciblées, technologiques et déstabilisantes. L'avantage de ces opérations souvent spectaculaires et théâtrales est double : militaire et psychologique.

Alors que Moscou s'appuie sur des bombardements terroristes contre des cibles civiles pour affaiblir la résistance et le soutien occidental, Kiev vise à décapiter les capacités opérationnelles ennemies dans les points névralgiques. Comme l'a fait remarquer la journaliste Cecilia Sala, la mission des opérations du SBU ukrainien est de «faire comprendre à l'ennemi qu'il a beaucoup plus à perdre qu'il ne le pense : l'objectif ultime est de démanteler ses certitudes et d'essayer de modifier ses calculs».



Les conséquences sur les négociations de paix

On a craint que l'attaque ukrainienne en Russie ne détourne le cours des négociations en Turquie entre la délégation russe dirigée par Vladimir Medinsky (conseiller présidentiel russe, ancien ministre de la culture) et la délégation ukrainienne dirigée par Rustem Umerov, actuel ministre de la défense, qui se sont revus sur le sol turc deux semaines après leur

première rencontre le 16 mai. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a qualifié les progrès d'«exceptionnels», probablement plus pour sauver la face sur le rôle de la Turquie dans la médiation que pour de réels progrès.

Le mémorandum ukrainien, remis avant les pourparlers, proposait un cessez-le-feu inconditionnel d'au moins un mois, des réparations de guerre, l'intégrité territoriale et le droit d'adhérer à l'OTAN. La Russie a quant à elle présenté son mémorandum dès les négociations d'Istanbul, contrairement à l'Ukraine qui a respecté les accords conclus deux semaines auparavant.

Dans son projet, Moscou a demandé une nouvelle fois à l'Ukraine le retrait complet de ses troupes de toutes les zones des régions de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson comme condition préalable à tout cessez-le-feu. C'est ce qu'a déclaré à Axios un responsable ukrainien. Il s'agit de la même exigence déjà formulée publiquement par Vladimir Poutine, que Kiev, et d'autres, continuent de juger inacceptable.

Pour dissiper tout doute, Dmitri Medvedev, vice-président du Conseil de sécurité russe et ancien président de la Fédération de Russie, a précisé sur Telegram que le véritable objectif des soi-disant pourparlers de paix avec l'Ukraine à Istanbul «n'est pas de parvenir à une paix de compromis fondée sur des conditions irréalistes inventées par quelqu'un, mais d'obtenir dès que possible notre victoire et la destruction complète du pouvoir néonazi».

Moscou a également proposé de ne restituer que dix enfants ukrainiens, tandis que Kyiv demande la restitution de plus d'une centaine de mineurs déportés. Lors de la réunion, Medinsky

a nié que la Russie ait transféré de force des dizaines de milliers d'enfants, qualifiant cette version de «propagande» et demandant de «ne pas monter un spectacle pour mamies européennes au cœur tendre qui n'ont même pas d'enfants».

Malgré l'échec d'un accord sur le cessez-le-feu, les négociations se sont conclues par un accord sur l'échange de 1 000 prisonniers de chaque côté, et la possibilité d'un échange supplémentaire de 200 autres. Un accord a également été conclu pour le rapatriement des corps des soldats tués, même si les détails opérationnels doivent encore être définis.

Volodymyr Zelensky, s'exprimant depuis Vilnius, a toutefois qualifié de «ridicule» la proposition russe d'un cessez-le-feu de deux ou trois jours «pour récupérer les corps des soldats tombés au combat». «Je pense qu'ils sont idiots, car, en principe, un cessez-le-feu sert à éviter de nouvelles victimes», a ajouté le président ukrainien. Pour Zelensky, cette proposition n'est rien d'autre qu'un énième stratagème russe pour gagner du temps et préparer de nouvelles avancées sur le front et de nouvelles attaques contre les civils.

Le président a ensuite appelé à un renforcement des sanctions. «Je veux vraiment que nos partenaires américains prennent des mesures fortes et soumettent un ensemble de sanctions au Sénat afin de pousser les Russes à un cessez-le-feu. Ils ne comprennent pas d'autres moyens». Zelensky a également rappelé que «trois mois se sont écoulés depuis que les États-Unis ont signalé la nécessité d'un cessez-le-feu complet, que nous avons soutenu».

Les récentes actions des États-Unis suggèrent toutefois un lent retrait du rôle de médiateur entre les Russes et les Ukrainiens, déjà envisagé par Rubio et Trump au cours des semaines précédentes. Dans le même temps, Erdoğan a déclaré vouloir organiser un sommet direct entre Zelensky et Poutine, espérant pouvoir l'accueillir à Istanbul ou à Ankara, et a étendu l'invitation au président américain. Une idée soutenue par Zelensky lui-même, mais dont la perspective semble encore plus lointaine qu'au cours des dernières semaines: au contraire, ces derniers jours ont montré encore plus clairement que la réalité sur le terrain et celle sur la table des négociations à Istanbul divergent de plus en plus. Et le plan de paix de Trump apparaît de plus en plus comme un lointain souvenir.

Ivan Dziouba : « Internationalisme ou russification ? »

Robi Morder¹

Ivan Dziouba, critique littéraire et journaliste en Ukraine soviétique, né en 1931, meurt en février 2022 deux jours avant l'agression russe.

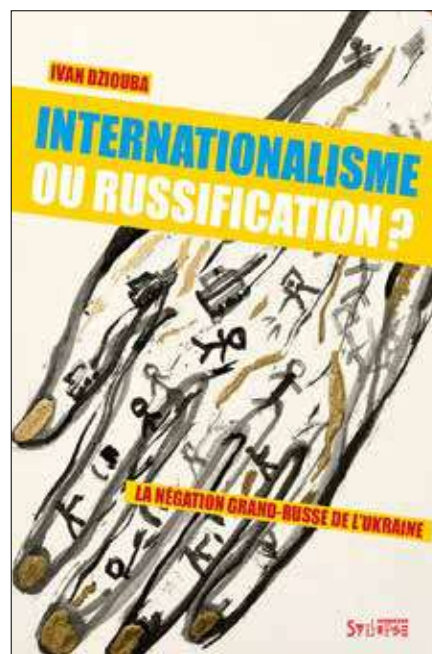
Défenseur de la nation ukrainienne, de sa langue, de sa culture, il proteste contre les arrestations de dissidents. En 1966, vingt-cinq ans après le massacre des Juifs et des Ukrainiens par les nazis à Babi Yar, il s'élève contre l'antisémitisme d'État en URSS, son discours est reproduit dans le livre. Chassé de son travail, il sera condamné à cinq ans de camp. Contraint à l'autocritique, il restera ensuite silencieux. Après l'indépendance de l'Ukraine, il devient ministre de la culture, nommé « héros de l'Ukraine ».

Internationalisme ou russification, est écrit en 1965 comme une lettre au secrétaire du Parti communiste ukrainien et au Premier ministre de la république soviétique d'Ukraine après des arrestations et procès frappant plusieurs personnalités de la culture, marques d'un retour de la politique stalinienne des persécutions et de la répression des individus et des peuples.

Le livre circule d'abord sous le manteau (*samizdat*) en Ukraine même et y remporte un

véritable succès. Il est ensuite traduit et publié à l'étranger en anglais, en ukrainien, en italien. Il paraît en français en 1980, mais l'édition est rapidement épuisée.

Le contexte explique qu'il soit rempli de références à Lénine, qu'il fait découvrir défenseur des droits nationaux du peuple ukrainien, et pourfendeur du nationalisme grand-russe,



continuité d'un tsarisme toujours à l'œuvre dans l'URSS avec une russification forcée des peuples qui la composent, particulièrement en Ukraine, niée comme nation.

Ivan Dziouba montre la force des sentiments nationaux, examine de près les mécanismes de l'écrasement de l'ukrainisation et ceux, brutaux ou invisibles, de la russification. Par exemple, il

1. Robi Morder est membre du Comité français du RESU. Il a coordonné l'édition française du livre d'Ivan Dziouba.

explique comment ce qui est « bien » en Ukraine est présenté comme une « réussite soviétique », alors que les échecs, eux, demeurent « ukrainiens ». Il explique également comment l'armée rend les jeunes Ukrainiens « désorientés nationalement et démoralisés linguistiquement », ce qui, écrit-il, est « terriblement dommageable au développement national ».

La présente édition est préfacée par Vladyslav Starodubtsev, jeune universitaire ukrainien – désormais sous les drapeaux – qui fournit un éclairage contemporain. *Internationnalisme et russification* demeure d'une grande actualité tant la fin de l'URSS et l'avènement du poutinisme n'ont guère changé la façon dont l'État russe continue à traiter de façon coloniale les peuples qui constituent encore à ses yeux son « empire ». Ce qui est advenu depuis, c'est le réveil de la nation ukrainienne, la résistance héroïque de son peuple au vieil ordre impérial grand-russe.

À PARAÎTRE

Révolutions ukrainiennes (1917-1919 et 2014)

Zbigniew Marcin Kowalewski

Et si l'indépendance de l'Ukraine avait commencé en 1917 ? Ce livre retrace l'histoire oubliée d'une révolution nationale ukrainienne née au cœur du chaos de l'effondrement tsariste. Tandis que la Russie bolchevique imposait son modèle centralisé, une gauche ukrainienne luttait pour une république soviétique mais indépendante.

De Kyiv aux confins de l'Empire, c'est un affrontement méconnu entre deux visions de l'émancipation que nous raconte cette enquête historique.



En revenant sur les événements de 1917-1919, puis sur la résurgence de la question ukrainienne en 1991 et 2014, jusqu'à l'invasion de 2022, ce livre interroge les continuités d'un impérialisme russe toujours à l'œuvre.

Une plongée saisissante dans un siècle de luttes pour la liberté, à travers le prisme des révolutions, des résistances et des empires.

Septembre / 280 pages / 20 €

PRISES DE POSITION

À propos de StopRearm Europe

Gin Vola¹

Ce réseau a publié un court appel à la mobilisation contre un plan qui volerait l'argent destiné aux politiques sociales et à la construction de la paix pour favoriser l'industrie militaire et les guerres. Aucune mention des guerres en cours sur le continent comme à l'extérieur n'est faite. La liste des organisations signataires, publiée dans le site du réseau, montre que, en plus de quelques partis politiques (des membres d'European Left, comme le PTB), il s'agit d'ONG, collectifs et associations pacifistes, dont la majorité se démarquent par leur refus de soutenir l'Ukraine dans sa guerre de résistance contre l'invasion russe. L'ENAAT, par exemple, publie régulièrement des dossiers parlant d'une guerre de l'OTAN contre la Russie, et niant le droit à la défense armée des Ukrainien·nes : selon la tradition gandhienne, le gouvernement ukrainien aurait dû appeler les Ukrainien·nes à la résistance non violente face à l'armée russe.

Deux éléments en particulier sont frappants lorsqu'on regarde la liste des adhérents :

1) l'absence d'organisations d'Europe du Nord et de l'Est (à l'exception de deux signataires nordiques). Il est évident que, en l'état

actuel, il est difficile pour les Européens de l'Est d'adhérer à un tel réseau. Cela contribue donc à isoler la gauche d'Europe de l'Est et à fracturer l'internationalisme européen en opposant les intérêts des populations occidentales et orientales : cette fracture, c'est exactement ce que souhaitent les impérialismes russe et états-unien.

2) la majorité écrasante d'organisations italiennes : partis politiques, ONG, centres de recherche, associations culturelles catholiques ou laïques, collectifs et comités locaux souvent installés dans les mêmes villes. Or il est fondamental d'avoir à l'esprit qu'aujourd'hui, l'Italie est le pays où la propagande pro-poutinienne est de loin la plus forte en Europe occidentale, y compris à gauche. Pour preuve, les sondages depuis 2022 montrent qu'à peine un italien sur cinq pense que la Russie est l'unique responsable de la guerre en Ukraine.

Ainsi, depuis le début de l'invasion à grande échelle, le soutien des Italien·nes à l'Ukraine est descendu de 57 % à 32 %. En Europe, seule l'opinion publique roumaine est plus pro-russe que l'opinion publique italienne, celle-ci se trouvant à la fois à l'extrême droite (notamment au sein de la Ligue) et à gauche de l'échiquier politique. On peut décider de ne pas croire aux sondages : il suffit alors de regarder les journaux et la télévision italiens pour s'en convaincre.

La gauche italienne : du campisme à la propagande pro-poutinienne

La majorité des partis de gauche italiens ont adopté, depuis 2022, une position campiste ou

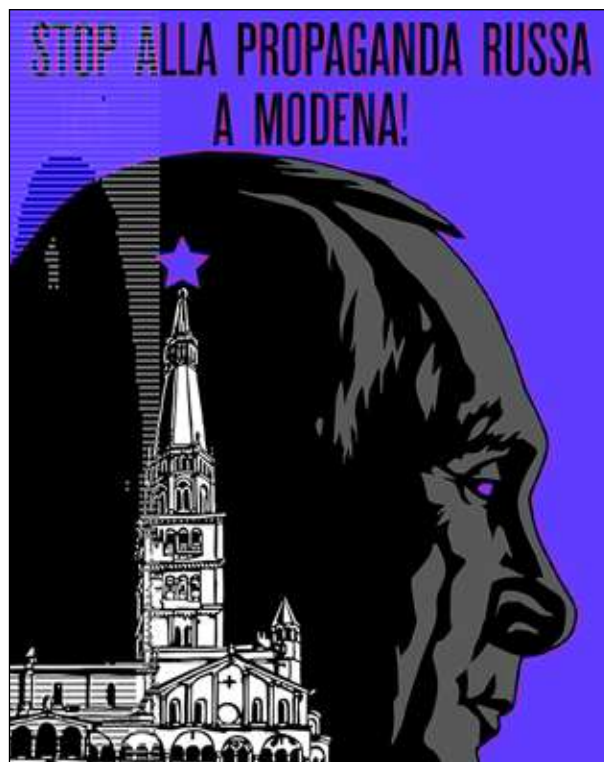
1. Gin Vola est une militante italienne anticapitaliste et internationaliste, membre du Comité français du RESU. Article également publié par le [Réseau Bastille](#) le 21 mai 2015.

pacifiste ; certains, cependant, contribuent à répandre les arguments de la propagande poutinienne. C'est le cas de Rifondazione Comunista (PRC). Le 5 mai, son secrétaire intervenait à une conférence d'European Left «pour la paix et contre l'austérité» organisée par le PCF, en affirmant que «les coûts de la guerre contre la Russie sont et seront payés par les peuples européens. [...] Les partis socialistes, les libéraux, le centre sont obsédés par la guerre contre Poutine. Tout cela renforce l'extrême droite». Bien évidemment, il ne mentionnait jamais la guerre menée par le régime d'extrême droite russe, car d'après lui, «nous avons besoin d'une sécurité commune avec la Russie».



Quant aux associations, Attac Italie se démarque aussi pour son campisme et son refus de soutenir la résistance ukrainienne. L'éditorial qui lance la campagne contre le réarmement explique qu'il faut «essayer de soigner des fractures, comme celle qui a mené tant d'organisations de gauche et antifascistes, surtout mais pas seulement en Europe de l'Est, à soutenir l'envoi d'armes européennes en Ukraine au nom du droit de résistance. On ne peut ignorer que, en Europe orientale et balte, la peur d'être les prochaines victimes d'une invasion est répandue, et cela crée un terreau fertile à l'inculture politique dominante, qui prétend garantir la sécurité par les armes».

C'est également la position de Sinistra Italiana et d'ARCI (qui compte de nombreux adhérents et constitue un indéniable outil de propagande, mais dont les capacités de mobilisation politique sont moindres), qui s'opposent à la livraison d'armes et prônent depuis



2022 une solution diplomatique, par des négociations – qui vraisemblablement devraient être menées par les grandes puissances européennes, puisque les Ukrainien·nes sont toujours absent·es de toutes les prises de parole sur le sujet.

StopRearm Europe est donc une initiative qui puise presque exclusivement dans la tradition du pacifisme italien, pacifisme qui n'a jamais eu le courage de faire un bilan critique de ses multiples échecs et qui, refusant de se pencher sur la guerre en Ukraine d'un point de vue internationaliste, accepte les pires arguments venant de Russie (conflit inter-impérialiste, Ukraine

terre de nazis, les peuples d'Europe de l'Est sont dépourvus de culture politique...).

Ce n'est pas un hasard si, lors de la manifestation qui a eu lieu à Rome le 10 mai dans le cadre de StopRearm Europe (quelques centaines de participant.es), la guerre russe contre l'Ukraine était complètement passée sous silence: la gauche radicale italienne est majoritairement hostile à l'Ukraine. Dans plusieurs milieux antifascistes italiens, la propagande pro-poutinienne a d'ailleurs réussi à s'installer depuis 2014. Ainsi à plusieurs reprises, en 2022 comme en 2025, des personnes portant des drapeaux ukrainiens ont subi des agressions lors de fêtes antifascistes locales, où des collectifs exposaient en revanche le Ruban de Saint Georges, «symbole officiel de la gloire militaire russe» d'après une loi russe de 2022.

Le Mouvement 5 Étoiles (M5S)

Un parti politique signataire saute particulièrement aux yeux, car il dispose d'un retentissement important et d'une capacité de mobilisation non négligeable: le M5S, dont le passé dans la coalition de gouvernement avec la Ligue de Salvini devrait suffire pour se convaincre qu'il ne se positionne pas à gauche et qu'il n'est pas un allié fiable dans la lutte contre l'extrême droite. Or les liens de ce parti avec l'oligarchie et le gouvernement russes sont officiels, par l'intermédiaire de l'ambassade russe à Rome ainsi que de voyages en Russie de représentants du parti, entre autres comme invités au congrès de Russie Unie (le parti de Poutine). Il n'est pas anodin de remarquer que ce sont en particulier

ceux qui, aux yeux de l'opinion publique, apparaissaient comme «l'aile gauche» des 5étoiles qui se sont chargés d'établir ces liens. Rien d'étonnant donc à ce que le M5S vote constamment, au parlement italien comme au Parlement européen, contre la livraison d'armes à l'Ukraine et contre les sanctions à la Russie. Ce parti est sans aucun doute parmi les principaux responsables de la propagande poutinienne en Italie, qui s'appuie sur de nombreux outils liés directement ou indirectement au M5S (sites web, *think tank*, canaux telegram, journaux, intellectuels qui organisent des meetings en défense de la Russie...).

Là encore, il faut remarquer que l'entrée du M5S dans le groupe de la GUE en tant que membre observateur a contribué à fracturer la gauche européenne, entre les partis favorables au soutien à l'Ukraine et ceux qui s'y opposent. Durant la législature précédente, le M5S faisait en revanche partie du groupe européen d'extrême droite EFD2, avec UKIP et l'AfD.

Or la question se pose de comment mener une campagne «contre la guerre» sans jamais mentionner ni s'opposer à un régime qui mène des guerres impérialistes depuis trois décennies... Car tous les sujets évoqués dans le mince appel de StopRearm Europe (le militarisme, l'écocide, le racisme, la casse des services publics...) sont au cœur du régime poutinien et de la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine, et il ne suffira pas de manifester contre l'augmentation du budget militaire européen pour y répondre.

StopRearm Europe en France

Les signataires français sont peu nombreux par rapport au 260 signataires italiens : l'Association Europe solidaire sans frontières, Nos révolutions (site web lié à une petite ONG), Égalité, Attac. La question s'est posée de s'appuyer sur les organisations qui nous sont proches pour porter notre position anti-impérialiste et décoloniale. Il est cependant évident qu'une position pro-ukrainienne serait ultra-minoritaire et sans un véritable espace pour déployer nos positions internationalistes et en soutien des résistances anti-impérialistes. Preuve en est qu'Attac-France n'a pas pu prendre la parole à la réunion en visio qui a eu lieu le 5 mai, où d'ailleurs la guerre d'invasion russe n'a jamais été évoquée – mais où certains dirigeants d'organisations italiennes ont tout de même pu exprimer leur mépris vis-à-vis des pays de l'Est...



Ce cadre pourrait certes évoluer dans les prochains temps... Mais en l'état actuel, StopRearm Europe semble être une initiative italienne, qui donnera lieu à des manifestations pacifistes en Italie sur les bases décrites ci-dessus. Toute adhésion ne sert aujourd'hui qu'à cautionner des mouvements pro-poutiniens ainsi que le pacifisme inconséquent de la gauche italienne, qui au lieu de demander le retrait des troupes russes d'Ukraine, réalise un saut logique épouvantable et demande le désarmement de la résistance ukrainienne, en croyant que par un coup de baguette magique cela apportera la paix...

80 ans après : résister au fascisme

Le jeudi 22 mai, le Comité français du RESU participait au meeting organisé à la Bourse du travail par le Réseau d'actions contre l'antisémitisme et tous les racismes (RAAR), Golem et les Juives et Juifs révolutionnaires (JJR). Étaient invités et ont pris la parole : SOS Racisme, le MRAP, la LDH, la (CGT), Solidaires, la FSU, Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa), les Guerrières de la paix et le RESU.

L'objectif affiché du meeting était de discuter des ripostes à opposer au « recul de la démocratie et de l'égalité » et à « l'essor de régimes autoritaires, nationalistes, racistes et xénophobes » qui « sème[nt] déjà la mort et la destruction en Ukraine et à Gaza ». L'invitation se terminait par un appel : « Nous espérons que cet espace de débat participe à la constitution d'un mouvement large unitaire, antiraciste, antifasciste et internationaliste pour éviter le pire. »

Il se trouve que l'invitation faite à l'Union des Ukrainiens de France – dont certes le site comporte malheureusement encore quelques références historiques plus que contestables – a dû être retirée devant la bronca levée par une camarilla qui n'avait d'autre objectif que celui de provoquer le retrait des organisations syndicales de l'initiative unitaire. Laquelle camarilla ne rechigne pas, au demeurant, à collaborer avec la FSM (dont les complaisances avec le régime de Téhéran, entre autres, sont connues) ou à installer silencieusement son stand dans une grande fête populaire à côté de celui d'un certain parti chinois.

Patrick Silberstein

Je commencerai mon intervention par une citation de la présentation que fait d'elle-même l'Union des Ukrainiens de France - ce qui ne veut pas dire au demeurant qu'il n'y a pas quelques questions à éclaircir :

L'Union des Ukrainiens de France fut fondée en 1949 par des Ukrainiens libérés des camps d'extermination nazis et des camps de travailleurs forcés d'Allemagne ou d'Autriche. Parmi ces derniers, se trouvaient de jeunes hommes et jeunes filles qui, malgré leur jeune âge, avaient été raflés en Ukraine pour servir d'esclaves dans l'industrie ou l'agriculture du 3^e Reich. Parmi les membres fondateurs se trouvaient également: des Ukrainiens qui avaient combattu contre les Allemands dans l'armée Anders à Monte Cassino; des Ukrainiens qui résidaient en France avant la Seconde Guerre mondiale et qui la servirent dans les rangs de la Légion étrangère; des membres des détachements ukrainiens de la Résistance française. [...]

L'hebdomadaire *L'Ukrainien* vit le jour et fut publié jusqu'en 1960. Ses deux rédacteurs étaient des rescapés d'Auschwitz qui, auparavant, avaient été internés dans le camp de concentration polonais de Bereza Kartuska. Ce lieu de détention était réservé en priorité à la jeunesse qui militait pour l'indépendance de l'Ukraine et revendiquait l'application des clauses des traités qui avaient mis fin à la Première Guerre mondiale.

Le 22 février 2022, celles et ceux qui allaient fonder le RESU observaient les chars russes foncer sur Kyiv. Si l'invasion n'était pas vraiment une



surprise, ce qui l'était moins, c'est que les chars arboraient à la fois le drapeau rouge et la Croix de Saint-Georges.

Ce que nous observons depuis trois années, c'est une guerre d'invasion menée par un régime qui est une des formes modernes de résurgence du fascisme.

Si le fascisme est un sujet inépuisable de débat politique et de dispute historique, ce n'est pas pour autant une abstraction. C'est une réalité multiforme, « fuzzy » (c'est-à-dire floue, mouvante), disait Umberto Eco, une réalité à même de porter plusieurs costumes, disait encore l'historien Robert Paxton.

C'est cette réalité-là qui tue et persécute ses opposants. C'est cette réalité-là qui a détruit la Tchétchénie et dépecé la Géorgie. C'est cette réalité-là qui a envahi l'Ukraine. C'est cette réalité-là qui nie non seulement le droit à l'existence de l'Ukraine en tant que pays indépendant mais qui nie l'existence même d'une nation ukrainienne.

Pour Poutine, l'Ukraine n'est pas une nation pleinement souveraine, mais une terre

historiquement et culturellement russe. L'Ukraine indépendante constitue donc une menace existentielle pour la Russie poutinienne.

Comme pour l'ensemble des fascismes à l'œuvre sur la planète, l'ennemi c'est la démocratie. Et de ce point de vue là l'Ukraine libre, indépendante, ayant rompu ses attaches avec Moscou est une épine dans le pied du régime.

N'oublions pas que tout a commencé avec Maïdan quand les Ukrainiens ont chassé du pouvoir l'homme du Kremlin.

Pour la Russie poutinienne, il faut donc réintégrer l'Ukraine dans l'espace dirigé par la Russie, il faut qu'elle soit neutralisée, militairement évidemment, mais également politiquement.

L'existence d'une Ukraine libre, indépendante, démocratique est un obstacle à la restauration de la puissance impériale russe.

Pour mener à bien son entreprise, la Russie poutinienne entreprend une réécriture de l'histoire. Je vous renvoie aux célébrations de la dite «Grande guerre patriotique» en Russie.

Réécrire l'histoire, c'est oublier que pendant deux années la Russie de Staline a été l'alliée de Hitler pour notamment dépecer la Pologne, c'est oublier la déportation des Tatars de Crimée, c'est oublier l'occupation des Pays baltes et des pays de l'Est européen après leur libération du nazisme.

Réécrire l'histoire, c'est aussi détourner les yeux sur le sens de la destruction du monument à l'Holodomor lors de l'occupation de Marioupol par l'armée russe.

Alors oui, Poutine, son régime, ses alliés, ses complices et ses idiots utiles mentent en prétendant que les Ukrainiens sont des nazis, que

l'Occident est responsable de la guerre, que les Russophones sont persécutés et que la guerre est une opération de «dénazification».

Dénazification? Justification fallacieuse maintes fois répétées par Poutine. Reprise par Sergueï Lavrov, ministre des affaires étrangères lorsqu'il déclare à propos de Gaza :

Les objectifs de Netanyahou à Gaza semblent similaires à la «démilitarisation» et à la «dénazification» que Moscou poursuit en Ukraine depuis le lancement de son offensive en février 2022.

Le visage fasciste de la Russie, c'est : Marioupol, Boutcha, les bombes sur les écoles et les hôpitaux, les enfants enlevés, les civils exécutés dans les rues, les journalistes réduits au silence, les opposants assassinés et j'en oublie.

Cela ne ressemble pas au fascisme d'hier. Pas plus d'ailleurs que le trumpisme ou le lepénisme ne ressemblent au fascisme d'hier.

Ce fascisme ne s'arrêtera pas tout seul. Ni ici ni là-bas.

Si la Russie l'emporte, ce sera non seulement la destruction de toutes formes d'espaces démocratiques en Ukraine mais ce sera aussi un signal terrible pour le monde entier.

Ce sera un message clair aux dictateurs de la planète : «Vous pouvez écraser un peuple souverain, vous pouvez mentir au monde entier, vous pouvez violer toutes les lois internationales. Vous gagnerez quand même.»

Pour le peuple ukrainien et son armée, pour nous aussi, c'est une guerre de libération nationale qui se joue. L'Ukraine se bat pour un



principe fondamental : le droit des peuples à vivre libres.

Mais l'Ukraine ne se bat pas seulement pour elle-même. Elle se bat pour nous tous. Pour un monde de droit, sans domination.

En conclusion, 80 ans après la défaite du nazisme, résister au fascisme montant, c'est aussi défendre l'Ukraine.

C'est regarder la réalité en face et savoir nommer les choses.

Les critiques que l'on porte sur le gouvernement Zelensky et sa politique (et le RESU ne manque pas d'en faire) ne doivent pas masquer le fait que c'est bien la Russie qui est l'agresseur, qu'elle mène une guerre de conquête, que son régime est une menace contre les libertés démocratiques et qu'il est une forme moderne du fascisme.

Ce qui implique de lutter contre le relativisme, contre cette gauche qui dit que «les deux camps se valent», que «c'est plus compliqué que ça».

Le RESU soutient la résistance du peuple ukrainien par tous les moyens possibles : humanitaires, politiques, économiques, militaires.

Le RESU soutient l'Ukraine dans sa recherche d'une paix juste et durable.

Une paix qui ne soit pas une paix subie par l'Ukraine, imposée aux conditions de Poutine et orchestrée par Trump.

Une paix qui passe d'abord et avant tout par le retrait de la Russie des territoires occupés.

Repenser un programme de gauche

Vladyslav Starodubtsev¹

Vladyslav Starodubtsev propose ici un projet de plateforme pour une transformation radicale de la société ukrainienne. L'Ukraine est en guerre, elle résiste à l'invasion russe et c'est précisément face à cette adversité que ce combattant propose à la discussion cette plateforme de justice sociale, de démocratie ouverte, d'économie dirigée pour la majorité des citoyens et de prise en charge de la défense du pays par sa population. Bien des changements sont déjà advenus au sortir d'une lutte de libération car dans ces situations les problèmes sont exaspérés, les fausses solutions démasquées et les sanctions immédiates. L'auteur est donc en situation pour élaborer et écrire son projet.

Comme le fait remarquer Vitaliy Dudin, «beaucoup au sein du mouvement socialiste se refusent à aborder des questions telles que : la violence, l'État ou la souveraineté. Cela les conduit à une mauvaise compréhension de la situation ukrainienne». De la situation ukrainienne et au-delà.

Dans le conflit, le caractère irrationnel et potentiellement mafieux de la production économique est passé au révélateur. Ce sont les initiatives de la population et la so-

1. Vladyslav Starodubtsev est un militant de gauche ukrainien et un historien. Il vient de rejoindre les forces armées ukrainiennes. Il a aussi préfacé l'édition française de Yvan Dziouba, *Internationalisme ou russification : la négation grand-russe de l'Ukraine* (Syllepse, 2023). Publié le 8 juin 2025 sur le site du [Réseau Bastille](#).

l'idarité nationale qui ont permis de repousser les premiers assauts russes. Il faut donc changer de système sans trembler. La formule d'une économie d'État (revue à l'aune du souvenir stalinien) ou d'une économie mixte dirigée d'en haut peut être opposée à l'expérience de formes auto-organisées de vie et de luttes.

Les réformes sociales et démocratiques sont vitales aussi bien pour résister à l'agression que pour affronter la phase délicate de la reconstruction avec l'arrivée inévitable des prédateurs financiers. «Si les travailleurs ukrainiens gagnent la guerre, ils seront suffisamment inspirés pour poursuivre leur lutte émancipatrice pour la justice sociale. Leur énergie renforcera le mouvement ouvrier international. L'expérience de la résistance armée et de l'action collective est une condition préalable essentielle à l'émergence de véritables mouvements sociaux qui remettront en cause le système», écrit Vitaliy Dudin.



Mais c'est sur les questions de défense que Vladyslav apporte toute son expérience de la lutte contre un impérialiste sauvage. L'ensemble du système militaire, mis en place après l'effondrement de l'URSS et sous la pression des grandes puissances d'alors, est à revoir. En Ukraine, certes, mais sans doute aussi dans l'ensemble de l'Europe. Dans les pays baltes et scandinaves, des réflexions identiques sur une défense décentralisée et populaire sont menées. Il serait imprudent d'attendre des perspectives au niveau de l'Europe avec la montée des forces d'extrême droite et l'arrivée au pouvoir de dirigeants-relais de Poutine.

Vladyslav apporte aussi son expérience au niveau stratégique ce qui influe directement sur la direction que doit prendre la politique d'armement, pour l'importation des aides adaptées mais aussi pour la production *in situ* des armes nécessaires immédiatement.

L'auteur nous interpelle sur notre soutien à la lutte de ré-

sistance de l'Ukraine mais aussi sur notre propre conception de la lutte contre les impérialistes multipolaires et leurs affidés nationaux. Aujourd'hui, l'argumentation philosophique et politique pour la Paix, sortie du contexte d'affrontement, cache en fait un double renoncement. Renoncement à s'opposer frontalement à un agresseur dont parfois on partage, sinon certaines «valeurs», du moins certains intérêts. Renoncement de fait, malgré le bruit des estrades, à vouloir gouverner. Et Vitaliy Dudin de conclure : «Pour moi, il est clair que ces rêveurs veulent mener une vie prospère au sein du système capitaliste sans avoir de réelles perspectives de le renverser. Être contre l'armement, c'est se réconcilier avec le mal de l'esclavage.»

Il est donc temps de se pencher sur les propositions de Vladislav Starodubtsev.

Michel Lanson

Le mot «république» signifie «ce qui appartient au peuple», où le peuple ne représente pas simplement la masse, mais une société organisée, fondée sur la justice et le souci du bien commun. C'est précisément ces idées que Taras Chevtchenko défendait avec son slogan «Une Ukraine sans serfs ni maîtres». Une société où une personne domine les autres, où certains ont des privilèges et de l'argent, tandis que d'autres survivent dans des conditions difficiles et sont victimes de discrimination, n'est ni juste ni républicaine.

L'abolition de la tyrannie de l'homme sur l'homme, de toute discrimination, de l'oligarchie sur le peuple, des tyrans étrangers sur le pays, est un idéal de gauche et républicain. Dans un contexte de doctrinaire et de crise des idées de gauche d'une part, et de popularité

des idéologies oligarchiques du néolibéralisme et de l'idéologie inhumaine de la haine et de la division de l'extrême droite d'autre part, nous proposons de trouver un chemin vers les autres, vers la justice et notre développement mutuel.

Tout État, tout peuple, n'existe qu'en tant que collectif. Il s'agit de l'auto-organisation des personnes pour atteindre un intérêt commun. Et ce n'est qu'à partir de telles unions que se forment les droits humains fondamentaux. Grâce à des efforts communs, le peuple et l'État forment un système juridique, une société civile, des coutumes et des traditions, une activité économique, etc. Grâce à l'existence de collectifs solides et d'une société civile développée, les droits individuels et de nombreux avantages sont garantis.

Des collectifs et des communautés forts forment la société. Et la société protège ses intérêts communs et elle-même. Mais que se passe-t-il lorsque la société est divisée ? Que se passe-t-il lorsque l'idéologie qui prévaut n'est pas celle du bien commun et du partage des responsabilités, mais celle de l'égoïsme collectif ? Alors, les droits les plus fondamentaux sont menacés.

Le nom « Plateforme socio-républicaine » souligne la continuité de la tradition républicaine de gauche ukrainienne, qui a trouvé sa plus haute expression dans le premier État ukrainien moderne, la République populaire ukrainienne.

En nous joignant à la tradition de Chevtchenko, Franko, Kobrynska, Chapoval, Bagryany et d'autres, nous lèverons également le drapeau de la lutte pour la plus large autonomie, la protection sociale et le développement humain ; contre toutes les manifestations de tyrannie, de

non-liberté et d'oppression : dans les domaines politique, économique, social et autres.

Nous considérons que le système politique actuel, caractérisé par un régime oligarchique et des partis non idéologiques dirigés par des leaders charismatiques, ne répond pas aux intérêts des Ukrainiens, mais seulement à ceux d'un petit groupe de riches. Il doit être remplacé par un système de partis idéologiques populaires issus de l'ensemble du secteur politique, à l'exception des forces anticonstitutionnelles, qui seraient en mesure de représenter l'ensemble du peuple ukrainien ; l'influence de l'argent sur la politique doit être éliminée en tant que phénomène.

Situation générale

L'oligarchie ukrainienne a subordonné tout le système des partis à elle. La jeune Ukraine indépendante, qui affichait ses ambitions dans les années 1990 avec de larges débats politiques, de puissantes campagnes politiques du « Rukh » et une relève intellectuelle et politique issue de la dissidence, a aujourd'hui perdu toutes ces qualités.

Le système dont l'Ukraine est issue, l'oligarchie soviétique, a complètement englouti, détruit et absorbé les efforts réformateurs de la jeune génération politique ukrainienne, tandis que le système politique ukrainien est devenu de plus en plus autoritaire et informel. Les intérêts claniques et la richesse sont devenus les nouveaux rois et dictateurs, les chefs de la vie politique. L'idéologie de la participation publique et de l'État citoyen a cédé la place à l'idéologie de l'État commercial, où tous les

droits se vendent et s'achètent. Les ressources de l'Ukraine, qui devraient servir le peuple ukrainien, le développer et contribuer à un objectif commun, ont été concentrées entre les mains des Ukrainiens «les plus entreprenants».

Au lieu d'une société participative qui assure le bien-être général de tous, l'élite ukrainienne a créé une société conflictuelle où les riches luttent contre les pauvres, ces derniers étant contraints de se battre pour avoir le droit de rejoindre l'élite riche, souvent en limitant toute autre possibilité d'avoir une vie juste et digne. Au lieu de l'unité, la société est divisée et contrainte à une lutte interne, détériorant les conditions de vie de tous.

Dans la situation actuelle, nous devons nous rapprocher les uns des autres. Défendre nos intérêts et souhaiter une vie meilleure aux autres. Comme Kostomarov et Chevtchenko ont lutté en leur temps pour une vision de l'Ukraine où «les seigneurs doivent libérer leurs esclaves et devenir leurs frères, et les riches doivent donner aux pauvres, et les pauvres deviendront riches; s'il y avait l'amour chrétien dans les cœurs, il en serait ainsi: car celui qui aime quelqu'un veut que cet être soit aussi heureux que lui».

Dans le même temps, la défense de l'Ukraine est compromise, car pour la première fois dans l'histoire, nous ne nous battons pas pour l'Ukraine populaire, ni pour la glorieuse Hetmanerie ou la République populaire, mais pour un État antipopulaire, dont le pouvoir est en partie entre les mains d'élites anti-ukrainiennes et en partie entre les mains de corrompus éloignés de la vie réelle. Il n'y a pas d'économie de

guerre et l'industrie militaire est sous-financée en raison des intérêts des grandes entreprises. L'énergie est sous le contrôle privé d'une seule personne. Le gouvernement organise une offensive contre les droits du travail de la majorité de la population, tout en élargissant les droits des couches les plus riches, en les déchargeant encore plus de leurs responsabilités, même en pleine guerre.

Programme social

La recherche de nouvelles voies pour se rapprocher les uns des autres, pour s'autoprotéger, pour se développer mutuellement, pour grandir culturellement, intellectuellement et socialement, pour rendre sa dignité à l'être humain et pour rendre ses droits politiques démocratiques aux Ukrainiens, voilà notre programme principal.

1) Création d'un parc immobilier, mise à disposition avec compensation des appartements vacants, aménagement de logements abandonnés et d'autres lieux adaptés à l'habitation comme logements temporaires ou refuges pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes vulnérables. Octroi de subventions importantes pour la location de logements aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

2) Subventions et contrôle des loyers. Organisation d'un système corporatif de location de logements: création de comités de locataires et de propriétaires pour réguler les loyers équitables. Augmentation significative du parc de logements sociaux.





3) Garantie du plein-emploi et cours de qualification pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les groupes vulnérables. Mise en œuvre progressive du plein-emploi et élimination totale du chômage grâce à une politique de planification et d'intervention publiques.

4) Introduction d'un revenu de base universel financé par de nouveaux impôts sur le luxe, la fortune et les bénéfices. Amélioration du niveau de vie et du pouvoir d'achat de tous les citoyens ukrainiens. Octroi de ce revenu de base sous condition de participation des citoyens à des travaux d'utilité sociale, à la formation continue et à l'éducation, afin de favoriser l'émergence d'une conscience civique plus forte.

5) Modernisation des soins de santé. Coopération avec l'UE pour créer un système de santé plus inclusif. L'Ukraine doit être en mesure de fournir les médicaments nécessaires à la plus grande partie possible de la population, y compris pour les maladies rares et les affections chroniques. Abrogation de la réforme du système de santé de Suprun.

6) Augmentation des salaires dans le secteur public. Le secteur public est la fierté et la force du pays. Son développement permet de déterminer celui de l'État et du peuple. Nous devons garantir les meilleurs salaires aux visionnaires, planificateurs et dirigeants talentueux, et instaurer des salaires équitables et dignes pour chaque employé du secteur public.

7) Création de conditions inclusives au travail et dans les espaces publics.

8) Financement adéquat de la culture

9) Soutien aux villages et aux communautés rurales en déclin. Soutien aux modes de vie uniques des différentes communautés nationales. Répartition d'une partie du budget municipal et national pour soutenir le mode de vie rural. Lutte contre la discrimination et l'association des villages à un faible niveau de développement et d'éducation.

10) Adoption du projet de loi 5488 et renforcement de la lutte contre la discrimination à l'égard de la communauté LGBT+.

11) Adoption d'un nouveau Code du travail progressiste.

12) Campagne massive de lutte contre la pauvreté par la redistribution des revenus, l'élargissement de l'accès aux biens de première nécessité et la création d'institutions proactives.



Pour soutenir la démocratie politique et le développement humain, l'Ukraine doit se concentrer sur la lutte contre la pauvreté. La pauvreté est l'un des pires fléaux de la société, en particulier lorsqu'elle coexiste avec une richesse incroyable. Ce fossé divise les communautés, provoque des conflits sociaux, le populisme et le cynisme.

L'Ukraine doit mettre en œuvre toute une série de programmes sociaux en faveur des communautés, de la redistribution des revenus, de la création d'emplois, de la reconversion professionnelle, de la création d'emplois de qualité

et d'autres politiques sociales qui réduisent la charge financière pesant sur les citoyens.

Cela comprend également un accès gratuit aux soins de santé, des prêts à faible taux d'intérêt pour les agriculteurs, un soutien social aux petites communautés, le contrôle des prix du logement et l'abandon progressif des sources de revenus improductives.

Le respect des personnes commence par la lutte contre la pauvreté. Nous pensons que l'Ukraine doit mettre en œuvre immédiatement le revenu de base universel.

Le RBU est le niveau de bien-être minimum qui permet le développement des citoyens, témoigne du respect et de la communauté d'intérêts. En outre, le RBU renforce l'indépendance des citoyens vis-à-vis des autres personnes qui exercent une influence sur eux. Un citoyen indépendant peut mieux défendre ses intérêts en matière de genre, de classe, de politique, d'économie et de société. Une telle personne sera en position de force dans les négociations avec son employeur. Elle aura plus de chances de sortir de relations familiales ou amoureuses toxiques, de s'opposer au pouvoir, aux manipulations politiques, etc.

L'UBD doit être inscrit dans la constitution et fonctionner indépendamment du gouvernement. Cela garantit une protection contre la manipulation de l'UBD par l'État à des fins propres.

Cependant, il ne suffit pas d'aider les pauvres, car la concentration des ressources entre les mains d'une minorité très riche fausse la démocratie et crée des inégalités – inégalités d'influence, d'opportunités, d'expérience, etc. Certains riches ont tellement d'argent que

l'augmentation de leur capital n'apporte plus aucune amélioration significative de leur qualité de vie.

Nous pensons que pour instaurer un régime démocratique, nous devons inscrire un plafond de richesse dans la constitution. Au-delà d'un certain montant, qui doit être lié au salaire minimum, l'Ukraine doit avoir une limite.

Les inégalités constituent un obstacle à la coopération humaine, au développement national et politique

Les inégalités sociales et économiques peuvent favoriser les conflits entre et au sein des groupes ethniques, des classes et des sociétés. De même, les inégalités créent des conflits au sein des communautés et entravent les interactions, la coopération et la régulation politique. Les conséquences de l'inégalité sont l'individualisation des affaires publiques et la gentrification, la division des communautés en groupes conflictuels qui ne se comprennent pas.

Le désir de vivre dans un luxe excessif détourne, dans le meilleur des cas, l'attention des préoccupations des autres citoyens; dans le pire des cas, il s'agit d'une force affaiblissante et désunissante qui oppose les citoyens les uns aux autres, car ce qui est considéré comme un luxe est largement déterminé par l'exclusivité et l'exclusion. D'une manière générale, le marché illimité est l'ennemi de la vertu civique, car il favorise les tendances consuméristes en politique.

Programme économique

La politique républicaine doit répondre à deux exigences: le besoin de démocratie et

l'amélioration stable de la vie des citoyens (développement durable).

Pour remplir ces deux conditions, l'Ukraine doit s'engager sur la voie de l'étatisme, c'est-à-dire une large implication de l'État non seulement dans les processus réglementaires, mais aussi dans la création de biens, la formation des marchés et l'orientation du développement économique. Une telle politique est appelée «dirigisme» (du français «diriger») en Occident et a été mise en œuvre pour la première fois avec un immense succès en France sous le règne de Charles de Gaulle.

Une participation importante de l'État dans l'économie est associée à une menace d'autoritarisme, mais les données scientifiques réfutent totalement cette théorie, ne trouvant aucune corrélation entre l'influence de l'État sur l'économie et le niveau de démocratie. L'inefficacité des entreprises publiques a également été réfutée. Des études récentes montrent qu'il n'y a pas de différence significative entre les entreprises publiques et privées en termes d'efficacité économique. La question principale est donc de savoir s'il est opportun d'avoir une propriété publique ou privée dans tel ou tel secteur.

Le succès des pays en développement dépend de l'efficacité de leurs entreprises publiques. Ce sont précisément les entreprises publiques qui donnent à l'État ou au peuple le contrôle du développement économique, en l'orientant vers des contributions productives et une voie qui améliore la vie de nombreuses personnes. L'absence de telles entreprises rend l'État vulnérable en matière de politique économique, affaiblit la démocratie et le bien-être

général. La création d'entreprises publiques qui pourraient devenir la fierté du pays est un objectif prioritaire.

Le rétablissement de la confiance et du respect envers l'économie publique est un élément important de la reprise économique de l'Ukraine, tout comme la création de mécanismes permettant à la majorité de la population de bénéficier des politiques économiques.

La rhétorique sur la lutte contre les fonctionnaires doit appartenir au passé. Au contraire, le travail dans le secteur public doit être associé au professionnalisme et au prestige. Les postes de direction des institutions économiques publiques doivent être occupés par les esprits les plus brillants d'Ukraine, pleinement conscients de leur mission cruciale pour le développement de l'État. Ces contributions doivent être motivées à la fois par le respect de la société et par des rémunérations équitables.

L'économie publique ne doit pas aller à l'encontre du marché ni le remplacer. Le rôle de l'État consiste plutôt à orienter l'économie, à créer les conditions dans lesquelles l'activité marchande est la plus efficace pour améliorer la vie des citoyens et préserver leur autonomie. Cela implique des investissements importants dans les technologies, la transition écologique, les entreprises socialement responsables, la réglementation des pratiques antisociales et des activités nuisibles, la répartition des investissements entre les régions riches et pauvres, la priorité à la création d'emplois de qualité et à la synergie entre différents types d'activités entrepreneuriales, la mise en place d'infrastructures, etc.



1) Mise en œuvre des principes du dirigisme dans l'économie. Le dirigisme est la planification et le contrôle de l'économie, dans laquelle coexistent l'initiative publique et l'initiative privée coopérative, mais grâce à une politique proactive, l'économie ne se développe pas dans le chaos, mais dans l'intérêt général, la modernisation, l'amélioration du niveau de vie, etc. Utilisation des instruments publics pour assurer la transition verte et la reconstruction verte.

2) Création d'un comité national de planification et d'un comité de modernisation. La France a connu son plus grand essor pendant sa politique de planification publique, lorsque 57 % de l'économie totale appartenait à l'État. La Corée et Taïwan sont devenues des géants des nouvelles technologies grâce à des plans quinquennaux, tandis que le Japon a atteint le plus haut niveau de modernisation grâce à la coopération entre les comités de planification et les entreprises et à l'élaboration de plans d'achat des meilleurs moyens de production. Ces mesures économiques sont extrêmement efficaces et nécessaires à l'Ukraine. L'État doit contrôler la part dominante de l'économie du pays. Grâce à la planification, l'État doit se charger de l'achat de nouveaux équipements et outils pour les usines, les mines et d'autres secteurs industriels. Ainsi, l'Ukraine pourra réduire son retard considérable en matière de productivité du travail et rattraper les grandes puissances.

3) Nationalisation de toutes les banques ukrainiennes.

4) Une politique fiscale progressiste. La politique fiscale doit avoir pour objectif la mise en œuvre des normes démocratiques et du principe de Chevtchenko «sans serviteur ni maître». Elle doit limiter la concentration des richesses entre quelques mains et lutter contre la pauvreté. Rendre la politique économique de l'État plus efficace et protéger les citoyens contre les injustices.

5) Plafonnement de la richesse. Les riches, qui concentrent des ressources et un pouvoir considérables, ont une influence disproportionnée sur notre vie et notre politique. De nombreuses décisions que nous devrions prendre individuellement ou en tant que nation sont prises à notre place en raison de cette concentration. Le pouvoir politique est menacé tant par la corruption illégale que par la corruption légale, par exemple les menaces de retrait de capitaux. L'Ukraine devrait compter de nombreux millionnaires, mais aucun milliardaire. Nous proposons un plafond de richesse fixé à 100 millions de dollars et l'imposition intégrale de tout revenu supérieur à ce plafond.

6) Développement du complexe militaro-industriel, intégration de celui-ci dans la défense européenne. Coopération avec le Danemark pour la production et la vente de drones. Notre production militaire est actuellement plus puissante que les finances disponibles pour réaliser son plein potentiel. Grâce à la coopération avec d'autres pays et au commerce, le complexe militaro-industriel pourra financer en partie son

développement, renforçant ainsi la capacité de défense de notre pays et nous assurant des relations diplomatiques solides avec d'autres États, ainsi qu'un nouveau niveau de coopération.

7) Priorité à la transition verte. Avec la guerre, le changement climatique n'a pas disparu. Outre une transition verte intensive et le financement de sources d'énergie alternatives, nous nous engageons également en faveur de la protection de l'environnement. Pour le nettoyage des rivières, la restauration de la biosphère, la création de meilleures conditions pour les oiseaux dans les villes, la restauration et la protection des réserves naturelles, la protection des forêts, etc. Nous sommes indissociables de la nature, et sa destruction entraînerait la perte d'une partie de nous-mêmes.

Démocratie économique

Si nous admettons que la démocratie politique est importante, nous devons également admettre que la démocratie économique est tout aussi importante. Le citoyen moyen passe 8 heures par jour, 5 jours par semaine sur son lieu de travail, où il investit ses efforts et dépense la majeure partie de son énergie. À l'exception du sommeil, l'être humain passe près de la moitié de sa vie au travail, où il ne prend aucune décision, n'a aucune influence et se trouve dans une situation d'inégalité vis-à-vis de son employeur.

Le fait que les représentants de l'entreprise ne soient pas élus crée une concentration de

la propriété et du pouvoir politique entre les mains d'une minorité, ce qui engendre une « petite tyrannie » au sein de l'entreprise.

Cette tendance nuit aux capacités humaines, à l'aptitude à s'organiser, à prendre des décisions et à se développer. Elle nuit aux capacités mentales de l'être humain et favorise la passivité. Au lieu de collectifs proactifs et conscients, capables de souder le peuple et l'État, et de citoyens actifs, capables de défendre les droits individuels, un tel système encourage l'adhésion à un pouvoir oligarchique ou autocratique.

Les propriétaires de grandes entreprises concentrent entre leurs mains le pouvoir d'influencer la vie des salariés, ce qui peut avoir de graves répercussions sur la situation et le bien-être des citoyens. Ils exercent une influence considérable sur la politique grâce à la concentration importante de leurs actifs et à leur poids économique. Les propriétaires eux-mêmes perdent le contact avec leur personnel et leur entreprise, ce qui contribue à la détérioration de la gestion économique et a des conséquences négatives pour l'économie.

La concentration de ressources importantes entre quelques mains et leur absence totale chez d'autres rend impossible une démocratie fondée sur les principes de la participation égale, où chaque personne a une voix.

Pour surmonter ces tendances négatives, nous préconisons :

1) Le passage progressif à un système coopératif de gestion et de propriété pour la plupart des entreprises non étatiques, les grandes et moyennes entreprises. Le soutien

au mouvement coopératif, son développement parallèle à celui des entreprises publiques et privées.

2) La création de comités d'entreprise sur le modèle allemand dans toutes les entreprises ukrainiennes.

3) L'octroi aux travailleurs d'une part inaliénable de 50 % des actions des entreprises privées. L'octroi d'une part de 20 % et la participation à la gestion des entreprises publiques.

4) Octroi à tous les citoyens d'une part inaliénable dans les entreprises publiques, qui peut être investie dans divers projets publics, leur permettant ainsi de participer à la gestion économique du pays et de tirer un certain profit de l'essor de l'État ukrainien. Mise en œuvre du principe : l'État pour le peuple, et non le peuple pour l'État.

5) Implication des communautés dans la gestion des entreprises communales, introduction d'éléments de gestion décentralisée et de budgétisation communautaire.

6) Extension du système de subventions de l'État. Financement de projets, de petites entreprises, de recherches, etc.

La réponse à la question « quel système économique pour l'Ukraine ? » a déjà été donnée par les générations précédentes. Tant que le pouvoir soviétique n'a pas détruit l'État ukrainien et que les anciens oligarques du Parti communiste n'ont pas créé ce système égoïste de capitalisme illimité, les Ukrainiens, sans distinction de parti politique ou d'opinions, se



sont regroupés en coopératives, sur la base desquelles ils ont formé des fédérations coopératives et d'autres structures économiques démocratiques. Ce mode d'organisation a démontré son incroyable efficacité et sa flexibilité au 20^e siècle en Ukraine, ainsi que dans la diaspora, et devient encore plus efficace avec le développement des technologies modernes. L'existence d'un exemple concret d'économie coopérative montre la possibilité et la réalité d'une telle alternative pour le système économique.

Les coopératives, quant à elles, sont plus stables en raison de la nécessité de conserver leurs membres, sont plus liées à leur communauté et à ses intérêts directs, et favorisent un système démocratique. Tout cela contribue à la formation, à la place d'un système capitaliste illimité, d'un marché populaire où les besoins des citoyens sont pris en compte, tout comme les intérêts des salariés. C'est le système que les théoriciens du capitalisme ont légué en décrivant l'offre et la demande. C'est lui qui forme le lien entre les communautés et le lien entre le capital, le consommateur et les travailleurs, qui assure le développement social et le bien-être de tous.

Cette conception économique a été exprimée d'une manière ou d'une autre par toutes les principales forces politiques ukrainiennes. Depuis Chevtchenko et Kostomarov, qui ont défendu la nécessité d'un système économique à orientation sociale, jusqu'au premier parti politique ukrainien, qui a fondé la théorie coopérative, en passant par la République populaire

ukrainienne, les soldats de l'UPA, la diaspora ukrainienne et les dissidents ukrainiens.

Les acteurs de l'Ukraine occidentale appelaient ce système «capitalisme social» ou «socialisme corporatif», les politiciens de la RUKR «socialisme démocratique», l'UPA décrivait ce concept sous le nom de «démocratie sans classes», tandis que les soldats de la Poliska Sitch l'appelaient «capitalisme populaire», les membres de la plus grande diaspora, le «parti du travail», de la «démocratie ouvrière» et enfin les dissidents le «socialisme de marché». Malgré leur nom, tous ces concepts étaient similaires: ils avaient à leur cœur une économie coopérative fondée sur un marché social avec une intervention démocratique pour atteindre le bien-être général.

Nous considérons ces positions, ainsi que l'une des plus grandes pratiques coopératives de l'histoire qui ait existé en Ukraine, non seulement comme un «état d'esprit de l'époque», mais comme une alternative légitime au système destructeur qui existe actuellement.

Nous considérons que la première étape vers la mise en place d'un système économique démocratique consiste à partager la responsabilité et les revenus de l'entreprise avec les travailleurs, ainsi qu'à développer les compétences managériales et entrepreneuriales des travailleurs. À cette fin, nous préconisons le rachat progressif des actifs des plus grandes entreprises au profit des collectifs de travailleurs à hauteur de 50 % et une formation coopérative financée par l'État. Ces actifs appartiendront collectivement à tous les travailleurs de l'entreprise et ne pourront être vendus.

Les entreprises publiques doivent également servir les intérêts du peuple, et le secteur lucratif de l'économie publique doit être ouvert au contrôle populaire et à la distribution des profits. Chaque personne disposera d'un nombre inaliénable d'actions qu'elle pourra investir dans une entreprise publique de son choix à des fins lucratives et de développement.

Inclusion sociale et égalité

En concevant une nouvelle société, essayons d'imaginer que nous ne savons pas quelle sera notre place dans cette société : serons-nous homosexuels, hétérosexuels, femmes ou hommes, transgenres, riches ou pauvres, vivrons-nous en ville ou à la campagne, dans une bonne famille ou non, serons-nous jeunes ou vieux, entrerons-nous dans cette société pauvres ou riches, etc. Sans connaître ces informations et sans avoir d'idées préconçues sur les différentes catégories sociales, quelle société allons-nous construire ?



Nous pensons qu'il est nécessaire de construire une société fondée sur le bien-être commun, l'empathie et la compréhension mutuelle. C'est précisément une telle société qui, à notre avis, peut répondre aux exigences de la démocratie, être forte et unie face aux défis de notre époque : les guerres, l'autoritarisme et la crise climatique.

Pour nous, cela signifie créer et promouvoir un projet de société inclusive, où chacun aura sa place.

Pour cela, nous nous engageons en faveur de réformes qui égalisent les droits sociaux et résolvent les problèmes spécifiques des

communautés les plus diverses. Nous proposons une société où chacun sera entendu et où les problèmes de chacun seront pris en compte. Une société où le principe universel est de s'opposer à l'oppression, au contrôle ou à la discrimination.

Nous voulons jeter les bases d'une communauté démocratique prête à faciliter, sur la base de données scientifiques et de la défense du bien commun, le dialogue entre les différentes parties de la société afin de mieux comprendre les défis et les problèmes uniques auxquels nous sommes confrontés, à écouter les mises en garde et les craintes qui, autrement, pourraient conduire à une division négative de la société, à l'incompréhension et à la violence. Au contraire, le dépassement des conflits sociaux permettra de se concentrer sur un conflit politique productif entre les idées et les idéologies des différents partis et citoyens.

Démocratie politique

- 1) Lustration des députés liés aux intérêts oligarchiques et de tous les dirigeants des partis actuels du système politique ukrainien. Renouvellement du système politique ukrainien.
- 2) Réforme municipale.
- 3) Création d'institutions pour la participation politique, mise en place d'une éducation politique.
- 4) Création d'institutions pour contrôler et veto pour les initiatives antipopulaires des parlementaires par des assemblées populaires, à l'instar des assemblées américaines

«town hall» qui existaient au 19^e siècle. Même après avoir obtenu leur mandat, les parlementaires élus doivent être sous le contrôle de leurs électeurs, qui disposent d'instruments actifs pour influencer les institutions électives nationales et régionales. De même, les organes d'auto-organisation de base doivent avoir le droit d'initier des projets de loi pour discussion et d'organiser des référendums.

5) Abrogation de la loi sur le «spam politique». Alignement des lois électorales et des conditions de création des partis sur les normes démocratiques. Suppression des barrières monétaires et des lois autoritaires. Limitation de l'influence de l'argent sur les campagnes électorales et la propagande politique.

6) Réforme de la police et réforme judiciaire.

7) Adoption d'une nouvelle Constitution, lustration de la Cour constitutionnelle ukrainienne, qui n'a pas su protéger l'honneur et le caractère sacré de la Constitution ukrainienne.

Réforme de l'armée

La guerre est longue pour nous. En même temps, plus l'Ukraine s'affaiblit, plus les États sont prêts à revendiquer des territoires ukrainiens. En Roumanie, seuls quelques votes ont séparé le Président démocrate et le candidat qui proposait l'occupation du territoire ukrainien si l'armée ukrainienne était considérablement affaiblie. La Hongrie a également exprimé des revendications territoriales.

La principale menace reste bien sûr la superpuissance russe et son armée. Une guerre existentielle pour la survie, qui dure et durera encore longtemps. Dans ces conditions de guerre permanente, nous devons nous adapter. Notre armée n'est absolument pas prête à combattre dans de telles conditions et a besoin de réformes.

Dans un contexte de guerre permanente, nous devons donner la priorité non pas à des résultats à court terme et à des contre-offensives massives et inutiles, mais nous concentrer sur l'endurance, les tactiques non conventionnelles et la préservation de notre potentiel.

Pour cela, chaque soldat doit pouvoir être un citoyen à part entière, et les civils doivent assumer de nouvelles responsabilités civiques et participer à des entraînements obligatoires, notamment à la BZVP (formation militaire de base) et à des formations professionnelles. Pour les entreprises, il faut privilégier les contrats avec l'armée et la coopération à des prix raisonnables. Les exigences doivent être particulièrement élevées pour les entreprises qui emploient des travailleurs réservés.

Les soldats ne doivent pas être complètement exclus de la vie personnelle, politique, culturelle, etc. Dans le contexte d'une longue guerre, ils doivent pouvoir concilier vie civile et vie militaire. Et tous les civils doivent assumer une part des obligations militaires dans leur vie.

1) Augmentation des salaires des militaires grâce à des impôts solidaires sur les salaires élevés dans le secteur civil. Contrairement aux mythes, le salaire des militaires est en

réalité inférieure à la moyenne. Dans le cadre d'un contrat de travail de 24 heures sans garanties sociales ni conditions offertes par un emploi ordinaire, avec des dépenses supplémentaires et un danger pour la vie, une rémunération de 100 000 à 120 000 est ridicule et méprisante. Sans compter que presque personne ne touche ces montants : ils sont inférieurs. Pour les postes non combattants, la rémunération est également incompatible avec une vie digne.

2) Transfert de tous les militaires vers un service contractuel et mobilisable. Tous les militaires doivent avoir le droit de signer un contrat d'un an avec un sursis garanti de trois mois. Tous ceux qui ont signé un contrat avant leur « état civil » doivent avoir le droit de passer à un tel contrat ou d'être démobilisés. Combien de familles, de liens sociaux ont été détruits par la politique oppressive héritée de l'ère soviétique. Une armée sans durée précise et adéquate ressemble davantage à une peine de prison, ce qui est incompatible avec le sentiment de dignité. La possibilité garantie de se désengager et de bénéficier d'un repos de trois mois résoudra ces problèmes.

Après trois mois, si nécessaire, ces personnes pourraient être remobilisées. Mais jamais plus les gens ne devraient se sentir dans l'armée comme dans une prison sans fin. Un tel système entraînerait également un nouvel afflux de volontaires prêts à servir pendant un an, mais pas prêts à consacrer une partie inconnue de leur vie au service.

3) Suppression des contrats 18-24. Il s'agit de contrats qui motivent les jeunes à occuper les postes les plus dangereux de la ligne de front, où le taux de survie habituel n'est que de quelques mois. Le gouvernement paie des millions de HUA pour les jeunes qui acceptent le « danger ultime ». Ces jeunes, qui manquent d'expérience de vie, d'expérience en première ligne et de formation professionnelle, subissent des pertes disproportionnées.

Des situations où des enfants pauvres des villages partent à une mort certaine dans les postes les plus dangereux pour gagner de l'argent pour leur famille. Ou des enfants rebelles qui fuient pour la première fois le domicile familial. Ou encore des familles toxiques où les parents eux-mêmes envoient leurs enfants « gagner de l'argent pour la famille ». La plupart de ces enfants ne reviendront pas après cette année, et les officiers ne trouveront pas les mots pour justifier cela aux mères.

Au lieu de tels contrats, l'État devrait récompenser dignement les membres actuels des forces armées ukrainiennes, encourager les jeunes à s'engager dans des postes moins risqués, en comblant les besoins logistiques, ou même dans l'artillerie. C'est justement pour les personnes ayant plus d'expérience et de compétences, qui sont déjà capables de prendre consciemment la décision de prendre un tel risque, que de tels contrats devraient être proposés. À l'heure actuelle, la politique des contrats « millionnaires » est



criminelle. Elle doit être immédiatement abolie.

4) Équipement des centres de formation avec des bunkers en béton, des hélicoptères pour abattre les drones et d'autres moyens de sécurité.

5) Réforme du TCK et du VLC².

2. NdT. TCK ou TCC : Centre territorial de recrutement et d'accompagnement social de la police nationale chargée d'opérer des contrôles pour la recherche d'hommes en âge d'être mobilisés. VLC : commission chargée des examens médicaux pour déterminer l'aptitude au service militaire, en fonction de l'état de santé.

VIENT DE PARAÎTRE

Sotsialnyi Rukh : une organisation socialiste ukrainienne

Un livre publié par les éditions Syllepse,
les Brigades éditoriales de solidarité
et le Comité français du RESU

Dans la douloureuse lutte de libération nationale que mène l'Ukraine, Sotsialnyi Rukh défend une perspective socialiste qui combine à la lutte exis-



tentielle du pays l'émancipation sociale par l'auto-détermination et l'auto-organisation des masses ukrainiennes. Ce recueil illustre le triple combat que mène cette organisation démocratique de gauche contre l'impérialisme russe agresseur, l'impérialisme américain prédateur et la politique néolibérale destructrice du gouvernement de Kyiv. Dans une démarche concrète Sotsialnyi Rukh combat pour un socialisme démocratique d'autogestion. Son expérience, ses pratiques sociales et ses écrits constituent pour les gauches internationales un acquis inestimable dans leur entreprise d'élaboration d'un programme pour l'émancipation au 21^e siècle.

128 pages / 10 €

Défaitisme, désertion et résistance...

Sur le plan international, Les Peuples veulent¹ réunit des collectifs, des organisations, des lieux et des personnes qui se sont retrouvées pour construire une pratique internationaliste qu'ils et elles veulent « adaptée à notre temps : un internationalisme par le bas, fondé sur l'entraide, le partage d'expériences, d'analyses et de moyens entre les différentes formes de pouvoirs populaires nées de la vague de soulèvements commencée en 2011. ».

Celles et ceux de la branche française qui sont investies dans le groupe de travail « Ukraine » ont publié la lettre ouverte que nous reproduisons ci-après. Elle concerne une soirée organisée par Initiative Olga Taratuta, le 3 mai dernier, à Montreuil, sous l'intitulé « Déserter en Ukraine et en Russie ». Il ne s'agit pas ici de polariser la discussion sur cette initiative, mais de faire connaître l'argumentation des camarades de Les Peuples veulent, car elle est utile, bien au-delà de cet exemple, bien au-delà aussi des courants libertaires.

Pour la même raison, nous reproduisons aussi la présentation de la soirée par ses organisateurs et organisatrices. On retrouve ce genre de propos au-delà de cette rencontre, au-delà des cercles ici concernés.

Christian Mahieux

Présentation de la soirée organisée par Initiative Olga Taratuta

Discussion avec cantine en soutien aux déserteurs ukrainiens et russes et plus précisément au collectif anarchiste Assembly, qui participe au conflit social à Kharkiv et lutte contre la conscription forcée et à qui bénéficiera la cagnotte de cette journée. La soirée débutera avec une discussion avec des membres de l'*Initiative Olga Taratuta*, bulletin antiguerre lancé aux premiers jours du conflit et initiative de solidarité avec les déserteurs. On tentera d'offrir une mise en contexte du déroulement du conflit et des positions qui ont pu y être tenues, en mettant en lumière le choix de la désertion et du refus de la guerre. La soirée se poursuivra ensuite avec une cantine à prix libre et un *blind-test* antimilitariste.

Alors que de nombreuses guerres font rage dans le monde, celle qui oppose officiellement les États russe et ukrainien depuis trois ans (et au Donbass depuis 2014) sert aujourd'hui d'accélérateur à un réarmement européen. Depuis l'embrigadement général de 1914, l'union sacrée a toujours été l'arme du pouvoir et de la bourgeoisie pour étouffer les révoltes populaires et rallier les classes en lutte sous son drapeau contre une nation rivale. En tant qu'internationalistes, nous refusons de cautionner ce jeu de dupes macabre et voulons faire vivre une perspective révolutionnaire à travers le brouillard dans lequel nous plonge la guerre et ses apôtres.



1. <https://thepeopleswant.org/fr/>

Que ce soit en Russie tout comme en Ukraine, on peine à trouver de nouveaux volontaires au sacrifice, les campagnes de conscription s'enchaînent à coups de matraquage patriotique dans l'espace public. L'État russe est forcé de payer de plus en plus cher sa chair à canon (hausse drastique des soldes, utilisation de mercenaires), tandis que les rafles de conscrits se multiplient en Ukraine, souvent sous la pression de la torture. Confrontée à la boucherie qu'est la guerre, c'est une part de plus en plus grande de la population ukrainienne qui ne trouve plus de sens à défendre «son» État contre un autre, à taire les mesures de casse sociale et la corruption à l'arrière comme au front. La désertion est aujourd'hui devenue un véritable phénomène de masse dans les rangs ukrainiens (un soldat sur cinq déserte face au carnage de cette guerre) et il ne fait nul doute qu'elle n'est pas négligeable du côté russe. Attaques incendiaires et armées de centres de recrutements, sabotages de lignes ferroviaires de logistique, disparitions massives d'armes, refus d'obéir aux ordres et assassinats d'officiers : partout la révolte craquelle l'apparence d'ordre martial.

Dans cette situation, refuser la guerre et sa logique de destruction c'est se placer en solidarité avec toutes celles et ceux qui cherchent à fuir ou à lutter contre l'effort de guerre en cours plutôt que d'aligner nos discours sur les intérêts de la bourgeoisie européenne. Plus que jamais, nous pensons que cela passe par la visibilisation des pratiques des Russes et des Ukrainien·nes qui luttent contre l'enrôlement de force et la propagande militaire et tentent de provoquer mutinerie et désaffection sur la

ligne de combat comme au travail. Déjà difficilement tenable en début de conflit, le soutien inconditionnel à des brigades se disant anarchistes bien que subordonnées depuis longtemps à l'armée régulière ukrainienne, semble définitivement être une position totalement à rebours de la situation concrète. Contrairement aux positions qui semblent faire consensus chez une partie des révolutionnaires en Europe de l'Ouest, nous voulons également souligner que les anarchistes et plus globalement les révolutionnaires ukrainien·nes ne sont pas un groupe homogène. S'appuyant sur l'image de brigades antiautoritaires, Solidarity Collectives et leurs soutiens tendent à invisibiliser les initiatives antiguerre. En cela, ils ne font que jouer le jeu de l'État ukrainien et dépeignent de telles initiatives comme pro-russes, quand bien même elles soutiendraient les déserteurs des deux côtés du front. Tentant de tenir cette ligne, le collectif Assembly représente pour nous une source d'inspiration salutaire dans la perspective de l'entretien de la conflictualité sociale en temps de guerre. Transmettant des informations concernant les conflits tant sur le front que sur les lieux de travail ou encore concernant le désastre écologique en cours en Ukraine, le collectif est aujourd'hui un relais important des pratiques de désertion et de celles et ceux qui organisent au quotidien la solidarité contre la conscription forcée, et ce malgré son isolement politique à la fois au sein de son propre pays et à l'international.

Outre le sujet du front en Ukraine et de notre soutien aux déserteurs, cette discussion sera ainsi l'occasion de nous pencher sur la réalité



de la militarisation d'une Europe qui se lance dans un grand plan de réarmement à coups de milliards, mais aussi de la France où commence à se poser la question d'un retour du service militaire. Ici, la droite tout comme la gauche se rejoignent dans un grand consensus toujours plus militariste avec le vote de crédits de guerre au nom de la démocratie. Avec la montée du nationalisme - ou du « patriotisme » - on tente de nous préparer non seulement à de futures potentielles mobilisations générales, mais dès aujourd'hui à toujours plus de réformes au nom d'une « économie de guerre ». Derrière le soi-disant soutien au peuple ukrainien proclamé par la bourgeoisie européenne, c'est le complexe militaro-industriel occidental qu'il s'agit de nourrir dans une séquence de reconfiguration du cycle mondial de l'accumulation capitaliste. Dans un tel contexte, ni le soutien à l'Occident sous prétexte qu'il serait démocratique, ni le soutien aux régimes russes, iraniens ou chinois quand bien même il s'opposerait à l'impérialisme étatsunien ne peuvent être une solution pour notre émancipation.

Nous faisons le choix de rappeler des principes de solidarité entre les opprimés et les exploités du monde entier, de donner de la force à qui refuse de tuer et se sacrifier pour la patrie, accueille et aide les déserteurs, sabote et s'attaque aux donneurs d'ordre et autres profiteurs de cette industrie de la mort, à quiconque participe, en somme, au sursaut du camp de l'émancipation.

- Liberté pour tous les déserteurs emprisonnés, pour les prisonniers et prisonnières politiques en Russie et en Ukraine !
- Contre la déportation des déserteurs exilés en France et en Europe !
- Mort à la guerre et à qui en vit !
- Solidarité entre tous les exploités et les opprimés du monde !

Lettre concernant l'événement sur les déserteurs ukrainiens et russes à la Maison ouverte

Les membres du groupe de travail sur l'Ukraine au sein de LPV-France²

Cher-es camarades,

On vous écrit de la part d'un groupe de travail sur l'Ukraine, récemment créé au sein de la branche française des Peuples veulent. On souhaitait s'exprimer sur un événement [...] auquel est invitée l'Initiative Olga Taratuta en lien avec le groupe anarchiste Assemblée pour parler du sujet de la désertion dans la guerre en Ukraine. Bien qu'on comprenne la nécessité de discuter et de s'organiser sur la question des déserteurs, le choix des interlocuteurs et le discours véhiculé sur l'invasion de l'Ukraine nous interrogent fortement.

Ces deux groupes participent à normaliser au sein des milieux antiautoritaires occidentaux une vision selon laquelle on pourrait renvoyer dos à dos l'État russe, qui mène une guerre

2. 28 avril 2025.

d'invasion coloniale, et l'État ukrainien, tout en délégitimant de façon virulente les anarchistes ukrainien·nes (mais aussi bélarusses, russes et bien d'autres) qui ont pris les armes pour y résister dès février 2022, ainsi que tou·tes ceux qui ont choisi de les soutenir dans ce combat.

Plus de trois ans après le début de l'invasion totale de l'Ukraine par l'État russe, plus de dix ans après le début de la guerre déclenchée par l'annexion russe de la Crimée et l'envoi des militaires et des armes au Donbass, il est certain que la désertion est plus que jamais à l'ordre du jour des deux côtés du front. Il est évidemment important d'en parler et de soutenir des collectifs engagés sur cette question-là, mais il est plus que jamais nécessaire de resituer cette question dans un contexte d'invasion impérialiste et coloniale, accompagnée de discours et de pratiques génocidaires niant le droit des Ukrainien·nes à toute autodétermination (fosses communes et camps de filtration dans les zones occupées, camps de torture dans des anciennes prisons, enlèvement et assimilation d'enfants...).

N'en déplaise aux défaitistes révolutionnaires recyclant la pensée stratégique de Lénine élaborée durant la Première Guerre mondiale, la désertion n'obéit pas aux mêmes logiques qu'elle ait lieu en Russie ou en Ukraine. Amalgamer ces processus sous une bannière de fraternisation des prolétaires, sans tenir compte de leurs situations matérielles et politiques respectives, serait une erreur majeure. Dans le premier cas, il s'agit de ceux qui refusent de servir de chair à canon pour une puissance impérialiste, d'autant plus que la Russie mobilise le plus fréquemment des ressortissants des communautés



ayant elles-mêmes subi la colonisation de l'empire russe (les peuples autochtones de la Sibérie, de l'Asie centrale ou du Caucase). Dans le deuxième cas, on voit des Ukrainien·nes épuisés·es par l'enlisement de la guerre et, voyant l'armée russe avancer occupant de nouveaux territoires, fuir pour sauver leur vie: il faut noter qu'une partie de ces dernier·es ont volontairement rejoint la résistance en 2022, mais n'ont jamais été remplacés·es depuis. Bien que ces derniers soient souvent critiques de l'armée ukrainienne ou de la hiérarchie corrompue, aucune pirouette rhétorique n'enlèvera l'asymétrie profonde qui existe entre ces deux situations: d'un côté, fuir pour ne pas être embrigadé par une machine de guerre coloniale qui écrase d'autres gens; de l'autre, fuir pour ne pas être écrasé·e par cette même machine qui détruit l'endroit où on habite. Toute solidarité

internationaliste concrète doit se construire à partir de ce constat-là.

Depuis le début de l'invasion, de nombreux collectifs opposés à la guerre s'activent pour faire sortir des milliers de personnes des territoires russes. On peut citer le groupe «Idite Lesom» (<https://iditelesom.org/fr>) basé en Géorgie ou encore le Mouvement des objecteurs de conscience (<https://stoparmy.org/>). Il existe aussi tout un réseau de groupes et d'individus qui travaillent en secret depuis le territoire russe. Récemment, un texte d'appel à soutien pour ces groupes a circulé avec une adresse à contacter en cas de questions: desert@cronopios.org. On peut aussi citer l'initiative Farewell to Arms émanant des déserteurs eux-mêmes s'organisant contre l'invasion de l'Ukraine (https://t.me/farewell_to-arm).



Les activités de ces groupes-là sont particulièrement utiles, publiques et vérifiables. Alors il nous paraît hautement problématique d'accorder une plateforme publique uniquement à deux groupes douteux qui répandent des discours délégitimant l'ensemble de la résistance ukrainienne au moment même où cette résistance est mise en péril par un réaligement géostratégique des puissances impérialistes américaine et russe.

Quelques mots à propos de l'Initiative Olga Taratuta et de l'Assemblée et de leurs positions: l'Initiative Olga Taratuta se présente elle-même comme «un tout petit groupe» qui apporte «de l'aide à un nombre restreint de déserteurs» (en réalité quelques personnes seulement). On ne trouve quasiment aucune information précise en ligne concernant leur activité concrète, mais

les membres affirment que leur travail consiste principalement à créer un «espace psychologique sûr» où «les déserteurs seraient acceptés et accueillis» et «un réseau logistique pour les héberger, les nourrir, les aider pour les papiers administratifs, pour apprendre la langue, pour trouver un travail, etc.³».

On ne doute pas que ce soutien puisse être salutaire pour certaines personnes exilées en France, on s'interroge cependant sur pourquoi ce «tout petit groupe» concentré sur des activités d'accompagnement des personnes exilées, un travail qui est aussi fait par d'autres collectifs ou associations en France, centralise autant l'attention de nos camarades antiautoritaires et devient à peu près leur seul interlocuteur sur la question des déserteurs de la guerre en Ukraine.

En réalité, l'Initiative Olga Taratuta est surtout utile aux anarchistes ne souhaitant pas se positionner sur le conflit ukrainien (et on ne parle pas de choisir le camp de l'OTAN plutôt que le camp russe, mais de se prononcer sur la nécessité de s'opposer à une invasion coloniale). Ce collectif garde des liens forts avec le collectif Assemblée, dont elle diffuse le discours ainsi que le groupe anarchosindicaliste russe KRAS-AIT. Malgré certaines différences de positionnement, ces trois groupes s'accordent sur le principal: les régimes russe et ukrainien sont équivalents en terme du degré de militarisation de la société, de l'influence nauséabonde du nationalisme et de la répression que subissent les opposant-es; il n'y a donc aucune raison de

3. Entretien du 27 mars 2025.

souhaiter la victoire de l'un sur l'autre. Par ailleurs, les trois refusent toute solidarité aux anarchistes ukrainien·nes ayant choisi la voie d'une résistance armée au sein des forces militaires et traînent dans la boue ceux qui les soutiennent, notamment les Collectifs de solidarité, les considérant comme des faux anarchistes militaristes tombés au piège du nationalisme ukrainien. Car pour l'Initiative Olga Taratuta, «il est clair que dès que vous portez (librement) un uniforme militaire, vous ne pouvez plus prétendre être "anarchiste". En faisant semblant, vous mentez aux autres, et aussi à vous-même⁴.» Quid de ceux qui continuent à répandre des idées anarchistes parmi leurs camarades au front et cherchent à monter des unités de combat antiautoritaires au péril de leur vie? (On pense notamment aux trois camarades antiautoritaires et internationalistes dont nous avons commémoré le décès sur le front ukrainien il y a très peu de temps.)

L'Initiative Olga Taratuta lève des sous pour ses activités en France, mais aussi pour le soutien à l'Assemblée. Selon ses propres dires, la moitié de la somme de 5 000 euros récoltée récemment pour les déserteurs est allée à ce groupe-là. L'activité principale de l'Assemblée est surtout médiatique, consistant à raconter des histoires de déserteurs et de résistance à la conscription forcée. Encore faut-il analyser ce phénomène correctement, ne pas prendre des exemples pour des tendances générales et ne pas réécrire l'histoire à partir de ses propres désirs. Car ce que l'Assemblée décrit en Ukraine

4. *Idem*.

s'apparente à une situation tout droit sortie de l'imagination de ses membres où "deux régimes dictatoriaux" s'affrontent.

L'Assemblée ne mâche pas ses mots concernant la résistance ukrainienne :

L'Ukraine est un député gras et cupide. L'Ukraine, c'est un racketteur sadique du bureau de recrutement militaire. L'Ukraine, ce sont des drones et des barbelés le long de la frontière avec le «monde civilisé». [...] Il n'existe pas d'autre Ukraine. Il est stupide de se battre pour sa prison, il est encore plus stupide de donner sa vie pour ça⁵.

Le même collectif va même jusqu'à comparer Zelensky à Assad, suite à la chute de ce dernier, car on n'est à l'abri d'aucun parallèle honteux afin de faire passer l'idée selon laquelle tous les États se valent.

Une situation paradoxale s'est créée : la propagande officielle ukrainienne vante les succès des forces pro-OTAN et pro-turques contre Assad comme une brillante victoire sur la Russie, tandis que dans le même temps, le dictateur ukrainien soutenu par l'OTAN lui-même risque de plus en plus de répéter le sort d'Assad⁶.

Rappelons ce que disaient les camarades de l'ABC-Bélarus au sujet de cette même Assemblée :

5. <https://assembly.org.ua/kak-perejti-graniczu-ukrainy-posle-popadaniya-v-armiyu-rasskazy-ob-opyte/>.

6. <https://nowar.solidarite.online/blog/ukraine-entre-2024-et-2025-la-désertion-est-devenue-un-phénomène-national>.

Dans la situation avec l'Ukraine, le partenaire principal des antimilitaristes [occidentaux] était l'odieux collectif médiatique Assemblée de Kharkiv, qui préfère se dissocier du reste du mouvement anarchiste et de coopérer activement avec le groupe [KRAS-AIT] de Vadim Damié, un historien russe qui propage le mythe de l'Ukraine fasciste depuis 2014. Si vous voulez en savoir plus sur Assemblée, demandez à des anarchistes ukrainien·nes⁷.

Il est possible qu'en se réjouissant de la chute des lignes de défense de l'armée ukrainienne, les anarchistes de l'Assemblée espèrent sincèrement que l'occupation russe d'une plus grande partie des territoires ukrainiens amène une résistance anarchiste plus pure que celle qu'on observe aujourd'hui au sein des forces armées – plutôt que des camps de concentration sur tout le territoire et l'écrasement total de toutes les opposant·es présumé·es, ce qui serait une hypothèse plus probable en vue de la situation qui perdure dans les régions de l'Ukraine actuellement occupées par le Kremlin.

Il est aussi possible que ce collectif soit pris au piège de sa propre grille de lecture simpliste et intransigeante (voyant seulement en Ukraine un conflit entre deux États ou deux blocs géopolitiques s'affrontant à armes égales) ne lui permettant pas d'apercevoir une différence de degré entre la violence déployée par l'empire colonial russe et celle de l'État ukrainien, mais surtout la menace existentielle que représente

le premier pour tout mouvement dissident, y compris anarchiste. Est-il utile de rappeler qu'en Russie aujourd'hui, des anarchistes et antifascistes accusé·es de tags ou de publications sur internet risquent des années de prison suite à des aveux arrachés sous électrochoc? Pendant ce temps-là, en Ukraine, l'Assemblée continue à publier librement des textes comparant Zelensky à un dictateur sans pour autant craindre un sort similaire.

Il est évident pour quiconque aurait passé du temps dans ces deux pays récemment (hormis visiblement les anarchistes de l'Assemblée) que, même si Zelensky est loin d'être un ami des anarchistes, le niveau de contestation sociale et la capacité à s'organiser librement en Ukraine sans craindre l'arrestation, la torture ou la mort, sont sans aucune comparaison possible avec ce qui pourrait exister en Russie contemporaine. Non pas que les dirigeants ou les flics ukrainiens soient foncièrement meilleurs que leurs homologues russes, les causes de cette situation sont plutôt historiques et sociales: l'Ukraine n'est pas un empire, elle n'hérite pas des siècles de polices politiques secrètes toutes puissantes; en plus, il y existe toujours des instances fortes de contre-pouvoir à l'État (syndicats, collectifs, mouvements sociaux...), bien qu'elles soient affaiblies par la guerre; enfin, les souvenirs sont encore frais de la période où des milliers d'Ukrainien·nes montaient sur des barricades pour affronter les flics antiémeute.

Pour ses raisons-là, on ne peut pas prendre les personnes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes pour des masses ignorantes, intoxiquées au nationalisme et n'ayant



7. <https://abc-belarus.org/en/2024/04/16/when-ideology-gets-in-the-way-of-solidarity/>.

pas encore réalisé leur plein potentiel révolutionnaire: il s'agit avant tout d'un choix éclairé d'une société où, pour une grande partie des habitant-es, il est mille fois plus facile de se battre pour ses droits et, pour les anarchistes spécifiquement, de s'organiser dans l'objectif d'abolir le pouvoir de l'État sans craindre de recevoir une balle dans la tête. Cette logique est aussi partagée par un grand nombre de déserteur-es ukrainien·nes. Bien qu'on puisse entendre certaines personnes désespérées et accablées comparer le niveau de corruption en Ukraine à celui en Russie, demandez-leur si elles préfèrent vivre à Moscou ou à Kyïv et la réponse ne se fera pas attendre.

Nous avons décidé de rendre publiques nos positions, en espérant susciter un débat mieux informé sur la désertion, alarmé·es par le fait que ces groupes puissent avoir une plateforme publique non contestée sans que vienne s'y opposer un quelconque contre-discours concernant la situation en Ukraine. Une plateforme depuis laquelle ils pourront salir l'ensemble des résistant-es ukrainien·nes au moment même où on commémore le décès de nos camarades.

Si nous écrivons ce texte aujourd'hui, c'est que nous croyons fermement en l'idée selon laquelle on peut et doit, d'un seul et même geste internationaliste et anticolonial, se solidariser des déserteur-es et de ceux qui continuent à lutter contre une puissance impérialiste au prix de leur santé et leur vie, que ce soit par le sabotage actif de la machine de guerre coloniale, par les armes aux côtés des formations militaires ou par le soutien logistique depuis l'arrière.

Carnets de guerre

Antoine Rabadan¹

Est-il possible de proposer une sortie de la guerre néofasciste russe contre ce qu'en pense le peuple résistant ukrainien ?

L'entretien accordé par Gilbert Achcar au mensuel *CQFD* est particulièrement représentatif d'un point de vue de gauche sur la guerre d'Ukraine qui, sans tomber dans les excès caricaturaux de ce que l'on appelle la «gauche campiste», prenant paradoxalement, plus ou moins à découvert/sous couvert de défendre la paix, le parti de la Russie, est cependant extrêmement problématique du point de vue de la solidarité internationaliste que l'on doit à la résistance ukrainienne.

Je n'aborderai ici que ce qui me semble être le cœur du positionnement que Gilbert Achcar développe dans cette entrevue. Deux citations condensent, pour moi, où se situe le problème :

Je pense qu'il faut dans un premier temps reconnaître la légitimité des Ukrainiens à défendre leur pays et les soutenir. Reconnaître et soutenir leur droit à s'armer. Ne pas s'opposer à la livraison d'armes défensives. Et j'insiste sur le terme «défensif»: il s'agit de toutes les armes «anti»-antimissiles, antichars, antiaériennes.

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du RESU à Montpellier.

Il ne serait pas réaliste d'exiger le retour [de la Russie] préalable aux frontières antérieures à 2022 ou 2014 [pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination sur les territoires occupés par les Russes], organisé sous l'égide des Nations unies, avec des garanties et sur la base du registre électoral des populations présentes avant l'invasion : un tel scénario serait inacceptable pour la Russie et empêcherait un règlement politique du conflit au long terme.

On pourrait d'emblée s'arrêter sur la curieuse prise en compte de ce qui serait inacceptable pour la Russie, son retrait des territoires occupés, le temps que se tienne un référendum d'autodétermination, sans s'interroger si serait acceptable pour l'Ukraine que ce référendum se tienne avec la présence, comme le suggère clairement Gilbert Achcar, des troupes russes retirées « dans leurs bases », donc toujours dans les territoires qu'elles occupent.

Nous savons que les Ukrainien·nes refuseraient une telle proposition car, entre autres, malgré la présence des Nations unies, elles n'assureraient aucune condition démocratique de tenue de ce référendum. Et cela car la tutelle armée de la Russie resterait d'autant plus prégnante, comme pression psychologique (et plus) à voter russe sur les votant·es, et que faire de la référence à la garantie que représenteraient des Nations unies aujourd'hui, dépassées comme jamais qu'elles sont par les événements actuels du monde, outre qu'elle ne sera jamais acceptée sincèrement par le néofascisme impérialiste russe, sous-estime justement cette dimension néofasciste du régime poutinien et

l'absence induite de toute fiabilité de tout ce qu'il énonce. Laquelle dimension néofasciste est aussi, par nécessité logique, la dimension structurelle de la guerre qu'il mène contre l'Ukraine.

Ce n'est pas sans signification que le terme néofascisme ne soit jamais employé par Gilbert Achcar à l'encontre de ce que défend, par exemple, l'opposant marxiste russe, Ilya Budraitskis² :

Le régime russe existe depuis plus de vingt ans et il a subi une sérieuse transformation au cours de cette période. Il a commencé comme un régime bonapartiste néolibéral et s'est transformé en une sorte de dictature fasciste ouverte. Et je pense que cette transformation en régime fasciste a commencé après le début de l'invasion de l'Ukraine.

Le même Ilya Budraitskis ajoutant en quelque sorte à notre intention :

Le cas russe n'est pas unique. Il ne s'agit pas d'une exception à la tendance globale, mais d'une image de celle-ci. Si nous voulons comprendre comment ces mouvements d'extrême droite peuvent transformer la société, nous devrions prendre la Russie comme exemple³.

Mais, selon moi, tout aussi important, ce qui manque dans l'analyse et les propositions que fait Gilbert Achcar, c'est, par-delà la question du référendum d'autodétermination dans les territoires occupés, que je viens d'aborder, la

2. Voir note du 23 mai de ces « Carnets de guerre ».

3. Tiré de mon texte « États-Unis. Poutine élu ! »



non-prise en compte de la position de la population ukrainienne (et de celle de la Russie) sur la guerre et les possibilités de la paix : dans son texte il n'est question que de Russie, d'Ukraine, des États-Unis, d'Europe ou de Chine. Donc des États, exception faite «des Russophones et des Russes [des territoires occupés qui] manifestent *parfois* un sentiment d'appartenance plus fort envers la Russie qu'envers l'Ukraine.» Affirmation bien imprudente où l'on sent un malaise (voir le «parfois» que je surligne et la mention, peu avant, qu'il s'agit d'une «situation complexe»), devant l'évidence qu'être russophone n'est pourtant pas (ou n'est plus, vu le terrorisme néofasciste russe pratiqué dans ces territoires) synonyme d'être russophile.

Il y a aussi l'exception de cette phrase que je relève plus haut sur «la légitimité des Ukrainiens à défendre leur pays [et] leur droit à s'armer». Mais c'est trop peu et trop court dans l'économie générale d'un texte qui se place structurellement sur le terrain d'une géopolitique des États et pas des peuples : Gilbert Achcar n'interroge pas ce que, sur la guerre qu'ils et elles subissent et la paix à laquelle ils et elles aspirent, veulent les Ukrainien·nes. Tous les sondages établissent pourtant la constante que très majoritairement ils et elles, lucides sur la dynamique annexionniste globale de leur pays qui est la visée, maintes fois énoncée par Poutine et ses proches, refusent la moindre concession territoriale⁴. Ils et elles sentent et savent, dans leurs chairs et/ou dans celles de leurs proches,

que des concessions de ce type préfigureront le passage de tous et toutes sous domination néofasciste russe.

Visiblement Gilbert Achcar n'est pas sur la même longueur d'onde politique. Ce qui donne lieu à des lignes pénibles sur la nécessité d'armer l'Ukraine mais, attention, seulement en armes défensives : «J'insiste sur le terme "défensif" : il s'agit de toutes les armes "anti"-antimissiles, antichars, antiaériennes.» Lignes que les Ukrainien·nes ne pourront lire que comme un appel à les désarmer et à les livrer à Poutine, par l'écrasant (dans le plus tragique sens du terme) rapport de force militaire dont bénéficierait Poutine.

Le hiatus ne peut pas être plus grand entre la position de Gilbert Achcar, et, hélas, pas seulement sur ce que je viens d'aborder, et ce qu'est la lutte de libération nationale ukrainienne. Là aussi manquent ces mots, *lutte de libération nationale*, comme manque celui d'internationalisme et ce qu'il induit comme primat à donner à ce que les peuples en lutte ont comme objectif, leur libération, avec les moyens qu'ils jugent nécessaires pour parvenir à cette fin.

Pour conclure, j'invite à faire le rapprochement entre la position qu'exprime Gilbert Achcar dans *CQFD* et ce que nous dit, sur France Inter, la sociologue Anna Colin Lebedev de l'engagement de la société civile ukrainienne dans la résistance à l'invasion russe. Le hiatus dont je parle n'en sautera que plus aux yeux.

4. Sondage [Ukrinform](#) : 78 % des Ukrainiens rejettent l'idée de céder à la Russie des territoires non occupés.

La société civile ukrainienne pièce maîtresse de la résistance

Vous assisterez, par la vidéo que je vous propose⁵, à un exceptionnel moment de sociologie de la guerre d'Ukraine. Anna Colin Lebedev, connue de celles et ceux qui suivent de près cette guerre et, plus particulièrement, de celles et ceux qui organisent la solidarité internationaliste avec la résistance ukrainienne, moins connue médiatiquement, nous offre un point de vue étayé, argumenté, fondé en enquêtes au plus près des Ukrainien·nes, sur la société civile de l'Ukraine.

Ce qu'apportent d'essentiel ses propos, comme nous dit l'interviewer de France Inter, et son livre à paraître, au titre, *La force des faibles*, qui claque comme une réfutation des simplismes, défaitismes, voire ostracismes envers ce qu'est aujourd'hui être ukrainien·ne, c'est une approche de ce que la société civile ukrainienne a démontré, plus au moins à partir de 2014 : à savoir qu'elle est un collectif pluriel, autonome de l'État et agissant avec cette double qualité, pour finalement créer le rapport de force qui fait défaut au faible. Qui fait défaut à l'Ukraine face à la, *a priori*, surpuissante Russie dynamisée par une irrépressible volonté expansionniste-impérialiste.

Cette société, nous dit la sociologue, s'est prise en main au constat des défaillances énormes tant de la part de l'État global, miné et affaibli par, entre autres, les héritages, non complètement neutralisés, de corruption de

l'ex-Union Soviétique ; défaillances aussi de cette composante clé de cet État, appelée à jouer un rôle central devant la menace de guerre, qu'est l'armée ukrainienne. Une armée qui, malgré la vaillance de ses soldats, a vite été bousculée, précisément en 2014, par la pénétration russe, en sous-main, dans le Donbass pour y semer les dissensions, préludes à l'annexion pleine et entière qui était la visée première de Poutine ; et ne parlons pas de la facilité avec laquelle la Russie s'est emparée, sans coup férir, de la Crimée, face à une armée ukrainienne qui, à cet endroit, comptait, suite à des accords, des bases militaires russes, avait été largement infiltrée par les services ennemis et avait basculé en un clin d'œil en faveur de l'occupant.

Ce qui est décisif, dans ce que montre Ana Colin Lebedev, c'est la déconstruction qu'elle opère méthodiquement, avec clarté, des stéréotypes qui courent de-ci, de là, sur une société ukrainienne dépolitisée ou, dans les cas les plus outranciers, gangrenée, en écho de ce que martèle la propagande imbécile de la Russie, par le fascisme ou par le militarisme ou encore, en sens contraire, une société de plus en plus gagnée par le refus de s'engager dans la guerre que lui impose le néofascisme russe. Le point de vue sociologique d'Anna Colin Lebedev démonte, sans avoir même à le dire, ces contresens, plus ou moins intéressés politiquement à rabaisser les Ukrainien·nes.

Toute au rappel de ce qui ressort de ses enquêtes sur plusieurs années au contact de cette société civile, elle nous donne à voir comment se module son double rapport à l'État et à son armée, à partir d'une forte exigence critique



5. Anna Colin Lebedev, « [La résistance de l'Ukraine n'est pas mécanique mais extrêmement inventive](#) ».

envers eux mais la conscience qu'il faut, guerre oblige, en passer par eux, en les renforçant, si elle veut continuer à exister en tant que société autonome devant la menace d'être détruite par le feu et le sang versé par l'agresseur. Notre sociologue nous donne nombre d'exemples concrets de ce rapport au fond paradoxal que la société ukrainienne a su nouer avec son État et son armée, vis-à-vis desquels elle a décidé de surmonter, mais sans l'abolir, la profonde défiance qu'ils suscitent en elle.

Moyen finalement de les amener à se transformer ne serait-ce que par la place que cette société civile a à gagner en s'insérant dans les rouages étatiques, au sens large, et militaires. Parfois depuis le civil en contribuant à fortifier, de mille manières, depuis l'arrière-front, les lignes de défenses, parfois en prenant les armes sur le front.

Regardez et écoutez, cela en vaut la peine, pour s'immuniser contre tant de contrevérités, tant de sottises parfois, qui nous sont assénées sur, contre, cette société ukrainienne. Laquelle, dans la lignée de nombre de luttes de libération nationale, contribue à faire jouer la force des faibles et, comme on le voit, si on veut bien voir, impose l'affaiblissement du fort

On comprend mieux en écoutant Anna Colin Lebedev.

10 JUIN

«La guerre dure comme durent les informations biaisées sur elle qui font indécemment vendre». Ainsi *Libération* titre-t-il, le 2 juin, en se basant sur une note [AFP](#), «Guerre en Ukraine :

les troupes russes ont accéléré leur progression au printemps». Magie du titre qui cherche à capter le lecteur/la lectrice avant que le corps de l'article ne donne les chiffres indiscutables de cette progression russe. Laquelle s'avère, tout compte fait, bien dérisoire, et pire encore car ces gains territoriaux ne sont pas mis en rapport avec ce qui leur donne le plein sens, tragique, du dérisoire, le nombre incroyable de morts et de blessés des deux côtés.

Ce journalisme-là ne joue pas pleinement son rôle d'information et d'analyse sur un sujet d'une gravité exceptionnelle, la guerre d'Ukraine, qui, avec ce que subit Gaza, condense le mieux le basculement du monde dans un cycle de crise mondiale et de menaces pour la paix comme on n'en avait plus connu depuis les années 1930.

Que la phrase de l'article constituant le noyau arithmétique et factuel de l'information «De juin 2024 à mai 2025, les Russes ont pris au total 5 107 km², quand les forces ukrainiennes n'ont récupéré que 85 km²» débouche, pour toute évaluation de ce que signifient ces chiffres, sur cette autre phrase : «Ce gain russe représente toutefois moins de 1 % du territoire ukrainien d'avant-guerre, incluant la Crimée et le Donbass», ne suffit pas à rendre compte pleinement de la réalité de la progression annoncée en titre. Il y a dans cette démarche adoptée par l'AFP et relayée par *Libération*, une grave insuffisance d'élucidation de la réalité évoquée.

Reprenons les chiffres de l'avancée russe rapportés par le journal : en mars : + 240 km² = (selon mes calculs) + 0,04 % ; en avril : + 379 km² = + 0,06 % ; en mai : + 507 km² = + 0,08 %, loin, très loin, des 1 % de *Libération*/AFP. Sur ces



trois mois les gains territoriaux se situent en effet à 0,15 %. Enfin, peut-être le constat chiffré le plus significatif :

- le gain territorial russe fin mai sur les 603 550 km² de territoire ukrainien d'avant 2014 s'élève, selon le graphique du [Monde](#) sur gains/pertes territoriales fin mai (en ajoutant les chiffres d'avril et donc de mai) à 111 336 km². Chiffre à rapporter au chiffre de territoire occupé le plus approchant, celui de fin octobre 2022, soit huit mois après l'invasion : 110 750 km² ;
- conclusion : en deux ans et sept mois de guerre d'annexion, la Russie a progressé de... 586 km² pour des pertes humaines (morts et blessés) estimées, sur ce laps de temps, à 795 000 personnes⁶, 1 358 personnes au km² conquis.

Progression russe qui s'accélère disent *Libération*/AFP...

6. Je me base sur la dernière estimation des pertes russes, depuis le début de la guerre, rapportée par [Courrier International](#) : 1 million pour les Russes (400 000 pour les Ukrainiens) fin mai.

4 JUIN

La Lituanie prochaine cible militaire de Poutine⁷ ?

On entend déjà les sceptiques ou les pro-russes avérés, masqués ou sans masques, nous bassiner sur le mode « n'importe quoi » !

La leçon de février 2022 et des jours qui précéderont ne sera pas tirée par les mêmes, n'en doutons pas : rappelez-vous, de Mélenchon à Le Pen ou Zemmour en passant par Sarkozy c'était la même conviction : « Une attaque de la Russie, c'est impossible... ». Seuls les services de renseignement américain furent dans le coup, même Zelensky, paraît-il, n'était pas vraiment convaincu.

On entendra tout et son contraire sur la possibilité d'une attaque russe sur la Lituanie : pour commencer, que si ce sont les Américains qui le disent, c'est la preuve de leur volonté d'en découdre avec une Russie qui ne cherche qu'à... se défendre (antienne répétée jusqu'à plus soif par les poutinistes, parfois ne s'avouant pas comme tels, d'ici comme de là-bas) ! D'autres, que, vu les difficultés de l'armée russe en Ukraine, c'est impensable qu'elle se coltine un nouveau conflit, cette fois directement avec l'OTAN.

Or, c'est ne rien comprendre à une guerre impérialiste de notre temps que de penser que c'est la pure logique militaro-militariste qui pousserait à passer à l'action ou qui freinerait l'envie « d'y aller ». Le corps de doctrine russe, dit doctrine Guerassimov, du nom de son

7. Guerre en Ukraine : un autre pays européen bientôt envahi ? L'ex-patron de la CIA alerte sur les ambitions guerrières de Poutine ([Midi Libre](#)).

auteur, chef d'état-major de son état, ne fait du militaire qu'une composante, certes essentielle mais à usage dosé à bon escient, de la stratégie belliciste russe. Elle intègre le *soft power*, les cyberactions, etc., le tout formant une « guerre hybride », qui permettent d'affaiblir l'ennemi de le diviser, de le faire hésiter... C'est une doctrine assumant que la Russie est militairement plus faible, et de loin, que l'OTAN (quoique, voir plus loin). Je dis bien militairement, surtout vu l'état de son armée percluse de vulnérabilités de tous ordres de par la résistance ukrainienne, sans parler des déboires des services de renseignement comme on vient de le voir avec les frappes ukrainiennes contre des aéroports stratégiques, loin dans la profondeur du pays avec le bilan que l'on sait.

Mais ce que Poutine sait aussi, et très bien, c'est que les Occidentaux ont déjà fait la preuve qu'ils sont des tigres de papier face précisément à cette doctrine Guerassimov : le tournant ayant été, avec, sans coup férir, le précédent de l'intervention russe en Géorgie ou celui dans le Donbass avec, en prime, l'annexion de la Crimée, l'inaction lamentable de cet Occident honni quand il a renoncé à frapper le régime syrien qui venait de procéder à une attaque chimique contre la population révoltée. Ce qui avait été annoncé par lesdits Occidentaux comme la ligne rouge à ne pas franchir sous peine de déclencher des frappes de représailles. Or Obama, qui s'était engagé à frapper Assad, avec l'appui, entre autres, de la France, y renonça à la dernière minute ouvrant ainsi la voie à l'intervention russe en soutien à un président syrien qui était au bord de la défaite. Action militaire

qui déboucha sur des massacres innombrables de population, qui permit au régime, avec l'appui militaire de l'Iran (toujours là en Ukraine), de prendre le dessus sur la révolte populaire. Mais intervention qui aussi fut un terrain d'expérimentation militaire de premier ordre mettant en œuvre ce que l'on voit aujourd'hui en Ukraine : des massacres de masse parmi les civils pour tenter de casser une résistance militaire !

Que ce qui réussit en Syrie ait échoué en Ukraine, est interprété par les Russes comme un détail, important certes, à corriger concernant le travail de sape, à la Guerassimov, de la motivation de l'ennemi à riposter. L'appui militaire occidental, qui fit défaut en Syrie, s'est produit, en termes d'appui en fournitures d'armements, formation et renseignement, en Ukraine. Mais Poutine n'en garde pas moins le cap tout en améliorant plus finement sa perception de ce qui peut amener l'OTAN à rester l'arme au pied : ainsi, une attaque de la Lituanie, comme cela semble se préciser, outre qu'elle ne rencontrerait pas de résistance locale, malgré la détermination des Lituaniens, *à la différence de ce qui s'est passé en Ukraine*, se ferait dans le contexte créé par l'arrivée de Trump au pouvoir. Un Trump qui a maintes fois indiqué qu'il était envisageable pour les États-Unis de se retirer de l'OTAN ou de ne pas y engager les forces américaines pour défendre l'Europe – pas un pays comme la Lituanie, l'Europe – en cas d'attaque russe.

À tout cela ; on peut ajouter, comme incitation pour Poutine à agir, sans attendre, au-delà de l'Ukraine, la sous-dotation des armées européennes, françaises comprises (passées à côté, par exemple, des innovations en drones, cette



arme qui s'avère clé en Ukraine), comme résultat des «dividendes de la paix» perçus avec la fin de la guerre froide et qui ont signifié des baisses exponentielles des budgets militaires⁸. Ce n'est qu'avec l'idée que le parapluie américain risquait fort de se refermer alors que la Russie se fait de plus en plus menaçante, que l'Europe vient, tout récemment, de lancer un vaste projet de réarmement. Or Poutine, très sensible aux logiques de temps, sait que le retard pris par l'Europe dans ses dotations matérielles de défense comme dans celles en troupes, lui laisse une marge de manœuvre, et de provocation, à hauteur de cinq à dix ans, voire plus pour que l'Europe, par ailleurs dépourvue de coordination inter-armées/inter-pays, puisse devenir opérationnelle face à une action militaire d'envergure. Et cela d'autant plus qu'alors que les armées européennes, à la seule exception des

8. Jean-Dominique Merchet, l'un des meilleurs connaisseurs des réalités militaires en France et en Europe, écrit assez cruellement : « L'armée française, c'est l'armée américaine, mais en version bonsaï » ! En 2022, écrit-il aussi, en donnant la méthode de calcul employée en fonction des moyens militaires disponibles, « si l'armée française était, demain, déployée dans un "engagement majeur" de "haute intensité", comme en Ukraine, elle pourrait tenir un front de 80 kilomètres. Pas plus. Quatre-vingts kilomètres, c'est la distance séparant Dunkerque de Lille ou Strasbourg de Mulhouse. Le front ukrainien s'étend, lui, sur près de 1 000 kilomètres » (Jean-Dominique Merchet, *Sommes-nous prêts pour la guerre ? L'illusion de la puissance française*, Robert Laffont, mars 2024). Alors en agrégeant (mais la coordination ça ne s'improvise pas face à une armée russe supérieurement coordonnée... avec elle-même !) les disponibilités militaires des divers pays européens (mais qui en serait ?), il serait peut-être possible de tenir sur un front lituanien nécessairement plus court !

actions expéditionnaires françaises en Afrique, au demeurant dans des conditions d'intervention totalement différentes de ce que serait un champ de bataille européen, sont en manque criant d'expérience de terrain (on ne parle pas d'exercices d'entraînement tout nécessaires qu'ils soient en logique militaire), l'armée russe, elle, malgré les revers qu'elle subit en Ukraine, a des longueurs immenses d'avance en termes de capacités opérationnelles testées *in situ* depuis 2022 ! Avec toujours de la chair à canon à profusion qu'il est inimaginable – encore heureux – que l'Europe ait et même puisse mobiliser.

Reste la riposte nucléaire que la France et le Royaume-Uni pourraient envisager, mais qu'ils n'envisageront pas, en tout cas pas pour la Lituanie (comme on a pu entendre, dans le passé, « on ne va pas mourir pour la Pologne ou la Tchécoslovaquie », ce qui nous valut de mourir après les Polonais et les Tchécoslovaques). Comme d'ailleurs n'envisagera pas la Russie, malgré ses fanfaronnades sur la menace réitérée d'utiliser l'arme atomique. Menace, véritable pièce-maîtresse, espère-t-elle, pour, dans le cadre de sa guerre hybride, neutraliser, en activant dans les opinions publiques occidentales les peurs de l'apocalypse, les velléités de riposte militaire de leurs États à son expansionnisme néofasciste⁹.

9. Précision du 4 juin : la possibilité que la Russie franchisse le pas pour l'utilisation de l'arme nucléaire, faible avant l'arrivée de Trump à la Maison Blanche, pourrait en fait avoir augmenté si elle comprend que celui-ci, d'une certaine façon, comme Obama en 2015 sur la Syrie, lui envoyait le même signal d'opportunité pour un passage à l'acte brutal. À ceci

Alors que faire face à ce qui incontestablement reste un danger néofasciste russe? La réponse ne serait-elle pas prioritairement en Ukraine? Elle a, en effet, la première armée d'Europe, tout à fait opérationnelle, malgré les difficultés qu'elle connaît (à qui la faute justement?), par la force des choses, avec un capital d'expérience et de résilience, comme chez son peuple, de premier ordre, avec une inventivité extraordinaire pour se donner soi-même les moyens de se défendre... et d'attaquer, en attendant plus d'aides de ses alliés pour, précisément, repasser à l'offensive. Pour l'Europe, il s'agirait de s'appuyer, en combinaison avec ses propres actions sur sol est-européen pour contrer ou menacer préventivement de contrer une agression de la Lituanie par la Russie sur l'armée ukrainienne, en lui fournissant en urgence (comme la Tchéquie avait réussi à faire en un temps record pour les fournitures d'obus) des moyens de contre-attaquer sur le front oriental de son territoire et ainsi menacer les acquis d'occupation du sol ukrainien par l'envahisseur. Façon de prendre à revers l'agresseur russe de la Lituanie.

près, qu'en sens inverse, cette fenêtre d'opportunité, pourrait se retrouver vite fermée, de par le net veto que la Chine a toujours signifié à la Russie, depuis le déclenchement de cette guerre, quant au recours au nucléaire. On peut donc faire, sans trop de risque (mais sait-on jamais), le pari que la crainte de déclencher l'ire, avec ses graves conséquences, provoquée par la transgression dudit veto de l'ami chinois dont il a absolument besoin pour éviter de s'écrouler militairement en Ukraine, serait plus fort chez le dictateur russe que la tentation de profiter du feu vert qu'il verrait du côté de la présidence états-unienne.

À voir, en étudiant de plus près que je ne viens de faire, histoire d'inciter à s'informer et à débattre, une situation des plus complexes et les urgences qu'elle suscite! Et cela, véritable défi aux gauches pour l'émancipation, du point de vue de l'intérêt des peuples européens afin que, refusant la politique de l'autruche pacifiste, ils se mobilisent en toute autonomie politique et sociale pour une autodéfense anti-impérialiste-antifasciste! Laquelle pourrait commencer à s'exercer en faveur des Lituanien·nes ou d'autres peuples!

1^{ER} JUIN

L'Ukraine a frappé un grand coup aujourd'hui

Il s'agit de la plus grosse attaque sur sol russe contre des installations aériennes stratégiques utilisées pour bombarder les populations civiles ukrainiennes¹⁰. La particularité de ces frappes coordonnées contre quatre aéroports de première importance est que, non seulement elles se sont produites dans une profondeur qui n'avait jamais été atteinte (jusqu'à 4 000 km de l'Ukraine!), mais que, pour ce faire, la portée des drones ne permettant pas toujours d'aller si loin, les opérateurs (des services spéciaux et du renseignement) se sont déplacés... à proximité des aéroports. Ce sont des camions chargés de drones sous leurs toits qui ont été mobilisés : ces toits se sont ouverts, en coordination opérationnelle sur les quatre aéroports, et les drones ont

10. <https://www.youtube.com/watch?v=uCIOL79L1k>.

décollé. Le tout sans que les détections russes soient en capacité d'agir !

La conséquence est terrible pour les Russes puisque, indépendamment de l'humiliation subie (les Ukrainiens se payant le luxe de filmer et de diffuser les vidéos), ce sont les capacités opérationnelles de l'armée russe qui sont affectées : 40 avions de toutes sortes mais tous parmi les plus sophistiqués ont été détruits. Selon Xavier Tytelman, ce coup pourrait même avoir des conséquences sur le front où déjà les Russes, embourbés, vont perdre une partie du soutien aérien qui leur était consacré. Surtout si, les bombardements sur les populations civiles ukrainiennes se trouvant diminués par les frappes sur les quatre aérodromes, ils pouvaient être, à moyen terme, réorientés vers la défense des lignes ukrainiennes du front des chasseurs type F16, jusque-là prioritairement consacrés à neutraliser les frappes sur les civils.

Enfin cette action de haut vol (jamais mieux dit !), bien que terrestre, se produit la veille de la rencontre entre négociateurs ukrainiens et russes à Istanbul.

Le fait est que, contre ce que la propagande russe cherche à faire valoir sur la supposée position favorable de la Russie dans cette guerre (les plus obtus des pro-russes croyant que l'Ukraine a perdu la guerre !), la démonstration vient d'être faite de façon magistrale qu'il n'en est rien : elle n'est même pas capable de déjouer une opération de cette envergure en son

coeur de territoire. Démonstration est faite, à l'inverse, si cela était nécessaire, de la capacité ukrainienne à bousculer et faire vaciller l'action de guerre d'un ennemi, *a priori*, bien plus puissant.

Situation militaire avec l'ISW¹¹

Toujours peu d'évolution sur les fronts. Ce qui doit se lire à partir de la débauche d'attaques russes et les terribles pertes qu'elles provoquent chez les assaillants : peu de km² conquis pour tant de vies perdues ou mutilées. C'est, en résumé, le terrifiant bilan du criminel de guerre. En face les Ukrainiens connaissent aussi des pertes, mais la loi de la guerre donne la prime du rapport de force à ceux qui, parvenus à fortifier leurs positions, les défendent, quand ceux qui attaquent n'ont pas les moyens de percer. Ils font mieux que tenir les lignes. En effet, appuyés par leurs drones et les possibilités de minages express qu'ils leur assurent, ils contre-attaquent et malmènent leurs adversaires qui voient leurs faibles avancées se réduire fréquemment à néant.

La pression ukrainienne sur la zone de Kursk et celle, proche, de Belgorod, empêche les Russes de basculer un maximum de moyens humains et matériels vers le front Est. Et, avec les raids aériens dans la profondeur russe, entrave la montée en puissance de la préparation de leur « grande » offensive d'été qui, si elle a lieu, sera un test à grande échelle pour une armée russe percluse de vulnérabilités. Les Ukrainiens,

11. [Institute for the Study of War](#), 23 mai 2025.



eux, prennent leurs dispositions pour que cette offensive les démultiplie.

On relèvera, à propos du coût humain du côté russe de cette folie guerrière, qu'un poutiniste avéré a, tout en commettant un total contresens sur la volonté de paix de son idole, lâché publiquement le morceau que la propagande du Kremlin tient caché. Interrogé sur la chaîne de télévision saoudienne Al-Arabiya quant au fait de savoir si le Kremlin était intéressé par la paix, Sergeï Markov a répondu par l'affirmative, puis il a ajouté « Oui, Vladimir Poutine est très intéressé par la paix, car cette guerre a déjà coûté à la Russie plusieurs centaines de milliers de vies. » Au moins 200 000 sur un total de morts et blessés cumulés de quasiment 800 000¹² ! Tout ça (un front qui ne bouge pas), pour ça...

Note de l'ISW (extraits)

■ Les forces ukrainiennes ont mené des frappes de drones contre la Russie les 22 et 23 mai.

L'état-major ukrainien a indiqué avoir frappé l'entreprise Energiya à Yelets. Le chef du Centre ukrainien de lutte contre la désinformation a indiqué que l'Energiya produit des batteries et des composants pour les drones, les chars, les missiles; etc. [...]. Le média d'opposition russe *Astra* montre des anomalies thermiques, qui montrent qu'il y a probablement un incendie à la raffinerie de pétrole de Ryazan.

■ Opérations ukrainiennes en Russie

Des combats limités se sont poursuivis dans l'oblast de Koursk le 23 mai.

Affirmations non confirmées: un blogueur militaire russe a affirmé que les forces russes avaient progressé au sud-est de Tetkino. Des sources russes

affirment que les forces ukrainiennes ont poursuivi leurs attaques près de Tetkino et dans des zones non précisées dans la direction de Gluchkovo. Avancées ukrainiennes évaluées: des images géolocalisées indiquent que les forces ukrainiennes ont progressé dans le sud de Tetkino.

■ Avancées russes présumées: des images montrent que les forces russes ont avancé jusqu'au poste de contrôle frontalier au sud-est de Tetkino.

■ L'observateur militaire ukrainien Kostyantyn Machovets déclare que les forces nord-coréennes ne mènent plus d'assauts dans la direction de Koursk et qu'elles ne sont déployées qu'« épisodiquement » sur le territoire russe.

■ Les forces russes ont poursuivi des opérations offensives limitées dans le nord de l'oblast de Sumy; avancées confirmées au nord-est de Kharkiv, en direction de Kupyansk, de Borova, de Lyman, de Siversk, Tchasiv Yar sans progression notable confirmée.

■ Les forces ukrainiennes ont récemment progressé en direction de Toretsk.

■ Avancées ukrainiennes évaluées: des images géolocalisées indiquent que les forces ukrainiennes ont avancé au nord de Toretsk.

■ Affirmations non confirmées: un blogueur russe a affirmé que les forces russes ont avancé vers la périphérie ouest de Novospaske et au nord de Nova Poltavka (au sud-ouest de Toretsk) et qu'elles occupent la majeure partie de Hnativka (au sud-ouest de Toretsk).

■ Les forces russes ont attaqué à la périphérie de Toretsk: au nord-est près d'Ozarynivka, à l'est près de Droujba, au nord près de Dylivka, Datchne et Krymske, à l'ouest près de Novospaske, au sud-ouest près de Romanivka et au sud-ouest près de Romanivka, Oleksandropil, Hnativka, Zorya, Yablunivka, et Nova Poltavka et vers Poltavka, Rusyn Yar et Popiv Yar.

12. Voir « Guerre en Ukraine... », *L'Indépendant*, 23 mai 2023.

■ Un blogueur russe affirme que les forces ukrainiennes ont contre-attaqué près de Poltavka-Popiv Yar.

■ Le commandant adjoint d'un bataillon mécanisé ukrainien opérant dans la direction de Toretsk a indiqué que les forces russes tentent d'interdire les lignes de communication terrestres ukrainiennes par des frappes de drones et que les forces russes continuent de mener des assauts d'infanterie avec des véhicules légers, notamment des motos et des buggys.

■ Le commandant d'un bataillon ukrainien de systèmes sans pilote opérant vers Toretsk a indiqué que les forces russes avaient concentré un nombre important d'unités de drones, dont des drones à fibre optique.

■ Les forces russes ont progressé vers Novopavlivka.

■ Avancées russes évaluées: des images indiquent que les forces russes ont avancé au nord-est de Troitske. Affirmations non confirmées: un blogueur militaire russe affirme que les forces russes ont avancé au nord-est et au sud de Novoserhiivka.

■ Un officier ukrainien d'un détachement opérant dans la direction de Novopavlivka a indiqué que les combats s'intensifiaient dans la région et que les forces russes n'utilisaient pas de véhicules blindés ou de motos lors des assauts. Il a noté qu'elles utilisaient des motos et des véhicules civils pour transporter l'infanterie.

■ Les forces russes ont avancé dans la direction de Kurakhove. Avancées russes évaluées: des images géolocalisées indiquent que les forces russes se sont récemment emparées d'Odradne. Les milbloggers russes attribuent la prise d'Odradne à des éléments de la 36^e brigade séparée de fusiliers motorisés.

■ Les forces russes ont attaqué à l'ouest de Kurakhove près de Kostyantynopil, Andriivka, Oleksiivka et Bahatyr et au sud-ouest de Kurakhove près d'Odradne. Les blogueurs russes affirment que

les forces ukrainiennes ont contre-attaqué près de Bahatyr et d'Odradne.

■ Les forces russes ont poursuivi leurs opérations offensives vers Velyka Novosilka, à l'est de Hulyai-pole, près de Vysoke, de Zaporijjia et de Kherson, mais n'ont pas fait d'avancées confirmées.

23 MAI

Ilya Budraitskis est historien et enseigne à l'Université de Californie à Berkeley. Il est l'une des voix les plus importantes de la pensée de gauche russe. Cette entrevue le confirme qui, accordant une grande place au régime russe mais pour mieux ouvrir large, déblaie bien des entraves à une réflexion nécessaire à émanciper une gauche internationale en perdition à cause de ses choix de servitude volontaire. Servitude volontaire qui la débranche de toute dynamique d'aide aux peuples pour échapper, devant la faillite des régimes libéraux virant toujours plus à droite, aux tentations suicidaires dans certains secteurs de tout laisser filer vers l'arrivée au pouvoir des néo ou, comme dit Ilya Budraitskis, post-fascistes¹³.

Parmi les idées pertinentes avancées par notre homme, je retiendrais d'abord ceci, sur la nécessité de donner le primat politique aux logiques de «pouvoir d'en bas» :

Nous devons nous concentrer sur la défense de la «démocratie», et non d'une «démocratie» limitée aux institutions démocratiques

13. Voir le texte intégral de l'entrevue avec Ilya Budraitskis : «La crise de l'hégémonie libérale est la raison pour laquelle tant de gens se tournent vers l'extrême droite», *Inprecor*, 18 mai 2025.



bourgeoises et à leur fonctionnement. Nous devons combiner la défense de la "démocratie" avec la revendication de l'égalité et de la participation, car c'est là tout le sens de son émergence aux 18^e et 19^e siècles: la lutte des classes populaires pour l'influence politique et la représentation. Une telle conception de gauche ou socialiste de la démocratie comme «pouvoir d'en bas» peut servir de base commune à une large coalition antifasciste qui rassemble les partis de gauche, les syndicats et les diverses formes d'auto-organisation féministe, antiraciste, écologique et de quartier. Ce sont précisément ces projets que les postfascistes et les néofascistes veulent détruire, car ils contredisent leur idée d'un ordre étatique hiérarchique structuré comme une entreprise capitaliste.

Quant à la guerre en Ukraine, Ilya Budraitskis met en évidence quelque chose qui échappe trop à gauche: elle est, à maints égards, paradoxalement, la culmination d'un processus interne à la Russie (fantasmant un danger externe – la main de l'OTAN – pour les besoins de la cause), par lequel les élites autour de Poutine, sentant le boulet du mécontentement populaire monter, ont poussé, avant qu'il ne prenne de l'ampleur¹⁴, à fasciser le régime pour

casser l'expression de ce mécontentement; le déclenchement de la guerre venant verrouiller cette dérive et justifier la destruction désormais totale des libertés et dominer/«conformer» les esprits, par la peur de la répression, des assassinats, des tortures, etc.:

Poutine a été une nouvelle fois confronté à un mouvement de protestation démocratique croissant et au mécontentement d'une grande partie de la société russe. Il a également vu dans cette vague de protestation une combinaison de menaces externes et internes. Toutes les révolutions, y compris la révolution russe de 1917, auraient été secrètement contrôlées par les ennemis extérieurs de la Russie. L'Occident aurait empoisonné la société russe avec des idées fausses, libérales ou socialistes. La réponse de Poutine aux nouvelles manifestations a été d'envahir l'Ukraine en février 2022. Pour Poutine, la question ukrainienne n'est pas seulement une question d'intérêts géostratégiques de l'État russe sur la scène mondiale. Il n'était pas seulement préoccupé par la concurrence avec l'OTAN, mais aussi par l'existence de son propre régime. C'est pourquoi l'invasion de l'Ukraine a marqué un tournant. Poutine a utilisé la guerre pour transformer le régime en une dictature répressive.

Cette analyse doit nous amener à mieux cerner le choix qui s'impose pour sortir de cette guerre qui a un ancrage dans un socle politique néo/postfasciste. Ne pas voir cela c'est passer

14. «Les manifestations de 2021 en Russie sont des manifestations survenues en soutien au dirigeant de l'opposition Alexeï Navalny, arrêté à son retour en Russie après avoir été empoisonné. Juste avant le début des protestations, Navalny a diffusé le film *Un palais pour Poutine: L'Histoire du plus gros pot-de-vin*. Le 23 janvier 2021, près de 100 000 personnes manifestent en Russie contre son

arrestation, mais leur nombre diminue nettement dès le week-end suivant, en partie à cause de la répression» (Wikipedia).

à côté du réel, ce qui est un bonus pour le dictateur russe. Et ses alter ego ou partisans internationaux.

14 MAI

Sophia Chikirou et l'iceberg insoumis

Les poutinophiles ont donc, comme le rapporte *Le Canard enchaîné*, défilé le 8 mai en France en miroir, anticipé d'un jour, avec le défilé qui s'est tenu à Moscou pour commémorer la victoire russe sur les nazis en 1945. Au détail près que l'opération spéciale moscovite était un exercice de haut vol pour soutenir la guerre que la Russie mène en Ukraine... contre les supposés ukronazis! Qu'on se le dise, 2025 c'est 1945! Et dans le rôle des nazis vous avez les Ukrainiens, l'OTAN... allez, l'Occident tout court, sans lequel la Russie, alors l'URSS, n'aurait pas vaincu les nazis!

C'est d'ailleurs ce méga-détail du soutien à la guerre russe contre l'Ukraine qu'a repris à son compte la députée LFI Sophia Chikirou en tentant, devant les débris du stalinisme présents, un grossier tour de passe-passe: et cela en qualifiant de provocation le projet d'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN et dans l'UE. Tour de passe-passe? Oui, car pour grossière que soit la pirouette, le propos de la députée LFI se comprend un 8 mai si l'on accepte que cette intégration qui serait faite dans l'OTAN et dans l'UE serait celle d'un pays d'ukronazis. Autrement dit, sans le dire ouvertement, cette députée, dite de gauche, part, en gros(sier) implicite de son propos, de la délirante qualification du régime ukrainien comme nazi, qui est la colonne

vertébrale du discours de justification tenu par Poutine pour massacrer l'Ukraine. Et tant pis si, comme il fait couramment sur tout et sur rien, le susdit dictateur inverse le cours de l'histoire en brandissant, dans l'oubli des pactes nazi-staliniens de 1939-1941, le souvenir d'une victoire russe (ukrainienne et avec l'appui des États-Unis) défensive pour légitimer aujourd'hui une offensive militaire, une guerre qui, néofasciste, porte le sceau de l'expansionnisme belliciste du fascisme historique, procédant par annexions successives de pays, massacres/exterminations de populations, crimes de guerre et processus génocidaires. Pas de quoi faire frémir une Sophia Chikirou négationniste, en faisant silence sur elles, de ces choses.



À tout cela, on se doit d'ajouter que, dénier à l'Ukraine le droit d'intégrer l'OTAN (et l'UE), en l'absence des brigades internationales que LFI n'a pas cru bon d'organiser en soutien aux Ukrainien·nes (aux côtés de leurs gauches combattant l'envahisseur), c'est très exactement ce que veut obtenir Poutine. Non pas pour se protéger de la stupide supposée menace d'avancée vers l'est d'une OTAN qui n'a pas bougé le petit doigt quand il a occupé une partie de la Géorgie, puis la Crimée (sans oublier l'absence de réaction occidentale quand il est allé briser et massacrer, avec l'appui de l'Iran, la révolution



populaire en Syrie), mais au contraire (ah ! cette obsessionnelle inversion de l'histoire !) pour que lui soit laissée toute possibilité de mener à bien la destruction programmée de l'Ukraine indépendante. Ce qui aurait pu se passer si le peuple ukrainien n'était pas entré en résistance bousculant l'inertie et le défaitisme des pays occidentaux qui donnaient l'Ukraine vaincue d'avance ! C'est cela qui donne toute sa signification à la présence de Sophia Chikirou dans le défilé parisien du 8 mai : présence et discours qui sont une contribution politique au *soft power* poutinien et à ses vérités parallèles.

Mais devant ce que nous rapporte *Le Canard enchaîné* sur l'enchaînée au poutinisme, il faudrait éviter de garder une focale locale, je veux dire, sur la seule infâme soumise au dictateur russe ! Ouvrons-la cette focale pour comprendre que Sophia Chikirou n'est que la partie émergée de l'iceberg pro-Poutine qu'est LFI. Non pas tellement l'ensemble gazeux des Insoumis-es, bien qu'il y en ait qui soient pris-es dans cette glace du déshonneur et du reniement anti-internationaliste d'une lutte populaire en cours, mais plutôt l'appareil de LFI, ce cercle étroit des proches du Grand Chef, donnant le la à une masse qui, gazeuse, est dépourvue du pouvoir de peser sur les orientations et accepte, plus ou moins de bon gré, qu'il en soit ainsi pourvu que LFI fasse le job en faveur de Gaza. Manifestation d'un internationalisme à géométrie variable et donc diminué d'une pleine puissance.

Ce qu'a fait et dit la députée LFI est donc représentatif du cours anti-ukrainien pris par cette organisation. Laquelle, au début, avait tenté

de donner le change en dénonçant l'agression russe. Laquelle avait laissé, un temps, ses euro-député-es voter le soutien, y compris militaire, à l'Ukraine mais, désormais, par une virulente reprise en main des troupes et des élus, avec épuration des insoumis-es non soumis au Chef, par celui-ci et sa garde rapprochée du POI, impose la ligne de la paix en Ukraine aux conditions de Poutine (par cession des territoires ukrainiens annexés et de leurs habitant-es). Le tout étant couronné par l'appel, vote à l'appui à Strasbourg, à cesser toute fourniture d'armes à la résistance ukrainienne au nom d'un affligeant antimilitarisme pacifiste, munichois, dont on a oublié ce qu'il avait signifié avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est de tout cela qu'est le nom le 8 mai 2025 d'une insoumise, et de la caste dont elle fait partie, insoumise à l'obligation de solidarité avec l'Ukraine résistante à l'égal de tout autre peuple, en lutte ou opprimé. C'est tout cela qui peut alimenter, non seulement l'indécente meute de droite et d'extrême droite, collabos du génocide commis à Gaza, qui vise LFI, mais aussi la politique de division qui sévit à gauche (et pas que du côté de LFI) et qui pave la voie de l'accès au pouvoir à l'ami-e néofasciste, Le Pen ou Bardella, du néofasciste Poutine dont Sophia Chikirou est aussi l'amie !

13 MAI

C'est ballot...

Redoutable est le nouveau missile russe mais voilà, fallait pas le laisser tomber, dès sa première sortie (pas top pour un redoutable),

entre les mains des Ukrainien·nes¹⁵. Car, voyez-vous, s'il y a quelque chose qui les fait craquer ces pervers-es susdit·es ukronazi·es (fusillé qui pouffe!), c'est de comprendre comment ça marche, histoire de renvoyer, au plus tôt, l'engin, boosté XXL et rebaptisé local, à l'expéditeur. Par exemple, mais pas seulement, pour intercepter les petits frères dudit missile de première (brève) génération, appelé à dérider le chafouin du Kremlin, mais promis désormais à être réduit au piteux statut de funeste «dégénération»!

Décidément sataniques sont ces Ukrainien·nes, comme le clament à tous vents, depuis toujours, les très spéciaux (à l'instar de leurs guerres) orthodoxes enfant de c(h)oeur Vladimir et frère Kirill...

Comme le rapporte *The War Zone*, «le renseignement militaire ukrainien (GUR) aurait récemment mis la main sur un exemplaire relativement intact du S8000 Banderol, un nouveau missile russe à moteur à réaction¹⁶. La munition aurait été interceptée en territoire ukrainien».



15. «Guerre en Ukraine : pour la première fois, le redoutable nouveau missile de croisière russe S8000 Banderol capturé par les Ukrainiens», *L'Indépendant*, 13 mai 2025.

16. Voir «Guerre en Ukraine : les renseignements de Kiev mettent la main sur une puissante arme, un nouveau drone russe dévoile tous ses secrets», *Midi Libre*. Cette capture repose le problème des composants technologiques que la Russie parvient à se procurer à l'étranger. Nouvelle incitation à neutraliser à 100 % ces porosités favorables au néofascisme russe, actives à travers une entreprise russe bien identifiée et pourtant sous le coup de sanctions.

9 MAI

Les Ukrainiens gâchent le jour de la Victoire russe

Une [vidéo carte](#) (RFU News) montre comment, depuis quelques jours, l'Ukraine organise sur le terrain, par des frappes dévastatrices en Russie même, un travail de sape méthodique de l'esbroufe politique médiatique et politique à partir de laquelle Poutine voulait monter ses cérémonies de la Victoire de 1945 pour célébrer la sienne en Ukraine.

Ce que l'Ukraine a commencé le 5 mai, et est appelé à se poursuivre¹⁷, est destiné à porter un rude coup à la Russie sur le terrain militaire, la défense du territoire, comme sur celui de la propagande, en mettant au jour ce qu'elle cache, les extrêmes vulnérabilités desdites défenses qui renvoient en miroir à ses échecs offensifs en Ukraine¹⁸. La plus rude humiliation infligée

17. Par leurs multiples attaques par drones, les Ukrainiens ont obligé les Russes à rapatrier d'urgence à Moscou des systèmes de détection aérienne disséminés sur le front, positionnés bien à l'abri dans l'arrière, mais désormais exposés face à ces attaques. Cependant le plus grave, peut-être, pour les Russes est que ses frappes ont, ce faisant, affaibli, par défaut de moyens de détection, les défenses comme les offensives dudit front et risquent même d'exposer les systèmes de détection à être repérés sur leurs trajets de retour. La tactique ukrainienne, qui a su jouer de ces réactions en chaîne, fait la preuve de son efficacité.

18. Fin mars, et cela a à peine bougé en avril, mois où les avancées étaient déjà faibles, les gains territoriaux de la Russie restaient négligeables. Qu'on en juge : au 25 mars le gain de la Russie depuis le 24 février 2022 s'élevait à 11,25 % du territoire ukrainien. Or, après avoir atteint son maximum en mars 2022 avec 18,81 %, ces gains s'étaient stabilisés en septembre 2022 à 11,75 % sans plus jamais connaître de pics.

au dictateur russe aura été probablement que ces frappes ukrainiennes à Moscou et alentours aient perturbé l'arrivée aux aéroports des invités internationaux aux cérémonies.

8 MAI

9 mai 2025/9 mai 1945 ou la victoire postulée du néofascisme poutinien

Rappelons, en premier lieu, que, comme c'est de règle dans un régime ayant aboli la liberté d'expression et la confrontation des idées qui va avec elle, la Russie de Poutine impose une lecture instrumentalisée de cet événement du 9 mai 1945, de fait, une falsification de sa réalité, entre autres par l'oubli de l'appui en armement¹⁹ que les États-Unis fournirent, en 1942-1943, à un Staline mis en difficulté malgré le courage des combattant·es russes.

Mais cette instrumentalisation de la libération du pays en 1945 se manifeste essentiellement dans la justification qu'elle autorise de la guerre déclenchée en février 2022 contre l'Ukraine : guerre qui serait dans la filiation de la lutte antinazie puisque le régime de Kyiv serait, à côté d'autres balivernes de ce type, nazi. Raccourcis de l'histoire qui décapitent l'histoire.

Mais il y a un autre volet de cette instrumentalisation de l'histoire, plus récente, par le néofascisme russe – car s'il y a aujourd'hui un régime néofasciste c'est bien le russe – qui concerne

l'anti-occidentalisme forcené qui construit le mythe d'une Russie assiégée par l'OTAN. Le pont, en ce 9 mai, entre l'argumentaire tordu sur la victoire contre les nazis et celui, tout aussi tordu, de la menace existentielle otanesque, c'est la volonté d'ajouter à la légitimation par l'histoire falsifiée, la légitimation par l'actualité, tout aussi falsifiée d'un Occident visant à détruire le pays, dans la lignée de ce que fut l'accès à l'indépendance des pays du pacte de Varsovie vis-à-vis de la Russie stalinienne. Le point de jonction se faisant sur ce pont, qui mène de l'histoire au présent, s'établit sur la figure du nouveau Staline, nouveau en tant qu'il est sa version capitaliste néofasciste mais, double du Petit Père des peuples, en ce que l'ancien du KGB récupère de lui tout l'attirail des mécaniques les plus barbares de destruction des droits démocratiques couplée à celle des droits sociaux. Mais aussi son tropisme, tout aussi barbare, impérialiste expansionniste, inscrit au demeurant dans l'histoire antérieure, celle de la Russie impériale, celle de Pierre I^{er}, née en 1721. Longue est l'histoire de l'impérialisme russe qui aboutit à Poutine, l'exalté du 9 mai.

Tout ceci étant posé pour donner, en ce jour de commémoration en Russie, un coup de projecteur sur les mystifications poutiniennes autour de l'histoire mises au service de la guerre en Ukraine, je vous propose ces lignes de l'historienne, ukrainienne et militante de gauche, Hanna Perekhoda : elles portent sur ce cheval (fourbu) de bataille des poutiniens de Russie et d'ailleurs à propos du supposé rôle de l'OTAN dans l'Est européen qui aurait justifié de lancer en 2022 la néofasciste/archéo-stalinienne

Ainsi de novembre 2022 jusqu'en octobre 2024, je dis bien octobre 2024, la progression est contenue entre 10 % et 11 % et entre novembre 2024 et mars 2025 elle n'évolue que de 11,02 % à 11,25 % (source [Warmapper](#)).

19. Augustin Rémond, *Revue d'histoire*, 25 novembre 2024.

opération massacre des Ukrainien·nes. Opération massacre qui est ce que, en réalité, ce 9 mai 2025, on va célébrer et justifier en Russie sous l'égide du Massacreur Suprême dans l'instant où son armée étant embourbée à grignoter de minimes km² et à perdre des milliers de soldats, seul le recours aux bombardements systématiques de civils tente de donner le change que la Victoire est là !

9 mai russe, jour de défaite de la Vérité de l'histoire et du présent...

« Pour réfléchir aux solutions, il faut au moins ne pas se tromper sur les causes »

Entretien avec Hanna Perekhoda (*Politique*, 9 mai 2023 (extraits)).



J'ai remarqué qu'une fois qu'on postule que l'OTAN a une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre, on pose un mauvais fondement à son raisonnement et donc à l'édifice de sa pensée dans son ensemble. Il y a cette idée que l'OTAN a empiété sur la zone d'influence russe et que la Russie ne fait que réagir à cette menace occidentale. Cette interprétation débouche sur une conclusion aux implications politiques importantes : si la Russie a déclenché la guerre parce que l'Occident aurait empiété sur sa zone d'influence légitime, cela signifie que la guerre aurait pu être évitée ou même qu'elle peut prendre fin si les revendications de la Russie étaient satisfaites.

Tout d'abord, ce raisonnement nous dit ouvertement que si votre pays n'est pas une « grande puissance » comme la Russie, les États-Unis ou la Chine, vous n'avez aucun droit à la souveraineté et vous êtes à jamais condamné à être une colonie. Mais même si l'on met de côté toutes les questions morales et éthiques et que nous admettons que la clé de la paix dans le monde est d'accepter qu'il soit divisé

en plusieurs zones d'influence exclusives (oublions même que ce type d'architecture mondiale a déjà conduit à deux guerres mondiales), plusieurs questions se posent néanmoins.

Imaginons que, dans la poursuite de l'objectif noble de vouloir arrêter la guerre, nous partitionnons l'Ukraine et « garantissons » à la Russie que ce qui resterait de ce pays ne pourrait jamais rejoindre les alliances militaires, politiques et économiques occidentales. Qu'est-ce qui nous fait penser que cela va calmer Poutine ? Je vous rappelle que, dans son ultimatum à l'Occident fait en décembre 2021, il a réclamé toute l'Europe de l'Est. La zone d'influence russe imaginée par Poutine ne s'arrête pas en Ukraine et en vérité personne ne sait où elle s'arrête. La réponse la plus probable, c'est qu'elle ne s'arrête nulle part, car tout pays démocratique à ses frontières est une menace pour la Russie, non pas pour la sécurité de la population russe, mais pour la sécurité du régime autoritaire.

Quand on attribue les causes de la guerre à un affrontement entre deux blocs, notre hypothèse sous-jacente est que l'OTAN constitue une menace objective pour la sécurité de la Russie. Et c'est là qu'on se trompe, car on prend le discours de Poutine pour argent comptant.

Un petit rappel : la Finlande a rejoint l'OTAN cette année. En même temps, le ministre finlandais des affaires étrangères affirme qu'aucune troupe russe supplémentaire n'a été déplacée à la frontière commune depuis que la Finlande a rejoint l'alliance. Si l'OTAN était la menace objective pour la Russie, pourquoi n'y a-t-il pas de troupes, ni même de propagande officielle présentant la Finlande comme une menace ? Visiblement, l'adhésion à l'OTAN de ce pays qui possède une frontière de 1 340 km avec la Russie n'est pas un problème pour Poutine. En revanche, l'Ukraine, qui n'a jamais été officiellement candidate à l'OTAN, est présentée comme une menace imminente pour l'existence même de la Russie.

Alors peut-être que ce n'est pas l'OTAN qui menace Poutine, mais quelque chose d'autre ?

On a tendance à l'oublier, mais Poutine n'a pas toujours été anti-occidental. C'est seulement en 2011, qu'il a commencé à dire que la Russie était en danger et que ce danger émanait de l'Ouest. Que s'est-il passé en 2011 ? S'agit-il d'une année où un pays occidental s'est montré particulièrement agressif à l'égard de la Russie ? Pas du tout. La seule chose qui s'est produite cette année-là, c'est que les Russes ordinaires sont descendus dans la rue pour protester contre Poutine, qui violait la Constitution pour se faire élire une troisième fois. La crainte des élites de perdre le pouvoir a généré un discours qui présentait la Russie comme une forteresse assiégée, entourée par des ennemis, et Poutine comme le seul leader capable de protéger la Russie de ce danger existentiel. « Sans Poutine, pas de Russie », disait Viatcheslav Volodine, un des leaders du parti poutinien.

À mon avis, cette guerre n'est pas une réponse à une menace objective pour la société russe, ni à la menace extérieure qui résulterait des tensions entre les blocs. Cette guerre est une réponse à une menace subjective à l'encontre de la mafia russe qui s'est emparée de l'appareil d'État et qui ne veut pas lâcher le moindre bout de son pouvoir. Ce n'est donc pas la Russie qui est en danger, mais son régime politique et cette menace résulte des tensions entre les intérêts de classes à l'intérieur de l'État russe lui-même. Il n'est pas facile de préserver le pouvoir à l'intérieur d'un pays où 1 % de la population possède 75 % de la richesse totale. C'est pourquoi le régime fait tout pour étouffer les tendances démocratiques dans le voisinage, et surtout en Ukraine. L'Ukraine est un pays avec lequel les Russes ordinaires ont la plus grande proximité culturelle. Si elle parvient à construire un État démocratique et prospère, elle risque d'éveiller des idées dangereuses chez les Russes. Ils pourraient en effet se poser la question : si les Ukrainiens n'ont pas besoin d'un État autoritaire et répressif pour vivre

normalement, pourquoi nous, les Russes, en avons-nous besoin ?

Et finalement, il faut admettre que l'OTAN n'est pas à l'initiative en Europe de l'Est : ce sont les pays eux-mêmes qui veulent désespérément rejoindre l'alliance, et qui exercent une pression pour le faire. Pourquoi ? Parce que l'impérialisme russe, pour eux, est une menace bien réelle. Et surtout, ils le font parce qu'on est incapable de proposer à ces États d'autres garanties de sécurité que l'adhésion à l'OTAN. Pour rappel, l'Ukraine a le Mémoire de Budapest en 1994, en vertu duquel elle donne tout son ancien arsenal d'armes nucléaires, le troisième plus grand au monde, contre une garantie que la Russie respecte sa souveraineté et ses frontières. Quand la Russie a violé cet accord et le monde s'est tu, tous les pays de l'espace post-soviétique ont pris conscience que tous ces papiers ne valent rien, et que l'article 5 du traité de l'OTAN, qui prévoit une assistance mutuelle des États membres en cas d'agression, est la seule manière valable de se protéger. Tant que l'ONU est en état de mort cérébrale et que la communauté internationale est incapable de proposer des mécanismes de sécurité alternatifs, c'est cynique d'appeler au démantèlement des alliances militaires.

Pour suivre au quotidien
les carnets de guerre d'Antoine Rabadan
sur Facebook, cliquer sur
« Carnets de Guerre »

PAROLES
FÉMINISTES
D'UKRAINE

Discriminées en tant que femmes, réprimées en tant qu'Ukrainiennes

Yaryna Dehtiar¹

Il existe un mythe selon lequel la science soviétique était progressiste, se développait rapidement et rivalisait avec les découvertes scientifiques au niveau international. Dans les bureaux et les laboratoires, les hommes faisaient des découvertes d'envergure mondiale. Et le parti orientait avec assurance les scientifiques vers le communisme progressiste.

Qu'en est-il de la vérité ? Comment l'URSS a-t-elle inventé des mythes et instauré la terreur contre la science ? Et pourquoi savons-nous encore si peu de choses sur les femmes scientifiques réprimées et « oubliées » par l'Union soviétique ? Yaryna Dehtiar, militante de l'Atelier féministe, a évoqué ce sujet lors d'une conférence sur la science à l'époque de l'URSS, sur les femmes scientifiques ukrainiennes d'hier et d'aujourd'hui, que nous avons organisée.

L'Atelier féministe

À propos du développement de la science en URSS

En 1928, un agronome inconnu, Trofim Lyssenko, a annoncé la découverte de la vernalisation. Il s'agissait d'une technique inefficace de semis des céréales, qui avait déjà été découverte avant Lyssenko. Mais le pouvoir soviétique a célébré avec enthousiasme Trofim Lyssenko comme un génie unique et autodidacte. Et dans les rapports sur l'efficacité de la vernalisation, on mentait effrontément et on accusait les prétendus « koulaks » d'être responsables des mauvais résultats.

La période Lyssenko, c'est la science de l'époque soviétique. Le parti niait la génétique, les lois de la physique et de la chimie, et à la place, on soignait toutes les maladies avec du bicarbonate de soude.

En outre, les dirigeants du parti ne mettaient à l'Académie des sciences que « leurs » gens, qui obéissaient au pouvoir. Ceux qui étaient talentueux mais ne voulaient pas obéir aux ordres du parti étaient accusés d'espionnage et de terrorisme. Les scientifiques étaient de plus en plus souvent qualifiés de « bourgeois » et d'être « serviles envers l'Occident ». De telles accusations signifiaient la prison, l'exil et la mort.

La science progressiste en URSS était en réalité une fiction construite sur le mensonge et la répression. La fin du lyssenkisme a commencé à la mort de Staline. Cependant, personne n'a jamais été puni pour avoir falsifié des recherches scientifiques et pour l'arrestation et la mort de scientifiques talentueux.

1. Yarina Dehtiar est membre de l'Atelier féministe.



Natalia Lukyantchikova



Kateryna Yuchtchenko



Kateryna Yuchtchenko : l'Ukrainienne qui a créé l'un des premiers langages de programmation

En 1937, le père de Kateryna a organisé pour ses enfants une excursion sur les lieux du passé militaire des Cosaques. Pour cela, il a été accusé d'être un nationaliste ukrainien et arrêté avec la mère de la jeune fille. Kateryna elle-même a été reconnue comme fille d'un «ennemi du peuple» et exclue de l'Université nationale de Kyiv. La jeune fille s'est retrouvée seule. Elle s'est lancée dans la programmation et a été l'une des premières à travailler sur ordinateur.

À l'été 1937, Kateryna Yuchtchenko entre à l'université d'État d'Ouzbékistan à Samarcande. À 30 ans, elle soutient sa thèse de doctorat. Selon son fils, Kateryna Yuchtchenko vivait modestement, sans aspirer à une vie luxueuse. Elle subvenait aux besoins de ses trois enfants, de sa

mère et de sa belle-mère. Elle était toujours occupée à quelque chose, sans jamais se reposer. Le doyen Mykola Hlybovets se souvient :

Je suis venu chez Kateryna pour obtenir une recommandation, car elle faisait partie de mon jury de thèse. Elle m'a accueilli dans la cuisine, tenant ma thèse dans ses mains, la lisant, la feuilletant tout en préparant des crêpes.

Kateryna Yuchtchenko est l'auteure du premier manuel de programmation en URSS. Membre de l'Académie internationale des sciences informatiques, elle a reçu l'Ordre de la princesse Olga. Le père de la cybernétique, Norbert Wiener, a alors affirmé que l'URSS était en avance sur les États-Unis dans le développement de la théorie de l'automatisation. C'est Kateryna Yuchtchenko qui dirigeait le département d'automatisation de la programmation de l'Institut de cybernétique !

Natalia Lukyantchikova : une physicienne reconnue dans le monde entier

Lauréate du Prix national ukrainien dans le domaine des sciences et des techniques, Natalia est la fondatrice d'une école renommée spécialisée dans l'étude des processus photoélectriques et luminescents. Plus de 200 articles scientifiques, neuf élèves devenus docteurs et candidats au doctorat, six mois de travail en Allemagne en tant que professeure invitée. Impressionnant, n'est-ce pas ?

Née en 1937, Natalia a travaillé à l'Institut de physique des semi-conducteurs de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine. Elle était membre permanent du Comité international, dont l'une des tâches était de définir les priorités de la recherche mondiale dans le domaine du bruit. Pendant plusieurs décennies, elle a collaboré avec des scientifiques de renom de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de France et des États-Unis.

Ses recherches ont influencé le développement de la recherche sur le bruit. Dans la littérature scientifique sur le bruit, on trouve souvent le terme « rapport de Lukyantchikova »

Valentina Radzymovska : militante et docteure en médecine

Valentina Radzymovska, professeure de microbiologie et fondatrice de l'école ukrainienne de biochimie a été contrainte d'émigrer à l'étranger pour échapper aux persécutions du pouvoir soviétique.

Valentina est née dans la région de Poltava dans une famille de militants ukrainiens. Après avoir terminé ses études secondaires à Kyiv en 1903, Valentina part étudier à Saint-Petersbourg. Elle y participe activement aux réunions de l'intelligentsia ukrainienne du Parti révolutionnaire ukrainien et lit les œuvres de Lesia Oukrainka².

Sa maison devient le lieu de rassemblement du mouvement national ukrainien. À plusieurs reprises, Valentina cache des documents et des armes. Après le début de la révolution de 1917, Valentina s'est concentrée sur la science et l'enseignement. Professeure à l'Institut médical de Kyiv en 1924, elle a dirigé un département à l'Institut panukrainien d'éducation populaire et un autre l'Institut scientifique et pédagogique.

Valentina Radzymovska est l'auteure d'une étude sur l'impact des bouleversements sociaux et des révolutions depuis 1917 sur l'organisme des enfants. Les résultats ont montré une influence négative évidente : petite taille, prise de poids et sous-développement de certains organes.

Arrêtée en août 1929 pour espionnage, Valentina Radzymovska a passé plus d'un an en prison, où elle a subi des tortures morales et physiques. Le parti l'a qualifiée de « peu fiable ». Il n'était plus question de science ni de recherche. Valentina part à l'étranger, où elle poursuit son travail. Le cœur de Valentina Radzymovska s'est arrêté de battre le 22 décembre 1953 dans l'État de l'Illinois, aux États-Unis.

2. NdT Écrivaine ukrainienne (1871-1913), militante pour l'indépendance de son pays, pionnière du féminisme. Voir *L'Ukraine en toutes lettres*, Syllepse, 2023.

Olena Kurylo : créatrice de la terminologie scientifique ukrainienne

En 1908, Olena a commencé à étudier au département de philologie de la faculté de philosophie de l'université de Königsberg. Le linguiste ukrainien Yevhen Tymtchenko fut le premier à intéresser Olena Kurylo à la culture ukrainienne et au mouvement de libération. Le deuxième fut son mari, Dmytro Kurylo, qui servit comme officier supérieur dans l'armée de la République populaire ukrainienne et fut membre de la mission diplomatique ukrainienne à Varsovie.

Pendant la République populaire ukrainienne, Olena a vécu à Kyiv et a rédigé un manuel de grammaire ukrainienne pour les enfants. À la même époque, la linguiste a commencé à travailler à l'élaboration d'une terminologie ukrainienne. En 1918, elle a publié un *Petit dictionnaire russo-ukrainien de terminologie médicale*. Olena était également collaboratrice de la Commission folklorique et ethnographique, membre de la Commission d'histoire locale et de la Commission d'histoire de la chanson de l'Académie des sciences de l'Ukraine, membre de la Commission dialectologique de l'Académie des sciences de l'Ukraine.

Elle a participé à des expéditions dans les régions de Tchernihiv et de Poltava pour y recueillir les chants funèbres, les chansons, les contes et les légendes ukrainiennes.

Au début des années 1930, une campagne de persécution des linguistes ukrainiens a commencé et ses travaux ont été interrompus. Après 1932, aucun de ses travaux n'a été publié. Le mari d'Olena a été envoyé en exil et elle a été

condamnée à huit ans de camp. Il existe des mentions indiquant qu'Olena aurait réussi à rester en vie et à sortir du camp le 5 octobre 1946. Mais les informations sur sa vie s'arrêtent là.

Double oppression

Nous savons peu de chose sur les femmes scientifiques ukrainiennes, car elles étaient victimes d'une double oppression : l'URSS et le patriarcat. Les Ukrainiennes talentueuses ont été réprimées, persécutées et leurs travaux interdits. Celles qui ont réussi à se faire une place dans le monde scientifique à l'époque de l'URSS devaient en plus s'occuper de leurs tâches ménagères, de leur mari et de leurs enfants. Qu'est-ce qui a changé depuis l'époque de l'URSS et quelle est la situation actuelle des femmes scientifiques ukrainiennes ?

Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco, les femmes représentent 47 % des scientifiques en Ukraine. Elles sont représentées à égalité avec les hommes dans les sciences naturelles et agricoles, la construction mécanique, la médecine et les technologies. Cependant, les stéréotypes sociaux à l'égard des femmes et le manque de financement empêchent encore les femmes scientifiques ukrainiennes de réaliser leur potentiel. Voici comment Elena Vaneeva, mathématicienne et docteure en sciences physiques et mathématiques, explique cette situation :

J'ai été confrontée à cette situation lorsque je me suis inscrite en doctorat. Ils ont appelé le directeur de mon mémoire pour qu'il donne son avis sur moi. Et il a répondu : « Je ne sais



pas, vous pouvez la prendre ou non. Mais je pense qu'elle n'écrit pas tout elle-même, c'est un camarade de classe qui lui donne les réponses».

Natalia Atamas, candidate en sciences biologiques et vulgarisatrice scientifique, partage également son expérience des stéréotypes :

La saison des expéditions commence en avril, quand l'eau des rivières est encore froide. Qu'est-ce que j'entends? «Ma fille, comment tu peux te baigner dans l'eau froide, tu vas accoucher!»

Les femmes scientifiques ukrainiennes ont brisé le «plafond de verre» et démystifient les stéréotypes sur les femmes. Après tout, nous avons une forte tradition de pensée scientifique, créée et développée par les femmes au même titre que les hommes. Comme c'était le cas autrefois. Comme c'est le cas aujourd'hui.

Bilkis

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 10, « La parole à Bilkis »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 14, « Le groupe féministe de Lviv Bilkis harcelé par les fascistes »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 15, « L'espace des choses anticapitaliste de Lviv »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 18, « Bilkis, un féminisme solidaire »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 27, « Notre perspective est d'agir pour résister »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 29, « Bilkis, un féminisme de terrain »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 33, « Les autres sont comme nous, un nouveau zine féministe à Lviv »



Atelier féministe

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 9, « L'Atelier féministe ouvre un refuge de longue durée à Lviv pour les enfants et les femmes touchés par la guerre »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 10, « Paroles féministes face à la guerre »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 27, « Nous voulons simplement survivre en 2024 »

Soutien à l'Ukraine résistante, n° 33, « Pourquoi nous fermons notre centre d'accueil pour femmes déplacées à Lviv »



Ukraine CombArt était à Kyiv pour le Festival DocuDays : bravo pour cette 22^e édition !

Sophie Bouchet-Petersen¹

Invitées par les organisateurs du festival international du documentaire et des droits humains DocuDays UA pour sa 22^e édition, nous avons mis le cap sur l'Ukraine le 5 juin. Dans le précédent supplément à la Newsletter d'Ukraine CombArt, nous vous présentions ce remarquable festival qui se tient chaque année depuis vingt-deux ans à Kyiv, en temps de paix comme en temps de guerre. Notre délégation (Dominique, Marianne, Marie, Sophie) y a représenté Ukraine CombArt et le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

Autant le dire d'emblée : nous avons été bluffées par la richesse et la qualité de sa programmation (plus de 70 documentaires, majoritairement ukrainiens ou sur l'Ukraine mais aussi d'autres pays, dont un focus particulier sur le cinéma documentaire chilien), par la variété et l'intérêt des nombreux débats qui ont émaillé cette semaine, par l'organisation impeccable de ces journées (et soirées) de découvertes et



1. Notre délégation devant l'entrée du festival.

d'échanges, par la mobilisation de nombreux jeunes volontaires, reconnaissables à leurs tee-shirts verts, qui renseignaient et aiguillaient efficacement les festivaliers.

Nous avons retrouvé avec joie Kateryna Singurova, qui conduisait la délégation de onze femmes venues à Paris en novembre 2024 : nous avons découvert à cette occasion que le festival DocuDays est le vaisseau amiral d'une activité multiforme qui comprend notamment un réseau de 500 ciné-clubs qui innervent tout le territoire ukrainien, servant aussi de supports pour des débats et des mobilisations sur des sujets choisis localement avec les habitants.

Nous avons revu à Kyiv des amis de longue date : les musiciens Oleg Srypka et Sasha, du groupe V.V. (Vopli Vidopliassova), avec lesquels nous avons organisé en juin 2023 un concert au Paradis Latin, ainsi qu'un ancien des V.V., qui fut très engagé et blessé à Maïdan en 2014 : ingénieur de formation, il fabrique aujourd'hui des drones dont la technologie de pointe a

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.



2. Deux volontaires devant le programme du festival.



3. Devant un wagon des chemins de fer ukrainiens.

permis d'améliorer de manière spectaculaire la précision et les performances (nous taisons son nom pour des raisons de sécurité mais vous pouvez voir ici le catalogue de cette start-up de la tech qu'il a créée avec des amis: <https://bee-ta.tech/en>).

Hommage au rail ukrainien !

Après un vol Paris-Varsovie, nous avons pris un premier train pour Chelm puis un autre pour Kyiv, soit près de 24 heures de voyage. La photo n° 3 est notre hommage au courage des travailleurs et des travailleuses du rail ukrainien. Avec la guerre qui a interrompu toute aviation civile dans le ciel ukrainien, le train occupe une place vitale dans le déplacement des civils, l'évacuation des réfugié·es et des déplacé·es, le transport des militaires en partance pour le front et le retour des soldat·es blessé·es. Malgré les alertes, les attaques et les pertes parmi son personnel, Ukrazalynytsia, la compagnie ferroviaire, n'a jamais interrompu le trafic et ses trains

sont d'une ponctualité exemplaire². Renforcement des mesures de sécurité, réparation des infrastructures ciblées par les bombardements russes, modernisation et électrification du matériel : les chemins de fer sont un pilier de la résistance ukrainienne et de la construction de son avenir.

Arrivées à la gare de Kyiv, somptueuse cathédrale ferroviaire avec mosaïques et vitraux, nous y avons retrouvé notre ami Oleg Skrypka, venu nous chercher pour nous conduire à l'hôtel Staro que nous avait recommandé l'équipe de DocuDays car très proche des lieux où se déroule le festival, dans le quartier branché de Podil. C'est un bâtiment kitchissime, construit en 2012 à la manière de l'art nouveau et entièrement dédié à Alfons Mucha (1860-1939), le célèbre affichiste tchèque (des reproductions de ses œuvres ornent tous les murs). La légende

2. NdÉ. Voir Alena Tkalic, « Les trains dans la guerre », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 9, 30 juin 2022.

dit que cet hôtel a été érigé à l'emplacement de ce qui fut jadis la demeure d'Elena Darmostoukova, son amante de Kyiv.

On a dansé l'Arkan et la sardane

Le 6 juin, avant l'ouverture du festival et devant le grand cinéma d'art et d'essai Zhovten qui en sera l'épicentre, joyau de l'architecture constructiviste des années 1930, Dominique a formé une ronde Arkan avec Oleg Skrypka (dont la présence ne passe pas inaperçue), Kateryna (du staff DocuDays) et nombre de festivaliers volontaires, Marianne assurant au micro la traduction des explications en ukrainien.

L'Arkan est une danse de combat des Hout-soules, peuple des Carpates ukrainiennes, dont Dominique et Oleg ont simplifié il y a quelques années la musique et les pas pour qu'elle soit plus facile à danser, à Paris (comme nous l'avons fait lors de la marche de février dernier pour le troisième « anniversaire » de l'invasion à grande échelle) comme à Kyiv (où la culture houtsoule reste peu connue).

Nous l'avons fait suivre d'une sardane, ronde catalane de résistance (en particulier sous la dictature de Franco) et de joie, qui a, elle aussi, rencontré un vif succès. Nous avons ensuite remis à Oleg, pour le Centre mères-enfants de Dnipro, la somme que nous avons récoltée (3 000 euros) lors des deux vide-greniers organisés en mai par Ukraine CombArt (avec le soutien de la mairie du 10^e arrondissement).

Soirée d'ouverture du festival

La salle (773 places) est comble. Parmi les interventions qui précèdent la projection du



4. La ronde Arkan le jour de l'ouverture du festival.

premier film : celle de Maksym Butkevych, militant libertaire des droits humains, pilier historique de DocuDays, engagé dans l'armée dès février 2022, fait prisonnier, détenu pendant plus de deux ans dans les geôles russes et libéré en octobre 2024 à la faveur d'un échange de prisonniers.

Soulignant l'importance et l'actualité du combat pour les droits humains, il a chaleureusement remercié toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour sa libération (le RESU en était, qui a fait ardemment campagne pour lui et avait organisé une rencontre par Zoom avec son père à l'époque où on ne savait pas dans quelle prison il était détenu)³.

Oleksandra Matviitchouk est également intervenue ce soir-là : avocate qui dirige le Centre pour les libertés civiles, créé en 2007, elle avait

3. NdÉ. Voir Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, [Maksym Butkevych : libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre](#), Paris, Syllepse, 2023.



5. Maksym intervenant lors de la soirée d'ouverture



6. Oleksandra Matviitchouk.

déclaré lorsque le prix Nobel de la paix a été remis à cette ONG très active que «la guerre en Ukraine n'est pas une guerre entre deux États mais entre deux systèmes: l'autoritarisme et la démocratie». Différents partenaires de DocuDays ont également pris la parole, dont l'ambassadeur de Suède et le représentant à Kyiv de l'Union européenne.

Nous avons, ce soir-là, observé une minute de silence en mémoire de celles et ceux tombé-es pour la défense de l'Ukraine. Puis brandi des pancartes appelant à rejoindre la campagne internationale People First pour le retour des prisonniers de guerre, des civil-es détenu-es et des enfants ukrainiens déportés (Ukraine CombArt et le RESU sont, aux côtés de beaucoup d'autres mouvements, parties prenantes de cette mobilisation).

Toute éventuelle négociation de paix devra inclure cette libération pour laquelle Maksym Butkevych est aujourd'hui activement engagé et dont Oleksandra Matviitchouk a souligné

qu'il s'agit d'une priorité absolue car beaucoup de captifs et captives, terriblement maltraité-es dans les prisons russes, risquent de ne pas survivre assez longtemps pour voir la fin de la guerre.

En fin de soirée, des ballons représentant la pastèque emblématique de Kherson sont lancés dans la salle: le public se les passe de main en main en riant, moment de détente après les émotions de cette soirée très réussie.

Mille façons de filmer «ce que la guerre fait aux humains»

Nous ne pouvons évoquer ici en détail tous les excellents films à l'affiche du festival et leurs mille manières, frontales ou indirectes, d'évoquer la guerre faite à l'Ukraine par le criminel du Kremlin (vous pouvez consulter le site de DocuDays: <https://docudays.ua> ainsi que leur Instagram). Quelques mots, cependant, de quelques coups de cœur.

■ **Sanatorium : montrer la guerre sans la montrer**

Premier film projeté lors de la soirée d'ouverture : *Sanatorium*, du réalisateur irlandais Gar O'Rourke. Sur les rives d'Odessa se dresse l'imposant sanatorium Kuyalnik, établissement de santé défraîchi datant de l'ère soviétique, où des clients de moins en moins nombreux viennent pour des traitements régénérants à la boue, des hydromassages et des thérapies électriques supposés améliorer le bien-être physique et mental. Héros de ce documentaire : les curistes en quête de répit et le personnel de l'établissement (dont certains ont accompagné le réalisateur à Kyiv et étaient sur scène avec lui après la projection).

Dans ce film qu'on pourrait croire hors temps, la guerre est là, proche et distante à la fois, omniprésente mais jamais au premier plan : on en entend les échos, on voit au loin les fumées monter dans le ciel ; elle inquiète mais on l'aborde aussi avec humour et une certaine distanciation, alors même qu'Odessa est régulièrement la cible de bombardements meurtriers. Un film sensible et attachant qui en dit long, mine de rien, sur la résilience ukrainienne.

■ **My dear Theo, lettres à un fils**

Nous avons été particulièrement touchées par le beau film d'Alisa Kovalenko, *My dear Theo*. Nous connaissons deux de ses précédents documentaires, *Alisa in Warland* (2015) et *Home Games* (2018), projetés dans de nombreux festivals et couronnés de nombreux prix. Engagée volontaire dans les forces armées ukrainiennes, la réalisatrice (par ailleurs très mobilisée contre



7. La salle du Zhovten brandissant la pancarte People First.

les viols de guerre des troupes russes) a donné à son film la forme épistolaire de lettres à son petit garçon, qu'il lira plus tard et qui lui expliquent les raisons de son choix. C'est à la fois un autoportrait intime, qui ne cache pas les contradictions qui tenaillent la mère et la soldate, et une série de tableaux qui documentent la vie de son unité, la camaraderie pudique entre frères et sœurs d'armes sous la menace constante des tirs et des bombardements. Ce film poignant, à la fois preuve d'amour et documentaire de guerre, parle du chagrin d'être séparée de ceux qu'on aime et du courage de ces volontaires qui, venu-es de toutes les professions, ont pris les armes et rejoint, souvent sans expérience militaire préalable, les rangs de la Défense territoriale. Le générique de fin liste tous ceux qu'on a vus à l'écran et qui ont péri depuis.

Dans le débat qui a suivi, Alisa Kovalenko a souligné l'importance de s'affranchir des images de guerre abondamment diffusées par les télévisions et sur les réseaux sociaux, qui saturant





8. Le réalisateur de *Sanatorium* et son équipe.



9. *My dear Theo* : «Alisa, sur le front, parle à son fils».

et sidèrent sans laisser de place à la réflexion. Son parti pris (commun à de nombreux documentaires sélectionnés par DocuDays) est à l'opposé : donner à voir des histoires humaines, incarnées, complexes, au plus près de ce qui est vécu et, de là, nourrir une réflexion plus générale sur la guerre et la résistance.

■ *Songs of Slow Burning Earth*: guerre ordinaire et ordinaire de la guerre

Nous avons également beaucoup aimé le film d'Olha Zhurba, *Songs of Slow Burning Earth* («Chants de la terre qui brûle lentement»), qui porte en France et dans le cadre de la collection Génération Ukraine d'Arte le titre de *La guerre ordinaire*, moins poétique. Sans commentaires et ponctué de rares témoignages, ce documentaire donne à voir le chaos des évacuations lors du déclenchement de l'invasion de février 2022, la douleur et l'angoisse de ceux qui ont tout perdu, la découverte des fosses communes laissées derrière elles par les troupes russes, le travail

des médecins légistes pour l'identification des corps et l'attente anxieuse des familles, les enfants d'un village qui jouent à la guerre avec des armes bricolées et un réalisme confondant, des soldats amputés qui réapprennent à marcher avec leurs prothèses et se charrient. Un album puissant qui montre l'impact de la guerre sur les gens ordinaires et sur les militaires, sur les familles et sur les générations futures.

Une longue séquence montre un convoi transportant vers le lieu de leur enterrement des soldats morts au combat : tout son parcours est jalonné de gens agenouillés, dans le froid et la neige, parfois en groupe, parfois seuls, qui leur rendent un dernier hommage. Cette pratique, qu'une journaliste ukrainienne nous a dite héritée d'un rituel cosaque, est aujourd'hui généralisée dans toute l'Ukraine au passage des convois mortuaires de militaires. Le film se termine par la juxtaposition de deux séquences qui montrent le fossé qui ne cesse de se creuser entre les sociétés ukrainienne et russe : ici, un

débat avec de jeunes lycéens ukrainiens qu'un professeur incite à se questionner et à imaginer l'avenir; là, la militarisation d'élèves russes en uniforme, marchant au pas cadencé à la gloire du régime de Poutine. Glaçant.

■ **Militantropos, transformations et adaptations face à la guerre**

Un mot enfin de *Militantropos*: ce titre est un mot-valise formé de «*milit*» - guerrier - et «*anthropos*» - humain -, il signifie «ce que la guerre fait aux humains». Les trois cinéastes - Yelizaveta Smith, Simon Mozgovyi et Alina Gorlova - sont membres du collectif Tabor auquel appartient également Maksym Nakonechnyi dont nous avons projeté *Butterfly Vision* à Paris et à Lormes en 2023. Depuis douze ans, ce collectif de réalisateurs et de producteurs indépendants de documentaires et de fictions documente les transformations de l'Ukraine sous l'effet de la guerre. Nous ne

connaissions d'Alina Gorlova que le film *Bataillon invisible* qu'elle a coréalisé sur la place des femmes dans l'armée ukrainienne et leur bataille pour l'égalité des droits sous l'uniforme (que nous avons projeté en mars 2024 à la Maison de l'Amérique latine).

Le protagoniste central de *Militantropos*, c'est ce processus de transformation des personnes et d'adaptation psychologique voire de «normalisation», induit par la guerre et par la nécessité d'y faire face. Le film a pris forme au fil des voyages des trois documentaristes dans différentes régions d'Ukraine, de rencontres non programmées a priori avec celles et ceux qui ont accepté de témoigner, de réflexions collectives autour du fait que l'agression russe ne détruit pas seulement les personnes, les villes et les villages mais cherche à anéantir «les significations qui nous identifient», comme ils le disent. Les cinéastes disent aussi avoir évité les représentations naturalistes de la souffrance et



10. «Chants de la terre qui brûle lentement»: immeuble bombardé aux rideaux flottants.





11. *Militantropos*: «Cultiver son champ malgré les obus».



12. La «police du dialogue».

avoir accordé une grande importance aux impressions sonores de la guerre pour la structure émotionnelle de leur film (bruits des bombardements et des raids de drones mais aussi chants d'oiseaux et bourdonnements d'abeilles).

Ces moments collectés au fil de leurs voyages et rencontres brossent le portrait collectif d'un peuple et disent l'adaptation des corps et des esprits à la nouvelle normalité qui a envahi le quotidien, que l'on soit près ou loin du front. Présenté à Cannes lors de la Quinzaine des cinéastes, il montre les réalités fracturées par l'invasion et les vies bouleversées de ceux qui fuient, de ceux qui restent ou reviennent pour reconstruire obstinément ce qui a été détruit, de ceux qui décident de combattre.

■ *2000 Meters to Andriyvka*, caméra au casque

Il faudrait aussi parler de *2000 Meters to Andriyvka*, de Mstyslav Tchernov, auteur du multi-primé *20 jours à Marioupol*. Son nouveau documentaire suit une section de soldats ukrainiens chargée de traverser une forêt lourdement fortifiée pour libérer de l'occupation russe un

village stratégique dont il ne reste plus rien, découvrent-ils en y parvenant finalement. Dans les tranchées, au ras du sol et au plus près des militaires ukrainiens, caméra souvent fixée sur un casque, filmer est ici partager avec eux le risque permanent de la mort (beaucoup de soldats périssent au fil de cette progression meurtrière): un coup de poing à l'estomac.

À noter: beaucoup des documentaires projetés lors de DocuDays, passionnants sur le fond et par la forme, sont réalisés par des femmes.

Une découverte: la «police du dialogue»

Entre les projections: de très nombreux débats ayant à voir avec les droits humains. Nous avons assisté, le 7 juin, à une très intéressante rencontre avec une représentante du Centre pour les libertés civiles et un policier de la «police du dialogue» créée en Ukraine, autour du rôle de la société civile et de la vigilance civique dans la sécurisation du droit de manifester.

Après les violences perpétrées par les Berkout (police spéciale antiémeute) qui ont fait plus d'une centaine de morts et de nombreux blessés sur la place Maïdan et ses alentours lors

de la révolution de la dignité de 2014, une réflexion a été initiée sur l'usage de la force dans un pays démocratique et le rôle de protection des droits qui incombe à la police.

Cette initiative, comme souvent en Ukraine, est venue de la société civile et a ensuite été avalisée par le gouvernement. Ses promoteurs et promotrices se sont d'abord inspiré-es d'expériences scandinaves puis renseigné-es sur de «bonnes pratiques» mises en place dans d'autres pays et ont finalement donné forme à ce qui, en Ukraine, s'appelle désormais la «police du dialogue». Celle-ci a un rôle de prévention mais surtout une doctrine d'emploi réfléchi et résolument non disproportionné de la force publique, nous a-t-il été expliqué.

Dans ce pays où règne la loi martiale, des rassemblements ont pourtant fréquemment lieu et doivent parfois être protégés d'opposants agressifs. La police du dialogue s'attache à éviter toute escalade violente, en relation avec des organisations de la société civile considérées comme des partenaires de la sécurité collective et de l'ordre démocratique. L'accent est mis, nous a dit le policier qui participait à ce débat, sur la formation permanente de ces policiers et sur les interactions avec la société civile. Nous ne prétendons pas que, dans toutes les villes d'Ukraine, la situation soit idyllique mais les responsables de nos «forces de l'ordre» françaises pourraient utilement s'inspirer de cette intéressante démarche ukrainienne!

Nous sommes intervenues, Marie et Sophie, pour témoigner de notre expérience contrastée du maintien de l'ordre en France: protection de nos marches pour l'Ukraine et, dans ce cadre,

relations très cordiales avec la police, répression violente et souvent infondée d'autres types de manifestations, en particulier celles organisées en solidarité avec Gaza et le peuple palestinien. Deux poids, deux mesures... et, fréquemment, impunité assurée en cas de «bavures» résultant d'un usage disproportionné de la force.

Les Archives de la guerre : une base de données exceptionnelle !

Nous avons pu visiter la salle dévolue à la présentation et à la consultation des Archives de la guerre, cette formidable base de données qui rassemble aujourd'hui des millions de documents: témoignages enregistrés et/ou filmés, captures d'écrans des médias officiels russes (avec leurs mensonges ahurissants et leurs discours de haine qui constituent autant d'armes de guerre), reportages professionnels et amateurs, traces multiples et précieuses du vécu sous occupation russe et des exactions commises par les troupes poutiniennes. Pour en conserver la mémoire et en permettre l'histoire mais aussi pour, le jour venu, en poursuivre et punir les coupables.

Une volontaire ultra-compétente nous a montré le fonctionnement de cette plateforme unique: le dépôt des documents, les outils numériques d'archivage, l'IA comprise, les modalités différenciées d'accès à ce fond mis à la disposition des chercheurs, des militant·es, des journalistes, des enquêteur·rices et juristes qui se penchent sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par la soldatesque du Kremlin. Impressionnant!





13 & 13 bis. Remise du kakémono au staff de DocuDays.

Vitalité artistique et questionnements transversaux

Il y aurait bien des choses encore à raconter sur ce festival, sa programmation spéciale destinée aux enfants et aux adolescents, ses rencontres pour les professionnels, ses expositions artistiques, les vidéos expérimentales accueillies à la galerie Ukraïнка.

Quelques thèmes transversaux nous ont semblé irriguer, d'un film à l'autre et d'un débat à l'autre, cette semaine incroyablement riche : la démocratie participative et la vigilance civique à l'ukrainienne, la rareté des ressources et le souci écologique (notamment face aux crimes d'écocide), les relations entre mémoire et histoire face à la propagande mensongère du régime poutinien et à sa réécriture négationniste de l'histoire, les violences – notamment sexuelles – faites aux femmes et aux enfants, les questions éthiques posées par les tournages.

Nous avons été frappées par le nombre de jeunes participant à cette édition de DocuDays : festivaliers et festivalières ainsi que bénévoles

contribuant à la bonne organisation de cette semaine.

Et, plus que tout, par la profusion des talents dont les documentaires projetés montraient la grande variété, par cette démonstration d'une vitalité et d'une créativité artistiques que la guerre n'a nullement éteintes et même, à certains égards, stimulées.

Le 8 juin, nous nous sommes réunies avec le staff de DocuDays (Kateryna Singurova, Roman Bondarchuk, cinéaste et directeur artistique du festival, ainsi que deux autres responsables de cette manifestation). Nous leur avons remis à cette occasion le kakemono en patchwork que nous avons fait réaliser pour eux par Sylvie Skinaï, styliste, plasticienne et couturière qui a travaillé avec Christian Lacroix, amie de Dominique. Thème de cette œuvre : l'amitié France-Ukraine et la solidarité Ukraine CombArt-DocuDays.

Le geste et la chose (raccord avec le code couleurs du festival) nous ont semblé leur plaire. Nous avons évoqué l'hypothèse d'un week-end

du documentaire organisé ensemble à Paris : on vous en dira plus quand les choses auront davantage pris forme.

Master class de Dominique avec le ballet de l'Opéra national de Kyiv

Dominique, danseuse et chorégraphe, a organisé le 7 juin une master class avec le corps de ballet de l'Opéra national de Kyiv, dont les danseurs et danseuses classiques (dont un Français, Clément Guillaume, qui vit désormais à Kyiv) ont travaillé sur les apports de Joseph Pilates (inventeur de la méthode du même nom qui pourrait aussi être utile à la remise sur pied de soldats abîmés au front) et d'Alwin Nikolaïs, pionnier de la danse moderne et contemporaine : «Deux maîtres et théoriciens du corps moderne, tous deux percutés par la seconde guerre mondiale», comme l'a écrit Dominique à notre retour, ajoutant que travail au sol et improvisation favorisent «une bienfaisante concentration dans notre "hors monde" où règnent la complicité et l'intelligence des corps».

Ce fut un moment de partage particulièrement intense, à l'issue duquel est née l'idée de les faire venir à Paris : on vous tiendra au courant.

Dominique a ensuite assisté à une répétition de *La fille mal gardée*, ballet français du 18^e siècle, dirigé par Jean-Christophe Lesage, qui s'est engagé de cette manière, personnellement et à ses frais, aux côtés de l'Ukraine.

La première a eu lieu quelques jours plus tard dans le bel opéra de Kyiv : Marianne, restée dans la capitale après notre départ, y a assisté et a poursuivi la conversation entamée par Dominique.



14. Dominique avec le ballet de l'Opéra national de Kyiv.

En marge de DocuDays...

Nous sommes allées déjeuner dans le célèbre restaurant *100 Rokiv Tomu Vpered*, rue Volodymyska, où nous avons fait la connaissance du jeune chef, Yevhen Klopotenko, qui y exerce ses talents. Il a réinventé et recréé la cuisine ukrainienne, mêlant recettes traditionnelles récoltées à travers tout le pays ou retrouvées dans les livres d'antan et recherches culinaires poussées sur les saveurs (incluant l'examen des cuisines du monde et de leurs techniques respectives) : une renaissance gastronomique allant avec succès tradition et modernité.

C'est aujourd'hui le porte-parole le plus notoire de cette nouvelle cuisine ukrainienne. Il estime mener, sur le front culinaire, sa propre guerre contre l'invasion russe et contre des décennies voire des siècles d'effacement de la culture ukrainienne. Sa première victoire : avoir obtenu la reconnaissance par l'Unesco, en 2022, du bortsch comme recette initialement mise au point par l'Ukraine, antérieure à ses





15. Avec le chef Yevhen Klopotenko.

déclinaisons ultérieures dans les pays slaves. Il a lancé un mouvement de réappropriation et réinterprétation du patrimoine culinaire ukrainien, désormais suivi par de jeunes chefs. Dans sa cave : uniquement des alcools ukrainiens (dont un délicieux vin d'Odessa !). Un repas exquis et une belle rencontre.

Nous tenions à visiter la cathédrale Sainte-Sophie, légitime fierté ukrainienne. Construite au 11^e siècle et de proportions spectaculaires avec ses cinq nefs, ses cinq absides, ses treize coupoles et ses galeries courant sur deux étages, ornée de belles fresques anciennes et de 260 m² de mosaïques sur fond d'or, Sainte-Sophie avait jusqu'à présent été épargnée par les frappes russes (à la différence de nombreuses autres églises et joyaux du patrimoine historique d'Ukraine) mais un violent bombardement sur Kyiv l'a un peu endommagée juste après notre visite, faisant tomber une corniche.

À côté de la statue géante de la *Mère Patrie*, monument de style mussolino-stalinien dont la

faucille et le marteau ont été remplacés par le trident ukrainien, nous avons visité le musée qui retrace l'histoire de l'Ukraine depuis l'Antiquité (les Scythes...) jusqu'à nos jours et martèle, de manière qu'on dira... didactique, combien la nation ukrainienne vient de loin, n'en déplaise à l'historiographie négationniste de l'impérialisme russe. Rus' de Kyiv, Volodymyr le Grand, Iaroslav le Sage, héros cosaques, combats successifs pour l'indépendance : dans chaque pièce, des statues grandeur nature de personnages, masculins et féminins, qui ont ponctué l'histoire au long cours de l'Ukraine. Un regret : on y trouve Bandera mais pas Makhno. Et, pour finir, deux stars nationales de la musique : Jamaïla (qui a remporté la victoire à l'Eurovision 2016 avec sa chanson *1944* sur la déportation des Tatars par Staline) et Oleg Skrypka (rocker culte qui fit très tôt le choix de chanter en ukrainien).

Nous sommes également allées place Maïdan. Devant le mémorial hérissé de drapeaux ukrainiens serrés les uns contre les autres, devant les innombrables photos de soldat-es qui ont donné leur vie pour défendre l'Ukraine, l'émotion nous a submergées bien au-delà de ce à quoi nous nous attendions. Tant de visages de jeunes qui avaient la vie devant eux, fauchés par cette hécatombe générationnelle commise par le dictateur du Kremlin !

Au milieu de cette forêt de drapeaux bleu et jaune, quelques drapeaux d'autres pays honorent les combattants internationalistes venus d'ailleurs (Géorgie, Canada, Grande-Bretagne, Bélarus, États-Unis...), dont ce drapeau tricolore, fiché dans le carré français, qui mentionne la mort, moins de quinze jours plus tôt, d'un



16. Le Mémorial, place Maïdan.

17. Un Français mort au combat.



Français venu se battre « pour la liberté ». Nous sommes restées un long moment à arpenter, en silence et les larmes aux yeux, ce lieu de mémoire bouleversant.

Nous tenons à remercier l'ambassade de France à Kyiv pour sa réactivité lorsque nous l'avons informée de notre venue et la qualité des contacts établis avec messieurs Gaël Veyssière, ambassadeur, et Olivier Jacquot, conseiller de coopération et d'action culturelle, directeur de l'Institut français d'Ukraine : nous comptons sur leur appui pour finaliser, le moment venu, les projets de coopération avec DocuDays et le ballet de l'Opéra de Kyiv que nous avons évoqués lors de nos rencontres.

Leur vie scandée par les alertes

Dans la nuit du 8 au juin, nous avons vécu notre première alerte sérieuse à Kyiv, impressionnante quoique moins terrible que les bombardements encore plus meurtriers qui ont suivi notre départ. Pour mettre l'Ukraine à genoux, Poutine a clairement passé la vitesse supérieure, ses drones et ses missiles assaillent plus intensément la capitale. La plupart de nos ami-es nous ont dit ne plus courir aux abris. La réception de l'hôtel, étonnée que nous nous enquerrions d'éventuelles consignes de sécurité, nous a suggéré de descendre, le cas échéant, au rez-de-chaussée entre deux murs porteurs.

Réveillées vers 2 heures du matin, nous avons finalement fait comme tout le monde : nous n'avons pas quitté nos chambres, tendant toute-fois l'oreille pour le cas où le son caractéristique des drones se rapprocherait de trop près. Pour nous, ce n'était qu'une expérience ponctuelle,



18. Nuit du 8 au 9 juin, une alerte à Kyiv vue de notre chambre.

pas très rassurante, mais loin, très loin de ce qu'endurent les habitant·es de Kyiv et d'ailleurs: elles et eux vivent à longueur d'années avec cette menace permanente planant au-dessus d'eux, ces essais de drones et ces tirs de missiles qui ciblent les bâtiments civils et les infrastructures vitales, faisant toutes les nuits de nouvelles victimes. C'est une pression que nous avons du mal à imaginer, dont nous peinons à prendre la vraie mesure, mais dont nous avons vu combien elle marque les visages de certains de nos amis, ceux qui la taisent comme ceux qui ont besoin d'en parler.

Le message de Kateryna: « Venez nous voir ! »

Avant notre départ de Kyiv, l'équipe de Docu-Days a réalisé une petite interview de nous: nos raisons de venir et nos impressions sur place. À notre tour, nous avons demandé à Kateryna Singourova ce qu'elle voudrait dire aux Français·es pour les inciter à faire le voyage de Kyiv et venir



19. Kateryna avec Oleg Skrypka.

à la rencontre des Ukrainien·nes, ce que nous croyons plus nécessaire que jamais.

Sans nier le risque mais en nous rappelant que la ville est équipée de nombreux abris, Kateryna nous a dit ceci :

Nous, les Ukrainiens, nous nous sommes adaptés. Vous l'avez vu : la ville n'est pas morte, il y a beaucoup de festivals et, pour moi comme pour d'autres, cette vitalité est une fierté, une façon d'affirmer que nous vivons, que nous continuons à travailler, que nous nous battons. Le soutien de nos amis européens – français, allemands et autres – est très important car nous ne pouvons pas gagner cette guerre tout seuls mais, avec votre aide, nous y parviendrons. Nous avons parfois le sentiment qu'en cette quatrième année de guerre, l'Europe commence à se lasser. Les Ukrainiens aussi en ont assez de la guerre ! Nous craignons de passer à l'arrière-plan et il est très important que nos amis français viennent en Ukraine voir qu'ici, nous vivons même si tout est bombardé, que les gens étudient, s'adaptent et même se réjouissent. Vous êtes venues d'une ville en sécurité dans une ville en guerre et je vous en remercie. Après notre visite en France (en novembre 2024), nous avons invité toutes les organisations que nous avons rencontrées. Vous avez été les seules à vouloir venir. Je n'y croyais pas. Je pensais que vous disiez « d'accord », mais que vous n'en feriez rien. Alors merci pour votre courage : vous m'avez surprise. Merci pour votre soutien. Parlez de l'Ukraine à vos ami·es et invitez-les à venir voir notre pays.



Marie a répondu que nous n'étions pas courageuses mais que nous avions « choisi de venir en toute conscience de la situation, de la période difficile que traverse l'Ukraine, et qu'ici, nous avons senti l'utilité de ce que nous tâchons de faire à Paris. Venir et vous voir nous a donné de la force et de l'énergie pour continuer à informer et à agir en France ».

Tenir, malgré la fatigue et l'usure

La guerre est omniprésente, les alertes sont fréquentes, chacun et chacune a perdu, sur le front, dans les bombardements ou dans les territoires temporairement occupés, des proches, des parents, des ami·es, les blessé·es sont innombrables. Beaucoup nous l'ont dit : ils et elles sont fatigué·es, usé·es par bientôt trois ans et demi de guerre, inquiet·es du lâchage de Trump et de l'insuffisance, malgré ses progrès, de l'aide européenne, conscient·es que d'autres guerres relèguent au second plan celle faite à l'Ukraine, inquiet·es aussi que, dans un avenir proche, aucune perspective de cessez-le-feu et encore moins de paix juste ne se dessine.

Mais ils et elles nous l'ont également dit : on ne lâche pas, on continue à vivre, à résister, à se battre, tout simplement parce qu'on n'a pas le choix ; céder serait consentir à notre disparition car ce que veut Poutine, ce ne sont pas quelques territoires de plus pour son 3^e Reich russe, c'est notre effacement comme nation indépendante, démocratique et maîtresse de son destin.

Alors ils et elles résistent, de mille et une manières, au front mais aussi à l'arrière. Comme ces femmes croisées un matin dans un jardin public, avec leurs belles chemises brodées (ces

vyshyvankas ukrainiennes qui ont désormais leur fête nationale, le 18 mai): elles chantaient *a capella* des chansons traditionnelles, à la façon des polyphonies villageoises, afin de collecter quelques sous pour les forces armées ukrainiennes.

Souvent, dans la rue, des gens nous entendant parler français nous prenaient dans leurs bras et nous remerciaient d'être là: de vieilles dames vendant sur de petits étals des poupées en tissu fabriquées par elles et réputées protéger du mauvais sort, une professeure de lycée, un couple lesbien dans un restaurant, un musicien, d'autres encore. Ces effusions nous touchaient et nous gênaient en même temps car nous savions ne pas mériter pareils témoignages de reconnaissance: les remerciements, c'est aux Ukrainien·nes, pour leur vaillance et leur ténacité, que nous les adressons!

Pour Marie, de retour après vingt-neuf ans dans la capitale où elle a vécu pendant les dures années 1990, Kyiv s'est métamorphosée: c'est aujourd'hui une belle ville, très verte, bien entretenue, d'allure européenne, aux terrasses de café animées. On la sent pourtant partiellement vidée car elle a perdu la moitié de sa population, réfugiée à l'étranger (souvent pour y mettre les enfants à l'abri) ou partie combattre sur le front, sans compter le petit nombre de ceux qui se cachent chez eux pour échapper à la mobilisation.

Une question nous taraude: pourront-ils et pourront-elles tenir encore longtemps dans cette guerre qui n'en finit pas de détruire, de saccager et de meurtrir? Certain·es nous disent



20. Place Maïdan.

être prêt·es, quelle que soit leur lassitude, pour une guerre de longue durée. Alors soyons prêt·es, de notre côté, pour une solidarité de longue durée! Nous sommes reparties pétées, comme l'écrit Dominique, «de gratitude, d'admiration et de chagrin» pour celles et ceux qui, défendant opiniâtrement leur droit à l'existence et, ce faisant, nous protègent également: toutes et tous ont terriblement besoin que nous restions à leurs côtés.

BOMIMENTEURS
ET BONI-MENTEURS

L'internationalisme désarmé

Romain Descottes¹

Le plan européen de réarmement, et le cortège de réactions officielles plus ou moins alarmistes qui l'a justifié, suscite des inquiétudes légitimes. La montée en puissance de la production militaire à l'échelle mondiale – et pas seulement européenne – ne peut être prise à la légère pour quiconque se réclamant du camp de l'émancipation.

Néanmoins, dire cela ne nous explique en rien les causes profondes qui nourrissent et encouragent la course à l'armement en cours. Ce n'est donc pas tant sa dénonciation en soi qui importe mais les explications qu'on lui accole. Ce sont elles qui permettent de la comprendre et de la combattre politiquement. Cela est d'autant plus nécessaire que la rhétorique pacifiste n'est pas l'apanage des courants progressistes. Aujourd'hui, Trump, Poutine, Le Pen, ou bien d'autres apprentis fascistes se réclament de la paix... comme Hitler en fut le chantre en son temps.

Le récent appel européen *«Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre!»* est de ce point de vue un mauvais cas d'école. En France, ledit appel, est porté principalement par le POI et la LFI, accompagnés de quelques

personnalités et d'une partie de la mouvance décoloniale. Prenons quelques instants pour décortiquer cette ode à la paix.

L'appel s'ouvre sur une courte citation : *«Ces guerres ne sont pas les nôtres. Nous ne les paierons pas!»* Sans plus de précision, une première réaction vient à l'esprit, qui est donc ce nous et qu'entend-on par payer? La suite de l'appel nous le précisera, mais notons d'emblée que peu importent les premières et principales victimes des guerres à travers le monde, ce ne sont pas les *«nôtres»*. Voilà les peuples agressés bien rassurés, ils et elles n'auront pas à en payer le prix!

Mais, tout de suite, on nous précise la menace : *«Les dirigeants européens préparent la guerre.»* Pourquoi les Européens se préparent-ils donc à des guerres qui ne sont pas les nôtres? On n'en saura rien du reste de l'appel et un nom, qui pourtant vient vite à l'esprit quand on parle de guerre aujourd'hui, sera soigneusement évité tout du long. Celui du maître du Kremlin.

Quoi qu'il en soit, la *«classe ouvrière»*, européenne suppose-t-on, va en payer le prix fort. *«Plus d'impôts»*, nous dit-on, dans cet appel pour la défiscalisation pacifiste, mais aussi par des *«coupes dans les prestations sociales»*, une nouveauté du capitalisme en temps de guerre, et *«un niveau de vie»* en chute libre. Sans même parler du prix de *«notre sang et notre sueur»*. On cherchera tant bien que mal qui, hormis les Ukrainiennes et les Ukrainiens, voient leur sang coulé du fait de la guerre parmi les peuples européens.

1. Romain Descottes est membre du collectif éditorial des Éditions Syllepse et du Comité français du RESU.

Tout cela est dû à «*la crise du capitalisme*» nous explique-t-on et l'arrivée de Trump pour un «*second mandat*» ne va faire qu'amplifier les problèmes en cours. Toujours pas de trace d'un certain sinistre sire et d'un événement qui commence le 24 février 2022. Il est vrai que Trump n'était pas au pouvoir à cette date et l'on ne va pas commencer à citer tous ses amis problématiques. On n'en finirait jamais !

Mais après cet urgent détour anticapitaliste, l'appel en revient au cœur du problème, à savoir «*rejeter l'exigence des gouvernements européens de soutenir leurs politiques brutales et destructrices au nom d'une prétendue "union nationale"*». Il s'agit bien entendu d'un «*patriotisme factice*». Notre poulx s'emballe à la lecture du danger bien réel, mais le suspense persiste. De qui parle-t-on ? Ou les Européens mènent-ils la guerre ? Et pourquoi les chaînes d'info nous cachent-elles cette information essentielle ?

À la suite d'un bref mais nécessaire rappel des millions de morts de la Première Guerre mondiale, on apprend enfin de qui et quoi il est question depuis le début :

La classe dirigeante européenne mène déjà une guerre par procuration en Ukraine et soutient le génocide israélien contre le peuple palestinien.

C'était donc ça !

Ce rapprochement a de quoi surprendre. Si la faible opposition ou le soutien tacite des gouvernements européens, (mais peu importent les divergences entre gouvernements, les Européens c'est pareil !) à la politique génocidaire de l'extrême droite israélienne, est une honte

indélébile qui restera gravée dans l'histoire, on peine à faire le lien avec l'Ukraine. Dans le premier cas, on a un gouvernement qui massacre un peuple désarmé, l'affame, détruit ses villes, tire sur ses écoles et ses hôpitaux. Dans l'autre, on a un gouvernement qui défend ses villes, ses hôpitaux, son peuple, face à une agression impérialiste mené par «*celui dont on ne doit pas prononcer le nom*».

Selon cet hymne pacifiste, les armes envoyées par les Européens depuis trois ans, et dont l'Ukraine dénonce l'insuffisance, alimentent ainsi une «*guerre par procuration*» et ne servent donc pas à sa défense et sa résistance légitime. On avait pourtant connu nos signataires de l'appel plus prompts à rappeler le droit fondamental des peuples à résister. Faut-il encore préciser quel peuple !

Ce que ne nous dit pas l'appel, c'est que l'Ukraine, sans les moyens de se défendre, c'est Gaza. Marioupol ou Bakhmout, c'est Gaza. Il ne nous dit pas non plus que si Netanyahu et Poutine arrêtent leur boucherie, c'est la fin de la guerre, et qu'on ne peut pas en dire autant pour les résistances palestinienne et ukrainienne. La violence néofasciste n'éprouve guère de pitié pour les faibles. Ce que ne nous dit pas non plus l'appel, c'est que les amis de Trump sont Netanyahu et Poutine. Ce ne sont pas les peuples agressés.

Si nous rejoignons les auteurs et autrices de l'appel sur un point, c'est que nous sommes à un tournant historique. Les guerres impérialistes contre les peuples jugés «*faibles*» et uniquement bons à servir les intérêts du «*fort*» risquent de dramatiquement s'amplifier. Notre meilleur



espoir pour y mettre un coup d'arrêt réside précisément dans la résistance armée et non armée des peuples agressés. En cas de défaites, c'est la voie royale pour l'extension de la guerre. Et pour cela il faut effectivement désarmer les agresseurs et soutenir les agressés.

Les peuples qui résistent savent très bien pourquoi ils le font et notre tâche est de faire front à leurs côtés. A défaut, la seule chose qu'on désarme, c'est l'internationalisme.



BOÎTE
ALERTE

Poésie ukrainienne dans la guerre

Artur Dron'

Présentation et traduction par Vladimir Claude Fišera

Artur Dron' né en 2000 dans la région d'Ivano-Frankivsk, à l'ouest du pays, a fait ses études de journalisme à Lviv, au nord-ouest, où il a travaillé dans une maison d'édition. En 2022, quand l'invasion russe a commencé, il s'est engagé comme volontaire dans la 125^e brigade de défense territoriale. Il a combattu comme sergent, avec le nom de code Davyd, dans la région du Donetsk, de Kharkiv et de Zaporijjia.

En 2024, lors d'une opération de son groupe de cinq soldats, deux furent tués par un drone ; il fut gravement blessé avec les trois autres, au bras et à la main et dut subir de nombreuses opérations et greffes et des soins psychologiques. Depuis, il est revenu au front.

Dron' publia un premier recueil en 2020, *Dortoir n° 6* (« *Gurtozitok n. 6* ») puis en 2023 un second, *Nous fûmes ici* (« *Tut buli mi* », Lviv, vid. Starogo Leva) qui connut un grand succès et dont sont extraits les traductions ci-dessous¹.

*On s'est à nouveau disputés :
quel jour doit-on te célébrer¹ ?
Mais, tu sais, et le 25 et le 7,
Bethléem a été mitraillé et bombardé.*

*Il n'y a plus de crèche, plus
d'agneaux,
plus de maternité, plus de jardin
d'enfants,
ni de terrain de jeux pour eux.*

*Quand tu auras grandi et quand tu
sauras parler,
dis à ta mère de dire à la mienne
comment survivre à tout ça.*

*Quand on enlève nos gilets pare-
balles,
nos casques, nos vestes, jambières et
gants,
et mangeons des mandarines près du
réchaud
et ressemblons à des enfants,
je pense parfois que tu es là,
dans la chambre d'à côté.*

*Au village tout près,
une femme du coin
dit à son enfant : « Viens,
fiston chéri ».
Et chacun de nous
s'est retourné.*

1. Voir également le site de l'[Université d'Exeter](#) (Grande-Bretagne).

1. NdT. Le jour de Noël, 25 décembre chez les gréco-catholiques (uniates, l'Église de Dron', majoritaire dans sa région), le 7 janvier chez les orthodoxes. Désormais, seul le 25 décembre est le jour officiel de Noël en Ukraine.

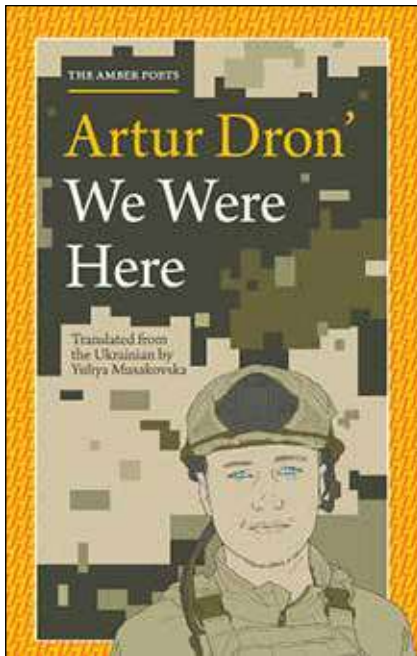
Les poètes français pour l'Ukraine

Vladimir Claude Fišera

En 2024 paraissait à Dijon une anthologie solidaire de l'Ukraine sous le titre *Poèmes pour l'Ukraine*, aux éditions Les Poètes de l'amitié/Poètes sans frontières.

Quatre-vingts pages, réunissant 47 auteurs avec une préface de Lucile Blanchard. On y trouve en tête de l'ouvrage une membre de la Société des écrivains normands, Marie-Thérèse Bitaine de la Fuente. Puis Jean-Jacques Camy, par exemple, qui exalte «la neige contre l'acier / le rouge contre le noir». Nadège Chéref consacre son poème sans titre au poète assassiné Volodymyr Vakoulenko (voir mon hommage à Vakoulenko dans *Traversées*, n° 110) comme le fait, quelques pages plus loin, Sarah Istvan.

Le poète ukrainien Dmytro Tchystiak, qui a reçu les Palmes académiques à Kyiv des mains de l'ambassadeur français, envoie de là-bas sa traduction en français de l'hymne national ukrainien *L'Ukraine est toujours en vie* qui affirme que «le soleil saura détruire la rosée ennemie». Dans son poème *Terre vive* qui clôture le recueil, il évoque le sang, «l'œuvre au rouge des villes ressuscitées [...] vers un printemps, enfin reconnaissable».



Poètes, vos papiers !

Après avoir vérifié que personne ne rôdait dans les couloirs de l'immeuble, fermé la porte de l'appartement et soigneusement occulté les fenêtres, Mariika - 17 ans - et ses ami·es s'installent et commence à lire en chuchotant de la poésie. Pour des raisons de sécurité, ils ne sont que trois à participer à cet étrange club de lecture. Selon les informations fournies par le Congrès mondial ukrainien et le *Guardian* de Londres, ces clubs de lecture sont «les plus dangereux du monde». En effet, les informateurs sont à l'affut pour signaler aux services sécurité les «extrémistes» qui lisent de la poésie et de la littérature ukrainienne ou qui étudient dans des manuels scolaires en ukrainien.

La possession d'un manuel scolaire ukrainien est d'ailleurs passible de cinq ans de prison. Les livres numériques, plus faciles à dissimuler et à se procurer, sont volontiers utilisés. Mais il ne faut pas oublier d'effacer l'historique des téléphones et des ordinateurs. Les patrouilles russes s'emploient en effet à vérifier les appareils au hasard des check-points.

Pour Mariika et ses amis, note encore le *Guardian*, ces clubs de lecture clandestins sont «un acte de résistance discret».

Ce n'est pas sans rappeler le club de lecture fondé à Kyiv en 1888 par Lesya Ukrainka, alors que la parole ukrainienne était interdite et réprimée par l'empire russe.



L'Ukraine en toutes lettres

Brigades éditoriales de solidarité¹

La sale guerre de Poutine a fait basculer le monde dans une nouvelle période. Après la Tchétchénie, l'Irak, la Libye, le Yémen, la Syrie, le déchaînement d'une violence militaire à grande échelle s'accélère dans ce siècle où, nous dit-on, l'urgence climatique doit l'emporter sur le reste. *Donbass, loi martiale, Maïdan, défense territoriale, Marioupol, Zelensky, refuzniks, guerre de libération nationale, Douguine, Sotsialnyi Rukh, campisme, nucléaire «tactique²»...* Combien sont-ils, ces mots, ces lieux, ces groupes, ces personnes, projetés, au lendemain d'une invasion brutale, dans le maelstrom médiatique planétaire? Avec cet abécédaire, composé de 531 notices, les Brigades éditoriales de solidarité ont voulu exprimer une urgence. L'urgence d'accorder les mots selon leur sens.

Ces mots, qui débarquent par vagues, comme un écho qui nous revient de celles et ceux qui combattent le «chauvinisme grand-russe» et sa guerre impérialiste, une arme dans une main et un crayon dans l'autre. C'est le cas de *Hanna Ablab*, qui ouvre cet ouvrage, cette cheminote biélorusse qui a démasqué les

préparatifs militaires et qui risque aujourd'hui quinze ans de prison. Sa clairvoyance a surpassé celle de bien des experts persuadés que Poutine n'oserait pas le choix de l'horreur. Ces mêmes cercles autorisés qui, pariant sur une défaite éclair de l'armée ukrainienne, semblèrent tomber des nues face à la détermination d'une population massivement entrée en résistance pour défendre son droit à l'existence démocratique. De la *défense territoriale* aux regroupements anarchistes dans les *Comités locaux d'autodéfense*, ce n'est pas seulement l'ambition poutinienne que cette mobilisation populaire, cette *levée en masse*, a mis en échec, c'est toute une grammaire militaire «moderne», basée sur la supériorité des professionnels de la guerre, qui est appelée à revoir sa copie.

Au sein même de la Fédération de Russie, là où les mots *guerre* et *invasion* ont été bannis au profit d'une *opération spéciale* – expression qui entrera dans la postérité comme y est entré le mot «Anschluss» – la chape de plomb de la répression et ses 20 000 prisonnier·ères politiques n'est pas parvenue à étouffer la flamme de la révolte. La *Résistance féministe antiguerre russe* en est le fer de lance, elle qui a organisé la mobilisation contre le poutinisme en lançant un «Appel aux féministes du monde entier»:

L'occupation d'un État voisin est justifiée par le désir de promouvoir ces normes [les valeurs traditionnelles] si faussées et de poursuivre une «libération» démagogique; c'est une autre raison pour laquelle les féministes de toute la Russie doivent s'opposer à cette guerre de toutes leurs forces.



1. Livre paru aux éditions Syllepse en 2023 (184 pages, 16 euros).

2. Les mots ici en italiques renvoient aux notices publiées dans cet ouvrage.

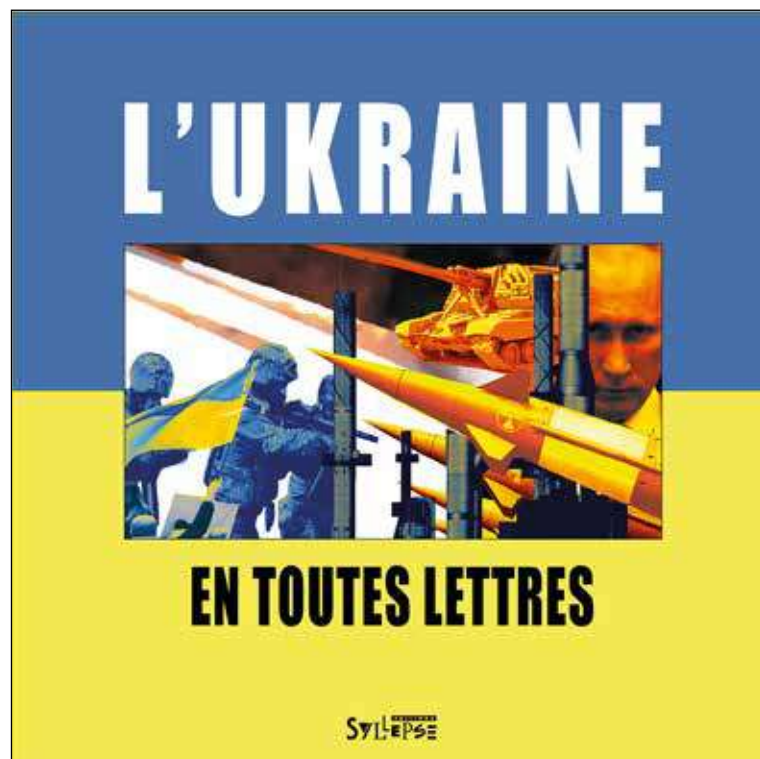
Il y a aussi ces opposant·es au Kremlin, comme *Ilya Ponomarev*, cet ancien député russe exilé qui organise des bataillons de volontaires russes qui se battent aux côtés du peuple ukrainien, donne un second souffle aux partisans du *défaitisme révolutionnaire* qui aimaient à dire : « Qui aime la Russie doit souhaiter sa défaite la plus définitive et la plus rapide possible. »

Car oui, cette guerre est aussi une guerre du passé. Il y a tous ces mots qu'on avait rangés dans un passé pas si lointain et qui resurgissent pour hanter le présent. Dans les ruines encore fumantes de *Marioupol*, l'armée russe prit le soin de démanteler le monument aux victimes de l'*Holodomor*, la famine de 1932-1933 déclenchée par le régime stalinien, qui coûta la vie à des millions d'Ukrainien·nes. Les noms des dissident·es d'hier se mêlent à ceux des résistant·es d'aujourd'hui pour retisser le long fil de la résistance ukrainienne à la russification : *Leonid Pliouchtch* fut interné en 1972 dans un asile psychiatrique pour diffusion de « textes dactylographiés » et *Yuri Kerpatenko*, le chef d'orchestre de la Philharmonique de Kherson, a été assassiné un demi-siècle plus tard pour avoir refusé de se produire devant les troupes d'occupation.

Poutine, dans son discours du 21 février 2022, trois jours avant l'invasion, reprendra très officiellement le flambeau maudit du Petit Père des peuples, pour qui il n'existait point de salut en dehors d'un État totalitaire et centralisé. L'invasion russe de 2022 acte ainsi la quasi-disparition de la communauté des *Grecs d'Ukraine*, qui avait survécu à la répression sanglante de masse de 1937 et à la déportation en Sibérie et

en Asie centrale de 1942, 1944 et 1949, symbolisant la tragique continuité entre les deux hommes. Une allégeance historique qui ravive les heures les plus sombres d'une révolution trahie. Les peuples et les nations d'Europe centrale et orientale, ceux du Caucase et des confins de la Russie savent d'expérience que la Russie tsariste n'avait jamais complètement quitté l'URSS. La Russie impériale est désormais de retour.

Selon les autorités ukrainiennes, depuis 2014, ce sont quelque 200 000 *enfants ukrainiens* qui ont été « adoptés, déportés, kidnappés » :



Les enfants ukrainiens déportés en Russie ne sont pas massacrés. Ils sont déracinés, séparés de leurs familles [...], forcés d'apprendre le russe et pour nombre d'entre eux proposés à l'adoption. Ce sont des pratiques génocidaires.

Mais de ce passé qui frappe à notre porte émergent aussi les mille et une résistances qui ont jalonné le 20^e siècle. On écoute, non sans une pointe d'admiration, le récit de ces *partisan·es* dans *Kherson* occupé qui se sont engagées dans des actions de «*sabotage*, graffitis sur les murs, surveillance des voies de communication, des ponts et des travaux entrepris par le génie russe, repérage des lieux de stationnements des véhicules et de stockage des approvisionnements, exécutions de collaborateurs et attentats contre les administrateurs russes...» Solidaires de leurs voisin·es ukrainien·nes, les *cyber-partisans* biélorusses ont perturbé le système ferroviaire de leur pays afin de ralentir l'acheminement de soldats et de matériel russes, agrandissant ainsi l'éventail de la grammaire des luttes de libération nationale.

Des nouveaux vocables ont fait leur apparition, car certaines choses doivent pouvoir se dire, il faut bien mettre des mots sur ce drame dans lequel le *peuple soviétique* est embrigadé de force, lui qui fut si souvent instrumentalisé par les zélotes du Kremlin qui confondaient *internationalisme* et répression de l'expression des particularités, et notamment de la *langue ukrainienne*. Au point que jusqu'à l'effondrement de l'URSS et l'indépendance, on parlait de politique *linguicide*. *Ruscisme*, contraction de Russie et de fascisme permettant de qualifier le régime en vigueur à Moscou, a fait ainsi son

apparition. Les Russes soutenant l'annexion de la *Crimée*, supposément «ethniquement russe», sont devenus des *krimnachistes*... Autre néologisme ukrainien, *macronyt'* désigne la pratique permanente du «en même temps» par le président français, entre «réaffirmation simultanée de sa solidarité avec l'Ukraine et [...] nécessité de respecter la Russie».

S'il y a des mots qui tuent, il y a, à des moments particuliers, des mots que l'on ne peut plus prononcer. C'est le sentiment qu'exprime la poétesse *Anastasiia Afanas'eva*, qui depuis l'occupation ne peut plus écrire en russe parce qu'elle est «dégoûtée de parler et d'écrire dans la même langue qu'eux». C'est la posture de l'écrivain ukrainien de langue russe, *Andreï Kourkov*, qui a décidé de ne plus publier dans cette langue jusqu'à la fin de la guerre. Il n'empêche que les habitants·es de *Kherson*, *russo-phones* comme tant d'autres ailleurs en Ukraine, ont acclamé leurs libérateurs... en russe.

Des mots. Des mots qui se forment, se déforment et se reforment au gré des événements et des acteurs qui tentent de leur donner un sens. Ils ne cessent depuis un an d'irriguer le champ politique, réactivant des clivages politiques qu'on eût préféré définitivement dépassés. Des mots pour rappeler que derrière le dogme des slogans, il faut savoir distinguer l'agressé et l'agresseur. Des mots acidulés que *Vladislav Starodoubtsev*, distillent avec pertinence : «Ce serait certainement plus facile pour vous si les États-Unis nous avaient envahis ! [...] mais nous ne pouvons malheureusement pas vous proposer cela.» Les apôtres d'une paix sans conditions – et sans armes pour se défendre – sont



bien prêts à mettre sous le boisseau la voix des premier-ères concerné-es au profit d'on ne sait quoi. Car oui, Poutine continue de parler de *désukrainisation*, et non pas d'autre chose. Qui aurait pu croire que, soixante-sept ans après l'écrasement dans le feu et le sang de l'insurrection de Budapest par l'armée soviétique, une certaine gauche rempilerait pour un nouveau tour ou regarderait ailleurs? Certainement pas le peuple syrien qui a déjà éprouvé aussi bien les bombes russes ou les *milices Wagner* que l'aveuglement coupable des «progressistes» d'Occident.

Fort heureusement une autre gauche existe. Celle pour laquelle les vocables *solidarité* et *lutte de libération nationale* ont un sens bien précis. C'est aussi à ces anonymes qui l'incarnent que nous avons voulu rendre hommage en toutes lettres. À commencer par ces personnes et ces groupes en Ukraine, encore inconnus il y a peu, qui nous offrent ce qu'il y a de plus précieux: l'espoir d'une alternative au désastre en cours.

Dans cette Ukraine dévastée par les missiles et les bombes russes, ils et elles sont nombreux – et nous n'en connaissons qu'une poignée – à s'engager conjointement contre l'impérialisme russe et pour une société émancipée. On y trouve le groupe féministe *Bilkis*, qui a ouvert à *Lviv* un «salon des choses», un espace «où vous pouvez laisser des choses et où vous pouvez certainement en prendre». Des personnes comme *Maksym Butkevych*, une «"autorité" non autoritaire des combats démocratiques, un poil à gratter pour tous les gouvernements ukrainiens, un ennemi pour les fascistes», fait prisonnier. Il est devenu, contre

sa volonté, le symbole de la propagande poutinienne qui cherche à faire passer tout un peuple pour nazi. Il y a aussi *Taras Bilous*, cet historien, engagé volontaire dans la défense territoriale, ou encore ces soldates qui font la guerre contre l'occupant et qui se défendent pied à pied contre le machisme dominant. Il y a ces *milices libertaires* qui se sont formées «au cas où l'armée russe occuperait l'Ukraine, [car] il n'y aurait [alors] absolument aucune liberté politique [...] et l'Ukraine deviendrait une colonie de la Russie».

C'est aussi vers cet autre possible que nous poussent nombre de syndicalistes indépendants d'Ukraine, majoritairement réunies au sein des confédérations, *KVPU* et *FPU* ou dans des syndicats autonomes, résolument engagées dans la résistance à l'impérialisme russe et aux côtés des travailleuses et des travailleurs face aux attaques néolibérales du gouvernement. *Yuri Petrovitch Samoilov*, le président de l'Union indépendante des mineurs d'Ukraine à *Kryvyi Rih*, est un témoin de premier ordre des défis auxquels est confronté le monde du travail:

Là où le syndicat est présent, les choses se font d'une manière plutôt civilisée, mais là où il est absent, les travailleurs sont jetés dehors, sans salaire. [...] Les gens vivent un stress permanent, parce que en ce moment il peut y avoir "du travail" pour "de l'argent". Il se peut aussi bien qu'il n'y ait ni travail ni argent du tout.

Comment ne pas évoquer *Sotsialnyi Rukh*? Cette jeune organisation ukrainienne «radicalement anticapitaliste, [qui] lutte contre le patriarcat, le racisme et contre toute discrimination

fondée sur la nationalité et la langue, [qui] défend la socialisation de l'industrie, la propriété collective des moyens de production, la démocratisation des lieux de travail et de la vie publique, les droits LGBTQI+ et une écologie radicale». Engagée sur le front militaire et social, elle est au cœur des efforts de reconstruction d'une alternative progressiste, libérée des atavismes destructeurs du siècle dernier.

La société ukrainienne se trouve à la croisée des chemins. Les dégâts matériels et politiques de la guerre la poussent vers des voies antagoniques, entre celle du repli nationaliste et belliciste face aux horreurs de la guerre et celle d'un débouché égalitaire et démocratique à l'élan populaire de la résistance. Comme celui qui se dessine avec la «redistribution des richesses impossible à imaginer avant les attaques sur Kyiv, Kharkiv et d'autres villes. [...] Cette redistribution est activée par des milliers de personnes qui diffusent l'information sur les biens disponibles et les demandes, préparent, livrent, organisent le logement, apportent des choses, déchargent l'aide humanitaire, communiquent beaucoup, négocient, s'écoutent et s'entendent. Mais l'essentiel est qu'ils s'auto-organisent, qu'ils trouvent un moyen d'inventer comment être utiles dans les moments où les stratégies individualistes ne fonctionnent pas» dont nous parle Alona Liacheva dans ces «Notes de Lviv en temps de guerre». Seul l'avenir nous le dira, mais nous pouvons être certain·es d'une chose : sous le joug poutinien, les espaces de résistance et d'émancipation seront étouffés, écrasés et leurs protagonistes éliminés.



Notre Ukraine en toutes lettres, coécrit avec nos ami·es internationalistes, tente aussi de rendre compte des multiples initiatives de soutien à celles et ceux qui se battent sur le front politico-militaire. Cet internationalisme en actes s'organise notamment au sein du *Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine* où se sont rassemblé·es organisations politiques, syndicats, associations féministes et altermondialistes, éditeurs, des comités nationaux de solidarité – dont le *Réseau français de solidarité avec l'Ukraine* et le *Réseau européen de solidarité Belgique* – ou locaux (entre autres celui de Lyon)... Les représentant·es d'organisations des pays de l'Est, et notamment les camarades ukrainiens, y tiennent une place importante. Ce livre témoigne de leurs activités.

Le syndicalisme occupe un rôle de premier plan dans cette solidarité internationale. Les *convois syndicaux* transportant des produits de première nécessité et du matériel à destination des syndicats ukrainiens, qu'ils viennent de syndicats d'entreprise, de fédérations professionnelles ou de confédérations, se comptent déjà par dizaines. Leurs cargaisons viennent en aide aux membres des syndicats ukrainiens et à leurs familles, ou encore à soutenir l'accueil de milliers de réfugié·es auxquels les confédérations ukrainiennes ont ouvert leurs locaux. En France, une intersyndicale réunissant la CFDT, la CGT, FO, la CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU «a permis de réunir plus de 350 000 euros et de convoier, en décembre 2022, plus de 100 palettes de matériel». Une délégation CGT-Solidaires, au nom de l'intersyndicale, s'est rendue en Ukraine en juin 2022 pour remettre

une camionnette de dons à chacune des confédérations. De son côté, le *Réseau syndical international de solidarité et de luttes* a formé deux convois pour livrer du matériel et pour aller à la rencontre des syndicalistes de Lviv et de Kryvyi Rih en compagnie de membres des syndicats de la CSP Conlutas (Brésil), de l'Union syndicale Solidaires (France), d'Inicjatywa Pracownicza (Pologne), d'ADL-COBAS (Italie), des COBAS (État espagnol), de Gegužės pirmosios profesinė sąjunga (Lituanie).

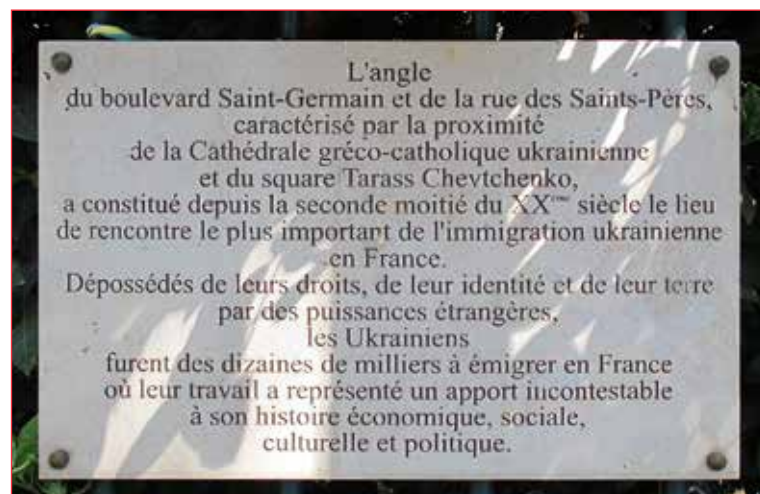
Mais c'est avant tout au Bélarus et en Russie que cette solidarité internationale prend une tout autre signification. Comme le montre *Aliaksandr Yarachuk*, le président du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques *BKDP*, qui a pris – avec l'ensemble des syndicats qu'il représente – fait et cause pour le peuple ukrainien. Arrêté le 18 avril 2022, il est condamné en décembre, avec plusieurs de ses camarades, à quatre ans de prison ferme, la dissolution du syndicat était également prononcée par le régime de *Loukachenko*.

Tournons-nous au détour d'une notice vers le *Daghestan*, où l'on a vu ces manifestant·es contestant la «mobilisation partielle» se disputer avec un policier qui essayait de les convaincre que «la Russie était attaquée» et auquel elles rétorquaient que c'était au contraire la Russie qui avait attaqué l'Ukraine.

On se prend à rêver. Rêver de la chute de Poutine et rêver que la lutte de la résistance ukrainienne contre le *colonialisme intérieur* alimente aussi celle d'un autre horizon pour cette Fédération de Russie que le régime du Kremlin

risque de lancer pied au plancher vers un suicide collectif.

Pour conclure nous tenons à rendre hommage à *Katya Gritseva*, cette jeune artiste révolutionnaire ukrainienne, dont les œuvres accompagnent les publications des Brigades éditoriales de solidarité et dont l'une d'entre elles illustre la couverture de cet abécédaire. Depuis plusieurs mois elle a mis son art au service de la résistance populaire, voyageant dans divers pays européens, dont la France, pour présenter ses dessins. Selon *Vitaliy Dudin*, responsable de *Sotsialnyi Rukh*, dont Katya est membre, «Katya Gritseva a révolutionné l'expression graphique de la gauche en Ukraine». Un grand merci à elle pour donner formes et couleurs à l'espoir révolutionnaire.



Mes vacances d'été...

Varvara Borysenko est une lycéenne et membre du syndicat étudiant Priama Diia¹. Au début de la guerre à grande échelle, elle a fui Kharkiv. Le 23 février 2022, saisie d'une sorte de pressentiment, elle avouait ne pas avoir fait, exceptionnellement, ses devoirs...

En ce début du mois de juin 2025, elle est retournée à Kharkiv et nous a adressé ses impressions, une carte-postale de vacances, écrite en français.



Pour la première fois depuis le 24 février 2022 je suis revenue à Kharkiv. Après trois ans trois mois et un jour je suis enfin de retour chez moi. Les premiers moments me semblaient être comme si je rêvais encore, je n'arrivais pas à cesser de pleurer à cause du temps passé loin de ma maison...

Maintenant que je suis ici, j'essaie de faire tout ce que je ne pouvais pas faire ces trois dernières années. J'ai déjà rencontré mes amis qui sont restés à Kharkiv. Puis je me suis promenée dans le centre-ville que j'aime tant. Bien sûr la ville où j'habite me plaît, mais rien ne peut remplacer ma ville natale.

Chez moi, ici, j'ai un piano, alors j'espère que je trouverai du temps pour en jouer après avoir passé mon examen de français. Puis je vais faire de mon mieux pour profiter de ma chambre qui

me manquait tant; par exemple je peux appeler mes amis sans devoir le planifier en prévenant tout le monde que je vais avoir besoin d'un peu de temps à moi.

Je veux aller me balader dans la ville presque chaque jour mais je sais que c'est dangereux; c'est pourquoi je trouve des loisirs à la maison pour m'occuper. J'espère que je passerai un été plutôt tranquille et plein de bons souvenirs.

Kharkiv, 10 juin 2025

1. Voir «Une lycéenne ukrainienne dans la guerre», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 35.

INDEX DES ARTICLES PARUS

DANS LES 38 NUMÉROS DE MARS 2022 À MAI-2025

WWW.SYLLEPSE.NET

Ukraine : pendant la guerre la lutte continue

n°3

Les droits du travail sont mis à mal
Jours gris en temps de guerre
Nous avons besoin d'une solidarité des peuples
Entretien avec un militant de Sotsialnyi Rukh

n°4

Notes de Lviv en temps de guerre
Comité de résistance antiautoritaire ukrainien
La KVPV dans la guerre
Entretien avec un volontaire de la défense territoriale de Kiev

n°5

La parole à Sotsialnyi Rukh

n°6

Défense et potentiel scientifique : ce que nos ennemis n'ont pas pris en compte
La lutte des classes n'est pas terminée dans la guerre en cours

n°7

Victoire et haine de l'ennemi
Pourquoi la dette est-elle injuste ?

n°8

Les travailleurs des plateformes réclament des salaires décents
Les services de sécurité s'intéressent aux syndicalistes
Une loi qui ferait « retourner les travailleur-euses au 19^e siècle »
Les travailleurs défendent l'Ukraine, l'État ukrainien ne défend pas les travailleurs

n°9

Arcelormittal suspend la convention collective
Construire la résistance populaire à l'agression de l'impérialisme russe

n°10

Notre objectif principal est maintenant de gagner cette guerre
La reconstruction de l'Ukraine doit profiter à la population, mais l'Occident a une autre idée
Les livreurs exigent un salaire leur permettant de vivre

n°11

Entre espoir et peur
Les mineurs n'ont pas laissé entrer le nouveau directeur

n°12

Questions sur l'Ukraine
La Banque mondiale et la guerre en Ukraine

Les mineurs bravent l'interdiction de manifester pour se mettre en grève
La Kharkiv Pride

n°13

Les mineurs gagnent mais la victoire semble de courte durée
Les travailleurs se battent sur le front et souffrent du manque de pouvoir politique
Une gauche ukrainienne en construction sur plusieurs fronts

n°14

Un projet de loi qui démoralise l'armée
Le service de santé ukrainien ne paie pas les infirmières alors que la Russie frappe les hôpitaux
Pas de salaire depuis trois mois pour le personnel médical

n°15

« Je vous écris au nom des conducteurs de trolleybus de Kharkiv »

n°16

Mon 24 février à Kharkiv
L'extrême droite en Ukraine

n°17

Contre l'impérialisme russe et l'assujettissement aux pouvoirs néolibéraux
Les Ukrainiens payent de leur vie le cynisme des uns et la barbarie des autres
Ce que la guerre a révélé sur la nature des sociétés ukrainiennes et russes
L'anti-impérialisme doit se manifester en Ukraine

n°19

En raison du coût de la guerre l'Ukraine a du mal à payer ses enseignants
Enseignant, j'ai rejoint les forces armées
Le populisme contre la solde des militaires
Les partis interdits en Ukraine

n°20

Des droits sociaux pour la victoire et la restauration de l'Ukraine

n°21

La reconstruction nécessitera un changement économique radical
Retraités : entre misère et douleur
Le centre LGBT de Loutsk attaqué
Dix thèses sur l'emploi

n°22

Les forêts en première ligne
Une mobilisation pour démettre un directeur corrompu



Des médecins exigent le licenciement d'un directeur

n°23

Rendre l'Ukraine plus proche

Jour de l'indépendance

Inégalités de salaires et conditions de travail

Les inspections du travail sont une nécessité urgente

Les grutiers sont dépourvus de protection

n°24

Résistances sociales au travail

Chronique des événements courants

La férocité antisociale des néolibéraux ukrainiens

n°25

«Vous ne vivez pas dans un pays où l'on peut faire grève»

Chronique de la vie courante

n°26

«Ne me dites pas ce que je dois faire, dites-nous à quel prix»

n°27

Appel de la Confédération des syndicats libres

Ukraine : an 111

Les enjeux du nouveau Code du travail

Menaces sur le service postal

Notre syndicat a perdu de nombreux adhérents pendant la guerre

Petite histoire du syndicat indépendant de l'éducation et des sciences

Le travail et la guerre

2023, le retour des luttes sociales

n°28

La liste noire des entreprises qui ne paient pas les salaires

Contre la réforme du Code du travail

n°29

Chronique des événements courants

n°30

Mobilisation nouvelle manière : crise du modèle libéral de l'emploi ?

Au cœur du recrutement

Traumatismes des anciens prisonniers de guerre

Comment l'Ukraine soutient (ou pas) ceux qui «ne s'intègrent pas sur le marché du travail»

Un important appel de syndicalistes ukrainiens

Chronique des événements courants

n°31

Syndicats contre guerre et libéralisme

Travailleuses sociales en temps de guerre

Chronique des événements courants

Recul de l'homophobie mais encore loin de l'égalité des droits

Marche LGBT pour l'égalité à Kyiv

Réforme agraire et agriculture en temps de guerre

n°32

À propos de la journée de la Constitution et de ses ennemis néolibéraux

Chronique des événements courants

Vivre près de la ligne de front

n°33

Chronique des affaires courantes

Mineurs de Lviv : «Nous ne sommes pas des esclaves»

Les mineurs de la région de Lviv exigent une solution à leurs problèmes urgents

Des actes répréhensibles dans la Légion internationale ukrainienne qui semble insensible au changement

Un syndicat de travailleurs russophones en Suède

n°34

La Karkhiv Pride

n°35

Pour vaincre la Russie, les citoyens doivent s'intéresser à l'avenir du pays

L'État a choisi de réduire les garanties sociales du personnel de santé

Chronique des événements courants

n°36

La société ukrainienne dans la 3^e année de résistance à l'invasion russe : points d'unité et de division

L'«école» de la guerre /la «connaissance» de la guerre

Résister à l'arbitraire venu d'en haut

n°37

L'organisation des anarchistes en Ukraine

«La défense de notre pays fait partie de la lutte pour la justice sociale»

n°38

«La plupart des gens pensent à survivre»

«Espérons que l'on se souviendra de nous un jour : les travailleuses sociales en temps de guerre»

Chronique des événements courants

Féminismes d'Ukraine

n°1

Appel aux féministes du monde entier

n°4

À propos du manifeste féministe contre la guerre

Pourquoi la guerre en Ukraine est-elle une question féministe ?

n°5

Rencontre avec la résistance féministe russe

n°6

Des Ukrainiennes victimes de violence, de viol puis de la loi anti-IVG en Pologne

Les féministes ukrainiennes sous les yeux de l'Occident

n°9

La parole à l'Atelier féministe

n°10

La parole à Bilkis

Ukraine, guerre, féminisme

n°11

Ukrainiennes en armes

L'espace anticapitaliste des choses

Comment la communauté LGBT survit-elle dans Kherson occupée ?

n°12

Trois féministes de Sotsialnyi Rukh

Féminisme : entre pacifisme et guerre

n°13

Les féministes ukrainiennes solidaires des femmes iraniennes

n°14

16 jours d'action contre les violences de genre

Bilkis harcelé par les fascistes

L'inégalité de genre pendant la guerre

n°15

L'«Espace des choses» anticapitaliste de Lviv

n°16

Solidarité féministe internationale pour une reconstruction inclusive et juste

n°17

L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces

n°18

Bilkis, un féminisme dans la guerre

n°19

Représentation de l'armée, place des femmes et critique sociale

n°23

Bilkis : un féminisme dans la guerre

n°24

Festival du film féministe de Kyiv

n°26

Chefika Gasprinska, une figure du féminisme tatar

Les Ukrainiennes luttent contre l'escalade de la violence sexiste dans le contexte de la guerre

Filma, le festival du film féministe ukrainien

n°27

Comment les femmes supportent le poids de la vue sur la ligne de front

Veteranka

n°28

Un 8 mars en guerre

De l'armée aux bancs de l'école : détruisons le sexisme et le patriarcat

Semaine de solidarité avec les femmes de Kharkiv

La guerre et les contradictions de genre

Marche pour l'égalité des sexes à Oujgorod

Trois femmes au combat

Le bataillon invisible

La violence sexuelle n'est pas un crime de guerre caché

n°29

Pour l'égalité des femmes sous l'uniforme

Bilkis, un féminisme de terrain

n°30

Déclaration des femmes soldates de Veteranka

n°32

Éducation sexuelle ou éducation patriotique

n°33

Pourquoi nous fermons notre centre d'accueil pour femmes déplacées à Lviv

Enfin des gilets pare-balles pour femmes

n°34

Travail des femmes : comment la guerre a changé le marché du travail

Une perspective féministe

Le dilemme de la violence domestique

Féministes en lutte contre l'impérialisme russe



Bilkis : une partie de l'équipe s'est engagée dans l'armée

n° 35

N'y a-t-il pas de genre dans l'armée ?

Rita Burkovska : son choix des armes

n° 37

Ivanka, une féministe en armes

« Ceci est mon manifeste féministe »

Le 8 mars

Les antinomies de la guerre russo-ukrainiennes et ses défis pour la théorie féministe

Bilkis et l'Atelier féministe

n° 38

Bilkis ; une organisation féministe ukrainienne

Juifs d'Ukraine

n° 12

La communauté juive et la guerre

Du conflit à la coopération : le chemin chaotique des relations ukraino-juives

Le niveau d'antisémitisme en Ukraine est l'un des plus bas d'Europe

Une brève histoire des partis politiques juifs en Ukraine

n° 13

Crimes antisémites aujourd'hui : les faits et les émotions

L'ombre portée de l'« antisémitisme ukrainien »

n° 25

Socialisme, *Yddishkeit*, *Doykeit* : une brève histoire du Bund ukrainien

n° 27

Leonid Finberg, promoteur de la démocratie et de la culture juive

n° 34

Babi Yar : du déni à une histoire pleinement partagée ?

Les Roms

n° 10

Les Roms d'Ukraine dans la guerre

n° 12

Les Roms choisissent de rester en Ukraine

n° 19

De nombreux Roms se battent : la guerre a changé nos vies pour toujours

n° 27

Communautés roms en temps de guerre

Les Tatars

n° 12

Les Tatars victimes de la mobilisation forcée

La persécution des Tatars de Crimée sous occupation russe

n° 21

Désoccupation de la Crimée : les Tatars et la voie de la décolonisation

n° 26

Chefika Gasprinska, une figure du féminisme tatar

n° 30

Tatars de Crimée

n° 38

L'étriot mousquetaire

Tatars de Crimée

Questions nationales, colonialisme

n° 3

Pas de démocratie sans droits des peuples à disposer d'eux-mêmes

n° 6

Autodétermination et guerre en Ukraine

Décoloniser la fédération de Russie

n° 8

Le combat de toute la nation multiethnique d'Ukraine

n° 9

Une guerre de libération nationale

Une cartographie identitaire de l'Ukraine en temps de guerre

n° 11

La tragédie de l'Europe de l'Est

n° 14

Sur la résistance tchéchène et la solidarité postcoloniale

n° 15

Pourquoi nous soutenons le mouvement de libération de l'Ukraine

n° 16

Peuples du Caucase : défendez votre liberté dans les rues et sur les places

n° 18

Les Suds avec l'Ukraine

n°19

Colonialisme russe, Europe orientale et luttes anticoloniales
Les élites réactionnaires, les positions du Sud global, n'expriment pas une « conscience anticoloniales »
Pourquoi les Afro-Américains doivent soutenir l'Ukraine
De la guerre d'agression russe à l'urgence d'une gauche décoloniale
L'Irlande aux côtés du peuple ukrainien contre Poutine

n°21

Désoccupation de la Crimée : les Tatars et la voie de la décolonisation

n°29

Cela fait une décennie que les identités non russes sont réprimées en Crimée occupée

n°31

Ukraine-Palestine : cause commune ?

n°34

Faire fi de l'histoire et de la géographie pour mieux se détourner de la solidarité

n°35

Tout ce que les gens savent sur la Crimée vient de Russie et la plus grande partie est un mensonge

n°37

Échos postcoloniaux de la dynamique des relations entre les États-Unis et l'Ukraine

n°38

Nous voulons la paix, mais nous ne sommes pas prêts à céder à l'ennemi nos terres, nos villes et notre peuple
Le destin de l'Ukraine soulève la question des droits et de la souveraineté des petits États
Les Tatars victimes de la mobilisation forcée en Crimée occupée
La persécution des Tatars de Crimée

Maksym Butkevych

n°10

Libérer Maksym Butkevych, anarchiste, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre
La Pâque et la kalachnikov

n°11

Sauvons Maksym Butkevych

n°21

Maksym Butkevych continue de se battre

n°23

Libérez Maksym Butkevych

n°25

On ignore où se trouve Maksym Butkevych depuis août 2022

n°27

Memorial en campagne

n°28

Maksym Butkevych devant la Cour suprême

n°32

Discours devant un tribunal russe

n°35

Maksym Butkevych ou le retour du cosmonaute
Moi le cosmonaute

n°38

« Il n'y a pas de contradiction entre être antimilitariste, défenseur des droits humains et officier dans l'armée »

Résistance dans les territoires occupés

n°7

Ensemble, nous transformerons la vie de nos ennemis en enfer !

n°9

La guerre des partisans s'organise

n°13

Non-violence, résistances passives et désobéissance civile

n°23

Marioupol en grève
Chronique d'été d'une ville occupée

n°24

Les élections en Ukraine occupée
Parallèles d'occupation

n°29

La Russie transforme les zones occupées en camp armé
Les territoires occupés par la Russie

n°36

Dans les TOT
Zla Mavka
La guerre en ruban
Guerre populaire prolongée

n°38

Éliminer l'identité ukrainienne dans les territoires occupés



Holodomor

n°13

Les envahisseurs russes détruisent le mémorial aux victimes de l'Holodomor

n°18

La gauche parlementaire et l'Holodomor

n°26

Holodomor : les trous d'un vieux manteau recouvert par des parcelles d'histoire

Culture, mémoire, histoire, langue...

n°5

La botte russe, une menace pour l'édition ukrainienne
L'activité de la maison d'édition Medison suspendue au Bélarus

n°6

La botte poutinienne et le livre

n°9

Boîte alerte

n°11

Art et résistance en Ukraine

n°13

La longue lutte pour l'existence de la langue ukrainienne
À propos de l'usage de la langue russe
Ukronies 1 et 2
Deux étoiles se sont éteintes

n°14

Marioupol : détruire la mémoire
Mosaique de Marioupol et d'ailleurs
Graphiste, poète et socialiste
Dissidences ukrainiennes
Entretien avec Sashko Protyag

n°15

La République populaire de Crimée (1917-1918)
La science ukrainienne : décolonisation ou liquidation ?
Nous demandons le retrait du projet de loi sur la censure des sources scientifiques
Les Ukrainiens réclament leur place dans l'histoire de l'art
L'art ukrainien de la couverture
Katya Gritseva

n°16

Ilya Repin, un peintre ukrainien et la Commune de Paris
Le cinéma ukrainien et l'avenir du travail

n°17

Brève histoire du séparatisme du Donbass
Les Ukrainiens dans la guerre d'Espagne
Culture en résistance
La solidarité c'est du cinéma !

n°18

Marko Bojczun : un marxiste ukrainien
La Russie au miroir de Macha
Les chansons des sans-voix

n°19

La guerre dans le cinéma ukrainien
Baguenaudage dans l'art ukrainien d'hier et d'aujourd'hui

n°20

Guerre et poésie
Le grand roman du début de la guerre
Russie, théâtre et apologie du terrorisme

n°21

Doublage
Au temps de tsars
L'université clandestine ukrainienne (1921-1925)
Dompter la guerre par l'art
Entretien avec Cios

n°22

Après le silence, le temps de la mémoire ukrainienne
Le guide du Kremlin pour manipuler les fêtes religieuses
Le destin ukrainien de *La ferme des animaux*
Un Robin des Bois ukrainien

n°23

Pourquoi la révolution ukrainienne est-elle importante pour la gauche et l'histoire démocratique
Le roman fondateur des lettres et de l'identité ukrainienne

n°24

Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne
Olena Stepaniv, ukrainienne, première femme officière au monde

n°25

Une fresque murale avec l'image de Nestor Makhno
Glorification de la division SS Galicie : un point de vue ukrainien
Ukraine CombArt
Atlantis : un film prophétique
Québec : quelques illustrations contre la guerre

n°26

Dix suggestions pour découvrir la littérature ukrainienne contemporaine

Filma, le festival du film féministe ukrainien

n°27

Odessa : l'extrême droite empêche une exposition

Un projet de gauche et antiautoritaire

Leonid Finberg, promoteur de la démocratie et de la culture juive

n°28

Une parabole révolutionnaire sur l'égalité entre les hommes

Confisqués, censurés, interdits, détruits, oubliés...

Mazepa, une nouvelle voix à gauche

Le socialisme dissident de Iouri Badzo

Projet de programme du Parti ukrainien du socialisme démocratique

n°29

Un porte-micro de Poutine à la télévision espagnole ?

« Les Russes nous ont torturés avec le "coup de fil de Biden" »

Anna Kulisciuff, l'extraordinaire vie d'une socialiste européenne

Vpered : une maison d'édition radicalement à gauche

Solidarité éditoriale internationale

n°30

V comme Vivat !

L'aide humanitaire : entre héritages de l'ère soviétique et défis du 21^e siècle

Une exposition internationale à Mons

L'Ukraine dans l'imaginaire russe

n°31

L'héritage progressiste de la République populaire d'Ukraine (1917-1921)

6 juin 2024 : bienvenue et merci pour votre rôle dans la défaite du nazisme

Poésie ukrainienne dans la guerre

n°32

Oh vous, les hommes, vous les pauvres hommes

L'héritage progressiste de la République populaire d'Ukraine (1917-1921)

Éditer à Kharkiv : « Les modes de travail changent radicalement avec la guerre »

Le roman graphique d'un anarchiste mort au combat

Edvard Kozak, artiste dans la tourmente ukrainienne

n°33

Un nouveau zine féministe à Lviv

Les Ukrainiens aux côtés du peuple vietnamien

Pourquoi faut-il enterrer le culte de Bandera ?

Une œuvre d'art participative à l'hôpital de Lviv

Déshumanisation : leurs mots pour la dire

n°34

Intercepted : salle comble pour la projection

1917 : le drapeau ukrainien flotte sur le Kremlin

Babi Yar : du déni à une histoire pleinement partagée ?

La 2^e mort de la maison des écrivains de Kharkiv

Poésie ukrainienne dans la guerre

Kino, une revue de cinéma d'avant-garde

Sur les traces de Nestor

n°35

L'usine, l'art et la torture ou les trois vies d'Izolatsiya

Tout le pouvoir aux locuteurs

Le Bataillon des grands-mères

Poétesses dans la guerre

n°36

Poétesses dans la guerre

Chronique imaginaire des événements courants

Le chemin de la liberté

Combattre, créer, résister depuis trois ans, dix ans... cent ans

n°37

Le Facebook du RESU n'est pas qu'une affaire de « like »...

Ambulance mitraillée, crime contre l'humanité

Écrire en temps de guerre

n°38

Contre la présence de Xenia Fedoriva au Festival du livre de Paris

Maïdan

n°26

Défense de la démocratie

Kyiv, 2 mars 2014

Union socialiste « opposition de gauche »

L'euromaïdan, une action de désobéissance civique libératrice et non extrémiste

Les révolutions de Maïdan et la crise politique post-soviétique

Le printemps des peuples est arrivé en Europe

Les contradictions d'un printemps des peuples

n°27

Maïdan a provoqué une crise de l'ancien système politique

C'était il y a dix ans



Dis ans se sont écoulés
Les voies de la gauche dans l'obscurité

Le syndicalisme étudiant dans la guerre

n° 10
Priama Diia : un syndicat de lutte étudiant
« Il nous faut reconstruire un syndicat étudiant de gauche »

n° 14
Les étudiants protestent contre la fermeture de l'Académie de
l'imprimerie de Lviv

n° 16
Le syndicat étudiant Priama Diia est de retour

n° 17
Les étudiants ukrainiens doivent avoir le droit à l'éducation même
en temps de guerre

n° 19
Moi, Kostya, lycéen, membre de Priama Diia

n° 20
La semaine antifasciste de Priama Diia

n° 22
Que pensent les étudiants ?

n° 25
Pour le contrôle étudiant

n° 26
Mobilisation étudiante contre la xénophobie

n° 27
2023 : une année de luttes étudiantes
Les étudiants sont la force de l'université

n° 28
Une enquête sur les bourses universitaires

n° 29
Étudiants : la colère gronde
Les étudiants en médecine se battent pour leurs droits
Réforme de l'autonomie étudiante : trahison ou victoire ?

n° 30
La vie étudiante entre néolibéralisme et guerre
Odessa : étudiants et militaires repoussent l'extrême droite

n° 33
Priama Diia à l'origine d'un réseau syndical international

n° 34
2^e congrès du syndicat étudiant

n° 35
Une lycéenne ukrainienne dans la guerre
« University at war » à Lviv

n° 38
« Le contrôle, c'est notre pratique syndicale »
Les leçons d'une lutte étudiante

Sois comme Nina

n° 16
Un nouveau syndicat de base indépendant à l'hôpital de Lviv

n° 20
La douleur des infirmières ukrainiennes

n° 22
Manifestation d'infirmières à Kryvyi Rih

n° 23
Assemblée constitutive du mouvement médical Sois comme Nina

n° 25
Les victoires de Sois comme Nina

n° 26
Trois questions à Sois comme Nina

n° 29
Témoignages de deux infirmières au congrès de Solidaires

n° 30
Dans les hôpitaux, ceux et celles qui se battent pour leurs droits
sont combattus

Obstacles et défis pour le personnel médical en temps de guerre

n° 31
Infirmières en détresse
Mais que veut Nina ?

n° 33
Contre les fermetures d'hôpitaux
Victoire sur le droit à la rémunération
Un médecin de l'hôpital pour enfants raconte

n° 34
Les infirmières sont au bord du gouffre

n° 32
Comment le Covid 19 et la guerre ont affecté les infirmières

Environnement, énergie

n° 21
Sur les conséquences de la destruction du barrage

Sur l'attaque du barrage de Kakhova
Pour une transition énergétique juste

n°23

Même en pleine guerre, l'avenir énergétique de l'Ukraine est en jeu

n°32

Un an après la tragédie du barrage de Kakhova

Auto-organisation, autogestion, contrôle, coopératives

n°7

Pour un contrôle démocratique des représentants des travailleurs sur les actifs russes

n°11

Une comparaison de l'auto-activité de la classe ouvrière à travers les soulèvements post-soviétiques

n°13

La pratique de l'autogestion généralisée

n°16

Mouvement ouvrier et coopératives en Ukraine (1898-1920)

n°17

L'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces

n°18

L'Ukraine et la question de l'autogestion

n°21

Pour un contrôle populaire sur la protection civile

n°23

Gérer et contrôler les hôpitaux, c'est possible

n°25

Pour le contrôle étudiant

n°26

Les coopératives sont une façon de propager les principes de l'auto-organisation

n°31

La chose la plus importante est l'auto-organisation

n°38

« Le contrôle, c'est notre pratique syndicale »

Guerre, armée

n°2

L'armée russe est de tigre de papier et le papier est maintenant en feu

Le pacifisme n'est pas une option

n°3

Guerre en Ukraine : dix enseignements syriens

n°4

L'avenir de la démilitarisation passe par l'arrêt immédiat de la machine de guerre russe

Soutenons les réfractaires russes

n°8

Lignes de front

n°9

Les trains dans la guerre

Une guerre étrange où on interdit à l'Ukraine que Poutine « soit humilié »

n°10

La Pâque et la kalachnikov

Droit de la guerre, guerre pour le droit

L'Ukraine et le pacifisme

Tous dans la guerre

Lignes de front

n°11

L'arme à gauche

n°13

La Russie ne négociera que si elle subit des défaites

n°14

Que l'invasion cesse et la guerre cessera

n°16

Un plan de paix en dix points

n°17

L'Ukraine a besoin d'alliés, pas de discours de neutralité

n°18

À propos de la « menace nucléaire » et de la guerre en Ukraine

Les troupes russes doivent quitter l'Ukraine, immédiatement et sans conditions

n°19

Quelques questions et propositions (pour ceux qui veulent la paix)

n°20

Le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme

Poutine : de victoire en victoire jusqu'à la catastrophe finale

Pacifisme, militarisme et solidarité avec l'Ukraine

Discussion avec des témoins oculaires



n°21

Les organisations de la société civile ukrainienne s'adressent aux mouvements pacifistes et artisans de la paix de tous les pays
De l'arme du droit au droit des armes
État espagnol : un « pacifisme » qui aide Poutine
La loi de programmation militaire française et l'Ukraine
Mythes et réalités de la guerre
Ni vu ni connu je t'embrouille

n°22

Listes des unités des forces armées où le syndicat des LGBTQIA+ sous l'uniforme a des membres
La paix maintenant, mais quelle paix ?
L'Ukraine et la violence de l'abstraction
L'Ukraine et l'abstraction de la violence : réponse

n°23

Pendant la lutte, la guerre continue

n°24

L'OTAN a-t-elle poussé Poutine à envahir l'Ukraine ?

n°25

Au-delà de l'actuel et déroutant sevrage informatif sur la guerre
Nouveau cimetière de chars

n°27

La bataille d'Avdiivka
Trois questions et 24 réponses
Tirer dans les genoux...

n°28

Les bonnes raisons de défendre l'idée que, non, l'Ukraine n'a pas perdu la guerre
La guerre a un tournant ?
Guerre ou paix ? Un faux dilemme dans la polémique autour de la question ukrainienne

n°29

Carnet de bord
Notes d'un mobilisé
Soutien aux combattant-es ukrainien·nes de la démocratie
Vivre en temps de guerre, ce pourquoi on se bat

n°30

Les faux-semblants de la bataille de Kharkiv

n°31

La bataille de Tchassiv Yar emblématique de la nouvelle donne militaire

n°32

Les citoyens soldats veulent garder leur citoyen colonel
État des lieux de la guerre d'Ukraine

n°33

Carnet de bord sur les batailles de Koursk et de Povrotsk

n°34

Menace nucléaire russe, batailles de Koursk et de Vuhledar

n°35

N'y a-t-il pas de genre dans l'armée ?
Carnets de bord de la guerre

n°36

Carnets de bord de la guerre en Ukraine
Lettres d'Ukraine

n°37

Avec l'Ukraine, contre le militarisme
Carnets de guerre

n°38

« Nous choisissons la liberté ! Ils ne passeront pas » !
Une double exigence : assurer la survie de l'Europe en tant qu'espace démocratique
Livraison d'armes et internationalisme
Carnets de guerre
Ce n'est pas une guerre par procuration

L'internationalisme, la gauche, le campisme

n°1

Mémoire sur une position anti-impérialiste radicale
Lettre de Kiev à la gauche occidentale
Les anarchistes russes contre la guerre de Poutine
Contre la guerre, pour la solidarité internationale
Stop à l'agression russe en Ukraine ! Pour une Ukraine libre et souveraine

n°2

Pourquoi l'Ukraine est une cause syrienne
Se plaindre des États-Unis ne suffit pas à la gauche occidentale
La gauche face à l'invasion de l'Ukraine : tenir fermement la barre

n°3

Par tous les moyens nécessaires
À propos de la guerre menée par la Russie
Les anarchistes organisent des milices armées pour combattre l'envahisseur russe

Chère gauche occidentale, on ne vous demande pas d'aimer l'OTAN

n°4

Que faire lorsque la Russie attaque l'Ukraine et que tu es de gauche ?

La Russie et l'Ukraine : impasse ou tournant ?

n°5

La dialectique des armes, du sable et des livres

Les forces de défense territoriale et notre engagement

Une fois de plus : les socialistes doivent-ils soutenir ou s'opposer à l'envoi d'armes

L'Ukraine et la gauche : fatalisme géopolitique et historicisme moral

Non à l'OTAN et la crise identitaire de la gauche espagnole

La lutte pour l'autodétermination de l'Ukraine

n°6

Notre soutien à l'Ukraine : moral, politique et stratégique

Maintenir et renforcer l'internationalisme

Une sévère critique de la position de Chomsky

n°7

Oui mais quand même

Quand allons-nous cesser d'excuser l'invasion russe ?

L'héritage socialiste de l'Ukraine

Déni méprisant des Ukrainiens comme acteurs au nom de la géopolitique et/ou de la paix

n°8

Pour un anticapitalisme à visage humain

La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche

À propos de la guerre en Ukraine

Pendant la guerre, les orages d'acier et les deux nuages

n°9

L'abstraction contre le droit des peuples

Trois combattants internationaux prisonniers de guerre condamnés à mort

Un déni d'autonomie au nom de la géopolitique de la paix

n°10

Je suis un socialiste ukrainien : voici pourquoi je résiste à l'invasion russe

n°11

Entretien avec un socialiste ukrainien

La gauche soit sortir de son silence

n°12

La guerre et l'avenir de l'Ukraine et de la gauche

Des paroles en l'air qui retombent en poisons sur certaines terres

Trop c'est trop : le « diplo », l'Ukraine et le campisme

Pierre Rimbert, l'Ukraine et le « campisme »

n°13

Nouvelle tactique de la Fédération de Russie : comment la gauche doit réagir ?

Tribulations d'un brigadiste au pays de la carabistouille déconcertante

À propos des « bons opposants russes »

La gauche occidentale à un carrefour historique

La gauche américaine et l'Ukraine

n°14

Un point de vue de gauche sur les perspectives de négociations de paix

Naviguer dans le débat de gauche

n°15

Délibérément ou par distraction : les paradoxes des gauches

Convergences contre-nature

La gauche japonaise face à la guerre russo-ukrainienne

L'Ukraine et la crise de la gauche italienne

n°16

L'orchestre des aveugles, des sourds, des amnésiques, des bonimenteurs et des complices joue sa partition

Vive Léon Blum et la non-intervention ?

n°17

La restauration des frontières de l'Ukraine avec la Russie entraînera la cessation immédiate des hostilités

Notre place est toujours aux côtés de la résistance ukrainienne

Contre le French camp-camp

Sotsialnyi Rukh en Inde

n°18

Ukraine, Palestine et internationalisme

Des anarchistes russes, ukrainiens et biélorusses qui combattent contre la Russie analysent l'impérialisme de l'OTAN

n°19

Les étudiants ukrainiens lancent un appel aux étudiants de France

La gauche doit-elle soutenir l'envoi d'armes ?

n°20

Commons, un intellectuel collectif de gauche

Lettre ouverte au mouvement de la paix



Lutter sur deux fronts

Solidarité horizontale contre géopolitique

n° 22

L'internationalisme, c'est pas de la tarte !

Notre indifférence à l'égard de l'Ukraine nuit à notre lutte en Inde

n° 23

Lettre ouverte à DSA: pour un anti-impérialisme conséquent

n° 24

La guerre va durer... la solidarité aussi

Des anarchistes pour l'État et la nation

Solidarité avec la résistance syndicale et populaire

n° 25

Garder le cap !

Un oiseau drone né dans un cinéma bruxellois

Suisse: Livraison de matériel scolaire

Que ceux qui s'opposent à la tyrannie se lèvent !

De quel côté sommes-nous ?

n° 26

Zelensky n'est pas notre ami... et alors ?

Résister au défaitisme malgré les difficultés

Défendre la démocratie les armes à la main

n° 27

Soutenir plus que jamais la résistance populaire armée et non armée

Les États-Unis envahissent-ils l'Ukraine ?

n° 28

Nous écrivons depuis l'Espagne...

Sept conclusions pour un 24 février

Des élu-es de gauche appellent à soutenir l'Ukraine

Les élu-es de la gauche québécoise et le droit à l'autodétermination

n° 29

L'esprit de Haymarket Square

« Si nous ne nous engageons pas dans les forces armées, la gauche ukrainienne cesserait d'exister »

Des drones pour le groupe de reconnaissance Adam

n° 31

Pour soutenir l'Ukraine, battre le RN !

Vaincre Poutine : les évolutions positives de la gauche française

Défendre l'Ukraine et combattre le FN : même combat

Une paix populaire, pas une paix impériale

Lutter pour les droits sociaux même en temps de guerre

n° 32

Ne flanchons pas

n° 33

Hasards objectifs, humeurs, divagations et nausées en 33 tours et quelques images

Stopper la main de Poutine et de ses alliés

n° 34

Ce n'est qu'un début, continuer à tergiverser

Carnet de voyage

n° 35

L'Ukraine est seule (ou presque)

Le chemin de la victoire et les tâches de la gauche ukrainienne

« Être de gauche, c'est être du côté des opprimés »

n° 36

Trois années de solidarité et de lutte face à la guerre d'agression

Trois ans de guerre, de résistances et de solidarités

Aux côtés de l'Ukraine contre tous les régimes autoritaires et tous les impérialismes

Paradoxes d'une solidarité partagée

n° 37

Les deux salopards ou les amis du salopard de Moscou ne sont pas mes amis

Il n'y aura pas de paix sans justice

« La gauche devrait soutenir une paix juste pour l'Ukraine, pas un accord Trump-Poutine visant à apaiser l'agresseur »

Le pacifisme du collectif « Échec à la guerre » n'est pas la paix

À Bruxelles pour dire : « Non à la partition de l'Ukraine ! Troupes russes dehors ! »

Le 23 février, en France et ailleurs, en soutien à l'Ukraine résistante lâchée par Trump !

n° 38

1^{er} mai : solidarité internationaliste pour une paix juste et durable

Pour une paix juste et durable ! Solidarité avec la résistance des travailleurs et des travailleuses d'Ukraine !

Bruxelles: capitale de la solidarité avec l'Ukraine

Syndicalisme et internationalisme

n° 1

Déclaration du congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie

Communiqué de la Confédération du travail de Russie

n° 2

Les dockers néo-zélandais solidaires avec l'Ukraine

Non à la guerre : retrait immédiat des troupes russes (déclaration intersyndicale CGT, FSU, Solidaires)

Douze questions sur la guerre en Ukraine

Solidarité avec le peuple ukrainien et ses organisations syndicales

n°3

Grande-Bretagne : déclaration du syndicat des pompiers

n°4

La KVPU dans la guerre

Grande-Bretagne : les dockers refusent de décharger du pétrole russe

Actions syndicales internationalistes

Un convoi intersyndical

n°5

Les métallos envoient des convois d'aide aux métallos ukrainiens

Les dockers suédois vont boycotter les bateaux russes

Témoignages de syndicalistes

n°6

Les dockers néerlandais et suédois refusent de décharger une cargaison de fuel russe

Les syndicalistes états-uniens avec la résistance

n°7

Syndicalistes ukrainiens morts au combat

n°9

Convoi syndical de solidarité

n°11

Soutien à une unité combattante de la résistance ukrainienne

n°12

Deuxième convoi syndical

il faut revenir à une logique de paix et stopper la Russie dans son escalade

n°13

Le soutien syndical aux combattant·es

n°16

Des syndicalistes d'Ukraine, du Bélarus et de Russie dans la guerre

n°17

Après la guerre, les travailleurs ukrainiens n'accepteront plus jamais d'être exploités

Déclarations : CGT, Solidaires

n°18

Pour le boycott des entreprises françaises travaillant en Russie
« Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux »

n°19

La FSM, un syndicalisme poutinien

Portraits de pacifistes honnêtes

Ukraine-Bésil, dehors Lavrov, dehors les troupes de Poutine

n°20

S'unir pour une Europe juste et solidaire

n°27

Pour une paix juste et durable : solidarité avec la résistance des travailleuses et des travailleurs ukrainiens

n°28

Pour survivre, les travailleurs et les travailleuses ont besoin de l'aide internationale

n°33

Le plus important syndicat du Royaume-Uni aux côtés de l'Ukraine

n°34

Des syndicalistes ukrainiens en tournée dans l'État espagnol
N'y a-t-il pas de genre dans l'armée ?

n°35

Aperçu du soutien syndical mondial

L'Ukraine et les syndicats

Dialogue syndical transatlantique

Le mouvement syndical mondial doit demander des comptes à la Russie

n°36

Bribes d'internationalisme syndical

n°37

Pour la paix et la liberté des peuples !

Impérialismes, Russie, poutinisme, fascisme

n°1

La Russie a attaqué et commencé l'invasion de l'Ukraine

Le contexte historique de l'invasion de l'Ukraine par Poutine

Contre l'impérialisme russe ne touchez pas à l'Ukraine

L'impérialisme russe est l'agresseur

n°2

Le régime de Poutine se débat dans ses propres contradictions

L'impérialisme russe : du tsar à Poutine

n°3

Pourquoi l'invasion russe n'aurait pas dû être une surprise

La victoire sur Poutine viendra de l'intérieur

n°4

Poutine et le nationalisme grand-russe



n°7

La conquête de l'Ukraine et l'histoire de l'impérialisme russe
L'impérialisme russe et ses monopoles

n°8

Sur la nature du régime russe et ses perspectives

n°9

Quels crimes ? Quels juges ?

Une guerre d'agression grand-russe

n°11

La guerre de Poutine n'est pas une question de sécurité nationale
mais d'intérêts impérialistes

Sauvons les enfants ukrainiens déportés en Russie

n°12

Pour Poutine ce qui compte vraiment ce n'est pas l'Ukraine mais le
contrôle de la Russie

n°13

Les « gens ordinaires » et le fascisme

n°14

La main dans le sac du génocide

n°15

Vers le fascisme

Le poutinisme, c'est le fascisme : pourquoi est-il nécessaire de le
dire aujourd'hui

La junte du Myanmar affiche son soutien à Poutine

n°16

La crise de l'hégémonie, l'impérialisme et les défis de la sécurité
nationale

Les villes du Donbass furent des incubateurs de la loyauté au
projet impérial russe puis soviétique

n°17

Multipolarité, le mantra de l'autoritarisme

Le prix Nobel de la paix 2022 condamné à dix ans de prison

n°18

Poutine partout, justice nulle part

n°20

C'est toujours avant l'aube qu'il fait le plus sombre

Ce régime ne peut pas évoluer

n°21

Sur la mutinerie de Wagner et ses conséquences

Kakhova : un écocide criminel

L'étonnante omniprésence de l'arrogance américaine

La question russe revient au centre

n°22

Un coup d'État privé

Un « capitalisme national périphérique » ou une mafia d'État ?

n°23

L'Ukraine et l'ordre du monde

Si nous voulons comprendre l'extrême droite au 21^e siècle, nous
devons regarder la Russie

n°24

La nouvelle présence russe à Cuba

n°27

Impérialisme russe : guerre, fascisation et résistance

n°28

L'arrêt de la guerre signifie la mort de la dictature

Les enfants ukrainiens victimes de Poutine

Le poutinisme économique de la Suisse

n°29

Le Nicaragua « territoire occupé » consentant ?

n°30

La Palestine, l'Ukraine et la crise des empires

Sommes-nous bien préparés aux guerres impériales à venir ?

n°32

Poutine au miroir du 1984 de George Orwell

La Russie tue délibérément des enfants, des patients et des
travailleurs ukrainiens

n°34

Déportation, adoption, russification des enfants ukrainiens

n°35

Poutine : parrain et fédérateur de l'extrême droite internationale

La dimension néofasciste de l'axe Poutine-Trump au prisme de la
guerre en Ukraine, ce qui échappe à certaines gauches

n°36

Une 3^e guerre mondiale ? Aidons ceux qui l'empêchent

« Les "gauchistes" falsifient le choix auquel les Ukrainiens sont
confrontés en temps de guerre »

n°37

L'impact de l'axe Trump-Poutine

Les leçons du Février noir que nous n'avons pas apprises

Munich 2025

L'autre Russie

n°1

Communiqué de la Confédération du travail de Russie

L'agression de Poutine se poursuit, les manifestations en Russie aussi

n°2

Les travailleurs russes de la culture contre la guerre
J'ai été arrêtée lors d'une manifestation antiguerre
Blouses blanches avec l'Ukraine
Le pouvoir russe se prépare à combattre jusqu'au dernier soldat

n°3

L'université Lomonossov de Moscou contre la guerre

n°5

Rencontre avec la résistance féministe russe

n°6

Protester en silence

Déclaration de la Confédération du travail de Russie

n°7

Le visage féminin du mouvement antiguerre

n°8

Prisonniers politiques

La guerre va anéantir tout ce que nous avons obtenu pour les droits des femmes

Déclaration du mouvement des objecteurs de conscience

n°10

Comment les partisans russes ont mis le feu aux bureaux militaires et fait dérailler les trains

Les murs russes ont la parole

n°11

Les réfractaires « grand-russes »

n°12

Chronique de la répression des mouvements de protestation
« On jette les gens comme du bois de chauffage »

n°13

Résistance féministe contre la guerre

n°14

Résistances féministes contre la guerre (2)

n°16

Résister à la guerre et à la répression
Nous disons : guerre à la guerre !

n°17

Combien de temps encore cela peut-il durer ?

n°20

Échos des universités

Appel à mes amis progressistes occidentaux

n°21

Déclaration de Feminist War Resistance

Choisir notre camp

Se préparer pour le bon moment

La mutinerie russe est-elle de bon augure pour les Ukrainiens ?

La catastrophe

Il faut libérer Azat Miftakhov

n°22

Je suis un Ukrainien de gauche, c'est pourquoi je soutiens Boris Kagarlitsky

Boris Kagarlitsky emprisonné en Russie

Sur le front de l'Université

n°24

Moi Vitalyi, militant socialiste ukrainien déporté en Russie

n°31

La dramatique errance des déserteurs, insoumis et objecteurs de conscience russes

n°36

Lettres de Russie

Bélarus

n°1

Déclaration du congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie

n°2

Des cyberpartisans perturbent les transports des troupes russes

n°3

Bataille du rail au Bélarus : les cheminots bloquent les trains militaires russes

n°4

La guerre de la Russie en Ukraine n'est pas notre guerre
Les cheminots entrent en action

n°5

Pourquoi le Bélarus ne s'est pas encore joint à l'invasion
Arrestation de dirigeants syndicaux

n°6

Attaque contre le mouvement syndical indépendant
La peine de mort pour les partisan-es cheminot-es
Loukachenko veut la peau des anarchistes



n°8

La journée a commencé par des perquisitions au siège du syndicat

n°9

Loukachenko met l'édition en cage

Le procureur général veut liquider le mouvement syndical indépendant

n°10

Trois partisans du rail risquent la peine de mort

n°12

Droits sociaux et syndicaux

n°27

Combattants libertaires biélorusses

Femmes syndicalistes en prison



CLIQUER SUR L'IMAGE POUR TÉLÉCHARGER LE LIVRE

CRÉDITS ILLUSTRATIONS INTÉRIEURES

p. 16, 18, 25, 40, 46, 47, 50, 54, 58, 60, 164, 189, 192, 193, 199, 200: coll. Brigades éditoriales de solidarité.

p. 29, Maria Primachenko (coll. RESU-Belgique).

p. 32, 77, 91: Katya Gritseva.

p. 35: coll. RESU-Belgique.

p. 36, 38, 39: photos Jean-François Raffin (collection RESU-France).

p. 63: carte Creative Commons.

p. 88, 116, 119, 125: coll. RESU-France.

p. 94: « Le Donbass, le cœur de la Russie » (1921), artiste inconnu.

p. 106: coll. privée.

p. 170-185, photo 1: DocuDays; photo 2: DocuDays, Anna Soli; photo 3: Ukraine CombArt; photos 4, 5, 6, 7, 8: DocuDays, Serhii Khandusenko; photos 9, 10, 11: captures d'écran; photo 12: DocuDays, Anna Soli; photos 13 & 13 bis: DocuDays; photos 14, 15, 16, 17, 18: Ukraine CombArt; photo 19: DocuDays, Serhii Khandusenko; photo 20: Ukraine CombArt.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des samizdats et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris) et Utopia Rossa (Rome), les sites À l'encontre (Lausanne), Trasversales (Madrid) et Europe solidaire sans frontières, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue Alternatives Sud, ainsi que le blog Entre les lignes entre les mots (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».